

Etudes Marxistes

N°8 – 3^{ème} trimestre 1990

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - Témoignages historiques sur l'Union soviétique - 1924-1941 (p.2)

Présentation (Lieven Soete) (p.2)

La collectivisation de l'agriculture et la dékoulakisation

1. Extraits des Archives du PCUS(b) de SMOLENSK (1924-1938) (p.11)

2. La situation des koulaks, déportés en Sibérie (John D. Littlepage) (p.23)

Le sabotage dans l'industrie et les procès de haute trahison

1. Le sabotage par le réseau trotskyste (John D. Littlepage) (p.25)

2. Les procès de haute trahison (Walter Duranty) (p.31)

3. Derrière les procès de Moscou (J.E. Davies) (p.35)

II - La préparation de l'Armée Rouge et du peuple soviétique à l'agression nazie (Maréchal G. Joukov) (p.56)

III - Le développement économique soviétique depuis 1917 (Livre de Maurice Dobb commenté par Michel Collon) (p.76)

IV - Les années Brejnev : Stalinisme ou Révisionnisme ? (Ludo Martens) (p.98)

V - La presse est-elle une machine de propagande ? (Thomas Cutsem) (p.119)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Témoignages historiques sur l'Union soviétique -1924-1941

Présentation par Lieven Soete

L'implosion des régimes communistes en Europe de l'Est offre un nouveau point de départ à la recherche historique. Puisque nous pouvons constater ses résultats sous nos yeux, il nous est devenu plus aisé de définir et d'analyser les lignes de force qui ont permis l'émergence de ces contre-révolutions et la restauration de 'l'ancien régime' capitaliste.

Quelles sont les tendances qui pendant des années ont miné le socialisme dans les pays d'Europe de l'Est ?

Même si on est tenté de ramener Karl Marx au rang d'antiquité, son analyse qui veut que l'histoire se fait à travers les classes et la lutte des classes reste à ce jour intangible. La recherche des causes de l'effondrement du socialisme en Europe de l'Est -phénomène où les partis communistes ont joué le rôle d'enzymes dans le processus de pourrissement - devra de ce fait être focalisé sur la lutte des classes dans ces pays et au plan international.

Il est évident que le point de rupture dans le mouvement communiste international se trouve dans l'installation fulgurante du révisionnisme et avec 'l'antistalinisme' comme doctrine de base prônée par Khrouchtchev en Union soviétique depuis 1956. Presque tous les partis communistes ont suivi à cet égard le 'guide central' de Moscou. A tel point que le rétablissement du capitalisme dans les pays de l'Est est acclamé comme l'ultime victoire sur le 'stalinisme', et notamment par les ex-communistes locaux qui, dans un mouvement irrésistible d'honnêteté politique, se déclarent à peu près tous 'socialistes' ou 'sociaux-démocrates'.

'Stalinisme' est depuis belle lurette l'injure que la bourgeoisie emploie pour concrétiser sa haine de classe contre le communisme et le marxisme-léninisme. A cet égard, Trotsky a joué un rôle d'avant-garde dans l'offensive tant idéologique qu'effective de toutes les forces impérialistes contre le premier bastion socialiste, l'Union soviétique.

Nous avons réuni un certain nombre de témoignages historiques qui, à tout le moins, offrent matière à réflexion quant à l'évidence selon laquelle tout échec en Union soviétique, est rangé dans la catégorie infamante de 'stalinisme', de manière dogmatique et sans faire appel à des arguments concrets. Le choix des textes non exhaustifs, présentés dans ce numéro *d'Etudes Marxistes* a pour but d'amener le lecteur à une première réflexion. Peut-être peut-on arriver ainsi à une première cure de désintoxication contre l'engourdissement dont nous sommes tous plus ou moins victimes, et qui, tels des personnages d'Orwell, nous pousse à hocher la tête chaque fois que le nom de Staline est automatiquement lié à 'terreur', 'crimes', 'dictateur', et autres gracieusetés !

• Extraits des archives du PCUS(b) de Smolensk.

En juillet 1941 les troupes nazies occupèrent la ville de Smolensk, à 400 km au sud-ouest de Moscou. Elles y ont découvert les archives intactes du PCUS(b) de la période 1924-1938: au total quelque 200.000 feuillets. Tout fut transféré à Berlin. En 1945, les Américains ont converti ce qui était le service d'espionnage nazi pour l'Europe de l'Est (le groupe Gehlen) dans ce qui allait devenir la *CIA*. Les hommes et le matériel furent transférés aux Etats-Unis. De cette manière, les archives du Smolensk sont tombées sous le contrôle de l'armée américaine et s'y trouvent toujours. En 1958, Merle FAINSON, un collaborateur du professeur Zbigniew Brzezinski, a publié une sélection des archives de Smolensk. Même si son livre, intitulé *Smolensk under Soviet Rule* vise à présenter du matériel antisoviétique et que le choix a donc été opéré de ce point de vue, il contient cependant un trésor de données quant au fonctionnement, à la situation et aux problèmes à l'intérieur du parti et au déroulement d'une lutte des classes très tendue - on pourrait la qualifier de prolongement de la guerre civile - lors de la période de la collectivisation de l'agriculture.

[Merle FAINSOD, *Smolensk under Soviet Rule*, Boston, 1958-1989, ISBN: 0-04-445389-2.]

- John D. LITTLEPAGE était un ingénieur des mines américain qui fut approché en 1927 en Alaska, par un fonctionnaire soviétique, Serebrovski, pour lui proposer de collaborer au travail de relance et d'expansion des mines d'or en Sibérie. Les conditions matérielles attirantes poussèrent Littlepage à accepter l'offre. Il était très versé dans sa spécialité, mais n'avait aucun intérêt politique, donc encore moins de formation. De 1928 à 1937, il fut chef-adjoint du *Trust de l'or soviétique*. En 1939, sur l'insistance de Demarée BESS, correspondant de la *Christian Science Monitor* à Moscou, il publia le récit de ses expériences dans un livre que nous avons pu trouver dans la traduction française, publiée chez Payot, à Paris en 1939: *A la Recherche des Mines d'Or de Sibérie, 1928 -1937*.
- Walter DURANTY fut le correspondant du *New-York Times* à Moscou, de 1922 jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Pour le gouvernement américain il faisait aussi figure de 'spécialiste russe' dont on prenait régulièrement l'avis. En 1943, il publia *The story of the Soviet Russia*. A l'automne 1946, le livre parut en traduction française, *Histoire de la Russie soviétique* (Stock, Paris).
- Joseph E. DAVIES fut l'ambassadeur à Moscou du président américain Roosevelt, de décembre 1936 à juin 1938, la période des grands procès et des épurations en Union soviétique. En 1944, Davies publia une sélection des notes de son journal et des lettres et rapports qu'il avait envoyés au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à Washington, tout cela repris sous le titre: *Mission to Moscow*. Très vite, le livre devint un best-seller mondial, dans le climat de sympathie pour l'Union soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale. On en fit même un film qui, suite à l'attitude hystérique lors de la Guerre Froide, ne fut pas distribué pendant de longues années. Nos citations sont tirées de l'édition française: *Mission à Moscou*, Editions de l'Arbre, Montréal, 1944.
- Le maréchal G. JOUKOV était un des plus importants chefs militaires de la Seconde Guerre mondiale. A l'Ouest, il était également considéré comme un grand stratège et même reconnu et fêté comme héros populaire. Il mena l'Armée Rouge dans quasi toutes les batailles décisives: contre les Japonais en 1937-1939, lors de la première contre-offensive près de Moscou en 1941-1942, lors des victoires d'importance stratégique à Stalingrad et à Koursk en 1942-1943 et enfin lors de la victoire à Berlin en 1945. En décembre 1940 Joukov est nommé chef d'état-major de l'Armée Rouge. En 1941 Staline le démet de cette fonction, mais il reste membre de la 'Stavka', le commandement supérieur de l'armée soviétique. Il est à noter que, lors des journées cruciales de juin 1941, Joukov se trouve dans l'environnement immédiat de Staline où il est actif, alors que Nikita Khrouchtchev se trouvait à cette époque à Kiev, comme dirigeant de parti en Ukraine. En juin 1957, Joukov est repris par Khrouchtchev dans le praesidium du PCU S mais en octobre de la même année il en est exclu. En septembre 1969, il publie ses mémoires. A cette époque, Khrouchtchev a déjà été destitué (1964) et remplacé depuis 1966 par L. Brejnev. Les extraits du livre de Joukov viennent de la traduction française de 1970: Maréchal G. JOUKOV, *Mémoires, Tome I, Des années de jeunesse à la bataille de Moscou, 1896-1942*, Fayard, Paris.
- Les extraits du rapport secret de N. Khrouchtchev au XXe congrès du PCUS sont repris de: Branko LAZITCH, *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, Editions du Seuil, Paris, 1976.
- Afin de pouvoir situer les faits historiques, nous avons établi une vue d'ensemble synchronisée des événements les plus importants à l'intérieur du PCUS(b), en Union soviétique et dans les pays environnants, durant la période de Staline (1923 - 1953).

Vue d'ensemble synchronisée des événements les plus importants à l'intérieur du PCUS(b), en Union soviétique et dans les pays environnants durant la période de Staline (1923 - 1953)

1919

02/03/1919 - jusqu'au 6/03 • Fondation de la Deuxième Internationale (Communiste), le 'Komintern'.

21/03/1919 - jusqu'au 1/08/1919 • La République Soviétique Hongroise sous la direction de Béla Kun. Avec l'aide des troupes roumaines, elle sera anéantie dans le sang. Mise en place du premier régime fasciste en Europe avec Horthy.

28/06/1919 • Signature du Traité de Versailles.

1920

29/03/1920 - jusqu'au 5/04 • IX^e Congrès du PCUS. Fin du 'communisme de guerre'.

25/04/1920 • Début de la guerre soviéto-polonaise (jusqu'au 21 septembre 1920). Staline représente le Parti dans le quartier-général du front.

19/07/1920 - jusqu'au 7/08 • II^e Congrès du Komintern à Léninegrad. 01/11/1920 • Fin de la guerre d'intervention en Union soviétique: la Crimée est libérée.

00/11/1920 • Trotsky lance la thèse que les syndicats doivent être militarisés. Par contre, l'opposition ouvrière' (Kollontai) propose une ligne anarcho-sindicaliste qui veut pousser le rôle du Parti à l'arrière-plan.

1921

00/00/1921 • Discussion au sujet de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays (Lénine, Staline) ou d'attendre le déclenchement et le succès de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés (Trotsky, Zinoviev, Kamenev). Grande épuration du Parti: 25% des membres sont expulsés. 01/03/1921 • Révolte des marins de Kronstadt (Leningrad).

08/03/1921 - jusqu'au 16/03 • X^e Congrès du PCUS. La formation des fractions au sein du Parti est interdite. Condamnation de tous les groupes d'opposition (trotskystes, opposition ouvrière, 'communistes de gauche', centralistes démocrates). Départ de la NEP -à cet effet les thèses et plans avaient déjà été préparés par Lénine en 1918. La guerre civile avait fait reporter à plus tard leur application.

18/03/1921 • Paix de Riga entre l'Union soviétique et la Pologne. L'Ukraine de l'Ouest et la Biélorussie de l'Ouest sont intégrées à la Pologne (jusqu'en septembre 1939).

22/06/1921 - jusqu'au 12/07 • III^e Congrès du Komintern à Moscou.

1922

27/03/1922 - jusqu'au 2/04 • XI^e Congrès du PCUS. Fin de la 'retraite tactique' de la NEP. Position-clé du commerce comme maillon entre les villes et les campagnes, entre l'industrie et l'agriculture: organisation de sociétés commerciales d'Etat et des coopératives. Le 3 avril 1922 Staline est élu secrétaire-général du CC du PCUS.

16/04/1922 • Pacte de Rapallo entre l'Union soviétique et l'Allemagne: traité de paix et accord commercial important.

30/10/1922 • Mussolini 'prend' le pouvoir en Italie.

05/11/1922 - jusqu'au 5/12 • IV^e Congrès du Komintern à Moscou: le dernier congrès où Lénine est présent.

00/12/1922 • I^{er} Congrès des soviets de toute l'Union: fondation de l'U.R.S.S.

25/12/1922 • Lénine dicte une note confidentielle pour le prochain congrès, connue comme le 'Testament de Lénine'.

1928

17/08/1928 - jusqu'au 1/09 • VI^e Congrès du Komintern à Moscou

01/10/1928 • Départ du premier plan quinquennal.

19/10/1928 • Allocution de Staline au Plénum du CC de la section de Moscou du PCUS(b): *"Sur le danger de droite dans le PCUS(b)"*

00/11/1928 • Salazar prend le pouvoir au Portugal.

16/11/1928 - jusqu'au 24/11 • Plénum du CC du PCUS(b). L'approvisionnement en produits agricoles devient catastrophique: l'exportation de blé est menacée, des fabriques de textiles cessent leurs activités. La politique dure vis-à-vis des koulaks est à nouveau en vigueur. Boukharine, Tomski et Rykov s'y opposent.

00/12/1928 • Les koulaks perdent leur droit de vote pour les soviets. Des 'comités de paysans pauvres' sont créés qui doivent être les troupes d'avant-garde dans la lutte contre les koulaks.

1929

18/01/1929 • Le Bureau Politique de PCUS(b) décide d'expulser Trotsky de l'Union soviétique.

16/04/1929 - jusqu'au 23/04 • Plénum du CC, élargi au CGC, du PCUS(b). Intervention de Staline: "*Sur la déviation de droite dans le PCUS(b)*".

23/04/1929 - jusqu'au 29/04 • *XVI^e Conférence du PCUS(b)*. Lutte contre l'opposition de droite de Boukharine, Tomski et Rykov. Décision d'épurer le Parti. Le premier plan quinquennal (1/10/1928 au 30/09/1933) est ratifié.

28/06/1929 • L'approvisionnement en blé est très mauvais: dans plusieurs régions il faut introduire des cartes de rationnement pour le pain. Un décret multiplie par cinq les amendes pour spéculations et refus d'accomplir une tâche d'utilité publique (principalement dirigé contre les koulaks).

24/10/1929 • Krach boursier à New-York.

07/11/1929 • Article de Staline dans la *Pravda*: "*L'année du grand changement*". La collectivisation est déjà plus avancée que prévu dans le plan quinquennal. Cela conduit au triomphalisme, ce qui mène aux méthodes bureaucratiques et administratives pour accélérer encore plus la collectivisation.

10/11/1929 - jusqu'au 17/11 • Plénum du CC du PCUS(b). Pour mettre définitivement fin aux problèmes d'approvisionnement, il est décidé d'augmenter les rythmes de la collectivisation de l'agriculture. 25.000 travailleurs sont envoyés vers les kolkhozes et les SMT (les Stations Machines Tracteurs) pour soutenir la campagne. Les deux années suivantes il y en a plus de 250.000.

26/11/1929 • Boukharine, Rykov et Tomski, les dirigeants de l'opposition de droite, publient leur auto-critique.

1930

05/01/1930 • Le CC décide d'augmenter fortement le rythme de la collectivisation de façon à en finir pour l'automne 1930 ou au plus tard pour l'été 1931 dans la plupart des régions. Beaucoup de responsables locaux voudront, dans l'émulation socialiste aller encore plus vite. Résultat: toutes sortes de mesures bureaucratiques, de contraintes, et d'excès.

02/03/1930 • Dans la *Pravda* paraît l'article de Staline: "*Le vertige du succès*". Un avertissement contre les excès et les abus durant les campagnes de dékoulakisation et de collectivisation. En suit un recul général de la collectivisation: au 1/03 il y avait 14,2 millions de petites fermes individuelles adhérant à un kolkhoze ; au 1/05 cela est ramené à 6 millions.

00/05/1930 • Plan d'Aristide Briand (Ministre français des Affaires Etrangères) pour une 'Pan-Europe', une Europe unie, contre l'Union soviétique.

26/06/1930 - jusqu'au 13/07 • *XVI^e Congrès du PCUS(b)*. On décide d'activer la collectivisation et de doubler les crédits pour l'agriculture jusqu'à un milliard de roubles en 1930-31. La grave crise dans les pays capitalistes fait écrouler le système commercial mondial et le danger de guerre grandit. C'est pourquoi une importance encore plus grande est portée sur les besoins de la Défense et par conséquent sur la priorité de l'industrie lourde. Les objectifs du plan quinquennal sont fortement augmentés.

14/09/1930 • Elections en Allemagne: le NSDAP obtient contre toute attente 18,3% des voix et 107 sièges (contre 2,6% et 12 sièges en 1928) ; le *KPD* obtient 13% et 77 sièges (contre 10,5% en 1928).

1931

14/03/1931 • Renversement de la monarchie en Espagne; proclamation de la République. 10/09/1931 • Le Japon commence la guerre contre la Chine en Mandchourie.

1932

30/01/1932 - jusqu'au 4/02 • *XVII^e Conférence du PCUS(b)*.

05/07/1932 • Salazar prend le pouvoir au Portugal. En décembre 1934: élections sur le modèle fasciste; le gouvernement obtient 80% des voix.

31/07/1932 • Elections en Allemagne: le NSDAP obtient 39,2% et 230 sièges; le *KPD* 89 sièges (+12) et le *SPD* 133 (-10).

1933

07/01/1933 - jusqu'au 12/01 • Plénum du CC, élargi au CCC du PCUS(b). Un rapport fait part que déjà 240.757 familles de koulaks (ou environ 1 à 1,25 millions de personnes) sont déportés vers d'autres (lointaines) régions.

19/01/1933 • Décret qui instaure pour les kolkhozes que les livraisons ne doivent plus se faire sur la base de quotas fixes mais d'après la surface des terres cultivées. La collectivisation (accélérée) n'apporta pas l'accroissement attendu de la production agricole, au contraire, elle chuta: par sabotage et vol, bureaucratie, incompétence, livraisons insuffisantes des machines et d'autres outils. Dans les années 1932-1934, dans différentes régions régnait véritablement la famine,

30/01/1933 • Hitler devient chancelier du Reich allemand.

27/02/1933 • Le bâtiment du Reichstag est incendié: une provocation des nazis. Les communistes et le Komintern sont accusés: 4.000 arrestations. Le lendemain 7 articles de la Constitution sont supprimés. Le gouvernement fédéral prend les pleins pouvoirs sur tous les Ländern. Cette loi est approuvée par toutes les partis politique, sauf le *KPD* et le *SPD*.

19/04/1933 • Le gouvernement britannique interdit subitement toutes les importations d'URSS.

28/04/1933 • Décret du CC et de la CCC concernant une nouvelle épuration du PCUS(b).

08/05/1933 • Directive secrète de Staline et de Molotov concernant la restauration de la légalité pendant la dékoulakisation. La justice reçoit un plus grand contrôle sur le OGPU (la police secrète) et la milice; le nombre des détenus (800.000) doit être diminué de la moitié dans les deux mois.

19/10/1933 • L'Allemagne quitte la Société des Nations.

00/11/1933 • Les Etats-Unis reconnaissent l'Union soviétique.

1934

25/01/1934 - jusqu'au 10/02 • XVII^e Congrès du PCUS(b). Le 'congrès de la victoire': 99% de l'industrie est socialisée, 90% des étendues ensemencées du pays; le commerce privé est complètement éliminé.

06/02/1934 • Tentative de coup d'état fasciste (avec soulèvement) à Paris.

12/02/1934 • Insurrection par le 'Schutzbund' socialiste et les communistes à Vienne. Réprimée dans le sang: 374 tués et 13.000 prisonniers dans les camps de concentration.

00/04/1934 • Etablissement d'un régime fasciste en Autriche, dirigé par Dolfuss.

25/07/1934 • Attentat mortel contre Dolfuss à Vienne et échec de la tentative de coup d'état par les nazis allemands. Mussolini rassemble ses troupes au col de Brenner.

27/07/1934 • Signature d'un pacte d'unité contre le fascisme entre les partis communistes et socialistes en France: premier pas vers le 'Front Populaire'.

00/09/1934 • L'Union soviétique entre à la Société des Nations.

24/10/1934 • Thorez (PCF) lance en France un appel pour la formation d'un 'Front Populaire' contre le fascisme.

01/12/1934 • Meurtre de Kirov, le dirigeant du Parti à Leningrad.

00/12/1934 • Directive du CC à toutes les organisations du Parti: *"Leçons des événements en rapport avec le lâche assassinat du camarade Kirov."*

1935

13/01/1935 • Référendum en Saxe: 91% choisissent pour le rattachement à l'Allemagne.

15/01/1935 - jusqu'au 18/01 • Premier procès contre le groupe Zinoviev-Kamenev. Ils sont accusés de complicité indirecte pour le meurtre de Kirov et reçoivent des peines relativement légères: Zinoviev 10 ans et Kamenev 5 ans de prison.

16/03/1935 • Hitler décide d'augmenter la force de sa Wehrmacht jusqu'à 550.000 hommes tandis que le Traité de Versailles n'autorisait que 102.500 hommes.

02/05/1935 • Pacte d'assistance mutuelle entre l'Union soviétique et la France (le pacte 'Staline-Laval'). La France ne ratifie le pacte que le 27/02/1936 • Les Français continuent de refuser d'y lier un accord militaire.

16/05/1935 • Pacte d'assistance mutuelle entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. Les Tchécoslovaques posent comme condition que les soviets ne peuvent venir à leur secours que si la France intervient également (le 'pacte suicide')

25/07/1935 • VII^e Congrès du Komintern à Moscou: 'Front unique contre le fascisme!'.

15/09/1935 • Les lois antisémites de Nuremberg: les juifs sont considérés non comme des citoyens mais comme des sujets et perdent tous leurs droits.

1936

16/02/1936 • Victoire du 'Front Populaire' en Espagne: 269 sièges sur 474.

07/03/1936 • L'armée allemande occupe la Rhénanie.

12/03/1936 • Pacte d'assistance mutuelle entre l'Union soviétique et la Mongolie.

00/04/1936 • L'Italie envahit l'Abyssinie. Le 9 mai, Victor-Emmanuel III se proclame empereur d'Ethiopie.

03/05/1936 • Victoire électorale du Front Populaire en France.

19/07/1936 • Les troupes rebelles de Franco passent le détroit de Gibraltar: début de la guerre civile en Espagne.

25/07/1936 • Le gouvernement Léon Blum (Front Populaire) interdit l'expédition d'armes à la République espagnole et ferme les frontières entre la France et l'Espagne.

29/07/1936 • Directive top-secret du CC vers les responsables de régions et de districts: *"Sur les activités contre-révolutionnaires du bloc Trotsky-Zinoviev."*

18/08/1936 - jusqu'au 24/08 • Procès de masse contre le groupe Zinoviev-Kamenev-Tomski: 16 condamnations à mort sont prononcées. Tomski se suicide le 23 août.

07/11/1936 • La première brigade internationale arrive en Espagne.

25/11/1936 • L'Allemagne et le Japon concluent le 'Pacte Anti-Komintern'.

05/12/1936 • Ratification de la nouvelle constitution de l'URSS.

1937

23/01/1937 - jusqu'au 30/01 • Procès de masse contre Radek-Piatakov-Serebriakov: Treize y sont condamnés à mort. Ordjonikidze se suicide.

17/05/1937 • Le CC décide d'installer une direction et un contrôle direct du parti dans l'armée soviétique.

10/06/1937 • La *Pravda* communique la condamnation et l'exécution du maréchal Toukhatchevski et plusieurs autres officiers supérieurs de l'Armée Rouge.

02/07/1937 • L'Union soviétique retire des patrouilles en Amour, une région qui fait frontière avec la Mandchourie qui depuis mars 1932 est devenu l'Etat fantoche japonais 'Mandchoukwo'. Staline mène une politique évitant d'entrer ouvertement en conflit avec le Japon.

07/07/1937 • Le Japon envahit massivement la Chine sans avoir déclaré la guerre.

06/11/1937 • L'Italie adhère au 'Pacte anti-Komintern'.

00/12/1937 • Premières élections en Union soviétique sur la base de la nouvelle constitution.

00/12/1937 • Front uni en Chine entre Mao Tsé-Toung et Tchang Kaï-Chek.

1938

02/03/1938 - jusqu'au 13/03 • Procès de masse contre Boukharine-Rykov: ils sont condamnés à mort.

11/03/1938 • L'Anschluss de l'Autriche au Reich Allemand.

15/03/1938 • L'Union soviétique concentre des troupes à la frontière avec la Roumanie en vue d'une aide éventuelle à la Tchécoslovaquie.

01/06/1938 • Accord d'aide militaire entre l'Union soviétique et la Chine. Des pilotes soviétiques opèrent dans la guerre Chine-Japon.

29/07/1938 • Le Japon attaque l'Union soviétique près du lac Khassan. Les troupes japonaises sont repoussées.

15/09/1938 • Chamberlain pour la première fois en visite chez Hitler, dans le Nid d'aigles, en rapport avec la liquidation de la Tchécoslovaquie.

00/08/1938 • Le CC du PCUS(b) décide la production des chars lourds 'KW et des blindés 'T34'.

19/09/1938 • 3 à 4.000 avions soviétiques survolent la Roumanie vers la Tchécoslovaquie.

22/09/1938 • Chamberlain pour la deuxième fois chez Hitler (à Godesberg en Rhénanie).

29/09/1938 • Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier concluent les accords de Munich: la région des Sudètes en Tchécoslovaquie est livrée au Reich allemand.

30/09/1938 • Déclaration d'amitié entre Chamberlain et Hitler: accord de non-agression.

01/10/1938 • Parution de *l'Histoire du P.C.U.S.(b)* («*Le Bolchevik*»).

02/11/1938 • En France, le Parti Radical rompt avec le Front Populaire.

09/11/1938 • Le grand 'pogrom de novembre' en Allemagne (la 'Nuit de cristal').

08/12/1938 • Beria remplace Ejoy à la tête de la NKVD (la police secrète).

08/12/1938 • Von Ribbentrop à Paris: signature du pacte d'amitié franco-allemand.

1939

10/03/1939 - jusqu'au 21/03 • XVIII^e Congrès du PCUS(b).

15/03/1939 • Des troupes allemandes occupent la Bohême (Prague) et la Moravie (Brno). La Slovaquie devient protectorat allemand. La Pologne et la Hongrie de leur côté prennent également des parties de la Tchécoslovaquie.

22/03/1939 • Des troupes allemandes occupent la région de Klaipèda (Memel) en Lituanie.

28/03/1939 • Les troupes de Franco s'emparent de Madrid.

07/04/1939 • L'Italie s'empare de l'Albanie.

17/04/1939 • L'Union soviétique propose une coalition avec la France et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne nazie.

00/05/1939 • Le Japon attaque la Mongolie près de Khalkin-Gol. L'Union soviétique est liée par l'accord d'aide avec la Mongolie: cela signifie donc le début de la guerre soviéto-japonaise.

05/05/1939 • Litvinov est remplacé par Molotov comme commissaire du peuple aux Affaires Etrangères.

22/05/1939 • L'Allemagne et L'Italie concluent le 'Pacte d'Acier'.

06/06/1939 • Pactes de non-agression entre l'Allemagne et la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

23/08/1939 • Signature à Moscou du pacte de non-agression soviéto-allemand (Molotov - von Ribbentrop).

01/09/1939 • L'Allemagne nazie envahit la Pologne.

03/09/1939 • La Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

15/09/1939 • Armistice entre l'Union soviétique et le Japon. C'est une conséquence directe du pacte de non-agression soviéto-allemand. C'était une condition nécessaire aux soviétiques pour pouvoir entrer en Pologne orientale: une grande partie de chars et d'artillerie était concentrée sur ce front oriental.

17/09/1939 • Des troupes soviétiques occupent la partie orientale de la Pologne.

25/09/1939 • Le PCF est interdit en France: une vaste chasse aux communistes est déclenchée dans toute l'Europe occidentale.

28/09/1939 • Accord de frontière entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

28/09/1939 • Pacte d'aide mutuelle entre l'Union soviétique et l'Estonie; le 5/10 idem avec la Lettonie et le 10/10 avec la Lituanie. Ceci signifie pour les trois pays que l'Armée Rouge disposera d'une série de bases (pour la marine et l'aviation) sur leur territoire.

26/11/1939 • Début de la guerre soviéto-finlandaise.

09/12/1939 • Le premier soldat britannique est tué. La Grande-Bretagne est depuis trois mois en état de guerre avec l'Allemagne ('La drôle de guerre').

14/12/1939 • L'Union soviétique est mise hors de la Société des Nations pour l'agression sur la Finlande.

1940

13/03/1940 • Fin de la guerre soviéto-finlandaise: la Finlande capitule.

08/04/1940 • Des troupes allemandes occupent le Danemark et la Norvège.

07/05/1940 • Churchill devient premier Ministre en Grande-Bretagne.

10/05/1940 • Des troupes allemandes occupent la Hollande (14 mai) et la Belgique (28 mai).

10/06/1940 • Mussolini déclare la guerre à la Grande-Bretagne et la France.

14/06/1940 • Des troupes allemandes occupent Paris. Le 22 juin: armistice franco-allemande. Le gouvernement fasciste de Pétain s'installe à Vichy le 2 juillet.

14/06/1940 • Ultimatum soviétique à la Lituanie. Idem, le 16/06 à la Lettonie et le 21/06 à l'Estonie. Il faut former de nouveaux gouvernements qui sont pro-soviétiques. Dans les trois pays ont lieu des élections en juillet où les blocs anti-fascistes obtiennent de grandes victoires.

28/06/1940 • L'Union soviétique occupe la Bessarabie (Moldavie) et la Boukhovine de Roumanie. La Bessarabie avait été arrachée à la Russie par la Roumanie après la Première Guerre Mondiale.

05/08/1940 • La Lettonie devient membre de l'URSS. Le 6/08, idem pour l'Estonie et la Lituanie.

1941

15/02/1941 - jusqu'au 20/02 • XVIII^e *Conférence du PCUS(b)*.

06/04/1941 • Des troupes allemandes, italiennes, bulgares, hongroises et roumaines occupent la Yougoslavie et la Grèce.

13/04/1941 • Traité de neutralité entre l'Union soviétique et le Japon.

06/05/1941 • Staline prend la place de Molotov comme président du Conseil des Commissaires du peuple (premier Ministre).

22/06/1941 • L'Allemagne nazie et ses alliés fascistes envahissent l'Union soviétique ('Opération Barbarossa').

30/06/1941 • Formation du Comité de Défense avec Staline comme président: la direction sur l'ensemble de la guerre y est centralisée.

03/07/1941 • Allocution de Staline à la radio: mobilisation pour la défense de la Patrie.

19/07/1941 • Staline devient Commissaire du peuple à la Défense.

07/08/1941 • Staline devient commandant en chef des forces armées soviétiques.

20/10/1941 • Les armées allemandes se trouvent à 100 km de Moscou.

05/12/1941 • L'avance allemande en Union soviétique est stoppée: l'Armée Rouge commence une contre-offensive.

07/12/1941 • Les japonais bombardent par surprise Pearl Harbour: début de la participation américaine à la Deuxième Guerre Mondiale.

11/12/1941 • L'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux Etats-Unis.

1942

01/01/1942 • A Washington vingt-six pays signent, une déclaration dans laquelle ils décident de mener la lutte sans réserves contre le bloc fasciste.

11/06/1942 • Accord de Washington entre les Etats-Unis et l'URSS sur l'aide réciproque dans la guerre.

19/11/1942 • Début de la contre-offensive soviétique autour de Stalingrad.

1943

02/02/1943 • Le général allemand Von Paulus, avec vingt-quatre divisions, est obligé de se rendre aux Soviétiques près de Stalingrad.

15/05/1943 • Dissolution du Komintern.

10/07/1943 • Les alliés débarquent en Sicile: début du 'deuxième front' en Europa.

12/07/1943 • Grande contre-offensive et victoire de l'Armée Rouge dans la bataille des chars près de Kursk.

06/11/1943 • Kiev, la capitale de l'Ukraine est libérée par l'Armée Rouge.

25/07/1943 • Mussolini se rend. Dissolution du Parti Fasciste (27 juillet). Armistice entre l'Italie et les alliés (3 septembre). Le nouveau gouvernement italien déclare la guerre à l'Allemagne (13 octobre).

28/11/1943 - jusqu'au 1/12/1943 • Staline, Churchill et Roosevelt se rencontrent à la conférence de Téhéran.

1944

27/01/1944 • Rupture du blocus de Leningrad qui dura 900 jours.

06/06/1944 • Débarquement des troupes alliées en Normandie.

25/08/1944 • Libération de Paris.

29/08/1944 • Début de l'insurrection en Slovaquie (Tchécoslovaquie), Etat fantoche sous contrôle allemand. Défaite, fin octobre 1944.

31/08/1944 • L'Armée Rouge occupe (libère) Bucarest (Roumanie).

04/09/1944 • La Finlande, alliée de l'Allemagne nazie, capitule.

16/09/1944 • L'Armée Rouge occupe Sofia (Bulgarie).

20/10/1944 • L'Armée Rouge entre à Belgrade (Yougoslavie).

1945

01/01/1945 • L'Armée Rouge libère Varsovie (Pologne).

04/02/1945 - jusque 11/02/1945 • Staline, Churchill et Roosevelt à la conférence de Yalta (Crimée).

13/02/1945 • L'Armée Rouge occupe Budapest (Hongrie).

03/04/1945 • L'Armée Rouge occupe Vienne (Autriche).

02/05/1945 • L'Armée Rouge occupe Berlin. Le 7 mai, à 2H41, les allemands signent la reddition sans conditions.

10/05/1945 • L'Armée Rouge libère Prague (Tchécoslovaquie). Le 5 mai à Prague, l'insurrection des partisans avait commencé.

17/07/1945 - jusqu'au 2/08/1945 • Staline, Atlee (GB) et Truman (USA) à la conférence de Potsdam (Berlin).

06/08/1945 • Bombe atomique américaine sur Hiroshima (Japon). Le 9 août sur Nagasaki.

10/08/1945 • L'Union soviétique déclare la guerre au Japon qui capitule quatre jours après.

17/08/1945 • L'Indonésie déclare son indépendance vis-à-vis de la Hollande. Début de la guerre coloniale atroce des Hollandais en Indonésie.

02/09/1945 • Ho Chi Minh proclame l'indépendance de la République du Vietnam.

20/11/1945 • Début des procès internationaux contre les criminels de guerre, à Nuremberg.

1946-1947

05/03/1946 • Le discours de Churchill à Fulton (USA): début de la Guerre Froide.

00/00/1947 • Sortie de partis communistes des gouvernements occidentaux où ils y étaient entrés.

05/06/1947 • Le lancement du 'Plan Marshall' d'aide économique pour l'Europe occidentale.

15/08/1947 • Indépendance de l'Inde et du Pakistan.

05/10/1947 • Fondation du 'Kominform' (Bureau d'Information Communiste).

1948

16/02/1948 • La Corée du Nord se proclame République Démocratique Populaire de la Corée.

17/02/1948 • Les communistes prennent le pouvoir en Tchécoslovaquie.

14/05/1948 • Fondation de l'Etat d'Israël.

25/06/1948 • Les troupes soviétiques forment un blocus autour de Berlin.

28/06/1948 • Résolution du Kominform qui condamne Tito.

08/08/1948 • Soulèvement communiste en Birmanie.

1949

25/01/1949 • Fondation du COMECON.

04/04/1949 • Signature, à Washington, du pacte de l'OTAN.

12/05/1949 • Fin du blocus soviétique de Berlin.

23/05/1949 • Fondation de la République Fédérale Allemande (l'Allemagne de l'Ouest).

21/09/1949 • Proclamation de la République Populaire de Chine.

07/10/1949 • Fondation de la République Démocratique Allemande (l'Allemagne de l'Est).

1950

25/06/1950 • Début de la guerre en Corée.

1951

02/05/1951 • Fondation de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier - le précurseur de la CEE).

08/09/1951 • Traité de paix entre le Japon et les alliés occidentaux: fin de l'occupation américaine du Japon.

24/12/1951 • Indépendance de la Lybie (colonie britannique).

1952

05/10/1952 • jusqu'au 14/10 • XIX^e Congrès du PCUS(b). Le rapport du CC est présenté par Malenkov.

1953

05/03/1953 • Mort de Staline.

17/06/1953 • Emeute ouvrière à Berlin-Est: intervention de l'armée soviétique.

27/07/1953 • Armistice en Corée.

La collectivisation de l'agriculture et la dékoulakisation - 1924-1938

Le mouvement de masse contre les koulaks

Archives du PC(b)US de SMOLENSK

Smolensk

Smolensk avait la réputation d'être une des provinces agricoles les plus pauvres de la Russie européenne. Jusqu'en 1929, Smolensk a été le chef-lieu de la province portant le même nom. En 1926, elle comptait 2,3 millions d'habitants. De 1929 à 1937, il y a une autre division administrative de l'Union soviétique. Smolensk devient alors le chef lieu de l'Oblast-Ouest (Région-Ouest) qui compte 6,5 millions d'habitants. En 1937, les unités administratives sont à nouveau réduites. Smolensk devient le chef-lieu de l'Oblast de Smolensk qui correspond à peu près à l'ancienne province de Smolensk.

De 1917 à 1939 - la période sur laquelle porte les archives de Smolensk - Smolensk est une région où l'agriculture prédomine. Au 1er janvier 1925, seulement 8,8% de la population est classée comme étant citadine; en 1932, seulement 12,2 % de l'Oblast-Ouest est citadine. En 1939, pour l'Oblast de Smolensk, ce pourcentage est de 17 %. Le nombre d'habitants de la ville de Smolensk passe de 86.000 en 1931 à 156.700 en 1939. L'industrialisation de la région reste relativement faible. En 1940, il y avait 82.000 ouvriers d'usines, pour une population totale de plus de 2,5 millions de personnes.

[pp. 17-18]

Lors des élections pour la Douma en 1915, les bolcheviks obtiennent une forte majorité dans la province de Smolensk.

Bolcheviks: 361.062 (54,85%)
Socialistes-Révolutionnaires: 250.134 (38%)
Mencheviks: 7.901 (1,2%)
Autres petits partis socialistes: 2.210
Cadets: 29.274 (4,45%)
Autres partis: 7.653
Total: 658.234

Les Bolcheviks eux-mêmes considéraient la province de Smolensk comme une région arriérée. En 1917 il y avait dans toute la province, au maximum un millier de membres du Parti. En mars 1919, il y avait dans la province de Smolensk 12.000 membres du parti bolchevique (soit 0,52 % de la population totale).

[p. 35]

Le district de Belyi

L'organisation du Parti dans le district de Belyi.

En 1933, ce district comptait 91.044 habitants, dont seulement 5.800 étaient décrits comme citadins (6,37 %). Il s'agit donc d'une région à prédominance agraire, où l'on produit surtout du lin et des produits laitiers.

Les données concernant Belyi donnent une image concrète des problèmes rencontrés par les bolcheviks pour construire le Parti dans une région à prédominance agricole et pour mettre en pratique les orientations et les directives du Parti. Au 1er octobre 1925, il y a, dans tout le district, seulement

305 membres du Parti (0,33 % de la population totale), dont 82 étaient concentrés dans la ville de Belyi elle-même. Seulement 103 membres sont d'origine paysanne. Dans la plupart des villages, il n'y a pas un seul membre du Parti ou candidat pour le Parti. Dans les 257 kolkhozes, il y en a seulement 7 où existe une forme élémentaire d'organisation du Parti; dans 13 autres il y a des groupes de candidats et dans 7 d'entre eux il y a des groupes du Komsomol. Dans 230 kolkhozes, il n'y a donc aucune représentation ou activité du Parti.

[p.130]

Les archives du Parti comportent les biographies des candidats, établies lors de leur demande de candidature ou leur entrée dans le Parti. Il en ressort une faiblesse généralisée du niveau culturel. La plupart d'entre eux doivent d'abord suivre un cours d'alphabétisation (surtout par l'Armée Rouge ou le Komsomol) avant d'être admis dans le Parti. D'autant plus que le Parti a donné des directives pour que l'on recrute prioritairement auprès des ouvriers agricoles sans terre et chez les paysans pauvres.

Les rapports témoignent qu'il existe encore, durant les années 1925-26, une grande influence des Socialistes-Révolutionnaires chez les paysans plus riches et les koulaks. Durant la nuit du 3 avril 1926, par exemple, une cinquantaine d'affiches sont collées dans la ville de Belyi où l'on peut lire des slogans du type: «Le léninisme mène à la pauvreté! A bas le léninisme! A bas les impôts!»

En janvier 1934, seulement 53,2 % des entreprises agricoles sont collectivisées: il existe un sovkhoez, une station MTS et 257 kolkhozes. Dans tout le district, il n'y a que 1.228 ouvriers.

[pp. 122-123]

Le village de Ilino

Un étudiant de l'Université de Leningrad décrit dans son mémoire de fin d'étude, la situation dans son village d'origine Ilino situé dans l'Oblast-Ouest. Ilino se trouve à 45 kms de la gare la plus proche. Le cheval y est le seul moyen de communication avec les environs. Au printemps, lorsque la Dvina occidentale déborde, le village est parfois isolé du monde durant plus d'une semaine. L'auteur raconte comment des bandes armées parcouraient la région jusqu'en 1923 en prélevant des soit-disant 'impôts' sur les paysans. Durant cette période, cinq collaborateurs soviétiques furent tués, dont le responsable du comité de village, un conseiller communal et le dirigeant du département de l'agriculture. La région d'Ilino comportait 14.000 habitants; il y avait en tout seulement 7 membres et trois candidats du Parti.

[p. 138]

1927-1929

En 1927, à la veille de la collectivisation, moins de 1 % des terres sont collectivisées dans la région de Smolensk ; 98,7 % des autres terres sont propriétés privées. Des 393.523 familles agricoles, 5 % sont classées comme koulaks, 70 % comme paysans moyens et 25 % comme paysans pauvres.

Durant la période de la NEP, la production agricole progressa régulièrement, mais la population croissait plus rapidement que la productivité, de telle sorte que la production offerte sur le marché diminuait constamment.

[p. 238]

Le premier plan quinquennal (1928-1933), prévoyait initialement que dans l'Oblast-Ouest, seulement 8,6 % des entreprises agricoles devaient être transformées en kolkhozes en 1932-1933. En 1929, on en

comptait 2,5 % - contre 0,8 %, un an auparavant. Durant la campagne contre les koulaks, la décision fut prise d'accélérer la collectivisation. Et au 1er mars 1930, il y a déjà 38,9 % des paysans pauvres et moyens de l'Oblast-Ouest qui vivent sous la collectivisation. Les deux campagnes et processus - la lutte contre les koulaks et la collectivisation - s'imbriquent et s'accélèrent mutuellement. Mais cela ne va pas sans mal.

[p. 251]

Citation d'un rapport de l'OGPU de l'Oblast-Ouest, en 1929:

«Bryansk - Durant la nuit du 1er au 2 octobre, Ivan Kokhanov, dirigeant du soviet du village, a été gravement blessé à Troubchevsk par un coup de fusil tiré par la fenêtre (...) Le jour avant, le secrétaire du même soviet de village a été agressé.

«Velikiye Luki - Le 29 août, à Smordovnik, le secrétaire du soviet de village, un fonctionnaire d'origine paysan-pauvre, a été tué. Le koulak Novikov reconnaît le crime et déclare en plus que deux koulaks et trois paysans riches avaient participé à l'assassinat.

«Smolensk - Durant la nuit du 28 août, à Kasnka, la maison du dirigeant du soviet de village a été incendié. L'enquête a démontré que l'incendie a été déclenché par un ancien propriétaire terrien du village. Il voulait par là se venger de la perte de son droit de vote et de sa terre. Il a été arrêté.

«Kuninsk - Dans la nuit du 6 au 7 septembre une maison, située sur la ferme Borka, à Pervomaïsk, et appartenant à un activiste non-membre du Parti, a été incendiée. Il s'agit d'un paysan pauvre, membre du soviet du village, qui a été le premier à entrer dans le kolkhoze, où treize autres familles paysannes l'ont suivi.»

[p. 143]

Le procureur de l'Oblast-Ouest rapporte, fin 1929, une recrudescence d'activités terroristes, liée à la campagne de prélèvement du blé. En juillet-août, il y en eut 34; en septembre 25 et en octobre 47. Parmi les 47 victimes d'attentats en octobre il y avait dix présidents et huit secrétaires de soviets de villages; huit étaient des agents du service de prélèvement du blé. Des 122 personnes arrêtées en octobre pour actions terroristes, environ la moitié était des koulaks ou des paysans riches; 45 pourcent étaient des paysans moyens et pauvres.

«Le 2 septembre, il y eut une attaque effectuée par une bande de 200 personnes contre les paysans du kolkhoze qui se rendaient aux champs. Ils chassèrent les paysans et détruisirent les outils, les vêtements de travail, etc. Ils firent la chasse aux dirigeants du kolkhoze, mais ceux-ci parvinrent à s'enfuir. La plupart des attaquants étaient des femmes, armées de bâtons, de pelles, de fourches, etc.

«Durant la nuit du 3 septembre, une aire emplie de blé, appartenant à un paysan du kolkhoze, fût incendiée.»

Le procureur rapporte que «la forme la plus répandue d'attaques contre les kolkhozes est l'incendie». Des granges, des meules et les maisons des paysans des kolkhozes étaient régulièrement, parfois systématiquement, incendiées.

Directives du 26 octobre 1929 du procureur de l'Oblast-Ouest à tous les procureurs du district: «Concernant l'application des mesures répressives contre les koulaks et autres qui s'opposent à la levée des impôts et des paiements.» La missive indique que certains services n'ont pas fait preuve de discernement dans leur travail. Des sanctions excessives ont été appliquées pour des délits mineurs. «La police s'est parfois emparée de la première personne qui lui est tombée sous la main. Résultat: ce sont des paysans moyens et pauvres qui ont été appréhendés à la place des koulaks.» Le procureur

ordonne que l'on fasse preuve de plus de discernement en ce qui concerne les paysans pauvres et moyens. «Ceux qui sont coupables d'actes terroristes doivent cependant être immédiatement incarcérés sans tenir compte de leur statut social.»

[p. 180]

La lutte contre la ligne de droite de Boukharine-Tomski-Rykov

Au cours de la XVIème Conférence de PCUS (b), qui eut lieu à Moscou entre le 23 et le 29 avril 1929, le parti fut unifié contre 'l'opposition de droite', animée par Boukharine, Tomski et Rykov. Le mot d'ordre fut donné au Parti pour que soient éliminés les membres qui s'opposaient au programme d'industrialisation accélérée et à la collectivisation.

La résolution du CC déclarait:

«Dans cette période de construction de l'économie socialiste, qui va de pair avec une offensive socialiste contre les éléments capitalistes dans les villes et les campagnes, et avec une intensification de la lutte des classes, le Parti doit passer en revue ses rangs avec une attention toute particulière. La vigilance en ce qui concerne les influences petites-bourgeoises doit être renforcée. Il faut homogénéiser le Parti et être mieux à même de lutter victorieusement pour surmonter les problèmes posés par la construction socialiste du pays.»

[*Le PCUS au travers des résolutions du CC, Moscou 1953, Tome II, pp. 485-494 - cit. in Smolensk, op.cit.,p 211.*]

L'influence de 'l'opposition de droite' (Boukharine) dans la région agraire de l'Oblast-Ouest est grande. La plupart des membres du parti sont des paysans moyens ou des ouvriers travaillant dans les nombreuses petites entreprises artisanales. Citation d'un rapport de la Commission de contrôle, chargée de l'épuration du Parti en 1929-30: «Dans les fabriques de l'Oblast-Ouest, il y a encore de nombreux communistes qui ont des liens avec leur région d'origine et possèdent encore des fermes (...). De nombreux communistes ne sont pas entrés dans les kolkhozes et certains y sont ouvertement opposés. Certains d'entre eux gagnent beaucoup d'argent avec leur ferme individuelle.» Le rapport donne l'exemple de la cellule du Parti dans l'administration et la direction de la fabrique Profintern Rouge, où 30 % des membres du Parti ont des liens avec l'agriculture. Selon le rapport, la cellule suit une ligne ouvertement pro-koulak.

[p. 54]

Dans les cellules du Parti à la campagne, la situation n'est guère plus favorable. Un rapport établi durant cette même période indique: «Certains communistes ne sont aucunement favorables à la construction des kolkhozes. Lorsque des kolkhozes sont constitués par des membres du Komsomol et des paysans pauvres de la région, ils cherchent à les dissuader de participer au kolkhoze et les encouragent à garder leur propre ferme (...). Lorsqu'on leur

demande pourquoi ils n'entrent pas dans les kolkhozes, ils répondent que leur famille n'y est pas préparée, que leur belle-mère le leur défend, que les conditions dans la région ne sont pas encore mûres, etc.»

[p. 55]

La commission de contrôle responsable de l'épuration du Parti indique, dans un rapport sur l'Oblast-Ouest concernant la période 1929-30, que la ligne de droite prédomine, également dans les cellules d'usine. «En ce qui concerne le développement de l'agriculture, je suis d'accord avec la ligne de Boukharine» déclare, par exemple, un communiste de l'usine de Lyoudinovsk. «Nous ne devons par

précipiter la collectivisation. Nous devons laisser se développer les koulaks, afin de pouvoir prendre leurs surplus de blé. Le plan quinquennal ne peut plus être réalisé.» Le rapport indique encore «qu'un nombre important de travailleurs et de paysans, qui souvent possèdent eux-même une entreprise agricole koulak, font pénétrer dans les usines la mentalité petite-bourgeoise et koulak.»

Dans une usine de Dominitsi, la commission découvre un groupe d'opposition organisé, portant le nom ' 14', par allusion au nombre de ses membres. Un de ses mots d'ordre est «la défense de tous les paysans». Le rapport indique que le groupe est «discipliné, et travaille de façon coordonnée.»

Dans une autre cellule d'usine, il a été établi que l'on ne réagit pas à l'anti-sémitisme; l'ivrognerie est un défaut largement répandu parmi les membres du Parti.

La commission a établi que 11 à 69 % des membres du Parti possédaient ou faisaient construire leur propre maison, un pourcentage plus élevé que chez les non-membres du Parti. La commission mettait les membres devant le choix suivant: ou bien renoncer à leur appartenance au Parti, ou remettre leur maison à la coopérative de logement.

La commission de contrôle a également découvert un fort courant contre la collectivisation chez les membres du Parti. Un membre du Parti, à Doubrovsk déclare: «Vous pouvez dire tout ce que vous voudrez sur les kolkhozes, nous voulons d'abord voir ce qui en résultera pour les paysans.» A Zaulyi, les paysans pauvres prennent l'initiative d'un kolkhoze, mais pas un membre du Parti ou du Komsomol ne se déclare prêt à entrer dans le kolkhoze. Pire encore, le secrétaire de cellule dit aux paysans: «Bon dieu, pourquoi est-ce que je travaillerais pour vous ?»

[pp. 211-215]

Le rapport cherche les causes et les solutions à ce problème: «Tous ces faits indiquent la nécessité impérieuse d'améliorer le travail contre le caractère anti-parti de la ligne de droite, et ce qui s'y apparente. En même temps, l'enquête indique que les communistes dans les campagnes sont facilement influencés par des idées petites-bourgeoises et koulaks, et dévient facilement vers les positions de la ligne de droite. Le travail qui a été fait dans les cellules régionales pour démasquer la ligne de droite est très certainement insuffisant (...) Il est nécessaire de fortement améliorer le travail d'éducation, aussi bien envers les communistes qu'en direction de la masse des travailleurs salariés et des paysans pauvres. Le caractère petit-bourgeois, anti-léniniste de la ligne de droite doit être mis en évidence.» Comme principal cause des problèmes, la commission indique: «Le niveau très bas des membres du Parti. Non seulement à la base, mais aussi chez les dirigeants du Parti et du Komsomol (...). Les conclusions du XVIème congrès du Parti et des plénums du Comité Central n'ont pas été discutés dans de nombreuses cellules. Dans tous les rapport son aperçoit l'absence de compréhension de l'essentiel de la ligne de droite. On cite la réponse d'un responsable de cellule à qui l'on demandait de dire ce que signifiait la ligne de droite: "La déviation de droite est une déviation vers la droite; la déviation de gauche est une déviation vers la gauche; le parti doit suivre la voie du milieu."»

[p- 215]

Le scandale de Smolensk: le dirigeant local du Parti, D. A. Pavlioutsensk, a été accusé de corruption grave et de décadence. Le Praesidium du Comité Central critique, dans sa résolution du 9 mai: «la corruption, l'ivrognerie, la décadence sexuelle dans l'appareil du Parti à Smolensk»

[pp. 48-49]

Lutte contre les koulaks et la collectivisation

La direction de la campagne contre les koulaks dans le district est menée par une 'troïka': le secrétaire du Parti, le dirigeant du soviet et le chef de la Guépéou.

Le 12 février 1930, la troïka du district de Velikiye Luki a envoyé une directive confidentielle aux responsables subalternes. Elle contenait des instructions concernant la façon dont il fallait mener la campagne et les actions pour 'l'élimination des koulaks en tant que classe'.

Il fallait placer toutes les propriétés de koulaks dans une des trois catégories, selon le danger que les koulaks présentaient pour le pouvoir soviétique et la force dont il fallait faire preuve pour les combattre. Le premier groupe est le plus dangereux: ceux des 'contre-révolutionnaires actifs'. Ils doivent être arrêtés par la Guépéou. La liste de ces éléments peut être dressée grâce à des témoignages de paysans pauvres et d'activistes des campagnes. Tout le matériel incriminant doit être remis à la Guépéou.

La deuxième catégorie est constituée par des éléments du noyau actif des koulaks; avant tout les paysans les plus riches et les 'quasi-grands propriétaires terriens'. Ils doivent être déportés vers des régions lointaines de l'Union soviétique.

Le restant des koulaks, demeurant dans des régions décrites comme devant être 'totalement collectivisées', doit être transférés sur une autre terre, située, toutefois, dans leur région. Ces terres, réservées aux koulaks, peuvent être des terrains arides, des marais ou des bois, ou d'autres terres devant être améliorées.

Les familles du groupe I et II doivent être transférées, par les soins de la troïka, hors de la région. Les propriétés du groupe I doivent être saisies et mises à la disposition du kolkhoze le plus proche. Les propriétés du groupe II doivent également être saisies au fur et à mesure que le transfert des personnes et des familles progressent. La troïka indique des chiffres-quota pour les koulaks qui doivent être arrêtés (groupe I) ou déportés (groupe II).

[pp. 242-243]

Les familles du groupe I et II ne peuvent emporter que ce qui est nécessaire à la survie (environ 4 kilos de grains et 8 kilos de pommes de terre par personne et par mois). Une famille ayant un enfant peut emporter une vache. Les outils de travail nécessaires peuvent également être emportés. Les koulaks déportés peuvent prendre 500 roubles par famille, afin de faciliter leur établissement dans leur nouveau domicile.

Les koulaks du groupe III peuvent uniquement emporter le minimum d'outils, de quoi être à même de travailler leurs nouvelles terres. Les koulaks qui sont ainsi déplacés dans la région peuvent être recrutés pour des équipes spéciales de travail, oeuvrant dans les forêts, sur les routes et les chemins de fer, etc. Sur leurs nouvelles terres, ils doivent produire des quotas minimum.

Les directives de la troïka interdisaient absolument la déportation ou l'arrestation de paysans pauvres ou moyens. Littéralement: «Cet avertissement est donné car, dans de nombreux cas, des paysans pauvres ont été dékoulakisés ou arrêtés sous prétexte qu'ils étaient des koulaks idéologiques. Il faut suivre une ligne de classe stricte. Grâce à cela, nous pourrons effectuer une cassure entre les koulaks - l'ennemi de classe - et les autres paysans. Ces derniers doivent être mobilisés pour détruire l'ennemi de classe.» La dékoulakisation est également interdite en ce qui concerne les familles d'officiers de l'Armée Rouge, même si cette famille appartient aux koulaks.

Le Parti et les syndicats reçurent des instructions pour épurer les koulaks dans les usines. Une grande vigilance devait être déployée pour empêcher que les koulaks ne fuient vers les villes et les usines. Si l'on trouvait un membre d'une famille de koulaks qui travaillait depuis longtemps dans une usine, «cela devait être traité avec le plus grand soin». Chaque cas devait être traité selon sa gravité par la troïka locale, en coordination avec les organisations dans les entreprises.

La lutte contre la ligne de droite devait être menée de façon précise et réglementée, dans tous les domaines. Ainsi, les saisies devaient être effectuées par le dirigeant du soviet local, avec des représentants du soviet de village, du kolkhoze et un groupe de paysans pauvres et moyens. Le soviet du village est chargé d'établir un inventaire complet et détaillé et de définir la valeur des terres confisquées. Les maisons saisies devaient être utilisées uniquement à des fins publiques ou sociales, par les soviets ou les kolkhozes locaux, ou comme dortoirs temporaires pour les paysans pauvres entrant dans le kolkhoze. Les livres de comptes et les fiches de salaires trouvés chez les koulaks devaient être remis au commissaire du peuple chargé des finances.

La note dit que, dans certaines régions, les saisies et les déportations ont été effectuées «sans la moindre préparation». De pareilles pratiques sont qualifiées «d'inacceptables» et il est prévenu que toutes les opérations effectuées dans le district doivent être approuvées par la troïka. Elles doivent être soigneusement préparées par un travail préalable, à savoir: «explication aux masses des paysans pauvres; un inventaire complet des propriétés; l'historique de la famille des koulaks; un tracé des parcelles qui seront attribuées aux koulaks qui doivent déménager; etc.»

Et la directive conclut: «Il ne sera fait aucune concession aux tendances de droites ou au pacifisme. Le parti doit résoudre, dans les délais les plus brefs, les problèmes de la liquidation des koulaks et de la collectivisation des villages. S'il y a une manque de clarté, il faut consulter immédiatement les dirigeants.»

[pp. 242-244]

Dans un rapport du 28 février 1930, le dirigeant du Parti Roumyantsev donne pour le chef-lieu de district Velikiye Luki les résultats suivants concernant la dékoulakisation: 3.551 koulaks ont été traités; 27 % d'entre eux (947) sont à classer dans le groupe I, 1.307 (37 %) dans le groupe II et 1.297 (36 %) dans le groupe III; environ 800 personnes ont été prises en charge par la Guépéou.

[p. 245]

Le refrènement des abus et des excès

Des notes de la troïka de Velikiye Luki témoignent de confusion et de désorganisation. Malgré les directives très précises, de nombreux responsables de village n'en font qu'à leur tête. Des paysans pauvres et moyens qui sont contre les kolhozes sont traités en koulaks. Durant la première vague de dékoulakisation, de nombreux excès furent commis. Ainsi, un rapport de la Guépéou de 28 février 1930 indique que «dans plusieurs villages, des membres de la brigade de travail et des responsables subalternes du Parti ont arraché les vêtements des koulaks et de paysans moyens, ont enlevé le bonnets des enfants, les chaussures. Ils les partageaient entre eux; la nourriture était consommée sur place; ils buvaient l'alcool qu'ils trouvaient, si bien que des orgies eurent lieu.»

[p. 245]

Roumyantsev, le secrétaire du Parti de l'Oblast-Ouest, intervint. Le 20 février 1930, il envoya une lettre à tous les secrétaires subalternes du Parti. Dans celle-ci, il attirait l'attention sur le fait que, malgré «des directives détaillées et précises», les excès accompagnant la dékoulakisation continuaient.

Il dénonce notamment:

- 1° la dékoulakisation de paysans moyens, massivement transférés sur la liste des koulaks, ce qui entraîna des troubles et même des provocations ;
- 2° les activités illégales des brigades de dékoulakisation qui «perturbaient le processus administratif normal» ;
- 3° la participation d'unités de l'Armée Rouge dans le processus de dékoulakisation ;

4° l'élargissement de l'action à la dékoulakisation des NEP-men dans les villes ;
5° les actions de soldats et de membres du Komsomol ivres, qui faisaient irruption dans les églises, brisaient les icônes et brutalisaient les paysans.

[pp. 246-247]

Lettre ultra-secrète de la direction du Parti dans l'Oblast-Ouest.

Les responsables locaux du parti y sont vivement critiqués suite aux brutalités que font subir aux dékoulakisés les responsables régionaux et villageois. Toutes les mesures prises par les responsables du district doivent être revues. Ainsi, à Velikiye Luki, sur 121 cas, 44 furent annulés et 8 communiqués à la Guépéou pour enquête supplémentaire.

[p. 247]

Yanson, le commissaire du Peuple pour la Justice de la République de Russie (RSFSR), communique dans un rapport 'secret et très urgent', adressé aux instances dirigeantes: «Des milliers de plaintes et de plaignants affluent au parquet de la République. Tous les jours, du matériel semblable nous vient des unités régionales. Il apparaît qu'il y a de plus en plus de cas d'abus et d'excès qui sont commis dans les unités locales au cours de la collectivisation et de la liquidation des koulaks en tant que classe.

«Les plaintes reçues par la justice révolutionnaire sont les suivantes:

«En rapport avec la COLLECTIVISATION: (a) l'organisation de kolkhozes au moyen de mesures administratives, en violation avec le principe de la libre entrée dans les kolkhozes; (b) suite à la mesure préconisant la formation d'artels agricoles, le petit bétail des paysans qui entrent dans les kolkhozes est également collectivisé ; (c) l'absence d'esprit d'économie et la mauvaise utilisation des biens socialisés.

«En rapport avec la DEKOULAKISATION: (a) l'intégration de koulaks dans des domaines qui n'ont pas été désignés comme devant être totalement socialisés; (b) des abus et de la violence exercés au cours de la lutte contre les koulaks; (c) le retrait illégal du droit de vote; le prélèvement d'un impôt personnel, levé sur les paysans moyens, afin de créer artificiellement une base formelle pour la dékoulakisation; etc.».

Quelques jours plus tard, le gouvernement de la RSFSR fait paraître un décret «Concernant les mesures pour l'établissement temporaire et définitif des familles koulaks exilées». Le décret donne au parquet de la république les pouvoirs pour effectuer des enquêtes concernant les plaintes se rapportant aux bannissements et à la dékoulakisation illégaux.

[pp. 180-182]

Suite à l'intervention des plus hautes instances des Soviets et du parti - voir l'article de Staline du 2 mars, paru dans la *Pravda*: "Ivres de succès" - les rythmes et les résultats - souvent formels - de la collectivisation furent réévalués. Ainsi, dans l'Oblast-Ouest, le nombre de paysans entrés dans les kolkhozes est retombé à 10,5%, au 15 avril 1930 contre 38,8% au 1er mars.

[p. 257]

Au XVIème congrès du Parti, en juin 1930, l'Oblast-Ouest comptait 45.610 membres du Parti (ou 0,7 % sur un total de 6,5 millions d'habitants); 31.510 d'entre eux sont des membres effectifs, 14.100, des candidats.

Au 1er juillet 1932, le nombre est de 66.895 membres du parti (ou 1,03% de la population totale); 42,3% d'entre eux sont des candidats-membres. La composition sociale du Parti s'établit comme suit: 61,7% sont décrits comme ouvriers, 32,1 comme paysans, 6% comme employés.

[p. 55]

BUDGET DE L'OBLAST-OUEST POUR LE TRIMESTRE OCTOBRE-DECEMBRE 1930 (En millions de roubles)		
Industrie:	1.700,0	5,8 %
Electrification:	98,3	0,33%
Agriculture:	1.182,4	4,03 %
Sylviculture:	87,3	0,3 %
Politique communale et logement:	1.867,9	6,37 %
Commerce:	72,8	0,25%
Transport:	541,4	1,85%
Enseignement:	12.028,4	41,04%
Soins de santé:	2.980,2	10,17%
Sécurité sociale et protection du travail:	917,4	3,13%
Participation à l'entretien de l'Armée Rouge:	447,3	1,53%
Administration générale:	2.250,0	7,68 %
Justice:	452,5	1,54%
Maintien de l'ordre:	1.133,4	3,87 %
Fond de réserve:	68,9	0,24%
Intérêts sur emprunts:	1.750,2	5,97 %
Divers:	241,1	0,84%
Fond pour la sécurité sociale:	1.181,6	4,03 %
TOTAL :	29.310,4	
<i>[p. 102]</i>		

L'épuration du Parti, 1933-34

Décret du 29 avril 1933 du CC et du CCC (Commission Centrale de Contrôle) concernant une nouvelle épuration du Parti.

«Il y a eu un afflux massif de membres dans le Parti; cela s'est passé parfois de façon désordonnée et sans contrôle attentif. Des éléments étrangers, qui veulent utiliser le Parti pour faire carrière ou à des fins personnelles, se sont ainsi immiscées.

«Il y a également de faux membres, qui, en paroles, témoignent de leur confiance dans le Parti mais qui, dans les faits, agissent contre lui. Par ailleurs, suite à une formation marxiste-léniniste insuffisante, il y a certains camarades qui veulent sincèrement servir l'Etat soviétique, mais qui demeurent vacillants et ne comprennent pas l'esprit et les décisions de la discipline du Parti ; ce sont des analphabètes politiques, qui ne connaissent ni le programme, ni les résolutions de base, ni les règles du parti, et ne sont par conséquent pas en mesure de mettre activement en pratique la politique du Parti».

Le décret affirme que les catégories suivantes de membres doivent être éliminées du Parti:

- 1° Des éléments hostiles, qui se sont immiscées dans le Parti et y restent pour y semer la discorde.
- 2° Des éléments hypocrites, qui méprisent le Parti mais cachent leurs vrais sentiments derrière une soi-disante 'loyauté', tout en essayant de contrecarrer la politique.
- 3° Des éléments qui violent, ouvertement ou clandestinement, la discipline de fer du Parti, qui n'exécutent pas les décisions du parti et du Gouvernement, qui sèment le doute et la méfiance par rapport aux décisions du parti, qu'ils disent 'irréalistes' ou 'qu'il ne sont pas à même d'exécuter'.
- 4° Des éléments dégénérés d'origine bourgeoise, qui ne veulent pas vraiment lutter contre les ennemis de classe et le koulaks; les égoïstes, les bons à rien, les voleurs et les escrocs.
- 5° Les carriéristes et les bureaucrates qui utilisent leur situation dans l'appareil de l'Etat soviétique à des fins égoïstes ; qui sont isolés des masses et ne connaissent pas les besoins et les souhaits des travailleurs et des paysans.
- 6° Des personnes moralement dégénérées, qui par leur conduite individuelle minent la crédibilité et l'autorité du Parti».

Le décret indique plus loin que des communistes dévoués, mais sans formation politique, doivent être attentivement pris en main. «De pareils communistes doivent devenir candidats. Non comme punition de la part du Parti mais pour recevoir une éducation politique et mieux se préparer, de telle sorte qu'au bout d'un an l'on puisse à nouveau envisager leur candidature, dans la mesure où leur niveau politique sera à la hauteur de ce qui est attendu d'un membre du Parti.»

[pp. 220-221]

Le décret de Staline-Molotov du 8 mai 1938

Note: Fainsod donne seulement très partiellement le compte rendu du décret Staline-Molotov. Nous l'avons repris dans la mesure où il est indiqué dans le livre. Pour le reste, Fainsod donne un résumé personnel, ce qui est regrettable - mais sans doute pas le fruit du hasard pour un document aussi important. Nous avons restitué le résumé de Fainsod de la façon la plus fidèle possible.

Décret secret de Staline et Molotov, adressé à tous les membres du parti et les collaborateurs soviétiques, toutes les sections de la Guépéou et les procureurs.

«Le Comité Central et le Conseil des Commissaires du peuple ont été informés que dans les campagnes des arrestations en masse, effectuées dans le désordre, font partie de la pratique de nos fonctionnaires. Des arrestations sont effectuées par des responsables de kolkhozes, par des dirigeants de soviets de villages et des secrétaires de cellules du parti, par des responsables de districts et de régions. Des arrestations sont effectuées par qui le veut, par des personnes qui ne sont pas habilitées à y procéder. Quoi d'étonnant que, par suite d'une pareille explosion d'arrestations, les organes qui sont effectivement autorisés à les effectuer, dont le Guépéou et surtout la milice, ont perdu toute volonté de contrôle et exécutent souvent des arrestations sans fondement, sur la base de la règle: "d'abord arrêter et ensuite faire une enquête"».

[p. 185]

La ligne de conduite à suivre est que les arrestations doivent être effectuées par la Guépéou ou des fonctionnaires de la milice; que les enquêteurs ou les chargés d'arrestations doivent effectuer les arrestations uniquement si celles-ci sont confirmées par le procureur; que les arrestations effectuées par la milice doivent être confirmées ou annulées par le dirigeant de district de la Guépéou ou par le procureur, au plus tard 48 heures après l'arrestation; que les arrestations effectuées par la Guépéou doivent être préalablement approuvées par le procureur, sauf en cas d'actions terroristes, d'explosions, d'incendie, d'espionnage, de violation de frontière, de banditisme politique et de groupes contre-révolutionnaires et anti-partis; enfin, que le parquet général de l'URSS et la Guépéou doivent être garants de l'exécution correcte des instructions de 1922, concernant le contrôle légal des personnes arrêtées par la Guépéou.

Le décret recommandait une diminution du nombre de personnes incarcérées et donnait aux procureurs une plus grande latitude en ce qui concerne les remises en liberté. Les 800.000 emprisonnés devaient être ramenés, dans les deux mois, à 400.000. Ce dernier chiffre constituait le quota maximum en ce qui concerne le nombre d'emprisonnés. Le parquet de l'URSS et la Guépéou devenaient conjointement responsables de la répartition de ce quota entre les différentes républiques et régions ou districts.

Le décret prévoyait plus loin le transfert de différentes catégories d'emprisonnés dans des camps de travail forcé; d'autres catégories, dont les koulaks, devaient être amenés, pour des périodes de 2 à 5 ans, vers des lieux de travail, d'autres emprisonnés devaient être libérés, sous caution ou avec d'autres formes de surveillance. Le parquet, avec le Commissariat populaire de la Justice et la Guépéou reçurent la mission d'effectuer la révision des accusations portées contre tous les emprisonnés, afin de les classer dans la bonne catégorie. Les invalides, les personnes âgées, les mères avec jeunes enfants, les malades et les femmes enceintes devaient recevoir des peines plus légères que l'envoi en camp disciplinaire ou vers un lieu de travail obligatoire. Le décret renforçait le contrôle du tribunal sur les activités de la Guépéou, la milice et les autres organes répressifs.

[pp. 186-188]

Les déportations massives et les arrestations sans discrimination devaient être immédiatement stoppées. «La déportation est effectuée uniquement sur base individuelle et particulière, et exclusivement pour des familles où le chef de famille livre une lutte active contre les fermes collectives et organise la résistance contre les campagnes de semailles et de moissons de l'Etat.» Des quotas maximum pour les déportations furent établis par région. Pour l'Oblast-Ouest, le maximum était de 500 familles.

[p. 263]

L'évolution consécutive de la collectivisation dans l'Oblast-Ouest: le 15 décembre 1932, 60,6 % de tous les paysans sont collectivisés. Le 1er juillet 1934, 66,2%; au 15 décembre 1934, 77,8 %.

[p. 263]

Extrait d'un rapport de Belyi sur la collectivisation (janvier 1934).

«Le village de Nivki comporte 19 fermes, dont quatre sont prospères. Dans ce village il existe un groupe antisoviétique actif, qui tient tout le village sous sa coupe. Le dirigeant est Roman Chervyakov, qui était auparavant le dirigeant du soviet du village. Il jouit de beaucoup de respect et de confiance de la part des habitants du village. Son homme de confiance est Yegor Kovalev, un agitateur actif dans les kolkhozes. Il dirige cinq fermes. Au printemps, il y avait de nombreux paysans dans le village qui voulaient entrer dans le kolkhoze, mais suite à l'influence de ce groupe, le kolkhoze ne fut pas mis sur pied. Il existe maintenant entre les villageois un accord réciproque pour que personne n'entre dans le kolkhoze. Deux paysans pauvres voulurent passer outre à cet accord, car ils n'avaient plus de pain et voulaient entrer dans le kolkhoze. Le groupe anti-kolkhoze les a littéralement achetés. Ils les paient

pour garder leur bétail et leur donnent tout le pain qu'ils veulent. Ils les persuadent de n'entrer en aucun cas dans le kolkhoze».

[p. 129]

Directive du CC à toutes les organisations du parti (décembre 1934):

«Leçons à tirer des événements qui ont accompagnés le lâche assassinat du camarade Kirov». Cette directive devait être lue et discutée dans toutes les réunions du Parti en Union Soviétique. Le texte de la directive n'a pas été retrouvé dans les archives de Smolensk. La directive marque le début d'une nouvelle épuration du Parti.

[p. 222]

Résultats de cette épuration dans l'Oblast-Ouest, en 1934-1935: une enquête fut effectuée auprès de 4.100 membres du parti; 3.441 d'entre eux (84 %) furent confirmés dans le Parti; 455 (11 %) furent exclus et 204 reçurent leur carte du Parti temporairement ou devaient attendre les résultats d'une enquête supplémentaire.

[p. 229]

Directive ultra-secrète du CC aux responsables régionaux et de district (29 juillet 1936): «Sur les activités terroristes du bloc contre-révolutionnaire Trotsky-Zinoviev». C'est un appel à une vigilance accrue et une demande que les rangs du parti soient à nouveau évalués avec soin.

«Seul un manque de vigilance bolchevique peut expliquer qu'il ait été possible que les dirigeants des groupes terroristes arrêtés aient pu avoir dans différentes organisations du Parti accès à des documents du Parti et ont été tolérés dans les rangs du Parti.

«Il est maintenant prouvé que les monstres Trotsky-Zinoviev, dans leur lutte contre l'Etat soviétique, se sont joints aux ennemis les plus acharnés des travailleurs de notre pays: espions, provocateurs, scissionnistes, gardes blancs, koulaks, etc. La ligne de démarcation entre ces éléments et les trotskystes-zinoviévistes est effacée. Dans de pareilles circonstances, chaque membre du Parti doit comprendre que la vigilance communiste est nécessaire dans toutes circonstances et à tout moment.

«Dans les circonstances actuelles, c'est le devoir impératif de tous les bolcheviks d'être en mesure de reconnaître un ennemi du Parti, aussi bien caché soit-il.»

[p. 233]

Un des officiers de l'Armée Rouge, arrêté avec le maréchal Toukhatchevski en juin 1937, est le commandant du district militaire Ouest, le général Ouborevitch. Il avait des liens étroits avec Roumyantsev, le dirigeant du parti à Smolensk. Au cours du XVIIème congrès du PCUS(b), en février 1934, Roumyantsev fut admis au CC (un de ses 71 membres). Roumyantsev fut liquidé au cours de la grande campagne d'épuration de 1937-1939. Il existe pas mal de matériel incriminant contre lui. Il se comportait en potentat local. Des amis et des membres de la famille étaient nommés à des postes de responsabilité. Il développa un fort culte de la personnalité, distribuant partout ses portraits et sa statue. Des usines furent nommées d'après lui. Il 'régnait' avec une main de fer. Il existe des rapports et des témoignages concernant sa vie luxueuse, ses orgies à l'occasion de réunions du parti, du syndicat ou administratives. On raconte que Roumyantsev, dans la grande tradition de boyards, au cours de tournées dans les campagnes semaient des kopeks à l'intention des enfants des paysans pauvres.

[p. 59-60]

La situation des koulaks, déportés en Sibérie

par John D. LITTLEPAGE, ingénieur en chef-adjoint du 'Trust de l'or' Russe, de 1928 à 1937

La tâche d'orienter les koulaks et leurs familles après leur dépossession fut confiée à la police fédérale qui était bien organisée dans ce but. Je crois que la liquidation des koulaks était plus motivée par le besoin, à cette époque, de main-d'oeuvre industrielle que par le désir de réorganiser l'agriculture. Je puis certifier que nous avions de la difficulté à trouver suffisamment de bras pour les mines et je pense qu'il en était de même dans les nouveaux centres industriels. Les conditions de logement, dans ces centres, étaient encore très mauvaises, il y régnait pénurie de vivres et d'autres produits, les magasins de détaillants étaient si mal organisés qu'on ne voyait pas de perspective d'amélioration. Les travailleurs libres étaient donc constamment en mouvement à la recherche de conditions plus agréables d'existence; le travail et la production s'en ressentaient terriblement. (...)

J'entrai, pour la première fois, en contact avec le travail des koulaks dans les mines, en 1931, alors que j'étais ingénieur en chef d'un groupe de mines de cuivre dans l'Oural septentrional. Un beau jour, il y arriva plusieurs convois d'hommes, de femmes et d'enfants, petits paysans dépossédés et leurs familles, sous escorte de police. On me dit qu'ils avaient été amenés de villages distants de trois mille kilomètres. Ils avaient voyagé pendant des semaines, car les trains étaient encore plus encombrés que maintenant; ils offraient un spectacle plutôt mélancolique.

Le groupe fut assigné en entier à une mine, ce qui rendait la tâche de la police plus facile et évitait des conflits entre ces sujets et les mineurs libres. Je pus observer un bon nombre de ces koulaks dès le début puisque ma tâche consistait à leur montrer comment miner. Comme c'était des paysans, ils n'en avaient naturellement pas la moindre idée.

Les nouveaux venus paraissaient tous complètement déroutés par ce qui leur arrivait, mais peu se hasardaient à se plaindre de quelque manière. Il était facile de comprendre qu'ils fussent désorientés puisque expulsés de leurs demeures, emmenés loin des terres que leurs familles occupaient depuis des générations, et astreints à un travail nouveau dans un milieu qui ne leur était pas familier. J'appris plus tard que plusieurs d'entre eux n'étaient jamais sortis du district où ils étaient nés.

Ils vivaient sur le même pied que les autres mineurs, dont le niveau d'existence, du point de vue américain, était incroyablement bas. C'était la période au cours de laquelle la nourriture fut la plus rationnée, cela étant dû en partie, au fait que les koulaks ne travaillaient plus leurs terres. Mais ils recevaient leur part de ce dont on disposait. Ils occupaient d'anciennes maisons, qui avaient servi aux mineurs avant la révolution, et qui, selon nos conceptions occidentales, étaient des chaumières du type le plus inférieur. Quelques-uns purent toutefois, finalement, ériger d'eux-mêmes des demeures plus confortables.

L'horaire de travail et les salaires étaient les mêmes pour les koulaks que pour les autres mineurs, sauf que les koulaks devaient verser une partie de leurs gages à un fond pour l'entretien des invalides de leur propre groupe. Ils étaient libres de se déplacer dans le district, territoire de plusieurs kilomètres d'étendue, pourvu qu'ils se présentassent une fois par semaine au chef de la police.

Bien peu tentèrent de se sauver; les vicissitudes qu'ils avaient vécues semblaient avoir brisé tout esprit de bravade. Il arriva une fois que deux à trois d'entre eux ne reparurent pas ; je n'ai jamais su ce qu'ils étaient devenus. Depuis le début, les autorités firent ce qu'elles purent pour encourager les koulaks à se soumettre aux nouvelles circonstances ; ceux qui s'y pliaient recouvraient vite leurs droits perdus de citoyens et quelques maigres privilèges.

Plus tard, je rencontrai des groupes similaires d'ex-fermiers engagés aux travaux forcés dans les mines d'or, de cuivre et de zinc où j'eus affaire, en divers points du pays. En général, on les séparait pour le travail, quoiqu'ils ne fussent pas isolés dans la vie ordinaire et qu'ils pussent se mêler comme ils

l'entendaient aux mineurs libres. Quand on en introduisait dans une mine, la production baissait en général pendant six mois ou plus longtemps, puis, graduellement, remontait. Les koulaks, qui avaient été les plus intelligents et ambitieux des paysans, devenaient aussi des mineurs supérieurs, une fois qu'ils s'y étaient mis.

Je ne sais pas combien de ces koulaks furent mis aux travaux forcés ; j'en ai rencontré dans tous les districts orientaux de la Russie, non seulement dans les mines, mais aussi dans les fabriques et les forêts, le long des digues, des voies ferrées, des canaux et dans les usines génératrices. Ils étaient en si grand nombre que la police fédérale devint le plus grand corps patronal de la Russie et en acquit une grande importance auprès de l'état-major communiste.

La police avait un avantage sur les autres organisations soviétiques. Elle pouvait toujours compter sur un nombre suffisant de bras, quelles que soient les tâches qu'on lui assignait. Les koulaks formaient l'ossature de la grande armée de forçats qui continue à oeuvrer en Russie. Cette armée de forçats compte, mêlés, dans ses rangs, des meurtriers, des voleurs et autres criminels, ainsi que des koulaks, dont le délit est bien différent. (...)

Naturellement, cela fut bien dur pour le peuple russe à l'époque. On fut inflexible pour les koulaks eux-mêmes qui n'étaient pas des criminels dans notre sens du mot, mais furent traités comme tels pendant des années. Certains n'ont pas encore réussi à racheter leurs «crimes». Mais ce fut aussi dur pour le reste de la population du pays qui souffrit d'une pénurie de vivres pendant des années parce que la liquidation des koulaks arrachait à la terre tant d'agriculteurs compétents. La liquidation engagea enfin nombre de koulaks à détruire leurs animaux domestiques, de sorte qu'actuellement, après presque dix ans, la viande et les produits laitiers sont encore rares en Russie.

[pp. 78-81]

Le sabotage dans industrie et les procès de haute trahison

Par John D. LITTLEPAGE, ingénieur en chef-adjoint du Trust de l'or' Russe, de 1928 à 1937

«A cette époque, les répressions de masse étaient accomplies sous le mot d'ordre de la lutte contre les trotskistes. Les trotskistes constituaient-ils alors un tel danger pour notre Parti et l'Etat soviétique? Il faut se souvenir qu'en 1927, à la veille du XV^e Congrès, l'opposition trotskiste-zinoviéviste n'avait recueilli que quatre mille voix, alors que sept cent vingt-quatre mille se prononçaient pour la ligne du Parti. Pendant les dix ans qui s'étaient écoulés entre le XV^e Congrès et le plénum de février-mars du CC, le trotskisme avait été complètement désarmé; de nombreux anciens trotskistes étaient revenus sur leurs opinions antérieures et travaillaient, dans divers secteurs, à l'édification du socialisme. Il est clair que dans la situation de la victoire socialiste il n'existait aucune base pour la terreur de masse dans le pays.» N. Khrouchtchev, «Rapport Secret» au XX^e congrès du PC(b)US, 1956

Le sabotage par le réseau trotskyste

Lorsque le gouvernement des Soviets engagea une série de procès, en août 1936, contre des communistes en vue, la majorité de la colonie étrangère de Moscou pensa que Joseph Staline et ses associés avaient inventé les charges qui pesaient contre les infortunés accusés, et que ceux-ci avaient été forcés, par un moyen quelconque, d'avouer leur culpabilité. Mais les débats impressionnèrent même certains de ceux qui considéraient le procès comme monté de toutes pièces.

Littlepage ne se trouvait pas à Moscou au cours de ces débats et il n'y vint, rentrant d'un long séjour dans l'Extrême-Orient soviétique, qu'après le second jugement, en janvier 1937, alors que des communistes, occupant des postes élevés, eurent avoué avoir saboté diverses entreprises industrielles soviétiques pour discréditer Staline.

Je demandai à Littlepage: «Qu'en pensez-vous ? Est-ce que les débats étaient truqués ?»

Il me répondit: «Je ne connais rien à la politique, mais je sais bien des choses de l'industrie soviétique. Et je sais qu'une grande partie de l'industrie soviétique a été délibérément sabotée, et cela eût été à peine possible sans l'aide de commissaires haut placés. Quelqu'un a saboté, et les communistes tenaient tous les postes élevés de l'industrie. Donc, je m'imagine que des communistes ont concouru au sabotage.» Demaree BESS, correspondante à Moscou du *Christian Science Monitor*, dans l'introduction au livre de J. LITTLEPAGE.

Quelque chose cloche dans le cuivre

Notre Trust de l'or, théoriquement dépendant du Commissariat de l'industrie lourde, avait conservé une situation autonome, du fait de l'influence personnelle de Serebrovski au Kremlin et de ses relations intimes avec Ordjonokidze. Mais les mines de cuivre et de plomb avaient été dirigées par les autorités communistes de l'Oural, et, en particulier, par Iouri Piatakov, le vice-commissaire de l'industrie lourde, un vieux bolchevik comme Serebrovski.

J'avais suffisamment fait connaissance avec certains Russes pour entendre une partie de ce qui se racontait à ce sujet et j'avais appris que les relations n'étaient pas excellentes entre Serebrovski et Piatakov. Mon chef était brusque dans ses paroles et ne ménageait les sentiments de personne quand il pensait devoir parler, bien que, de coutume, il fût de tempérament doux. On disait, dans le Trust de l'or, que Serebrovski ne tempêtait et ne sacrait que s'il appréciait un homme; s'il était toujours poli, cela signifiait qu'il ne l'appréciait pas.

Mais il avait parfaitement raison de ne pas apprécier Piatakov. Il passait pour avoir dit publiquement, en plus d'une occasion, qu'il n'avait pas confiance dans la direction future avec l'aide des ingénieurs

américains. Je les commentai en détail aux ingénieurs russes et au directeur communiste qui avait commencé à acquérir certaines notions du métier. Ce dernier m'assura que mes instructions seraient suivies à la lettre, et je quittai les lieux satisfait de moi-même et avec le sentiment d'avoir fait oeuvre utile. Non seulement, les chiffres de production avaient été notablement accrus, mais je me flattais d'avoir posé les bases d'un progrès futur constant. Je n'ai jamais eu plus d'espoir dans le succès d'une oeuvre soviétique que lorsque je quittai les mines de Kalata. Je tiens pour heureux de ne pas avoir prévu ce qui se produirait dans ces mines, cela m'aurait trop découragé dans la poursuite de mon travail.

Au printemps de 1931, après avoir travaillé dur pendant plusieurs mois, je décidai de prendre un peu de repos en Europe, «de sortir pour un instant» comme disaient en parlant de ces voyages les étrangers séjournant alors en Russie. Je sollicitai la permission de Serebrovski, et ce dernier me demanda de combiner, si nous étions d'accord, les affaires avec le plaisir. Il me parla d'une mission de gros achats qui était envoyée à Berlin, sous la direction de Iouri Piatakov, qui, je le rappelle, était alors vice-commissaire de l'industrie lourde. Les achats projetés comprenaient un outillage minier coûteux et Serebrovski me suggéra de conseiller la mission dans ce sujet.

J'acquiesçai et arrivai à Berlin à peu près en même temps que la mission. Elle comprenait cinquante membres environ, conduits par quelques politiciens communistes en vue, dont Piatakov était le chef, accompagnés de secrétaires, de commis et de conseillers techniques. Elle comprenait aussi deux autres ingénieurs américains venus pour donner des conseils pour d'autres achats que ceux concernant les mines.

Les membres russes de la mission ne paraissaient pas trop enchantés de m'avoir avec eux à ce moment-là; leur attitude me fit songer aux rumeurs que j'avais entendues relativement aux dissensions entre Piatakov et Serebrovski, et je pensai que j'étais mal vu parce que considéré comme l'homme de Serebrovski. Mais je leur dis que ce dernier m'avait demandé d'approuver les achats concernant l'outillage minier et ils se déclarèrent d'accord pour me consulter. Entre autres offres d'achat, la mission fit celle de plusieurs douzaines d'élévateurs, allant de cent à mille chevaux-vapeur. Ces élévateurs consistent habituellement en tambours, charpente, porte-charge, engrenages, etc., placés sur un soubassement de barres en T ou en H.

La mission avait demandé les prix en pfennigs par kilogramme. Plusieurs firmes soumissionnèrent, mais avec des différences considérables - de cinq à six pfennigs par kilogramme - entre la plupart des offres et celles de deux maisons dont les prix étaient notablement inférieurs. Ces différences me firent examiner de près les spécifications et je découvris que les deux maisons dont les prix étaient inférieurs avaient substitué une base de fonte à l'acier léger requis, de sorte que si leurs offres avaient été acceptées, les Russes auraient payé en réalité davantage, puisque la base de fonte pesait beaucoup plus que l'acier léger, mais auraient paru payer moins à en juger d'après le prix en pfennigs au kilogramme.

Cela ne semblait être qu'un truc et je pris naturellement plaisir à faire cette découverte. Je la rapportai aux membres russes de la mission avec satisfaction. A mon étonnement, ils n'en furent pas du tout satisfaits. Ils firent même pression sur moi pour que j'accepte le marché, me disant que j'avais mal compris ce qu'on désirait.

Je savais que je n'avais pas mal compris et je ne pouvais pas m'expliquer leur attitude. Je leur dis finalement que s'ils achetaient ces élévateurs, ils le feraient sous leur propre responsabilité et que je prendrais mes dispositions pour que mon avis contraire fût connu. Ce n'est qu'après cette déclaration qu'ils abandonnèrent leur proposition.

L'incident me laissa rêveur. Ou bien ces Russes étaient trop fiers pour avouer qu'ils n'avaient pas vu la substitution faite dans la spécification, ou bien des raisons personnelles entraient en jeu. Je pensai qu'il pouvait bien y avoir une affaire de pot-de-vin. Si je n'avais pas découvert la substitution des bases de fonte dans les spécifications, la mission aurait pu retourner à Moscou et montrer le succès obtenu en

faisant rabattre les prix normaux des élévateurs de mines. On aurait de plus réglé une forte somme pour de la fonte sans valeur de sorte que les firmes allemandes auraient facilement pu payer en sous-main des gratifications substantielles.

Mais j'avais fait mon devoir et l'achat projeté ne s'était pas réalisé. La mission avait acheté les élévateurs qu'il fallait. Il n'y avait pas eu de mal: je décidai de ne rien dire.

J'oubliai ensuite l'incident et il ne se représenta à mon esprit qu'après un congé de maladie, au printemps de 1932. Tôt après mon retour à Moscou, je fus informé que les mines de cuivre de Kalata étaient en très mauvais état; la production était tombée même plus bas qu'elle ne l'était avant la réorganisation de l'été passé. Ce rapport m'abasourdit; je ne pouvais pas comprendre comment les choses avaient changé en un laps de temps si court, alors que tout paraissait aller si bien lorsque je les avais laissées.

Serebrovski me demanda de retourner à Kalata pour voir ce qu'il y avait à faire. Lorsque j'y arrivai, je me trouvai devant une scène déprimante. Les Américains étaient tous arrivés au terme de leurs deux ans de contrat, qui n'avait pas été renouvelé, et ils étaient partis chez eux. Peu de mois avant mon arrivée, le directeur communiste, qui avait acquis quelques notions sous ma direction, avait été déplacé par une Commission envoyée de Sverdlovsk, où se trouvaient les quartiers communistes de la région ouralienne. La Commission l'avait déclaré ignorant et insuffisant, quoiqu'il n'y eût rien de précis contre lui, et avait nommé, pour lui succéder, le président de la Commission d'investigation - procédé curieux!

Au cours de mon séjour précédent, nous avions porté la capacité des fourneaux à 78 tonnes métriques par mètre carré, par jour; on les avait laissé retomber à leur ancien rendement de 40 à 45 tonnes. Mieux encore, on avait irrémédiablement perdu des milliers de tonnes de minerai à pourcentage élevé, par l'introduction, dans deux mines, de méthodes contre lesquelles j'avais particulièrement mis en garde.

Nous autres, ingénieurs américains, avons mis sur pied, pour quelques-unes des mines de Kalata, un système de travail plus productif et l'avions introduit malgré l'opposition persistante des ingénieurs russes. Nous savions, cependant, que cette méthode ne pourrait pas être appliquée avec succès aux autres mines et je l'avais expliqué, en long et en large, tant au directeur communiste qu'aux ingénieurs. Pour être certain que la situation avait été comprise, je laissai des instructions écrites, mettant en garde contre l'extension de la méthode.

Mais j'apprenais maintenant que, dès le départ des ingénieurs américains, les mêmes ingénieurs russes, que j'avais prévenus du danger, avaient appliqué la méthode aux autres mines avec pour résultat l'affaîssement de celles-ci et la perte d'une grande quantité de minerai.

Fort découragé, je me mis au travail pour tenter de rattraper une partie du terrain perdu. L'atmosphère de la place me parut déplaisante et insalubre. Le nouveau directeur et ses ingénieurs étaient maussades et me firent voir leur peu de désir d'avoir affaire à moi. La pénurie des vivres atteignait alors son plus haut point dans l'Oural et les ouvriers étaient plus mécontents que je ne l'avais jamais observé. Les conditions d'existence avaient baissé parallèlement à la production.

Je m'efforçai de remettre les choses en mouvement, mais je n'avais plus mes sept ingénieurs américains et un directeur communiste amical pour m'aider. Je découvris un beau jour que le nouveau directeur annulait en secret presque toutes les mesures que j'ordonnais. Je vis que je n'avais plus rien à faire et pris le premier train pour Moscou. J'étais si découragé que j'étais prêt à démissionner et à quitter la Russie pour tout de bon.

Lorsque j'atteignis Moscou, je rapportai exactement à Serebrovski mes observations de Kalata. Il écouta mon offre de démission et me dit qu'on avait plus besoin de moi que jamais. Je lui fis

remarquer l'inutilité de mes efforts en Russie si je ne pouvais pas compter sur la coopération des hommes des mines. «Ne vous en faites pas à ce sujet, me dit-il, ils y seront rendus attentifs.»

Il fit faire une enquête immédiatement, et, peu de temps après, le directeur et quelques-uns des ingénieurs furent mis en jugement pour sabotage. Le directeur fut condamné

à dix ans de prison, le maximum en Russie, et les ingénieurs à des détentions moins longues. L'enquête montra qu'ils avaient intentionnellement écarté l'ancien directeur pour naufrager les mines.

J'étais satisfait qu'il y eût quelque instance supérieure au petit groupe des nommes de Kalata, mais je ne pouvais naturellement pas mettre en garde Serebrovski contre les membres influents de son propre parti communiste. Ma politique a consisté à ne jamais me mêler de politique. Mais j'étais si certain qu'il y avait quelque chose de pourri dans les hautes sphères de l'administration politique de l'Oural que je ne consentis à rester en Russie qu'après que Serebrovski m'eût promis de ne plus me renvoyer dans les mines de cuivre de l'Oural.

Il y avait une autre bonne raison pour laquelle je ne désirais pas retourner dans l'Oural. J'étais sorti un jour, pendant ma première visite à Kalata, afin de me promener avec un autre ingénieur américain d'une mine à l'autre. Nous restâmes quelques minutes debout sur un tas de minerai, près d'un puits, nous profilant sur le ciel. Des balles sifflèrent à nos oreilles et je ne mis pas beaucoup de temps à chercher un abri. C'était une époque turbulente; il arrivait que des fonctionnaires soviétiques fussent visés ou tués et je ne pensai pas que ces balles me fussent destinées. Mais quand je songe aux événements ultérieurs, je me le demande!

Je réunis toutes les informations que je pus obtenir sur le jugement du directeur et des ingénieurs de Kalata. Il me parut évident, à ce moment-là, que le choix de la Commission et ses agissements à Kalata devaient faire remonter l'enquête à la direction communiste de Sverdlovsk, dont les membres étaient coupables soit de négligence criminelle, soit de participation active aux événements qui s'étaient déroulés dans les mines.

Cependant, le secrétaire en chef du parti communiste de la région ouralienne, Kabakov, occupait ce poste depuis 1922, soit pendant la période de la grande activité du développement de l'industrie minière dans l'Oural. Pour quelque raison qui n'a jamais été claire pour moi, il avait toujours eu la pleine confiance du Kremlin, et il était considéré comme si puissant qu'on l'appelait, en privé, le «vice-roi bolchevik de l'Oural».

A en juger d'après les annales de cet individu, rien ne justifiait sa réputation. Sous sa longue domination, l'aire ouralienne, une des plus riches régions minières de la Russie et qui a reçu un capital d'exploitation illimité, n'a jamais produit ce qu'elle aurait dû.

La Commission de Kalata, dont les membres admirèrent plus tard leurs intentions de sabotage, avait été envoyée directement par les quartiers généraux de cet homme, et, malgré cela, quand ce fait fut avancé devant le tribunal, il n'y eut pas de conséquences pour Kabakov. Je fis alors la remarque, à certaines de mes connaissances russes, qu'il devait y avoir beaucoup plus de menées dans l'Oural qu'il n'en avait été révélées et qu'elles devaient venir d'en haut.

Tous ces incidents devinrent plus clairs, en ce qui me concerne, après le procès pour conspiration qui se déroula en janvier 1937, lorsque Piatakov et plusieurs de ses associés avouèrent devant le tribunal qu'ils avaient monté un sabotage organisé des mines, des chemins de fer et d'autres entreprises industrielles depuis le début de 1931. Quelques semaines après le prononcé du jugement qui condamnait Piatakov à être fusillé, le secrétaire en chef du parti pour l'Oural, Kabakov, qui avait travaillé en association intime avec Piatakov, était arrêté sous l'inculpation de complicité dans la même conspiration.

La partie de la confession de Piatakov concernant son action à Berlin en 1931, alors qu'il était le chef de la mission d'achat à laquelle j'avais été adjoint comme conseiller technique, m'intéressa tout particulièrement. Je compris pourquoi les Russes qui entouraient Piatakov n'avaient pas été charmés de ce que j'eusse découvert la substitution, par les maisons allemandes, de fonte au lieu d'acier léger pour les élévateurs.

Piatakov attesta que les conspirateurs anti-staliniens, dirigés par Léon Trotski, l'ancien commissaire à la guerre exilé, avaient besoin de devises étrangères pour former un fond à l'étranger. A l'intérieur de la Russie, où les conspirateurs étaient si nombreux aux postes importants, il était aisé d'en trouver, mais le papier soviétique ne valait pas grand'chose hors des frontières. D'après Piatakov, le fils de Trotski, Sedov, établit donc un plan pour obtenir des devises étrangères sans élever de suspicions.

Aux assises, Piatakov affirma avoir rencontré Sedov à Berlin, en 1931, à un rendez-vous dans un restaurant près du Jardin zoologique. Il ajouta: «Sedov déclara que la seule chose qu'on me demandait était de donner autant de commandes que possible à deux maisons allemandes, et que lui, Sedov, s'arrangerait pour recevoir d'elles les sommes nécessaires, tandis que, de mon côté, je ne serais pas trop exigeant pour les prix.»

Questionné par le ministère public, Piatakov déclara qu'on ne lui avait pas demandé de voler ou détourner de l'argent des Soviets, mais seulement de placer autant de commandes que possible auprès des dites firmes. Il ajouta qu'il n'eut pas de contact personnel avec ces firmes et que l'affaire fut arrangée par d'autres, sans qu'il fit autre chose que la leur remettre en mains.

Piatakov dit encore: «Cela fut fait très simplement, du fait surtout que je disposais de beaucoup de possibilités et un grand nombre de commandes furent confiées à ces maisons.» Il ajouta qu'il était facile d'agir sans éveiller la suspicion dans le cas d'une des firmes parce qu'elle avait une bonne réputation et qu'il n'était question que de payer un prix légèrement plus élevé qu'il n'eût été nécessaire.

Les questions et réponses suivantes furent échangées au tribunal:

Piatakov: Mais en ce qui concerne l'autre firme, il fut nécessaire d'user de persuasion et de pression pour lui passer des commandes.

Ministère Public: En conséquence, vous avez offert un prix excessif à cette firme aux dépens du gouvernement soviétique?

Piatakov: Oui.

Piatakov continua en attestant que Sedov ne lui avait pas exactement communiqué les conditions et la technique du transfert de l'argent, mais qu'il l'avait assuré que si lui, Piatakov, donnait les commandes à ces maisons, lui, Sedov, recevrait l'argent pour le fonds spécial.

Ce passage de la confession de Piatakov est une explication plausible, à mon sens, de ce qui s'était passé à Berlin, en 1931, lorsque j'eus des soupçons parce que les Russes, qui entouraient Piatakov, voulaient m'amener à approuver un achat d'élévateurs de mines qui n'étaient pas seulement trop chers, mais qui auraient été sans utilité pour les exploitations auxquelles elles étaient destinées. J'avais peine à croire que ces hommes cherchassent simplement un pot-de-vin, étant donné qu'ils ne paraissaient pas s'intéresser à rendre leur nid plus douillet. Mais ils étaient accoutumés aux conspirations dès avant la révolution et ils avaient couru les risques pour ce qu'ils considéraient comme leur cause.

Naturellement, je ne puis pas savoir si la conspiration politique que mentionnent tous les aveux de ce jugement était organisée comme les détenus l'ont avoué. Je n'ai jamais tenté de suivre le dédale des luttes politiques en Russie et je n'aurais pas su de quels conspirateurs antigouvernementaux il s'agissait, puisque personne n'avait tenté de m'impliquer dans ces affaires.

Mais je suis absolument certain que quelque chose de louche se passa à Berlin en 1931, pendant la période mentionnée par Piatakov lors de son jugement. J'ai déjà dit que les expériences faites alors me furent une énigme pendant des années et que je ne trouvai pas d'explication plausible - jusqu'à ce que je prisse connaissance du témoignage de Piatakov, dans les journaux de Moscou, au moment du procès.

Un autre aspect de ce témoignage a paru peu croyable à certains correspondants de presse à Moscou: le fait que des maisons allemandes auraient payé des commissions à Sedov. Mais j'ai déjà dit, dans un chapitre précédent, que les émigrés russes avaient l'habitude de recueillir des commissions auprès de firmes allemandes, en prétendant influencer en leur faveur les missions soviétiques. Les directeurs de ces maisons allemandes pouvaient admettre que Sedov était aussi un émigré et avoir agi avec lui comme elles l'avaient fait pendant des années avec d'autres exilés.

Dans de pareils cas, le procédé habituel des firmes allemandes consistait simplement à faire figurer la commission dans le prix; si les Russes acceptaient le prix, tout était en règle. Mais, dans le cas des élévateurs pour mines, la commission devait être si forte que la firme modifia la spécification pour trouver son profit. Comme ce point avait attiré mon attention, l'affaire était bloquée. Piatakov certifia que des pressions avaient dû être exercées pour que les commandes fussent passées, et j'ai déjà dit la pression qui s'exerça sur moi,

Les témoignages énoncés lors de cette affaire judiciaire ont éveillé de nombreuses suspicions à l'étranger ainsi que parmi les diplomates étrangers à Moscou. J'ai parlé à des Américains qui croyaient que toute l'affaire avait été montée artificiellement dès le début. Je n'ai pas assisté aux débats, mais j'ai suivi de près les témoignages qui ont été imprimés en plusieurs langues. Un grand nombre des assertions relatives au sabotage m'ont paru beaucoup plus probables qu'elles ne le semblaient aux diplomates et aux correspondants à Moscou. Je sais, par ma propre expérience, que des sabotages se sont produits constamment dans les mines soviétiques et que certaines de ces manoeuvres auraient à peine pu se produire sans la connivence de directeurs communistes haut placés.

Ce que je dis, par rapport à cette affaire judiciaire, n'a de valeur qu'en ce qui concerne l'incident de Berlin. J'ai rapporté les faits et montré comment les aveux de Piatakov ont tiré au clair, pour moi, ce qui s'était passé.

[pp.91-99]

Les procès de haute trahison

Par Walter DURANTY, correspondant à Moscou du New-York Times, de 1922 à 1945

La meilleure façon d'expliquer la chose est de la formuler en syllogismes composés chacun de deux prémisses et d'une conclusion.

Syllogisme 1.

Premières prémisses. Hitler voulait non seulement briser le traité de Versailles et remettre l'Allemagne sur pied d'égalité avec la France et l'Angleterre, mais venger la dernière guerre et obtenir la domination de l'Europe.

Secondes prémisses. Il ne pouvait atteindre ces buts définitivement à moins de posséder l'Ukraine soviétique et le Caucase Nord, dont la position géographique a une valeur stratégique comparable seulement à la valeur économique de leurs ressources naturelles: pétrole, grains, bétail, manganèse et coton.

Conclusion. Hitler attaquerait l'Union soviétique.

La justesse de cette conclusion semblait confirmée aux bolcheviks par le fait qu'Hitler, dès le début, se posa en champion de l'Europe occidentale contre ce qu'il appelait le «péril judéo-bolchévik». D'où, inévitablement, le second syllogisme.

Syllogisme 2.

Premières prémisses. L'Allemagne nazie attaquera l'Union Soviétique.

Secondes prémisses. Les nazis faisaient invariablement précéder leur attaque physique d'une campagne de «taradage» par l'intérieur, c'est-à-dire de ce que l'on appela plus tard les activités de la cinquième colonne, afin d'affaiblir et de démoraliser l'adversaire avant de lui asséner le coup. Les bolcheviks avaient vu cette technique nazie - employée plus tard sur une vaste échelle contre la Norvège, la France et la Hollande, pour ne citer que ces exemples - pratiquée avec succès contre le parti communiste allemand pendant la montée d'Hitler au pouvoir.

Conclusion. L'Allemagne importerait au maximum les activités de sa cinquième colonne en Russie.

Les bolcheviks se sont toujours enorgueillis de leur dialectique matérialiste, c'est-à-dire de leur interprétation froidement logique des faits. Sans intention blasphématoire on peut dire que la dialectique matérialiste est un des sacrements de la religion marxiste, laquelle charge ses fidèles d'une chaîne de logique non moins forte et astreignante que ne l'est la chaîne de la foi dans les religions révélées. Leur logique leur disait que l'Allemagne nazie les attaquerait, et que la phase préliminaire de cette attaque ferait le siège de toutes les âmes russes hésitantes, mécontentes, subversives ou traîtresses. Or, quels esprits seraient plus faciles à corrompre que ceux de l'ancienne Opposition, dont les membres éprouvaient tout à la fois une hostilité personnelle contre Staline, l'amertume de leur défaite et la soif de remonter au pouvoir ?

Tout cela peut sembler compliqué et tiré par les cheveux, mais en réalité c'est simple et vrai, et fournit, en outre, la seule explication raisonnable de ce qui se passa en Russie. Les bolcheviks se prirent à leur propre logique. Dès qu'ils admirèrent, comme ils le firent (et à bon droit, l'histoire l'a prouvé) que les nazis les attaqueraient, ils estimèrent que la main de l'Allemagne devait se retrouver dans toute affaire de trahison, grande ou petits, tramée en Russie. Là où l'intervention allemande n'apparaissait pas au premier regard, comme c'était le cas dans l'affaire Kirov, il fallait la chercher jusqu'à ce qu'on l'eût

constatée. C'est sur ce principe qu'ils agirent, et ils constatèrent l'intervention allemande, parce qu'elle s'y trouvait. Quand Staline et ses associés surent en 1933-34 qu'Hitler méditait de les attaquer et se chercherait des alliés parmi l'ancienne Opposition ou dans tout autre groupement anti-kremli-nien, ils travaillèrent, dans une certaine mesure, sur une hypothèse. Avec le temps, cette hypothèse qui était déjà pour eux une certitude logique, fut confirmée par les faits et il est bon de se rappeler que Zinoviev, Kaménev et compagnie furent traduits en audience publique pour avoir comploté l'assassinat de Kirov et d'autres chefs soviétiques de connivence avec des ennemis étrangers en août 1936 seulement, c'est-à-dire après le début de la guerre civile espagnole. Un mois avant le procès, le parti militaire espagnol, aidé et formé par l'Allemagne nazie, avait déclenché une rébellion armée contre le gouvernement espagnol. Comme Staline le savait, la rébellion avait été préparée à Berlin par le général espagnol Sanjurjo et c'est lui, et non pas Franco, qui devait en prendre la direction, mais Sanjurjo fut tué en avion. La complicité des nazis dans la guerre d'Espagne était claire aux yeux de Moscou, mais ce n'était là qu'une première étape bien éloignée du but final d'Hitler: la domination de l'Europe et la conquête de l'Ukraine et du Caucase. Staline ne pouvait pas douter que les agents nazis ne fussent encore plus actifs en Russie qu'ils ne l'avaient été en Espagne.

Le procès de Zinoviev, de Kaménev et du soi-disant «Centre de Leningrad» en août 1936, fut le premier de quatre procès de trahison sensationnels. Le second fut celui de Radek, Piatakov, Mouralov et quatorze autres, en janvier 1937. Le troisième vit comparaître le maréchal Toukhatchevski et sept généraux de l'armée rouge en juin 1937; le quatrième fut celui de Boukharine, Rikov, Yagoda et d'autres, en mars 1938. En tout soixante individus furent jugés, condamnés, et, à une demi-douzaine près, fusillés. Sauf une poignée de secrétaires et de petits fonctionnaires, tous avaient tenu un rang élevé dans la hiérarchie civile ou militaire de la Russie soviétique. Leur comparution devant le Tribunal Suprême des Soviets et leur exécution affectèrent péniblement et troublèrent l'opinion à l'étranger et, sans aucun doute, en Russie même.

L'émotion causée à l'étranger par la procédure suivie et par la conduite des accusés eux-mêmes subsistera toujours en grande partie mais cette page sinistre de l'histoire des Soviets se comprend beaucoup mieux à la lumière de certains faits.

1. Les procès furent tous conduits par le Tribunal *Militaire* Suprême de l'Union Soviétique, c'est-à-dire qu'ils furent l'objet d'un jugement en conseil de guerre. Or, même dans les pays occidentaux, la procédure militaire diffère considérablement de la procédure civile. Mais en Russie cette différence fut plus forte encore parce que les bolcheviks sentaient que leur pays, bien qu'il ne fût pas encore en guerre, devait déjà défendre son existence. La guerre n'était pas déclarée, mais ils la sentaient latente, pour ainsi dire, et la trahison leur semblait dès lors aussi coupable que si des troupes ennemies avaient déjà été en marche.

2. Comme je l'ai déjà mentionné, il est de règle en Russie soviétique, dans les procès pour trahison, que les prévenus ne comparaissent pas en audience publique avant d'avoir déjà reconnu leur culpabilité. En d'autres termes, les procès pour trahison se décident en réalité par enquête préliminaire, qui en certaines occasions peut durer des mois, et le procès public est en fait ce que les Russes appellent, un «procès de démonstration» tenu publiquement dans la triple intention de faire connaître au pays toutes les circonstances du crime, de déterminer le degré exact de culpabilité de chacun des accusés, et de fixer la peine.

3. L'un de ces procès, celui des généraux, se déroula presque à huis clos, et dans les trois autres tous les témoignages concernant les relations des prévenus avec des agents étrangers furent entendus dans des conditions analogues. Par conséquent, la phase des procès qui était en réalité la plus importante, faillit échapper entièrement aux observateurs étrangers; le premier qui lui donna l'attention qu'elle méritait fut l'ambassadeur des Etats-Unis, Joseph Davies, qui avait suivi le procès Boukharine - Yagoda, qu'il a décrit dans son ouvrage *Mission à Moscou*.

4. Les procès marquèrent une progression dans la gravité des accusations de trahison. Chaque fois, les relations des prévenus avec des agents étrangers furent supposées plus coupables. On fit peu d'attention à cela aussi sur le moment, mais on constate aujourd'hui le parallélisme de cette progression avec l'intensification de l'activité d'Hitler en Europe.

Par exemple, le premier procès introduisit l'accusation de collusion avec des étrangers dans un complot pour l'assassinat de Staline et d'autres chefs soviétiques.

Dans le second procès, la sentence du tribunal fut que l'accusé avait conspiré «dans l'intention d'accélérer une attaque en armes dirigée contre l'Union Soviétique et d'aider des agresseurs étrangers à s'emparer de son territoire» Ces termes impliquent nettement que le Tribunal Militaire Suprême tenait désormais pour acquis le lien entre les conspirateurs soviétiques et les plans nazis d'invasion.

Au troisième procès, le maréchal Toukhatchevski et ses collègues furent déclarés coupables d'avoir préparé un coup d'Etat militaire avec le secours d'une puissance étrangère, aide en compensation de laquelle ladite puissance devait recevoir des concessions territoriales en Ukraine.

Le quatrième procès résuma la thèse définitive du Kremlin au sujet des quatre complots. Le Kremlin y voyait les éléments intimement liés d'une seule et même combinaison. Comme le déclara le procureur-général Vichinsky dans son dernier discours: «Ce groupe de prévenus n'est qu'un des détachements avancés des provocateurs et des boutefeux nazi-fascistes. Sous la direction des services secrets allemand, japonais et autres, cette équipe de bandits travaillait à aider les gouvernements nazi-fascistes à renverser le gouvernement soviétique. »

Il est intéressant de comparer ce crescendo au développement des plans d'Hitler:

- Mars 1935. L'Allemagne dénonce le traité de Versailles en rétablissant la conscription universelle.
- Mars 1936. L'Allemagne envahit la Rhénanie, contrairement aux stipulations du traité de Versailles et du pacte de Locarno.
- Juillet 1936. Début de la guerre d'Espagne.
- Novembre 1936. L'Allemagne et le Japon signent un pacte anti-Komintern, auquel l'Italie adhèrera plus tard.
- Janvier 1937. Discours d'Hitler au Reichstag, «répudiant solennellement» le traité de Versailles.
- Août 1937. Le Japon entre en guerre contre la Chine.
- Mars 1938. Hitler occupe l'Autriche.

Il semble facile aujourd'hui de constater les rapports entre les procès et les événements extérieurs, mais les observateurs étrangers à Moscou ne surent même pas, ou ne voulurent pas les voir. Ils ne se rendirent pas compte que, par ces quatre procès, le Kremlin s'efforçait de juguler les activités de la cinquième colonne en Russie, et que cet effort s'accompagnait de plusieurs autres, dont je parlerai au prochain chapitre, tous visant à parer l'attaque nazie.

Ce qui empêcha les étrangers présents à Moscou de bien situer le problème, ce fut la physionomie unique du premier procès. Les accusés se comportèrent avec une telle exaltation, multipliant les reproches et les accusations contre eux-mêmes et les uns contre les autres, pleurant sur eux-mêmes et sur leurs camarades, que les diplomates et les journalistes étrangers qui les entendirent, furent amenés à conclure que toute l'affaire avait quelque chose de louche, que des aveux aussi abjects ne pouvaient pas être sincères et avaient dû être obtenus par une forme quelconque de pression. Certains prétendirent, et on les crut beaucoup en Amérique et en Angleterre, que les accusés avaient été hypnotisés, ou torturés, ou terrorisés par des menaces contre leur famille, ou même intoxiqués au moyen d'une mystérieuse «drogue tibétaine» qui détruisait la volonté et faisait dire à un accusé tout ce que lui suggérait le procureur. Ce qui signifie tout simplement que la mentalité anglosaxonne ne pouvait pas comprendre l'empressement masochiste des accusés non seulement à avouer leurs fautes, mais à les peindre sous les traits les plus noirs.

A cet égard, le premier procès semble avoir été plus saisissant et plus extravagant que les autres, mais l'odeur de doute et d'irréalité qui en émanait était si forte et si nauséabonde qu'elle infecta les suivants. Pourtant, parmi ceux qui observèrent l'attitude et écoutèrent les dépositions d'hommes comme Piatakov, ancien vice-commissaire à l'Industrie lourde, et Mouralov, qui à Moscou avait mené les rouges à la victoire au moment de la Révolution, personne ne put penser un instant qu'ils eussent été terrorisés ou drogués. Piatakov montra de bout en bout une parfaite possession de lui-même, et parla avec une clarté calme et la logique impassible d'un professeur d'université s'adressant à ses étudiants. Il ne manifesta ni faiblesse ni hésitation, dans son ton ni dans son aspect; toute son attitude était celle d'un homme qui a renoncé à l'espoir de vivre, mais qui voulait, pourrait-on dire, libérer sa conscience, mettre les choses au point, avant la fin. Il semblait absurde aussi que Mouralov, un gros soldat aux poings lourds qui avait derrière lui vingt années d'aventures incroyables et de dangers pendant la clandestinité révolutionnaire, pût s'aplatir à la perspective de la mort ou céder à une pression quelconque. Plus frappante encore fut la conduite de Boukharine, jadis le plus intime ami de Lénine et le principal interprète de la doctrine bolchevik. Les «dernières paroles» de Boukharine, comme on appela sinistrement les dernières réponses de l'accusé, furent un chef-d'œuvre d'éloquence. D'une voix claire et posée, il passa en revue la suite d'erreurs et de divergences idéologiques qui graduellement avaient fait de lui, dans toute la force de ces termes odieux, un traître et un conspirateur. Il repoussa fermement l'hypothèse que son attitude ou ses aveux eussent été influencés en aucune manière par des drogues, ni par des menaces, ni par des tortures physiques ou morales. Il alla jusqu'à désavouer une autre supposition avancée par des étrangers qui avaient lu Dostoïevsky et prétendaient que «l'âme russe» avait une tendance caractéristique à se plonger dans les profondeurs du renoncement à soi-même, étant en proie à une sorte de «complexe du martyr», quand elle voyait que tout était perdu. Comme Piatakov, Boukharine donnait l'impression d'un homme qui avait fait sa paix avec le monde et voulait uniquement purifier et satisfaire sa conscience en révélant tous les mobiles de sa pensée et de son action. [pp. 298-306]

Derrière les procès de Moscou

Par J.E. DAVIES, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, de décembre 1936 à juin 1938

Derrière le procès de Moscou

N°.57

Moscou, 17 février 1937

A l'honorable secrétaire d'état

Le procès de Radek pour trahison (23-30 janvier) *Strictement confidentiel.*

Monsieur,

J'ai l'honneur de faire rapport de ce qui suit relativement à certains aspects du récent procès Trotzky-Radek, comme on le désigne ici, pour trahison, et aux impressions qu'il a suscitées en mon esprit.

Les circonstances politiques immédiates

Ce procès est une répercussion du meurtre de Kirov commis le 1er décembre 1934. Kirov était l'un des principaux leaders du parti du gouvernement Staline dans la région de Leningrad et son assassinat créa alors une grande émotion. Les dépêches adressées à ce moment-là au Département montrent que, très inquiets, les chefs du gouvernement à Moscou réagirent fébrilement et que Staline lui-même, Vorochilov, le commissaire du peuple à la Défense, et d'autres leaders du gouvernement se rendirent eux-mêmes en hâte sur la scène du crime, craignant apparemment qu'il y eût une vaste conspiration en vue de renverser le gouvernement Staline. Le procès Kamenev-Zinoviev qui eut lieu à Moscou du 19 au 24 août 1936, alors que seize suspects furent cités devant la Cour, jugés coupables et par la suite fusillés, était une suite de cet incident. Le présent procès a la même origine, comme les révélations faites au cours du procès aussi bien que les prétendues preuves découvertes subséquemment le montrent.

Les accusés du présent procès étaient au nombre de dix-sept, dont cinq ou six leaders politiques éminents. Les autres venaient de différents milieux — des ingénieurs, des aventuriers et le reste, et ne jouissaient d'aucun prestige particulier—, prétendus instruments employés pour l'exécution des actes d'espionnage, de sabotage, de terrorisme ou autres formes d'activité criminelle. La mise en accusation s'appuyait sur des lois criminelles déterminées. Elle affirmait que les accusés étaient coupables de trahison contre le pays, d'espionnage, de sabotage et, de façon générale, d'activité terroriste. (...)

Le lieu et l'atmosphère du procès

J'ai assisté assidûment au procès, qui a duré six jours. C'était imposant comme drame humain. Les audiences eurent lieu dans une longue salle au plafond très élevé qui appartenait autrefois à un club «fashionable» de Moscou sous l'ancien régime. Des deux côtés de l'allée centrale, des rangées de sièges étaient occupées par des groupes d'«ouvriers» différents d'une séance à l'autre, sauf quelques rangées au centre de la salle réservées aux correspondants russes et étrangers et au corps diplomatique. Les différents groupes d'«ouvriers», me dit-on, étaient chargés de faire ensuite des rapports du procès aux diverses organisations auxquelles ils appartiennent. Trois juges, tous en uniforme, présidaient sur une estrade dressée à l'avant de la salle. C'étaient des membres du collège militaire, section de la Cour Suprême chargée de la conduite des procès pour crimes commis contre l'Etat. L'estrade se trouvait comme sur une scène, à environ cinq pieds au-dessus du plancher, au milieu duquel il y avait un espace vide; le box des témoins, une petite estrade d'un pied de haut environ, à quelque huit pieds

devant le juge qui présidait et lui faisant face, se trouvait dans ce puits. Dans le même espace se trouvaient aussi les tables des avocats de la défense. A la droite de l'estrade, les accusés étaient assis à l'intérieur d'une clôture de bois naturel haute de trois ou quatre pieds (un peu comme notre banc du jury). Ils étaient assis en quatre rangées de quatre chaises chacune en face du milieu du puits. Toutes les demi-heures, quatre soldats entraient sous les ordres d'un officier et prenaient place autour du box des prisonniers, sauf du côté du puits. De l'autre côté du puits, sur la scène, se tenaient le procureur de l'Etat et ses deux assistants, dont l'un était en uniforme. La Cour ouvrait la séance à midi, tous les jours, et siégeait jusqu'à quatre heures, avec une interruption d'une demi-heure. L'audience du soir durait de six heures à dix heures.

[Les lignes suivantes sont extraites d'une lettre envoyée au président Roosevelt et datée du 9 février 1937:]

«Entre les séances, l'après-midi, de 4 heures à 6 heures, je me faisais un devoir d'aller à divers établissements, magasins et le reste, et à chaque endroit il y avait un rassemblement de vingt à soixante personnes auxquelles quelqu'un racontait le procès et les iniquités des accusés. Il en était de même, me dit-on, dans tout le pays et la radio travaillait également. L'organisation politique etcelle de la propagande s'étend à tous les groupements d'individus. La plus petite unité, appelée la «cellule» comprend trois membres du parti chargés de l'organisation dans leur section particulière. »]

Le procès

Le procès s'ouvrit par la lecture de la mise en accusation par le secrétaire de la cour. C'était une longue énumération de crimes exposés avec force détails et sur lesquels on prétendait posséder beaucoup de preuves. L'affirmation de l'existence d'une preuve corroborante sous forme de documents écrits créa une forte sensation parmi les journalistes et les observateurs diplomatiques. Il est impossible de dire s'il y eu des écarts importants entre les affirmations de la mise en accusation et la preuve des documents soumise au cours du procès car les documents eux-mêmes, dans certains cas, ne furent pas produits (on a prétendu qu'ils avaient été détruits à cause de leur caractère compromettant) tandis que d'autres ont simplement été mentionnés dans les témoignages ou réservés pour être produits devant la cour militaire à huis clos.

Chacun des accusés se leva à sa place en réponse à une question du juge en chef et avoua sa culpabilité. On avait placé plusieurs microphones dans le box des prisonniers de manière que ceux-ci puissent facilement s'en servir quand ils parlaient. Le procureur de l'Etat tenait des feuilles qui, semble-t-il, étaient les confessions signées des accusés, il posa relativement peu de questions et chaque accusé fit un récit chronologique de son activité criminelle. Le procureur conduisit l'interrogatoire avec calme et, en somme, une admirable modération.

Il n'y avait rien d'anormal dans l'apparence des accusés. Ils semblaient tous bien nourris et en bonne santé. Pendant les premiers jours du procès, ils manifestèrent beaucoup de curiosité à l'égard de la foule et, bien que sérieux, ne semblaient pas trop inquiets. A mesure que le procès avançait, toutefois, leur attitude devint plus tourmentée. Ils se tenaient la tête dans les mains ou la gardaient penchée sur la clôture. De façon générale, ils semblèrent tous écouter avec beaucoup d'attention les témoignages des principaux coaccusés. On aurait dit qu'un grand nombre de détails de certains témoignages ont causé à plusieurs d'entre eux un véritable étonnement.

Commentaires sur les témoignages et les principaux accusés

Les principaux accusés étaient Piatakov, Radek, Sokolnikov, Serebriakov et Muralov.

Piatakov fut le premier témoin entendu. Il se tenait debout devant le microphone, tourné vers le procureur de l'Etat de l'autre côté du puits, et il avait l'air d'un professeur d'université faisant une conférence. Il était le commissaire adjoint du peuple à l'Industrie lourde; on lui attribuait généralement

une large part du mérite du succès du plan quinquennal et on dit qu'il vient d'une vieille, famille d'industriels. Calme et sans la moindre émotion dans la voix, il fit en détail le récit de son activité criminelle. A mesure qu'il avançait dans sa narration (il en fut de même pour les autres), le procureur interrompait son témoignage pour demander à d'autres accusés de le corroborer sur certains faits déterminés qu'il racontait. Ces derniers donnèrent une version quelque peu différente de certains événements et contestèrent l'exactitude de certaines affirmations, mais, dans l'ensemble, leurs réponses confirmaient le fait que le crime avait été commis. Les accusés montraient dans tout cela la plus grande nonchalance. J'ai noté en particulier que Serebriakov, un vieil employé de chemins de fer, s'est rassis négligemment et a bâillé après avoir dû se lever, à la demande du procureur, pour corroborer le témoignage sur un crime singulièrement horrible (ce qu'il fit de façon laconique).

Radek, le deuxième accusé appelé, est d'une autre espèce d'hommes (il est court et trapu, mais possède une personnalité brillante et agressive) et en quelque sorte dominait la salle. Il était vêtu comme un paysan et une frange de barbe sous le menton accentuait sa personnalité. Il admit qu'il était en effet l'un des chefs politiques du complot. Sans avoir personnellement participé aux crimes mêmes commis par ses subordonnés, il en avait connaissance, dit-il, et en assumait et ne cherchait pas à en rejeter la responsabilité. Il insista continuellement, toutefois, sur le fait que c'étaient là des crimes «humains» et il ne cessa de se justifier en soulignant leur caractère politique et le fait qu'ils furent commis en faveur d'une cause en laquelle il croyait alors. Il y eut plusieurs vifs échanges de répliques entre lui et le procureur de l'Etat et ce n'est pas lui qui eut le dessous. Il a montré du courage pendant tout son témoignage, mais, dans son dernier plaidoyer adressé à la Cour, il l'a priée de se rappeler que c'est lui qui a dénoncé la conspiration de Trotzky, laissant entendre ainsi que, sans lui, le Gouvernement aurait pu difficilement prouver ce qu'il voulait établir.

Serebriakov est le bandit le plus doux d'apparence de tous les trancheurs de gorge (il a un visage de chérubin) et il a fait tout bonnement un interminable récit d'horreurs commises à son instigation. Il avait l'air d'un homme plus ou moins résigné à son sort.

Sokolnikov, ancien ambassadeur à Londres, commissaire adjoint du peuple aux Affaires extérieures, est d'un type tout à fait différent. Il a une figure ronde, le teint basané et le front haut. Lui aussi a raconté apparemment sans la moindre émotion sa participation au complot et il a exposé avec logique et clarté les raisons qui l'avaient poussé, lui et ses complices, à ourdir une conspiration d'accord avec le Japon et l'Allemagne, raisons fondées sur le fait qu'ils ne voyaient aucune possibilité sur le seul plan intérieur d'atteindre leurs fins en vue d'améliorer le sort du peuple russe, le Gouvernement Staline étant assez fort pour résister à toute tentative de révolution populaire, tandis que, d'un autre côté, l'histoire les justifiait de croire que leur meilleur moyen de succès serait de s'emparer du pouvoir à la faveur d'une guerre avec l'étranger et de faire surgir des décombres un Etat plus petit grâce aux bonnes dispositions des vainqueurs (les Allemands) et à l'attitude probable des autres puissances européennes à l'égard de la paix ainsi conclue.

Muralov est un homme d'allure militaire. Il possède une barbe de bouc, une épaisse tignasse grise et des traits fins et aquilins. Il mesure nettement plus de six pieds et portait une chemise russe toute noire boutonnée jusqu'au menton. Il a gardé une attitude très digne et montré un caractère viril et droit. Il avait déjà exercé le haut commandement des forces militaires, à Moscou. Il y avait maints indices de véracité dans la façon naturelle avec laquelle il a exposé les motifs qu'il avait eus d'appuyer Trotzky, l'un de ses plus vieux et meilleurs amis, dit-il, et un grand homme, qui s'était tenu comme un homme «quand d'autres avaient agi comme des rats», puis les raisons pour lesquelles il avait d'abord refusé de faire une confession et enfin consenti à reconnaître sa faute. Il a nié qu'on ait exercé quelque pression sur lui. Il a dit que, pendant huit mois, il a refusé d'avouer par colère et entêtement, tellement il était furieux d'avoir été arrêté. Il a pensé d'abord, a-t-il dit, qu'il préférerait mourir en héros et contribuer ainsi à l'avancement de la cause, mais ensuite, à mesure qu'il comprenait mieux toute la portée de la conspiration, il s'est vu poussé à conclure finalement que le Gouvernement Staline avait fait tant de progrès et accomplissait de si grandes choses pour le peuple russe qu'il s'était évidemment trompé et

que son devoir, maintenant, était de tout avouer. Les autres accusés, de caractères très divers, ont tous rendu un témoignage détaillé sur les crimes dont ils étaient respectivement coupables.

Tous les accusés semblaient désireux d'accumuler les accusations contre eux-mêmes - *mea maxima culpa* ! Le procureur de l'Etat n'a pas eu besoin de faire beaucoup de contre-interrogatoires. Il a même dû admonester l'un des accusés pour le ramener au fait et l'empêcher de charger son témoignage de crimes additionnels. En somme, le procureur général n'a eu recours à aucun procédé d'intimidation. Apparemment, ce n'était pas nécessaire.

Après les témoignages, le procureur a adressé une longue plaidoirie à la Cour en s'appuyant pour une part sur la preuve produite mais surtout aussi sur des considérations historiques étrangères aux faits mêmes. C'était littéraire et bien construit.

Dernières déclarations des accusés

L'accusé Piatakov n'a demandé aucune clémence quand il a pris la parole pour la dernière fois, non plus que Chestov, qui a été le principal agent de l'exécution de quelques-uns des crimes les plus atroces. Chestov, en fait, a dit qu'il méritait la mort et qu'il voulait mourir. Radek n'a pas sollicité d'indulgence, sauf implicitement, non plus que Muralov. Sokolnikov a demandé au tribunal de se montrer clément à son égard, mais il l'a fait d'une manière très digne. Tous les autres ont réclamé la clémence de la Cour.

Après ces «derniers plaidoyers», la Cour s'est retirée puis est revenue, cinq heures plus tard, pour rendre son verdict.

Le jugement du Cour

Tous les accusés sont jugés coupables et condamnés selon le degré de leur crime. Piatakov et Serebriakov, comme membres du centre trotskyste antisoviétique et organisateurs de la trahison, de l'espionnage, du sabotage et du terrorisme, sont condamnés à la peine capitale, à être fusillés. Onze autres, y compris Muralov, comme organisateurs et agents directs des crimes, sont condamnés à la peine capitale, à être fusillés. Deux, Radek et Sokolnikov, comme membres du «centre parallèle» trotskyste antisoviétique et en tant que responsables de son activité criminelle, - sans toutefois avoir participé directement à l'organisation et à l'exécution des crimes mêmes, sont condamnés à dix ans de prison pour les crimes particuliers dont ils étaient accusés. Le jugement ordonne aussi que les biens personnels de tous les coupables soient confisqués et que tous les prisonniers condamnés au pénitencier soient privés de leurs droits politiques pour une période de cinq ans chacun. La clémence dont on a fait preuve à l'égard de Radek et de Sokolnikov a surpris tout le monde.

Commentaires généraux

L'aspect le plus extraordinaire de ce procès, pour un esprit occidental, c'est le fait même qu'un tel procès ait eu lieu. Tous les accusés s'étaient reconnus coupables. Tout tribunal n'avait plus rien à faire que d'entendre les appels possibles à sa clémence, déjuger des faits et de prononcer les sentences. Mais on a tenu un soi-disant procès qui a duré six jours et, au cours duquel, semble-t-il, rien de la preuve que le procureur de l'Etat pouvait avancer n'a été omis, à notre point de vue, c'était là un procès complètement inutile. Les autorités avaient probablement deux raisons d'agir comme on l'a fait.

L'une d'elles est généralement admise bien qu'elle ne soit pas officielle: on a dramatisé l'incident pour des fins de propagande. Le procès avait pour but: premièrement, de servir d'avertissement à tous les comploteurs et conspirateurs actuellement actifs ou éventuels à l'intérieur de l'Union soviétique; deuxièmement, de discréditer Trotzky à l'étranger; troisièmement, de consolider le sentiment national du peuple à l'appui du Gouvernement contre des ennemis étrangers, l'Allemagne et le Japon. Tout le long du procès, on a mis en oeuvre tous les moyens possibles de propagande pour faire connaître dans

toutes les régions du pays les horreurs avouées dans les confessions. Les journaux étaient remplis non seulement de comptes rendus des témoignages, mais aussi de commentaires de la plus grande violence et de la plus vive indignation sur les accusés. La radio était aussi mise à pleine contribution.

L'autre raison probable était de prouver au public, par un procès public, la bonne foi des confessions des accusés. Si ces confessions avaient été faites à huis clos ou publiées sous la signature des accusés, on aurait pu en contester l'authenticité. Les confessions ne pouvaient faire l'objet d'aucun doute après les accusations portées oralement contre eux-mêmes par les accusés pendant un «procès public».

En regard des rapports des procès précédents, la cause présente en diffère, de l'avis d'un grand nombre d'observateurs ici, par l'unanimité des confessions pour toutes fins pratiques et par une preuve mieux corroborée. D'autre part, on s'accorde de façon plus générale, cette fois-ci, parmi les observateurs désintéressés, pour reconnaître qu'on a démontré l'existence d'une conspiration réelle contre le Gouvernement soviétique.

Avec un interprète à côté de moi, j'ai attentivement suivi les témoignages. Je dois avouer que j'étais, naturellement, prédisposé à douter de la crédibilité des témoignages de ces accusés. L'unanimité de leurs confessions, le fait qu'ils étaient détenus depuis longtemps (incommunicado), la possibilité de contrainte ou de coercition exercée sur eux ou leurs familles, tout cela me faisait sérieusement douter de la vérité que pouvaient offrir leurs affirmations. En toute objectivité, toutefois, d'après ma propre expérience en matière de procès et les indices de crédibilité que j'ai appris à observer dans le passé, j'ai dû conclure à contrecœur que l'Etat avait prouvé son accusation, au moins quant à l'existence d'une conspiration tramée parmi les leaders politiques contre le Gouvernement soviétique et, par conséquent, établi la preuve, conformément aux lois russes, des crimes énumérés dans la mise en accusation. Il reste un doute, toutefois, en mon esprit - car il se peut, si grand est l'écart entre l'U.R.S.S. et nous quant aux principes juridiques sur les peines imposées aux violateurs de la loi et quant à la psychologie du peuple - que les règles auxquelles je suis porté à me fier ne s'appliquent plus ici. Convaincu, cependant, du fait que la nature humaine est pour le fond partout la même dans une grande mesure, je reste impressionné par les nombreuses indications de crédibilité qu'on a pu noter au cours des témoignages. A supposer que ce procès ait été inventé et monté de toutes pièces comme spectacle politique de pure fiction, il faudrait évoquer le génie créateur de Shakespeare et celui d'un Belasco pour la mise en scène. L'arrière-plan historique et les circonstances du complot prêtent aussi de la crédibilité aux témoignages. Le raisonnement par lequel Sokolnikov et Radek ont justifié leurs différentes actions et les fins qu'ils espéraient atteindre est empreint de probabilité et tout à fait plausible. Le détail des circonstances, qui, lors de certains témoignages, semble avoir surpris même le procureur de l'Etat aussi bien que les défenseurs, tel qu'exposé par les accusés, confirmait implicitement le fond des accusations. Le ton des témoignages des divers accusés et leur attitude à la barre m'ont paru naturels. L'exposé calme, logique et détaillé de Piatakov, l'impression de candeur résignée qui s'en dégageait, étaient convaincants. Il en est de même de Sokolnikov. Le vieux général Muralov a été particulièrement impressionnant. Il a montré une admirable dignité et la droiture d'un vieux soldat. Dans son dernier plaidoyer, il a dit:

«Je ne veux pas d'un avocat et je ne veux pas parler pour me défendre parce que j'ai l'habitude de me défendre avec de bonnes armes et d'attaquer avec de bonnes armes. Je n'ai pas de bonnes armes pour me défendre... Je n'en rends personne responsable. Moi seul suis à blâmer. C'est là mon ennui. C'est là mon malheur... »

Les accusés moins importants, de simples instruments aux mains des premiers, ont fait le récit circonstancié de leurs crimes avec un grand luxe de détails. A plusieurs moments, ils ont donné l'impression de dire des choses qui n'avaient jamais été révélées auparavant. Ces faits et d'autres que j'ai observés imposent la conclusion qu'en dépit peut-être de maints détails redondants, les témoignages avaient dans leur ensemble l'accent logique de la vérité et ont nettement établi l'existence d'un complot politique en vue de renverser le gouvernement actuel.

Devant la preuve présentée dans cette cause, il me serait difficile d'imaginer qu'un tribunal, où que ce soit, aurait pu faire autre chose que trouver les accusés coupables des violations de la loi énoncées dans la mise en accusation et définies par le code criminel.

J'ai parlé du procès à plusieurs membres, pour ne pas dire à tous les membres du corps diplomatique ici et, sauf une exception, l'opinion commune est que l'existence d'un complot politique et d'une conspiration en vue de renverser le gouvernement a été clairement démontrée et prouvée.

L'opinion du corps diplomatique n'est pas unanime quant aux témoignages relatifs au prétendu accord de Trotzky avec la Japon et l'Allemagne. La logique du plan, tel qu'exposé et motivé calmement par Sokolnikov et aussi par Radek, n'est pas sans poids dans l'esprit de quelques-uns. Ceux-ci font observer que ce plan est conforme à la conduite de Lénine, lequel a acquis le pouvoir par le moyen de la puissance militaire de l'Allemagne en 1917, et rappellent que les social-démocrates en Allemagne ont fondé leur mouvement sur les ruines de la guerre. Les autres n'accordent aucune créance à cette partie de la preuve. Mais tous reconnaissent que l'Etat a démontré l'existence d'une conspiration contre le gouvernement actuel.

Autant j'avais été conquis par l'atmosphère du Congrès constitutionnel, autant j'ai éprouvé d'horreur pendant ce procès.

Depuis le procès, il y a eu des rumeurs répétées d'arrestations massives, dans plusieurs parties du pays, d'intellectuels et de gens préoccupés de politique, qui, tous, auraient fait partie de la conspiration de Trotzky. De plus, la rumeur sensationnelle a couru que la veuve de Lénine, un maréchal de la Révolution et commissaire suppléant à la Défense nationale et d'autres personnages haut placés étaient en prison. On a aussi entendu ici des échos de rumeurs répandues à l'étranger voulant que Vorochilov, le commissaire à la Défense nationale, ait entrepris une marche sur Moscou, que le commissaire aux Affaires extérieures, Litvinov, ait été arrêté, et le reste. Je sais que ces deux dernières rumeurs ne sont pas fondées. Il se peut que les autres soient exagérées.

Il est intéressant de noter qu'au début de la révolution russe, Lénine et les autres intellectuels qui l'ont faite avec lui se sont mis d'accord (prétend-on) pour profiter des leçons de la Révolution française et ne pas permettre qu'éclatent entre eux des querelles intestines propres à susciter des contre-révolutions. Or, en fait, de tous les chefs bolchévistes qui ont dirigé la révolution, il ne reste plus que trois hommes aujourd'hui, Staline, Kalinine et Vorochilov. Tous les autres ont été exilés ou sont morts, plusieurs d'entre eux «liquidés» ou fusillés. On a eu beau reconnaître le danger que l'idéal commun ne soit détruit par l'effet des ambitions personnelles, la nature humaine a agi ici comme dans la Révolution française, sauf que le rythme des événements a été moins rapide.

L'opinion prépondérante du corps diplomatique ici aussi bien que des journalistes américains, c'est que le Gouvernement Staline est solidement retranché au pouvoir et qu'il y restera longtemps s'il ne se produit pas de guerre avec un pays étranger.

Je dois dire, pour terminer, que l'affaire elle-même et les divers aspects et circonstances du procès choquent notre mentalité. Ce procès, toutefois, démontre très fortement les bienfaits que procure une véritable protection constitutionnelle de la liberté individuelle. Le droit de l'accusé de consulter un avocat avant le procès, le droit de refuser de témoigner contre soi-même et, par-dessus tout, la présomption d'innocence et l'application du vieux principe de droit commun que mieux vaut l'acquiescement de mille coupables que l'injuste condamnation d'un seul innocent, tous ces avantages prennent une très vive signification quand on se trouve devant un procès comme celui-là.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, respectueusement vôtre,

Joseph E. Davies

[pp. 45-56]

AGENDA

Moscou, 6 février 1937

Midi - Suis allé rendre visite au ministre de Lituanie, un magnifique vieillard. Nous avons parlé du procès. Il existait vraiment un complot étendu, dit-il. Staline reste le maître absolu et le Gouvernement tient toujours la situation bien en main. Avons parlé de la stupide rumeur répandue dans la presse étrangère d'une marche sur Moscou dirigée par Vorochilov. Et de la rumeur également stupide de l'arrestation de la femme de Lénine. Avons parlé de la situation générale. Son opinion est qu'elle s'est grandement améliorée et que les prochaines années seront marquées par un progrès considérable.

Appel téléphonique de Londres. L'International News s'informait du bien fondé de la rumeur voulant que Vorochilov et l'armée seraient en marche vers Moscou. Ai aussi demandé au ministre de Lituanie son avis sur l'histoire de l'atropine. Il n'en croit rien. Il m'a parlé longuement des diverses hypothèses avancées pour expliquer les confessions des accusés. Il ne croit pas qu'on ait employé des moyens physiques d'intimidation (à distinguer des moyens psychologiques agissant sur les nerfs) et m'a exposé en détail les raisons qu'il a de le penser. Il a une haute opinion du régime soviétique à plusieurs points de vue.

[pp. 74-75]

AGENDA

Moscou, 10 février 1937

Midi - Entretien avec le ministre de... - il est ici depuis six ans -, un homme très intelligent et qui a des lettres.

Il est convaincu de l'existence de la conspiration et croit les accusés coupables. Avons parlé du fait que ces accusés, depuis leur adolescence, depuis leur jeunesse d'étudiants jusqu'à leur exil en Europe, ont vécu dans une atmosphère saturée de conspiration.

[p. 77]

AGENDA

Moscou, 11 février 1937

Le ministre de Belgique, Le Tellier, est ici depuis de nombreuses années. J'ai eu une conversation extrêmement intéressante avec lui aujourd'hui. C'est un homme d'expérience, capable, habile et sage. Et il connaît bien l'Europe. Selon lui, les accusés au procès étaient coupables. (...)

[p. 78]

AGENDA

Moscou, 15 février 1937

Entretien avec Coulondre, l'ambassadeur de France. (...) Il croit que le procès peut avoir pour effet indirect de refroidir l'intérêt de la Russie pour le Komintern car on peut prévoir le groupement de tous les radicaux autour de Trotsky, ce qui créerait une opposition ouverte entre eux et Staline. (...)

[p. 82]

AGENDA

Moscou, 18 février 1937

Visite du ministre de... Au sujet du procès: aucun doute possible sur le fait qu'il y avait une vaste conspiration et sur la culpabilité des accusés. (...)

8h.30. - Dîner à l'ambassade d'Allemagne. L'aide militaire du comte von der Schulenburg, le général von Koestrich, est né en Russie. Son père était un grand propriétaire terrien. Il a émis une opinion intéressante sur la force de l'Armée rouge. Il croit que le gouvernement va régler ses problèmes industriels à temps.

En dégustant le café, j'ai demandé abruptement au général Koestrich son opinion sur la valeur de l'Armée rouge. En réponse à ma question peu diplomatique, voici, en somme, ce qu'il a dit. L'armée russe, dans son ensemble, est une bonne armée. Le matériel humain - les troupes - est excellent et se compose de bons soldats, d'un physique solide, et braves. Le matériel mécanisé est bon, pas aussi bon que celui de l'armée allemande, mais bon. L'aviation est numériquement puissante, les chasseurs et les avions de reconnaissance sont bons, mais les bombardiers sont lourds et pauvres. Dans l'ensemble, sauf la supériorité du nombre, elle ne peut se comparer avec l'aviation allemande. Les aviateurs russes, toutefois, sont superbes, inférieurs à personne. Les troupes de parachutistes sont excellentes (ce n'est que quelques années auparavant que l'Armée rouge, au cours de manoeuvres, avait pour la première fois montré en action des régiments entiers complètement équipés qu'on laissait tomber plusieurs milles derrière la ligne de combat de l'ennemi hypothétique).

[pp. 86-87]

AGENDA

Moscou, 11 mars 1937

Le nouveau ministre d'Estonie, le colonel Koznic, est un personnage intéressant. Nous avons eu une longue conversation ensemble aujourd'hui. Nous parvenons très bien à nous faire entendre l'un et l'autre en allemand. Il est né en Russie, il a fait ses études à Leningrad et avait un grade d'officier dans l'un des régiments d'élite du tsar. Il appartenait au groupe des anciens soldats du tsar qui ont combattu les bolchévistes en Estonie et réussi à fonder cet Etat. Il est encore jeune, il est doué d'une personnalité très attrayante, il a la tête farcie d'idées et il est particulièrement bien informé sur la Russie.

Il a l'impression que 1937 sera une année difficile pour la Russie. Indiscutablement, dit-il, le mécontentement grandit dans maints milieux politiques et cela provient de la rivalité qui règne entre les vieux bolchévistes. Ce sont, en somme, les hommes de fer, les violents de la révolution bolchéviste qui dirigent aujourd'hui le gouvernement plutôt que le groupe des intellectuels dont Trotzky était le chef. Staline est un homme très fort, très capable, un homme pratique et un sage doué de beaucoup de sens commun. Molotov est un homme exceptionnel qui possède une grande vigueur intellectuelle et beaucoup de sagesse. Le contrôle qu'exerce Staline sur l'armée par Vorochilov, qui est indiscutablement loyal, et sur la police secrète lui a permis, sans conteste possible, de s'établir solidement au pouvoir. Ces hommes semblent conscients de la menace qui plane sur leur gouvernement et on peut assurément compter qu'ils agiront fermement pour protéger leur autorité. (...)

Un autre diplomate, le ministre de..., m'a fait hier une observation singulièrement révélatrice. Nous parlions du procès et il me dit que les accusés étaient indiscutablement coupables. Il dit que tous les diplomates qui ont assisté au procès s'accordent là-dessus tandis qu'à l'étranger, si l'on en croit les commentaires de presse, on semble penser que le procès fut une affaire montée (un trompe-l'oeil, dit-

il). Même si nous savons qu'il ne s'agissait pas d'une affaire montée, dit-il, il est probablement aussi bien qu'on croie cela à l'extérieur du pays.

[p. 111]

Exécutions des généraux soviétiques L'HONORABLE SUMNER WELLES

28 juin 1937

Mon cher Sumner,

Ce qui se passe ici, comme toujours, laisse perplexe. L'opinion de ceux qui sont ici depuis le plus longtemps est que la situation est très, très grave. Les esprits les plus sérieux semblent croire qu'en toute probabilité un complot en vue d'un coup d'Etat par l'Armée était en voie d'exécution, un complot moins dirigé contre Staline personnellement que contre le système administratif et le Parti, et que Staline a frappé avec sa promptitude, son audace et sa force coutumières. On s'est livré à une «purge» violente dans tout le pays.

Le sentiment des membres les plus réfléchis du corps diplomatique, c'est que le Gouvernement ne se trouve pas devant un danger imminent et qu'il est encore très solide. Il faut, toutefois, faire la réserve que tout dépend de la question de savoir si les bureaucrates de Staline ont gravement désorganisé et affaibli l'armée ou non. L'impression générale est que l'armée n'a pas trop souffert des bureaucrates, mais personne n'en sait rien exactement. C'est l'élément impondérable de la situation. (...)

[p. 152]

AGENDA

4 juillet 1937

Célébration du 4 juillet dans l'après-midi, réception de cinq à sept. Le corps diplomatique était là au complet. De vingt à vingt-cinq hauts fonctionnaires soviétiques depuis Litvinov, y compris le juge et Mme Ulrich (c'est lui qui a présidé tous ces procès de purge). Ai eu une bonne conversation avec Litvinov. Je lui ai dit très franchement les réactions suscitées aux Etats-Unis et dans l'ouest de l'Europe par ces purges et l'exécution des généraux de l'Armée rouge. Je lui dis que ces réactions étaient nettement mauvaises et préjudiciables à la réputation de l'U.R.S.S. à l'étranger. A mon avis, dis-je, ces événements ont ébranlé la confiance de la France et de l'Angleterre dans la force de l'U.R.S.S. en face d'Hitler.

Litvinov fut très franc. Il dit que le Gouvernement avait dû «s'assurer» au moyen de ces purges qu'il n'y avait plus de trahison possible en Russie au profit de Berlin ou de Tokyo et il ajouta que le monde comprendrait, un jour, que le Gouvernement soviétique avait agi de la sorte pour se protéger contre une «trahison menaçante». En fait, dit-il, la Russie rend service au monde entier en se protégeant contre la menace que constitue le rêve d'Hitler et des Nazis de dominer l'univers et en conservant ainsi la force de l'Union soviétique comme rempart contre la menace nazie. Un jour, dit-il, le monde verra quel très grand homme est Staline.

[pp. 157-158]

Pourquoi Toukhatchevski a été fusillé

N° 457

Moscou, 28 juillet 1937 A l'honorable secrétaire d'état

L'exécution des généraux de l'Armée Rouge le 12 juin 1937 et la crise générale qui s'en est suivie.
Strictement confidentiel

[Il importe, en lisant cette dépêche, de se rappeler la suite des événements. Le procès-verbal du procès Radek, qui eut lieu en janvier 1937, ne contenait aucune allusion au maréchal Toukhatchevski non plus qu'aux autres généraux de l'Armée rouge. En fait, comme on nommait Toukhatchevski, le procureur intervint pour l'absoudre de tout soupçon d'acte répréhensible.

Immédiatement après ce procès, on put observer des signes d'une grande activité de la part des autorités du Kremlin. Cette activité eut comme dénouement l'exécution des généraux de l'Armée rouge, en juin.

Le procès de Boukharine n'eut lieu qu'en mars de l'année suivante, 1938. C'est au cours de ce procès qu'on porta pour la première fois des accusations détaillées et précises contre l'Armée rouge, accusations qui attribuaient à certains de ses chefs des agissements de «cinquième colonne».

Cette dépêche fut rédigée avant le procès de Boukharine et alors que nous étions tous dans le noir. Elle montre que plusieurs d'entre nous n'avions pas vu la signification réelle des événements quant à la possibilité de trahison et de collusion avec l'Allemagne, faits dont la suite des événements a révélé l'exactitude.

J.E.D.]

Monsieur,

Plusieurs semaines se sont écoulées depuis le procès et l'exécution des officiers supérieurs de l'armée rouge. J'ai pensé que cela pourrait être de quelque intérêt pour vous et pour le Département que je rédige une analyse de ce qui s'est passé à la lumière de ce recul et que je vous fasse part de mon sentiment sur ce que ces événements signifient pour le présent Gouvernement et les effets qu'ils peuvent avoir sur lui.

Le procès, la condamnation et l'exécution de ces officiers, la fleur de l'Armée rouge, eurent lieu le 12 juin. Les événements s'étaient produits avec une rapidité si stupéfiante et une force dramatique si terrible que, pendant quelque temps, il parut difficile de se faire un jugement objectif sur la situation. Non seulement il régnait une grande confusion, mais les préjugés et les sentiments violents s'exprimaient librement dans le milieu des diplomates et des autres observateurs à Moscou.

Ici et en Europe coururent toutes sortes de rumeurs. On racontait qu'on avait découvert un complot déclaré dans l'Armée rouge en vue de renverser le gouvernement Staline, qu'une sorte de coup d'Etat bonapartiste, dans lequel le maréchal Toukhatchevski s'était attribué en quelque sorte le rôle du Corse, avait échoué, que les généraux en question avaient conclu une entente formelle avec la Reichs-wehr et qu'ils avaient promis leur collaboration en prévision d'un putsch imminent de l'Allemagne en Ukraine, que c'était là une partie seulement d'un complot trotskyste plus considérable dont le but était de détruire le gouvernement Staline par le moyen d'une guerre avec l'étranger et de l'établissement, à la suite de cette guerre, d'un nouvel Etat-tampon entre l'Orient et l'Europe pour le salut du «véritable» communisme grâce à l'aide de l'Armée rouge. On parlait aussi de Staline comme du «malade du Kremlin». On disait qu'il souffrait d'un complexe d'hystérie et de crises d'aberration mentale qui lui faisaient voir partout des menaces contre lui et qu'il faisait fusiller tous ceux dont le prestige compromettait le sien parce qu'il voyait en eux une menace à sa sécurité. On ajoutait qu'il était très malade du coeur et qu'il se faisait traiter par un célèbre médecin autrichien (probablement vrai). Un groupe de nouveaux membres ambitieux de la police secrète qui «pliaient servilement le genou devant lui» exploitaient ses craintes, murmurait-on, et pour lui montrer leur loyauté et leur compétence,

découvraient constamment et de plus en plus de prétendus complots (qui n'existaient pas). On disait que l'armée était engagée dans une lutte à mort avec la police secrète, les militaires étant furieux de l'espionnage exercé par celle-ci auprès des officiers en raison de ces procès politiques et des prétendues conspirations trotskystes. Toute l'armée, disait-on, était animée de sentiments hostiles à Staline et c'était un foyer de contre-révolution. On disait que Vorochilov, le commissaire à la Défense, était aussi suspect et en danger imminent d'être exécuté. On prétendait que la structure économique du pays toute entière avait été lézardée par ces «purges politiques» et menaçait de s'effondrer, que d'une extrémité à l'autre de l'Union soviétique se pratiquaient des exécutions massives, à une grande échelle et qu'un effondrement économique accompagné d'une véritable révolution et du renversement du gouvernement étaient choses imminentes.

La plupart de ces rumeurs étaient l'oeuvre d'une presse étrangère hostile. On racontait que l'Armée rouge «marchait» sur Moscou, que l'Armée rouge ferait probablement une manifestation de force dans l'Ouest (en Pologne) afin de détourner l'attention de ses propres difficultés, etcetera.

Ces rumeurs et hypothèses sont l'indice de la fièvre que provoque naturellement une situation d'un caractère aussi tragique, d'autant plus qu'on était complètement dérouté par l'absence de nouvelles précises. Certaines de ces suppositions étaient probablement fondées.

Comment Moscou prend ces rumeurs

Tout le monde ici rejette l'hypothèse du «malade du Kremlin». Staline a quelque peu souffert du coeur, comme la plupart des membres du Gouvernement ici, mais on l'a vu à maintes occasions - je l'ai vu moi-même tout récemment et il a l'air fort, solide, en santé et normal.

D'autre part, de façon générale, les cercles diplomatiques ici n'attribuent pas la responsabilité des exécutions à Staline en un sens strictement personnel. Staline inspire un grand respect, indépendamment de ces terribles événements. On le considère communément comme un homme de moeurs honnêtes, modeste, qui vit retiré et dont l'esprit est constamment préoccupé d'une seule pensée, l'idéal communiste et l'amélioration du sort du prolétariat. La plupart attribuent les exécutions à «l'action du Parti» par l'intermédiaire de ses chefs. Quant à cela, bien entendu, on considère Staline comme étant de beaucoup la personnalité dominante ici. Il est, pourrait-on dire, un de ces «braves zigues de patrons» qui laissent croire que leurs collaborateurs prennent eux-mêmes leurs décisions.

Quant à la prétendue culpabilité des généraux accusés d'agissements nettement subversifs d'avoir, en fait, conspiré avec le Gouvernement allemand -, l'opinion générale ici est que cette accusation n'est pas fondée. Il me faut noter, toutefois, que deux ambassadeurs très bien renseignés avec lesquels j'ai parlé de l'affaire m'ont dit que l'accusation, selon eux, contenait probablement une part de vérité.

Plusieurs semaines ont maintenant passé et les esprits se sont calmés. Au cours de cette période, je me suis efforcé de vérifier les faits et d'obtenir l'avis et l'opinion de gens modérés d'ici, des gens qui sont aussi bien renseignés que n'importe quel étranger pourrait l'être, afin de me faire une idée véridique de ce qui s'est passé, de la force actuelle du Gouvernement et de son avenir.

La situation apparente à Moscou immédiatement après les exécutions

A mon arrivée à Moscou, je constatai que tout, apparemment, était normal. Rien dans les rues, dans la circulation, dans les foules, n'indiquait le moindre désordre. Il n'y avait rien qui confirmât que (selon les histoires publiées dans les journaux) les Cosaques eussent plané leurs tentes près du Kremlin ou se fussent mis en branle sur la Place Rouge. Très peu de temps après mon arrivée, j'eus l'occasion de voir plusieurs commissaires et des fonctionnaires des Affaires extérieures et je ne pus noter le moindre changement dans leur attitude ou leur manière d'agir. Au cours d'un entretien que j'eus avec Litvinov, le commissaire aux Affaires extérieures, pour discuter de la situation espagnole et des affaires européennes, je lui demandai directement s'il se rendait compte de la mesure dans laquelle les derniers

événements avaient affaibli l'Union soviétique comme puissance militaire et comme puissance politique dans l'opinion de l'Europe occidentale. Il répondit que le gouvernement soviétique, loin de s'être affaibli, était beaucoup plus fort qu'auparavant et qu'en fait il fallait qu'un gouvernement fût très fort pour pouvoir absorber la perte de tant de ses membres importants condamnés pour trahison et continuer de naviguer «de niveau» sans montrer de signes de bouleversement ou de tension et de poursuivre son oeuvre «en faisant chaque jour ses affaires comme d'habitude».

La situation réelle - Violente activité de «purge»

Certains faits manifestaient, toutefois, que, sous la surface des choses, on se livrait et on se livre encore à une opération de grande envergure. On pouvait lire constamment dans la presse moscovite et, surtout, dans la presse provinciale l'aveu de procès criminels intentés contre des centaines d'accusés et «d'une purge et d'un nettoyage» considérables du parti. Ce «nettoyage» s'effectue dans l'industrie, dans l'agriculture, dans le monde scientifique, dans les milieux artistiques, dans le domaine théâtral, en fait dans tous les domaines de la vie nationale. La presse contrôlée par le gouvernement publie continuellement dans ses colonnes de violentes critiques sur l'état de chose constaté à tel ou tel endroit et des attaques contre tel ou tel individu. Plus convaincantes encore de cette activité voilée sont les rumeurs transmises de bouche à bouche sur la disparition ou l'arrestation de telle ou telle personne, quelquefois de personnages éminents et souvent, sans conteste, d'individus dénués de toute espèce d'importance. Il arrive fréquemment que des renseignements pris à bonne source corroborent ces rumeurs. Il y a probablement beaucoup d'exagération. A mon sens, toutefois, il ne fait pas de doute que les autorités ont entrepris et mènent encore «un nettoyage et une purge» avec beaucoup de vigueur, une détermination qui ne se dément pas et un rythme de plus en plus accéléré depuis quelques mois.

L'exécution des officiers de l'armée rouge est un aspect de cette situation générale. Cette tragédie particulière ne se comprend ni ne s'explique parfaitement que comme partie d'un drame beaucoup plus vaste.

Les noms du général Putna et du maréchal Toukhatchevski furent mentionnés au cours du procès Radek. Le procureur, Vichinsky, s'était alors donné beaucoup de mal pour absoudre Toukhatchevski de tout soupçon de complicité criminelle. Cela n'empêche que Toukhatchevski disparut immédiatement après le procès. On murmurait couramment qu'il avait été jeté en prison et le reste. Vers la même période, de nombreuses rumeurs coururent sur l'existence d'une lutte intestine impitoyable entre l'armée et la police secrète.

Abrégé chronologique de la tragédie

Toukhatchevski rentra à Moscou vers la fin mars. Avec Vorochilov, le général Egorov et d'autres officiers qui furent ensuite mis en accusation, Toukhatchevski assista en avril au dîner que j'offris aux officiers de l'armée rouge. On ne pouvait à ce moment observer aucun signe de tension entre ces hommes. Toukhatchevski avait la réputation d'être un officier très compétent. Il ne fit pas sur moi une très forte impression. Il avait l'air plutôt vaniteux et bon enfant, semblait un peu gros pour sa taille et donnait l'impression d'un homme qui mène une vie facile. L'ambassadeur de France, M. Coulondre, m'a dit qu'il croyait savoir qu'on pouvait attribuer la chute de Toukhatchevski, pour une part, aux confidences qu'il aurait faites à une amie (une espionne allemande, prétend-on).

En avril, on annonça que Toukhatchevski serait l'un des représentants officiels du gouvernement au couronnement du roi George.

Le 11 mai, la nouvelle qu'il était démis de son commandement comme commissaire adjoint à la Défense nationale et qu'on lui avait attribué un commandement inférieur dans le district de la Volga fut annoncée officiellement.

Le 17 mai, le Comité exécutif central du Parti communiste décréta le contrôle soviétique sur l'armée. Chaque district militaire dorénavant devait être commandé par un comité composé d'un officier de l'armée et de deux autres membres. Cela revenait à placer l'armée absolument sous le «contrôle du Parti» et à donner prédominance à la politique sur la discipline et l'activité militaires.

Le 11 juin, Toukhatchevski et les autres suspects furent arrêtés, accusés de trahison et de conspiration avec un «pays étranger» (l'Allemagne). On annonça qu'ils avaient admis leur culpabilité. Le lendemain, ils étaient censés avoir été jugés et désignés coupables.

L'approche des élections et le bouillonnement du parti coïncident

En même temps que ces événements se produisait un concours de circonstances d'ordre politique et économique, étroitement rattachées au drame même de ces exécutions. En janvier de cette année, les Congrès constitutionnels des diverses Républiques constituantes ratifièrent et approuvèrent le texte définitif de la nouvelle constitution soviétique. On avait voulu faire une constitution modèle pourvoyant à la protection de l'indépendance et à la sauvegarde de la liberté de l'individu. Cette constitution comprenait d'autres dispositions lourdes de conséquences. Ainsi, jusqu'à maintenant, les travailleurs de l'industrie avaient de beaucoup l'avantage dans la représentation au gouvernement sur la population agricole. L'ancien système accordait aux paysans un représentant par 125.000 âmes tandis que les ouvriers industriels avaient droit à un représentant par 25.000. La nouvelle constitution a changé cela. Elle place tous les électeurs sur un pied d'égalité et, en plus de cela, établit des élections libres à scrutin secret et à bulletin individuel. On projetait de tenir des élections sous ce nouveau régime en mai. Elles furent remises à plus tard.

En février et en mars, deux membres du Soviet des commissaires du peuple, le cabinet, me dirent qu'ils travaillaient jour et nuit, au détriment de leurs devoirs officiels proprement dits, aux préparatifs du Parti en vue des élections prochaines. L'ambassadeur d'Espagne me confia vers ce temps-là qu'il savait qu'on avait discuté, au conseil plénier du Comité central du Parti, en février et en mars 1937, de l'opportunité ou de l'inopportunité de revêtir si soudainement l'électorat agricole d'une puissance si considérable. On a avancé, me dit-il, que l'échec du mouvement populaire en Espagne était dû au fait que les chefs voulurent y établir la liberté et l'égalité électorales avant d'avoir suffisamment préparé et organisé le régime démocratique dans les diverses régions. Staline a personnellement mis fin au débat, me dit l'ambassadeur d'Espagne, en décidant d'aller de l'avant parce que c'était là une bonne façon de vérifier la force véritable du Parti communiste. On devait, dit Staline, faire face immédiatement à cette épreuve et l'aborder avec beaucoup de force et de vigueur.

Le 5 mars, Staline fit là-dessus un discours historique aux membres du conseil plénier du Comité central du Parti. Il reprocha vertement au Parti d'avoir accordé trop d'attention au progrès économique et trop peu au bon fonctionnement de la machine du Parti. Il exigea que chaque membre du Parti devienne un soldat vigilant pour la protection des idéaux communistes contre l'influence des Etats capitalistes, les espions étrangers et le reste. Il prit nettement position en faveur des travailleurs agricoles et des ouvriers contre les administrateurs d'usine et les chefs du parti. Durant les mois de mars et avril et même, en fait, jusqu'à maintenant, on a mis en oeuvre tous les instruments de propagande, la presse, la radio, les assemblées publiques, pour réorganiser, nettoyer et revivifier les cadres du parti.

Vers le 17 mai, selon les chiffres donnés par la Pravda de Moscou, 55 pour cent des titulaires et 54.000 comités locaux dans toute l'Union soviétique étaient élus pour la première fois. Vers le 22 mai, l'organisation générale du Parti, qui comprend des dizaines de milliers de sections avait été renouvelée dans la proportion, disait-on, de 56 à 62 pour cent. «Le parti, disait-on, avait été reconstitué» de manière à «le rapprocher des masses». Tout cela afin que «les élections ne se fassent pas toutes seules».

La direction du Parti pendant la même période faisait ouvertement la cour aux paysans. La presse du gouvernement ne cessait de reprocher aux chefs de sections régionales du Parti de prétendues mesures d'oppression contre les paysans des fermes collectives. On intenta des poursuites contre des titulaires régionaux pour mauvaise administration des affaires agricoles. On remit en espèces des impôts aux fermes collectives et ainsi aux paysans auxquels ces remises furent distribuées. Autant de manifestations d'une campagne politique en vue de gagner le vote agricole.

Crise coïncidente dans l'industrie

En même temps que se développait cette situation politique, le Gouvernement devait faire face à d'ennuyeuses circonstances économiques. La bureaucratie avait pris la responsabilité de dépenser des milliards pour la création de grandes entreprises industrielles. On avait promis aux masses de nombreuses améliorations et de nombreux avantages en récompense des sacrifices qu'on demandait au prolétariat. Il est indiscutable qu'on a obtenu d'énormes résultats, mais, vers le début de 1937, la machine offrait ici et là des signes de rupture et à maints endroits il était évident qu'on éprouvait de grandes difficultés. L'industrie ne semblait pas fonctionner de façon aussi désintéressée qu'elle l'eût dû. Les divers moyens employés pour stimuler la production, moyens d'une invention ingénieuse, n'obtenaient que des résultats spasmodiques. Les signes de mécontentement étaient nombreux.

La production industrielle en 1936 avait répondu aux prévisions et a représenté une augmentation substantielle par rapport à 1935, mais on commença à avoir l'impression que le plafond avait été à peu près atteint et qu'il y avait danger de recul en 1937. D'après les journaux, le mécontentement contre les stakhanovistes était considérable dans les couches inférieures de la main-d'oeuvre. Le système, semblait-il, ne fonctionnait pas aussi bien qu'on s'y attendait. Les problèmes du salaire et du travail prirent une tournure grave. L'activité politique dans l'industrie, motivée par le discours prononcé par Staline en mars, aggrava la situation et rendit pire encore l'état de choses. La presse déborda d'accusations, de critiques et d'attaques de toutes sortes contre des individus, administrateurs ou directeurs d'usines ou d'autres travailleurs appartenant à toutes les classes de l'industrie.

Un autre fait accentuait encore ce ralentissement de l'activité économique par rapport aux prévisions. La menace de guerre avait exigé un accroissement des crédits tel que le budget multipliait par quinze et vingt respectivement ceux de 1935 et de 1936. C'était là un lourd fardeau posé directement sur les épaules de l'industrie. Nombre d'usines furent affectées à des fins militaires. Des usines de machines aratoires, des manufactures, des aciéries et d'autres établissements furent convertis en usines de chars de combat, d'avions, de munitions et autres fournitures de guerre. Cela contribua aussi à retarder la réalisation des bénéfices promis au prolétariat par les autorités constituées.

Tous ces facteurs concouraient à la tragédie de l'armée rouge. Le parti au pouvoir, c'est-à-dire le Gouvernement, se trouvait en face de plusieurs menaces graves:

- 1) la possibilité de conspirations, de complots et d'assassinats contre-révolutionnaires à l'intérieur;
- 2) la possibilité de conspirations contre-révolutionnaires en complicité avec le Japon, l'Allemagne ou d'autres ennemis extérieurs;
- 3) la possibilité que les trotskystes aient inoculé à toute la population des germes de révolution;
- 4) la possibilité immédiate de se trouver dans l'incapacité de dominer l'électorat lors des prochaines élections;
- 5) la possibilité d'un ralentissement grave de la production de l'industrie lourde et de l'industrie légère et, plus ou moins, d'une désorganisation de l'industrie.

Etant donné ces circonstances, il semble naturel et probable que les autorités constituées, qui forment un groupe d'hommes énergiques, aient mis en oeuvre tous leurs efforts pour fortifier et consolider leur position. L'instinct de conservation exigeait, semble-t-il, qu'ils agissent de la sorte. Rien ne raffermir davantage la position d'un parti politique au pouvoir que la crainte d'une guerre et la possibilité d'une invasion.

L'armée et le Parti

Il est aussi constant, bien entendu, que la plus grande faiblesse ou la plus grande force du Gouvernement a sa source dans l'Armée rouge. L'armée est le seul facteur de l'équation qui pourrait immédiatement renverser et détruire le Gouvernement. Les observateurs militaires sont pour ainsi dire unanimes à reconnaître qu'au point de vue hommes et cadres, l'Armée rouge est une splendide organisation. On a recours aux épreuves les plus dures, au triple point de vue physique, nerveux et intellectuel, dans l'entraînement et le choix des officiers. Il est normal de supposer que, dans ces conditions, une classe supérieure consciente de sa supériorité se soit constituée dans l'armée. Ce fait s'est manifesté au cours des deux dernières années par l'attribution de titres, d'insignes, de grades, d'ordres, de galons et autres. La discipline et l'équipement technique de l'armée sont de premier ordre. Ces officiers mieux que personne toutefois, savent que, si la production industrielle derrière la ligne de combat est incapable de l'appuyer, l'armée peut être prête à partir, mais elle n'ira nulle part. On a rapporté que beaucoup de mécontentements et de critiques s'exprimaient dans l'armée contre la prétendue incompetence des chefs politiques de l'industrie et le fait qu'ils étaient incapables de livrer les fournitures promises.

Si, donc, étant donné les autres éléments critiques de la situation, les hommes au pouvoir se sont vus menacés ici de la possibilité d'une défection dans l'armée, il n'est guère étonnant qu'ils aient agi aussi rapidement et aussi brutalement qu'ils l'ont fait pour établir une fois pour toutes que l'armée était la créature de la bureaucratie politique et non sa supérieure. Porter l'accusation que des généraux de l'armée étaient impliqués dans la possibilité d'une invasion par l'Allemagne, c'était mobiliser la nation à l'appui du Gouvernement.

Peu de faits connus sur le complot de l'Armée Rouge

On ne peut rien savoir actuellement et il est douteux qu'on puisse obtenir d'ici longtemps des renseignements de nature à justifier un rapport sur ce qui s'est passé exactement et sur la nature précise du «crime» dont les officiers exécutés de l'Armée rouge se sont rendus coupables. On ne peut en somme étayer une opinion que sur des déductions tirées de faits connus et les faits connus sont peu nombreux. Les articles des journaux russes sur le complot ne contiennent à peu près que des affirmations. Il faut faire la même observation sur le manifeste de Vorochilov à l'Armée. On s'est à peu près contenté d'exposer la version du Gouvernement, selon lequel ces hommes se sont rendus coupables de trahison dans l'Armée rouge, ont conspiré avec l'Allemagne pour renverser le Gouvernement, ont admis leur culpabilité, ont été jugés par l'élite de l'Armée rouge - leurs pairs. La preuve de leur culpabilité a, dit-on, été soumise, avant les procès, à des officiers qui représentaient tous les districts militaires de l'Union soviétique. Qu'une conférence ait eu lieu ici, à Moscou, vers ce temps-là et qu'un grand nombre d'officiers y aient assisté, le fait semble confirmé. Des observateurs militaires étrangers, en effet, ont vu à Moscou plusieurs de ces officiers qu'ils connaissaient pour les avoir rencontrés dans différentes régions de l'Union soviétique.

Déductions tirées des faits connus

Étant donné le caractère des accusés, leurs longues années de service, leur distinction reconnue dans leur carrière, leur longue loyauté passée à la cause communiste, il est difficile de croire que leurs frères d'armes, Vorochilov, Egorov, Boudenny, Blucher et les nombreux autres commandants de district, aient pu approuver leur exécution s'ils n'avaient été convaincus que ces hommes étaient coupables de quelque crime. Les membres du corps diplomatique admettent généralement que les accusés devaient être coupables de quelque crime qui, dans l'Union soviétique, est punissable de mort.

En analysant les faits que nous connaissons, il est possible de tirer certaines déductions sur ce qui s'est probablement passé. Il est tout à fait naturel que des hommes aussi énergiques que l'étaient ces généraux aient pu critiquer le contrôle politique exercé par la bureaucratie sur l'industrie quand l'armée en souffrait. Il est aussi raisonnable de supposer que des hommes comme eux aient été violemment

irrités de devoir subir un système d'espionnage établi autour d'eux sous la forme d'une police secrète au service des politiciens. Il est aussi tout à fait naturel que des hommes de leur trempe et surtout de leur discipline aient pu éprouver une vive colère devant la possibilité que la magnifique organisation militaire érigée par leurs soins soit détruite par l'établissement d'un contrôle politique supérieur au commandement militaire dans chaque district. On peut aisément supposer que ces hommes n'étaient pas disposés à permettre au Parti, dont eux-mêmes étaient membres, d'adopter cette ligne de conduite comme question de principe pour le bien du Parti sans s'y opposer vigoureusement. Il est possible qu'ils aient continué à exprimer leur opposition.

Mais si, après le 17 mai, alors que fut établi le contrôle politique de l'armée conformément à la décision du Parti, ces officiers ont maintenu leur opposition, ne fut-ce qu'en l'exprimant dans des conversations particulières entre eux, leur attitude constituait un acte de trahison et une félonie en vertu des règles de conduite bolchévistes. C'est un principe fondamental du régime du gouvernement-parti qu'une fois une mesure adoptée par le vote de la majorité toute opposition subséquente à cette mesure constitue un acte de trahison.

En tenant compte de toutes les circonstances, on peut aussi très raisonnablement supposer que les chefs du parti responsables de la condamnation de ces accusés étaient vraiment convaincus que ces généraux de l'Armée rouge avaient dépassé en prestige leurs créateurs et étaient devenus une menace grave pour la bonne organisation et la prédominance du Parti. Il est aussi possible que ces leaders aient éprouvé peu de difficulté à interpréter la conduite des accusés comme une conspiration déclarée en vue d'imposer au Parti la volonté de l'Armée et à conclure de là qu'ils étaient engagés dans une conspiration avec un ennemi étranger en vue de renverser le Gouvernement.

Etant donné les circonstances et sous l'effet d'une telle tension, Staline et les chefs du Parti ont agi avec une grande rapidité et une sévérité impitoyable. Ils ont voulu frapper les premiers. Le communisme est leur religion et en faisant vivement justice d'une violation d'un principe du parti, ils se trouvaient dans la forte position de celui qui «sert le Seigneur». Cela servait aussi bien leurs intérêts car, en agissant ainsi, ils s'enracinaient au pouvoir. En ajoutant l'accusation de trahison contre l'Etat, ils devenaient les boucliers de la défense du pays au regard de ce nationalisme russe qu'on stimule constamment par toutes les formes possibles de propagande.

Position actuelle du gouvernement Staline

Le Gouvernement Staline, au point de vue politique interne, est probablement plus fort qu'auparavant. Toute possibilité d'opposition a été extirpée. La clef de la situation, toutefois, c'est l'attitude de l'armée. C'est l'armée qui, en fin de compte, tient le levier du pouvoir. L'opinion générale est que le moral de l'armée n'a pas été foncièrement touché par ces événements. L'armée reste, en somme, un ensemble de «troupes de citoyens» d'inspiration communiste et dévoué au parti. On a intensivement enseigné le culte du Parti à la jeunesse de l'armée comme une religion. Le sentiment du Parti est probablement trop bien enraciné dans la masse des soldats pour avoir été aussi facilement détruit. Quant aux officiers, ils sont assez réalistes, sans doute, pour se soumettre aux faits. On a clairement et brutalement établi que le Parti est le maître. La police secrète est l'agence personnelle de Staline aussi bien que celle du Parti. Elle est en selle et conduit durement. Le nouveau chef de cet organisme, Ezhov, est relativement jeune. On le voit constamment avec Staline et on le considère comme l'un des membres les plus puissants du Gouvernement. On a un grand respect pour son efficacité et sa compétence. Vorochilov, le chef de l'armée, est un vieux bolchéviste. On le considère généralement comme un homme ferme et solide dont la loyauté et les convictions ne pourraient jamais faire place à l'ambition personnelle. Il semble absolument loyal à Staline. Tout indique que, pour le présent du moins, l'armée est et restera loyale au Parti. S'il en est ainsi, le Gouvernement Staline, au point de vue politique intérieure, se trouvera, temporairement du moins, plus solidement assis au pouvoir qu'auparavant.

Effet à l'étranger

L'effet de ces exécutions a probablement été plus grave dans les réactions défavorables qu'elles ont suscitées en Europe, hors de la Russie, qu'à l'intérieur de l'Union soviétique. Il ne fait pas de doute que la confiance de la France et de l'Angleterre dans la stabilité d'un allié européen possible à l'Est a dû être fortement ébranlée par ces événements.

CONCLUSION

S'il ne se produit ni assassinats ni guerre étrangère, la position du Gouvernement et du présent régime politique semble inexpugnable pour le présent et probablement pour quelque temps à venir. Le danger d'un coup à la Bonaparte a été extirpé pour le présent.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, respectueusement vôtre,

JOSEPH E. DAVIES

[pp. 176-188]

AGENDA

Moscou, 7 octobre 1937

L'ambassadeur Troianovsky est venu me voir. Il a passé une heure avec moi. Il m'a fait un exposé intéressant des circonstances qui ont justifié les exécutions. Il m'a parlé de la naïveté de ses compatriotes et même des gens du gouvernement, qui ont accordé leur confiance à des hommes en n'ayant pour toute garantie de leur loyauté que le fait qu'ils étaient membres du parti. Il dit qu'en fait le pays est infesté d'espions au service de pays hostiles et que ces espions ont adhéré depuis des années au Parti communiste ou sont même entrés depuis longtemps dans les services gouvernementaux dans un but d'espionnage. Il dit que lui-même a souvent eu des soupçons, que la France et l'Angleterre sont de même infestés d'agents étrangers et que Staline donnera peut-être plus tard au monde «sa version» des événements. Troianovsky retourne aux Etats-Unis. C'est un homme de grand talent, loyal à ses chefs et à son parti.

[p. 206]

CINQUIEME COLONNE EN RUSSIE — CONSIDERATIONS REDIGEEES APRES COUP — 1941

Note: Ces lignes rédigées après l'invasion de la Russie par l'Allemagne au cours de l'été 1941 sont insérées ici parce qu'il semble bien que ce soit l'endroit logique pour montrer jusqu'à quel point les procès pour trahison ont détruit la cinquième colonne d'Hitler en Russie.

J.E.D.

Comme je passais par Chicago en rentrant chez moi après avoir assisté aux cérémonies de juin à ma vieille université, on me demanda de prendre la parole devant les membres de l'University Club et d'autres sociétés du Wisconsin. Je fis cette conférence exactement trois jours après qu'Hitler eut déclenché l'invasion de la Russie. Quelqu'un dans l'auditoire me demanda: «Parlez-nous donc de la cinquième colonne en Russie». Je répondis sur-le-champ: «Il n'y en a pas; les Russes ont tué les colonnards».

Dans le train, le lendemain, je me mis à penser à cela. N'était-ce pas extraordinaire, en effet, quand on s'arrêtait à y penser, que pas un mot n'avait été dit, au sujet de cette dernière invasion des Nazis, sur «du travail fait à l'intérieur» derrière les lignes russes. Il n'était nullement question d'une soi-disant

«agression interne» en Russie menée en coopération avec le haut commandement allemand. Quand Hitler occupa Prague en 1939, l'invasion de la Tchécoslovaquie fut accompagnée de l'appui militaire actif des troupes d'Henlein. Il en fut de même lors de l'invasion de la Norvège. On n'a trouvé ni Henleins, ni Tissos, ni De Grelles, ni Quislings dans l'Union soviétique.

En pensant à ces choses, il me vint soudainement à l'esprit que ce fait pouvait jeter une nouvelle lumière sur certains événements qui s'étaient produits en Russie pendant que j'étais là. Dès mon arrivée à Washington je me mis à relire les vieilles notes de mon agenda et, grâce à l'autorisation du Département d'Etat, certains de mes rapports officiels.

Aucun de nous, en Russie, en 1937 et en 1938, n'avait en tête les mots de «cinquième colonne». L'expression n'était pas courante. Ce n'est que récemment, en somme, que nous avons trouvé dans notre langage pour décrire la technique des Nazis, certains mots comme «cinquième colonne» et «agression interne».

De façon générale, les gens bien informés soupçonnaient qu'Hitler pouvait se servir de telles méthodes, mais il s'agissait là d'une de ces choses qui, pour un si grand nombre de gens, ne pouvaient vraiment jamais se produire. Ce n'est que depuis deux ans, grâce au travail du comité Dies et du F.B.I. qu'on a commencé à découvrir l'activité des associations allemandes aux Etats-Unis et en Amérique du Sud et qu'on a pu voir le travail effectué par des agents allemands avec le concours de traîtres en Norvège, en Tchécoslovaquie et en Autriche, pays où la trahison à l'intérieur a accompagné l'attaque lancée de l'extérieur par Hitler.

Depuis 1935, semble-t-il, une telle activité et de telles méthodes se pratiquaient en Russie comme élément du plan élaboré par l'Allemagne contre les Soviétiques.

C'est en 1936 qu'Hitler fit à Nuremberg son discours aujourd'hui fameux dans lequel il indiqua clairement ses visées sur l'Ukraine.

On voit aujourd'hui que le Gouvernement soviétique était dès lors parfaitement au courant des plans du Haut Commandement militaire et des chefs politiques de l'Allemagne de même que du «travail interne» qui se faisait en Russie en préparation d'une attaque par les troupes allemandes.

Pendant que je ruminais ces pensées, la situation m'apparut telle que j'aurais dû la voir alors. Toute l'histoire avait été racontée au cours des procès dits de trahison ou de purge en 1937 et en 1938, procès auxquels j'assistai en observateur attentif. En relisant de ce nouveau point de vue, les dossiers de ces affaires et ce que j'avais écrit à cette époque, je m'aperçus que les aveux et les témoignages rendus pendant ces procès de «Quislings» russes, qui se sont eux-mêmes reconnus coupables de trahison, avaient révélé et mis à nu pour ainsi dire toutes les formes d'activité d'une cinquième colonne allemande.

Il était évident que le Gouvernement soviétique croyait à l'existence d'une telle activité, qu'il en avait mesuré pleinement le danger et qu'il avait agi avec toute la vigueur nécessaire pour l'écraser. En 1941, quand se produisit l'invasion allemande, les Soviétiques avaient extirpé du sol russe tout élément de cinquième colonne qu'on avait pu y organiser.

Autre fait qu'il était alors difficile de comprendre mais qui prend une nouvelle signification à la lumière des événements, c'est la façon cassante avec laquelle le Gouvernement soviétique fermait les agences consulaires de l'Allemagne et de l'Italie en 1937 et 1938. Le Gouvernement ne prenait vraiment aucun ménagement. Il manifestait une indifférence absolue et brutale quant aux réactions possibles de ces pays. Le Gouvernement soviétique se justifiait en disant que ces consulats exerçaient une activité subversive dans la vie politique interne de la Russie et que cela l'obligeait à les fermer. Toutes les nouvelles publiées sur les procès et les exécutions (les purges) qui eurent lieu d'un bout à l'autre de la Russie cette année-là affirmaient invariablement que les défenseurs s'étaient rendus

coupables de trahison et de menées subversives en aidant «une puissance étrangère» à préparer le renversement de l'Etat soviétique.

Toutes les nuits, pendant le procès, les journalistes américains vinrent à l'ambassade pour se restaurer un peu et prendre un verre de bière après les séances du soir qui se prolongeaient fort tard et nous «passions au crible» les témoignages rendus au cours de la journée. Parmi les journalistes qui venaient ainsi à l'ambassade se trouvaient Walter Duranty et Harold Denny du *New-York Times*, Joe Barner et Joe Phillips de la *HeraldTribune* de New-York, Charlie Nutter ou Dick Massock de l'*Associated Press*, Norman Deuel et Henry Shapiro de l'*United Press*, Jim Brown de l'*International News* et Spencer Williams, le représentant du *Manchester Guardian*. C'était là un groupe d'hommes exceptionnellement brillant. J'appris à me fier à leur jugement. Leur opinion me fut d'une valeur inestimable dans l'appréciation et l'estimation des hommes, des situations et des événements en Russie soviétique. Quant à moi, j'avais plaidé pour ou contre bien des hommes accusés de crimes au cours de ma carrière d'avocat. Shapiro est aussi un avocat et il possédait le diplôme de la Faculté de droit de Moscou. Sa connaissance de la loi soviétique était très utile. Les autres membres du groupe connaissaient aussi tous très bien l'état de chose qui régnait en Russie soviétique, les personnalités du pays et la psychologie russe. Nous avions d'intéressantes conversations, qui se terminaient tard dans la nuit.

Tous tant que nous étions alors à Moscou n'accordions que relativement peu d'attention à cet aspect des procès. Il semble bien que quelques-uns d'entre nous «n'y virent que du feu». Et certes, je fus de ceux-là. Il ne fait pas de doute que, de façon générale, nous concentrions toute notre attention sur la lutte dramatique pour le pouvoir qui se livrait entre les bolchévistes «installés» et les autres - entre Staline et Trotzky - et sur les heurts de personnalités et de théories politiques qui se produisaient au sein du gouvernement soviétique, plutôt que sur l'existence d'une véritable cinquième colonne allemande, chose à laquelle nous étions tous alors disposés à ne pas croire.

J'aurais dû, pour ma part, voir plus clair, car deux incidents s'étaient produits qui auraient dû m'ouvrir les yeux. Ces deux incidents m'étaient connus mais ne l'étaient pas des autres. Je veux parler, en premier lieu, d'un entretien que j'eus, peu après mon arrivée à Moscou, avec un fonctionnaire des Affaires extérieures soviétiques et, deuxièmement, de ma conversation avec un sous-secrétaire d'Etat allemand, aux Affaires extérieures de Berlin, en janvier 1937, avant mon arrivée à Moscou.

Les faits révélés au cours de ces procès dévoilaient l'existence en Russie d'une activité subversive d'une ampleur vraiment étonnante et menée par des colonnards sous l'impulsion d'une entente secrète avec les Gouvernements de l'Allemagne et du Japon. En somme, voici ce que les témoignages, d'après les dossiers de l'affaire, révélaient:

Les principaux accusés avaient organisé entre eux une conspiration et s'étaient mis d'accord avec l'Allemagne et le Japon pour aider les Gouvernements de ces pays dans une attaque militaire contre l'Union soviétique. Ils acceptèrent de collaborer et, en fait, collaborèrent à la mise au point d'un complot dans le but d'assassiner Staline et Molotov et à la préparation d'un soulèvement que le général Toukhatchevski, le commandant en second de l'Armée rouge, devait conduire. Ils consentirent en prévision de la guerre, à organiser et à diriger et, en fait, organisèrent et dirigèrent le sabotage de l'industrie, le dynamitage d'usines de produits chimiques, la destruction de mines de houille, la désorganisation des transports et d'autres formes d'activité subversive. Ils consentirent à exécuter et en fait exécutèrent tout ce que le Grand Etat-Major allemand exigeait d'eux dans des instructions que celui-ci leur faisait parvenir. Ils consentirent à conspirer et à coopérer et, en fait, conspirèrent avec les services secrets de l'Allemagne et du Japon. Ils consentirent à collaborer et, en fait, collaborèrent avec les représentants consulaires du service diplomatique allemand en matière d'espionnage et de sabotage. Ils consentirent à transmettre à l'Allemagne et au Japon et, en fait, leur transmirent des secrets essentiels de la défense de l'Union soviétique. Ils s'entendirent entre eux et avec les gouvernements de l'Allemagne et du Japon pour faire avec ceux-ci la guerre à l'Union soviétique et pour constituer ensuite un plus petit Etat soviétique indépendant qui abandonnerait de grandes parties de l'Union

soviétique, l'Ukraine et la Russie blanche, à l'ouest, à l'Allemagne, et la province maritime, à l'est, au Japon.

Ils consentirent à ce que, après la conquête de la Russie par l'Allemagne, les entreprises allemandes obtiennent des concessions et reçoivent des faveurs dans le domaine de l'exploitation du minerai de fer, du manganèse, du pétrole, du charbon, du bois et d'autres grandes ressources de l'Union soviétique.

Pour saisir pleinement le caractère et la signification de ces témoignages, que j'ai moi-même entendus, il faut se rappeler que les faits relatifs à cette conspiration étaient confirmés par les aveux de deux membres du cabinet de premier ordre, le commissaire au Trésor et le commissaire au Commerce extérieur, par ceux d'un ancien premier ministre et de deux ambassadeurs de la Russie soviétique qui avaient fait du service à Londres, à Paris et au Japon, par ceux d'un ancien sous-secrétaire d'Etat et de l'homme qui occupait le même poste jusqu'à la veille du procès, de même que par ceux des principaux publicistes et rédacteurs de deux grands journaux de l'Union soviétique.

Voici qui montre bien la force de ces témoignages: imaginez que le secrétaire au Trésor, M. Morgenthau, le secrétaire au commerce, M. Jones, le sous-secrétaire d'Etat, M. Welles, l'ambassadeur Bullitt, l'ambassadeur Kennedy et le secrétaire du président, M. Early, admettent un jour publiquement, aux Etats-Unis, avoir conspiré avec l'Allemagne pour préparer une invasion du pays.

Voici quelques extraits des témoignages rendus publiquement durant le procès:

Krestinsky, le sous-secrétaire d'Etat, déclara:

«Nous nous entendîmes avec le général Seeckt et avec Hess pour aider la Reichswehr à organiser un certain nombre de bases d'espionnage sur le territoire de l'U.R.S.S... En retour, la Reichswehr consentit à nous payer deux cent cinquante mille marks par année, comme subsides.»

Rosengoltz, le secrétaire au commerce, déclara:

«Je transmis divers renseignements secrets au commandant en chef de la Reichswehr... Par la suite, divers contacts furent établis avec l'ambassadeur d'Allemagne en U.R.S.S., auquel je remettais périodiquement des renseignements secrets; je faisais, en fait, de l'espionnage.»

Sokolnikov, l'ancien ambassadeur en Grande-Bretagne, déclara:

«Le Japon, s'il prenait part à la guerre, devait recevoir des concessions territoriales en Extrême-Orient dans la région de l'Amour et la province maritime; quant à l'Allemagne, on se proposait de faire droit aux intérêts nationaux de l'Ukraine.»

Le témoignage de plusieurs des accusés de second plan établit le fait que, conformément aux ordres qu'ils recevaient des principaux accusés, ils entretenaient des relations directes avec les services secrets de l'Allemagne et du Japon et coopéraient avec ces derniers dans un système d'espionnage et de sabotage. Ces accusés s'avouèrent aussi coupables d'avoir connu ou aidé ou favorisé un grand nombre de crimes. Ainsi, Rataichak déclara qu'il avait dirigé la préparation et était responsable de deux explosions qui se produisirent à l'usine d'azotates de Gorlovka, explosions qui causèrent d'énormes dégâts et entraînèrent plusieurs morts. Pouchkine participa ou peut-être même dirigea le dynamitage désastreux des usines de produits chimiques de Voskressens et de Nevsky. Knyasev raconta comment il avait organisé et accompli le déraillement de trains de troupes, déraillements qui entraînèrent un grand nombre de morts, conformément à des directives ou instructions explicites reçues de services secrets étrangers. Il raconta aussi qu'il avait reçu de ces services secrets étrangers des instructions lui ordonnant «d'organiser la destruction par le feu d'entrepôts militaires, de cantines et de fournitures militaires en transport» et lui exposant la nécessité d'utiliser «des moyens bactériologiques, pendant la

guerre, pour contaminer des trains de troupes, des cantines et des camps militaires de bacilles virulents».

Ces témoignages mettaient en cause et incriminaient le général Toukhatchevski et plusieurs autres officiers supérieurs de l'armée et de la marine. Ces hommes furent arrêtés peu après le procès de Boukharine. Ils furent accusés d'avoir consenti, sous la direction de Toukhatchevski, à s'entendre avec le Haut Commandement allemand dans le but de coopérer avec ce dernier dans une attaque contre l'Etat soviétique. Les témoignages révélèrent aussi l'existence d'une grande activité subversive dans l'armée. D'après les déclarations des accusés, un bon nombre d'officiers supérieurs avaient été amenés par la cupidité ou autrement à entrer dans la conspiration. Toujours selon les témoignages, on avait réussi à établir une parfaite coordination entre tous les éléments du complot, les groupes politiques et révolutionnaires, le groupe militaire et les Hauts Commandements de l'Allemagne et du Japon. (..)

Tous ces procès, ces purges, ces liquidations, qui, alors, semblaient au monde des mesures si violentes et si révoltantes, n'étaient, on le voit maintenant, qu'un aspect d'un effort vigoureux et déterminé de la part du Gouvernement Staline pour se protéger non seulement contre la menace d'une révolution à l'intérieur mais aussi contre celle d'une attaque lancée de l'extérieur. Le Gouvernement se mit au travail, décidé à effectuer un nettoyage complet et à faire disparaître tous les éléments de trahison qui pouvaient se trouver à l'intérieur du pays. Et le Gouvernement n'hésita pas à accorder aux suspects le bénéfice du doute, quand on ne possédait pas une certitude absolue.

Il n'y avait plus de colonnards en Russie en 1941. Ils avaient été passés par les armes. La purge avait nettoyé le pays et l'avait débarrassé de tout germe de trahison.

[pp. 244-250]

Les sous-titres sont de J.E. Davies.

La préparation de l'Armée Rouge et du peuple soviétique à l'agression nazie

par le Maréchal G. JOUKOV

1940: Les leçons de la guerre soviéto-finnoise et des premiers mois de la guerre mondiale

«Pendant la guerre et après la guerre, Staline avança la thèse selon laquelle la tragédie dont notre pays avait fait l'expérience dans la première phase de la guerre était le résultat de l'attaque-surprise des Allemands contre l'Union Soviétique. Mais, camarades, ceci est tout à fait inexact. Dès que Hitler se fut emparé du pouvoir en Allemagne, il s'assigna la tâche de liquider le communisme. Les fascistes le disaient ouvertement; ils ne cachaient pas leurs plans.» N. Khrouchtchev, le «Rapport Secret» au XXe congrès du PC(b)US.

En mars 1940 se tint une réunion du Comité central du parti qui eut une grande importance pour le développement ultérieur de nos forces armées. A cette réunion furent examinés les résultats de la guerre contre la Finlande. Les débats furent très violents. L'instruction et la formation de nos troupes furent sévèrement critiqués.

Vers le milieu d'avril, sur demande du Bureau politique, fut tenue une conférence élargie du Conseil militaire supérieur. Y furent invités ceux qui avaient participé à la guerre contre la Finlande et les cadres dirigeants de l'administration centrale, des régions et des armées.

[p. 264]

Il était également prévu d'organiser un grand exercice sur la carte, opérationnel et stratégique dans lequel je devais commander le parti «bleu». Le commissaire du peuple me donna l'ordre de lui proposer mon projet de rapport pour le 1er novembre.

[p. 267]

La conférence eut lieu à la fin de décembre 1940. Y participèrent les commandants des régions militaires et des armées, les membres des conseils militaires et les chefs d'état-major des régions et des armées, les chefs de toutes les académies militaires, les professeurs et docteurs es sciences militaires, les inspecteurs généraux des armées, les chefs des directions centrales et les cadres dirigeants de l'Etat-Major général. Les membres du Bureau politique du parti ont été constamment présents aux réunions.

[p. 268]

Après la conférence, le lendemain, devait avoir lieu un grand exercice sur la carte, mais on nous convoqua de façon inattendue chez J. Staline.

J. Staline nous accueillit assez sèchement. Il nous salua d'un signe de tête à peine perceptible et nous pria de prendre place autour d'une table.

Il fit une observation à S. Timochenko parce que celui-ci avait clos la conférence sans lui avoir demandé son avis sur le discours de clôture.

S. Timochenko lui répondit qu'il lui avait envoyé le projet de son discours, qu'il avait pensé qu'il en avait pris connaissance et n'avait pas eu d'objections à formuler.

- Quand allez-vous commencer votre exercice sur la carte ? demanda J. Staline.

- Demain matin, répondit S. Timochenko.

- Bien, faites l'exercice, mais ne congédiez pas les chefs. Qui représente le parti bleu et qui représente le parti rouge?

- Le parti bleu (occidental) est représenté par le général d'armée Joukov, le rouge (oriental) par le général-colonel Pavlov.

Dès le matin suivant commença donc ce grand exercice opérationnel et stratégique sur la carte. La situation stratégique reposait sur les événements supposés qui pourraient se dérouler sur notre frontière occidentale au cas où l'Allemagne attaquerait l'Union Soviétique.

Le commissaire du peuple à la Défense S. Timochenko et le chef de l'Etat-Major général K. Meretskov dirigeaient l'exercice. Ils représentaient aussi la direction stratégique Sud-Ouest. Le parti «bleu» (les Allemands) était l'assaillant, le parti «rouge» (Armée Rouge) le parti qui se défendait.

Le but principal de l'exercice consistait à vérifier le bien-fondé des principales dispositions du plan de couverture et du plan d'opérations de nos troupes pendant la période initiale de la guerre. Il faut reconnaître que l'Etat-Major général avait dans une grande mesure su reproduire dans la documentation qui servit à l'exercice les dernières opérations des troupes germano-fascistes en Europe.

Dans la direction stratégique Ouest, le front s'étendait de la Prusse-Orientale jusqu'en Pologne. Les forces dont disposaient les deux partis étaient de plus de 60 divisions pour le parti «bleu» et de plus de 50 divisions pour le parti «rouge». Les opérations des forces terrestres étaient appuyées par de puissantes forces aériennes. L'exercice abondait en péripéties dramatiques pour le parti «rouge». Les situations qui se présentèrent après le 22 juin 1941, quand l'Allemagne fasciste eut attaqué l'Union Soviétique, ressemblèrent beaucoup à celles de cet exercice...

Quand l'exercice fut achevé, les commandants des deux partis, D. Pavlov et moi-même, reçûmes du commissaire du peuple à la Défense l'ordre de faire une critique partielle de l'exercice et de noter les déficiences et les qualités de ceux qui avaient participé à l'exercice.

J. Staline proposa de faire la critique générale de l'exercice au Kremlin où furent invités les dirigeants du Commissariat à la Défense, de l'Etat-Major général, les commandants des régions et leurs chefs d'état-major. Y assistaient J. Staline et les membres du Bureau politique.

Le chef de l'Etat-Major général, le général d'armée K. Meretskov, fit un rapport sur le déroulement de l'exercice. Quand il fournit les données concernant le rapport des forces des deux côtés et les avantages dont disposaient les «bleus» au début de l'exercice, en particulier quant aux chars et à l'aviation, J. Staline, que l'insuccès des «rouges» avait mécontenté, l'interrompit et dit:

- N'oubliez pas qu'à la guerre la supériorité arithmétique n'est pas la seule chose qui importe, l'art des chefs et de la troupe compte aussi.

Ayant fait encore quelques remarques, J. Staline demanda:

- Qui veut prendre la parole ?

Le commissaire du peuple S. Timochenko parla alors des progrès que faisaient les commandants et les états-majors des régions dans le domaine opérationnel et tactique et de l'utilité incontestable de la conférence et de l'exercice stratégique sur la carte qui l'avait suivi.

«Pendant l'année d'instruction 1941, dit-il, les troupes auront la possibilité de se préparer d'une façon plus adéquate et d'une manière plus organisée, car à cette époque elles auront achevé leur implantation dans leurs nouvelles zones de stationnement.»

Ensuite, le général-colonel D. Pavlov prit la parole. Il commença par formuler un jugement sur la conférence qui venait de s'achever.

- Quelles sont les causes de l'insuccès des opérations des troupes rouges ? lui demanda J. Staline.

D. Pavlov tenta de se tirer d'affaire en plaisantant; il dit que cela se produisait lors d'exercices sur la carte. La plaisanterie déplut manifestement à J. Staline qui remarqua:

- Le commandant des troupes d'une région doit posséder l'art militaire et savoir trouver la solution juste dans n'importe quelle situation, tel n'était pas votre cas au cours de l'exercice sur la carte qui vient d'avoir lieu. Quelqu'un d'autre veut-il parler?

Alors, je demandai la parole.

Après avoir souligné la valeur de ce genre d'exercice pour la formation opérationnelle et stratégique des échelons supérieurs, je proposai d'en faire plus souvent en dépit des difficultés de leur organisation.

(...)

J'ai parlé ensuite de la construction des secteurs fortifiés dans la partie occidentale de la Biélorussie:

«J'estime que les secteurs fortifiés (les «Ou. R») que l'on construit en Biélorussie occidentale sont disposés trop près de la frontière et ont une configuration opérationnelle extrêmement défavorable. Cela est vrai surtout pour les secteurs fortifiés qui se trouvent dans la région du saillant de Belostok. Cela permet à l'adversaire d'attaquer, en partant des environs de Brest et de Souvalki, les arrières de tout notre groupement de Belostok. Il faut ajouter qu'en raison de leur profondeur réduite, ces secteurs fortifiés ne peuvent tenir longtemps, car ils sont battus par le feu de l'artillerie sur toute leur profondeur. J'estime qu'il faudrait construire des secteurs fortifiés quelque part plus en arrière.»

- Et en Ukraine les secteurs fortifiés sont construits là où il le faut ? demanda D. Pavlov, apparemment mécontent de ce que je critiquais sa région militaire.

- Ce n'est pas moi qui ai choisi les lignes pour la construction des secteurs fortifiés en Ukraine et j'estime que, là aussi, il aurait mieux valu les construire plus loin de la frontière.

- Les secteurs fortifiés sont construits d'après des plans du Conseil militaire supérieur. Ces plans furent approuvés, et la direction effective de la construction a été confiée à l'adjoint du commissaire du peuple à la Défense, le maréchal B. Chapochnikov, dit K. Vorochilov, sur un ton cassant.

C'était le début d'une polémique. Je renonçai donc à prolonger mon intervention et me rassis.

Ensuite, d'autres généraux qui occupaient des postes de direction nous parlèrent de certaines questions dont la solution présentait des difficultés.

(...)

L'intervention de l'adjoint du commissaire du peuple à la Défense chargé de l'armement, le maréchal G. Koulik, fit une impression étrange. Il proposa d'augmenter les tableaux d'effectifs des divisions

d'infanterie et de les porter à 16.000 ou 18.000 hommes; il défendit aussi l'artillerie hippomobile. Partant de l'expérience des opérations en Espagne, il en concluait que les unités blindées devaient agir surtout comme chars de soutien de l'infanterie et seulement par compagnies et par bataillons.

- Pour le moment, dit G. Koulik, il faut s'abstenir de former des corps blindés et mécanisés.

Le commissaire du peuple à la Défense S. Timochenko lui répliqua alors:

- Tous les cadres dirigeants de l'armée comprennent bien la nécessité d'une mécanisation accélérée des troupes, Koulik seul s'embrouille encore dans ces questions.

J. Staline fit cesser la discussion, désavouant G. Koulik pour ses vues rétrogrades.

- La victoire dans une guerre, remarqua-t-il, appartiendra au parti qui aura le plus de chars et dont la motorisation sera la plus poussée.

Le lendemain, je fus convoqué chez J. Staline. M'ayant salué, il me dit:

- Le Bureau politique a décidé de libérer Meretskov de ses fonctions de chef d'Etat-Major général et de vous nommer à sa place.

Je m'attendais à tout, sauf à cette décision et, ne sachant que répondre, je me tus. Puis je dis:

- Je n'ai jamais travaillé dans les états-majors, j'ai toujours servi dans la troupe: je ne puis être chef de l'Etat-Major général.

- Le Bureau politique a décidé de vous nommer, dit J. Staline en appuyant sur le mot «décidé».

Comprenant que toutes mes objections étaient inutiles, je remerciai de la confiance qui m'était accordée et j'ajoutai:

- Et s'il devait apparaître par la suite que je n'étais pas fait pour être un chef d'Etat-Major général, je demanderais à retourner dans la troupe.

- Bon, voilà, nous sommes d'accord ! L'arrêté du Comité central sera pris demain, répondit Staline.

[pp. 270-275]

L'Armée Rouge et l'Union Soviétique à la veille de la guerre

«Malgré des avertissements particulièrement graves, les mesures nécessaires n'étaient pas prises pour préparer le pays comme il le fallait à se défendre et l'empêcher d'être pris au dépourvu.

«Avions-nous le temps et la possibilité de réaliser cette préparation ? Oui, nous avons le temps et les possibilités. Notre industrie était déjà si développée qu'elle était à même de fournir complètement à l'armée soviétique tout ce dont elle avait besoin. (...)

«La science et la technologie soviétiques avaient produit avant la guerre d'excellents modèles de tanks et de pièces d'artillerie. Mais la production en série de ces modèles ne fut pas organisée, et en fait nous n'avions commencé à moderniser notre équipement militaire qu'à la veille de la guerre. (...)

«Nombre de régions fortifiées s'étaient révélées indéfendables lors de l'attaque, parce que l'ancien armement avait été évacué et que le nouveau n'était pas encore disponible.» N. Khrouchtchev, op. cit., pp. 105-106

De quels moyens disposions-nous à la veille de la guerre ? Le pays et ses forces armées étaient-ils prêts à opposer à l'ennemi la résistance nécessaire ?

Je commencerai par le plus important, c'est-à-dire par le développement de l'économie et de l'industrie qui constituent la base même de la capacité défensive d'un pays.

Le troisième plan quinquennal (1938-1942) n'était qu'une continuation logique des deux premiers plans quinquennaux. On sait que les deux premiers plans ont été dépassés. Pendant les années du premier plan quinquennal la production industrielle avait doublé. Pendant le deuxième quinquennat, elle devait être multipliée par 2,1, mais son accroissement réel a pratiquement été de 2,2. A l'époque dont nous parlons le XVIIIe Congrès du PC(b)US venait de décider que la production industrielle devait, en cinq ans, s'accroître de 1,9 fois. Avons-nous des raisons de considérer un tel plan comme irréalisable ? Non, bien au contraire.

En effet, à la veille de juin 1941, la production globale de l'industrie atteignait déjà 86 % et le trafic des marchandises par chemin de fer 90 % des chiffres prévus pour la fin de 1942. 2.900 usines, fabriques, centrales électriques, puits dans les charbonnages, extractions minières et autres entreprises industrielles avaient été édifiés et mis en exploitation.

[pp. 277-278]

Mais quelle était la situation de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense proprement dite ? Le rapport au XVIIIe Congrès du PC(b)US., qui traitait du futur plan de développement de l'économie nationale, déclarait qu'au cours de la réalisation des plans quinquennaux précédents, compte tenu de l'aggravation de la situation internationale, il avait fallu apporter aux plans de développement de l'industrie lourde des correctifs importants et, en particulier, accélérer sensiblement le rythme d'accroissement de l'industrie de la défense. Le plan du troisième quinquennat prévoyait lui aussi un développement particulièrement rapide de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense.

En effet, si la production de l'ensemble de l'industrie devait progresser de 13 % par an, la production de l'industrie de la défense devait chaque année s'accroître de 39 %. Une série d'usines de constructions mécaniques et d'autres usines importantes étaient reconverties en vue de la production d'équipements destinés à la défense nationale; la construction de puissantes usines purement militaires se développait en même temps.

Le Comité central du parti aidait les entreprises qui produisaient du matériel militaire nouveau dès qu'elles éprouvaient des difficultés du côté de l'allocation des matières premières déficitaires ou des équipements les plus récents. Afin que les usines de défense d'une certaine importance puissent recevoir tout ce qui leur était nécessaire et remplissent les missions qui leur étaient assignées, des délégués du Comité central, organisateurs expérimentés et spécialistes connus, furent nommés à la tête de leurs organisations du parti. Je dois dire que J. Staline fournissait un travail considérable en s'occupant lui-même des entreprises travaillant pour la défense. Il connaissait bien des dizaines de directeurs d'usines, d'organiseurs du parti, d'ingénieurs principaux, les voyait souvent et obtenait, avec la persévérance qui le caractérisait, l'exécution des plans prévus.

Donc, au point de vue économique nous étions en présence d'un développement rapide, je dirais même d'un développement forcé de l'industrie de la défense.

Cela étant dit, il ne faut pas oublier que, premièrement, cette énorme croissance fut obtenue en grande partie au prix d'un effort exceptionnel de nos masses laborieuses, et, deuxièmement, qu'elle fut en grande partie réalisée au détriment du développement de l'industrie légère et des autres branches qui fournissaient directement la population en produits et marchandises. Il faut aussi tenir compte du fait que la croissance de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense avait lieu dans une économie de temps de paix, qui était celle d'un Etat pacifique et non d'une nation belliqueuse.

Si l'on avait décidé d'exercer, dans cette direction, une pression plus forte afin d'obtenir un écart plus important, cela aurait conduit, dans la pratique, à l'abandon de la voie de développement pacifique du pays au profit de son développement militaire. Cela aurait conduit à une profonde mutation de la structure de l'économie nationale et à sa militarisation au détriment direct des intérêts des travailleurs.

Naturellement, avec le recul que donnent les années d'après-guerre, il est facile de dire qu'il eût mieux valu pousser à la production d'un type donné d'armement au détriment d'un autre. Mais même en se plaçant ainsi à distance des événements, on ne peut prétendre qu'il eût été possible d'exiger que des modifications radicales fussent apportées à la structure d'ensemble de l'économie d'avant-guerre.

J'irai plus loin. Me souvenant de ce que nous, les militaires, exigeons de l'industrie au cours des derniers mois de paix et comment nous l'exigeons, je constate que nous ne tenons pas assez compte des possibilités économiques réelles du pays. Cependant, sans nul doute, nous avons raison du point de vue, disons, de notre propre département.

Par exemple, les propositions du commissaire du peuple à la Défense concernant l'augmentation de la production en série des types les plus récents d'avions, de chars, de tracteurs d'artillerie, de camions, de moyens de transmission et d'autres types de matériel, allaient à rencontre des possibilités réelles.

Il est certain que dans le domaine de l'industrie de la défense il y avait beaucoup de déficiences et de difficultés dont nous devons encore parler. L'énorme développement de notre industrie avait fini par provoquer un manque de main-d'œuvre spécialisée. Nous n'avions d'expérience ni dans le domaine de la mise en train de la production de l'armement nouveau ni dans celui de l'organisation de sa production en série. Et les besoins en matériels et en armements augmentaient à une vitesse croissante.

[pp. 278-281]

Mais, dans l'ensemble, les énormes capacités de production créées au cours des deux premiers quinquennats et des trois années qui précédèrent immédiatement la guerre constituaient une base suffisante pour assurer la capacité défensive du pays.

La décision du parti, quant au développement accéléré de l'industrie des régions de l'Est et à la création d'entreprises de remplacement dans ces régions, pour toute une série de branches tant des constructions mécaniques que de l'industrie pétrolière et chimique, eut une très grande importance militaire.

Là s'édifiaient les trois quarts des hauts fourneaux du pays, une deuxième grande région d'extraction du pétrole était aménagée entre la Volga et l'Oural, on construisait des usines sidérurgiques en Transbaïkalie, dans l'Oural et sur l'Amour, de très importantes entreprises de métallurgie non ferreuse en Asie Centrale, des entreprises de l'industrie lourde en Extrême-Orient, des usines de montage d'automobiles, des combinats d'aluminium, des tuyauteries et des centrales hydro-électriques. Pendant la guerre, à partir de ces entreprises et de celles qui furent évacuées vers l'est, on put créer dans ces régions la base industrielle qui permit d'assurer la résistance à l'ennemi et sa défaite finale.

J'aimerais dire encore deux mots au sujet des réserves matérielles qui avaient été créées à la veille de la guerre. Elles avaient pour but d'assurer la reconversion de l'économie de paix en économie de guerre et le ravitaillement des forces armées tant que l'économie n'était pas encore entièrement subordonnée aux besoins de la guerre. Entre 1940 et juin 1941, la valeur globale des réserves matérielles est passée de 4 à 7,6 milliards de roubles.

Dans ces réserves matérielles entraient: les réserves de capacités de production, de combustibles, de matières premières, de sources d'énergie, de métaux ferreux et non ferreux, et de produits alimentaires. Toutes modestes qu'elles fussent, ces réserves créées à la veille de la guerre donnèrent à l'économie nationale la possibilité de reprendre rapidement, malgré les difficultés de l'année 1941, le rythme et

l'ampleur qu'exigeait la conduite effective des hostilités. Aussi, le pouls de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense battait-il de plus en plus fort. Au cours des années et des mois qui précédèrent la guerre, il put atteindre le maximum de sa tension. La vie de l'Etat tout entier devint plus austère, plus concentrée.

En septembre 1939, la IV^e session extraordinaire du Soviet suprême de l'U.R.S.S. promulguait la nouvelle «Loi sur le service militaire obligatoire». Elle prévoyait l'appel sous les drapeaux des personnes ayant atteint dix-neuf ans. L'âge de l'appel était fixé à dix-huit ans pour les jeunes ayant achevé leurs études secondaires. Afin que le personnel connaisse mieux le métier militaire, la durée du service actif était augmentée. Pour les sous-officiers de l'Armée de Terre et des Forces aériennes, la durée du service était portée à trois ans au lieu de deux. Pour les hommes de troupe des forces aériennes et pour les hommes de troupe et sous-officiers des gardes-frontières, à quatre ans; pour les troupes embarquées et les unités de la marine, à cinq ans.

L'exécution du troisième plan quinquennal dans son ensemble et l'exécution des missions particulières assignées à l'industrie lourde et à l'industrie de la défense, face au danger d'agression militaire à laquelle l'U.R.S.S. était exposée, avaient rendu indispensable l'augmentation de la durée du travail que chaque travailleur consacrait à l'économie nationale. Pour cette raison, le Praesidium du Soviet suprême promulgua, le 26 juin 1940, un arrêté concernant «l'introduction de la journée de huit heures, de la semaine de 7 jours, et l'interdiction aux ouvriers et employés de quitter de leur propre volonté leurs postes à l'usine ou dans les bureaux». En même temps était créé un nouveau système de formation de la main-d'oeuvre qualifiée dans les écoles professionnelles, les écoles des chemins de fer et les écoles d'usine, qui préparaient en moyenne 800.000 à un million d'hommes par an.

[pp. 281-283]

Au début de mars 1941, S. Timochenko et moi-même avons demandé à J. Staline la permission de rappeler sous les drapeaux les réservistes des unités du régime territorial des divisions d'infanterie afin d'avoir le temps de leur donner le complément d'instruction correspondant aux exigences modernes. Notre demande fut rejetée d'emblée. Il nous fut répondu que le rappel d'un aussi grand nombre d'hommes pouvait fournir aux Allemands l'occasion de provoquer la guerre. Pourtant, vers la fin du mois de mars, on décida de rappeler 500.000 hommes de troupe et sous-officiers et de les diriger vers les régions militaires proches des frontières afin d'augmenter les effectifs des unités, de manière à porter les effectifs de chaque division d'infanterie à au moins 8.000 hommes.

Pour ne plus revenir sur cette question, je dirai que quelques jours plus tard il nous fut permis de rappeler encore 300.000 réservistes des unités du régime territorial afin de compléter le nombre des spécialistes des secteurs fortifiés et de certaines autres armées et armes. Ainsi, à la veille de la guerre, l'Armée Rouge avait reçu un recomplètement de 800.000 hommes. Leur incorporation devait avoir lieu entre les mois de mai et d'octobre 1941.

Finalement, à la veille de la guerre, dans les régions militaires proches des frontières était concentré un nombre considérable de grandes unités (170 divisions et 2 brigades), les effectifs de 17 divisions purent être portés à 5 ou 6.000 hommes, les 7 divisions de cavalerie avaient en moyenne 6.000 hommes chacune et les 144 divisions restantes, 8 ou 9.000 hommes chacune. Dans les régions militaires de l'intérieur, la majeure partie des divisions ne possédait que des effectifs réduits et beaucoup de divisions d'infanterie étaient seulement en cours de formation et commençaient leur instruction.

L'ARMÉE BLINDEE. J'ai déjà souligné plus haut, en parlant de l'industrie soviétique des chars, la rapidité de sa croissance et la perfection de la conception de nos chars nationaux. Entre 1930 et 1938, la production des chars avait triplé. Tenant compte des nouvelles exigences de la défense nationale, le CC du parti et le gouvernement soviétique avaient donné aux constructeurs de chars la mission de réaliser du matériel au blindage plus résistant et à l'armement plus puissant, et qui devait en même

temps être doté d'une plus grande mobilité et d'un coefficient de sécurité plus élevé. Cette mission fut brillamment remplie au cours des années 1939 et 1940.

Des équipes de constructeurs de talent, sous la direction de J. Kotine, créèrent le char lourd KV et, sous la direction de M. Kochlcine, A. Morozov et N. Koutcherenko, le fameux T-34. Les constructeurs de moteurs mirent au point le puissant moteur diesel V-2.

Les KV et les T-34 se révélèrent les meilleurs des chars mis en service à la veille de la guerre. Pendant la guerre, ils conservèrent facilement leur supériorité sur les chars de modèles analogues. Mais il fallait encore organiser le plus vite possible leur production en série.

En décembre 1940, ayant, sur demande du CC du parti, examiné la situation dans le secteur de la production des chars, le Comité de la Défense présenta son rapport au CC. Le rapport montra qu'un certain nombre d'usines ne parvenaient pas à exécuter les plans, qu'on rencontrait de grandes difficultés dans la mise au point du processus technologique et que la livraison des chars KV et T-34 aux unités des forces armées avançait très lentement. Le gouvernement prit les mesures indispensables. Simultanément, le CC du parti et le Conseil des commissaires du peuple prirent la décision d'implanter la production des chars dans les régions de la Volga et de l'Oural. Cette décision eut une importance exceptionnelle pour la défense du pays.

Entre le mois de janvier 1939 et le 22 juin 1941, l'Armée Rouge avait reçu plus de 7.000 chars et, en 1941, l'industrie put lui fournir 5.500 chars de tous les modèles. En ce qui concerne les KV et les T-34, les usines eurent, avant le début des hostilités, le temps d'en sortir 1.861. Il est évident que c'était peu. Pratiquement, les unités des régions militaires situées le long de la frontière ne commencèrent à recevoir les chars des modèles nouveaux que dans la seconde moitié de 1940.

A la difficulté de produire à temps le nombre voulu de chars s'ajoutèrent les problèmes d'organisation. Le lecteur se souviendra peut-être que notre armée joua le rôle de pionnier dans la création des grandes unités mécanisées, brigades et corps. Mais l'expérience de l'emploi de ce genre d'unités dans les conditions particulières de la guerre d'Espagne avait été appréciée d'une manière erronée et les corps mécanisés de notre armée avaient été supprimés. Pourtant, dans la bataille du Khalkhin-Gol, nous avions déjà obtenu de très bons résultats grâce à l'emploi actif d'unités blindées mobiles. L'Allemagne avait employé à une large échelle ses puissantes grandes unités blindées au cours de ses agressions contre les pays d'Europe.

Il était donc indispensable de reconstituer rapidement les grandes unités blindées. En 1940, on commença à former de nouveaux corps mécanisés, des divisions blindées et motorisées. Neuf corps mécanisés furent créés. En février 1941, l'Etat Major général élaborà, en vue de la création de troupes blindées et mécanisées, un plan beaucoup plus poussé que cela n'était prévu par la décision prise par le gouvernement en 1940.

Compte tenu de la quantité d'unités blindées que possédait l'armée allemande, le commissaire du peuple et moi-même demandâmes que lors de la formation des corps mécanisés on emploie non seulement les brigades blindées existantes, mais aussi les grandes unités de cavalerie, unités proches des unités de chars par leur «sens de la manoeuvre».

Il semble que J. Staline n'avait aucune opinion bien définie à ce sujet, il hésitait. Le temps passait. C'est seulement en mars 1941 que fut prise la décision de constituer les vingt corps mécanisés que nous demandions.

Mais nous n'avons pas su tenir compte des limites qu'imposait la capacité de production de notre industrie des chars. Pour équiper entièrement les nouveaux corps mécanisés, il eût fallu disposer de 16.600 chars des modèles récents et de près de 32.000 au total. En tout état de cause, il n'y avait

pratiquement aucun moyen d'obtenir en un an une telle quantité de chars. Nous manquions aussi de cadres techniques et de cadres de commandement.

Ainsi, vers le début de la guerre, n'avons-nous pu équiper que moins de la moitié des corps blindés et mécanisés que nous étions en train de constituer.

[pp. 287-290]

En février 1941, le Comité central du parti et le Conseil des commissaires du peuple adoptèrent des plans complémentaires de construction d'aérodromes. 190 aérodromes nouveaux étaient prévus dans les régions ouest du pays. Les travaux étaient encore en cours quand les hostilités commencèrent, et la majeure partie des aérodromes ne fut jamais achevée.

En résumé, le déclenchement de la guerre avait surpris nos forces aériennes à un stade de réorganisation radicale, d'introduction du matériel nouveau et de réentraînement du personnel navigant et des techniciens.

[p. 299]

Sur notre proposition, le CC du parti et le Conseil des commissaires du peuple prirent la décision de former des corps de chasse pour la protection de la capitale et de Leningrad. Le rôle exceptionnel que ces corps ont joué dans la protection de Moscou et de Leningrad contre les attaques de l'aviation fasciste est bien connu.

Le nouveau mode d'opération de la protection antiaérienne n'était pas encore entièrement rodé au début des hostilités, la dotation en matériel moderne en était à ses débuts, les limites de la «zone menacée» (celles jusqu'où pouvaient aller les bombardiers ennemis) n'étaient pas clairement définies. L'état des transports était mauvais.

[p. 301]

En visitant l'Académie d'état-major qui dépendait de moi, j'ai pu, une fois de plus, me rendre compte qu'à la veille de la guerre les chaires militaires, les manuels, les plans d'enseignement et les exposés donnaient aux auditeurs la théorie militaire moderne qui tenait compte, dans une mesure considérable, de l'expérience de la guerre qui venait d'éclater.

Les auditeurs y étaient informés qu'à notre époque les guerres ne sont plus déclarées et que l'agresseur essaye de profiter de tous les avantages d'une attaque par surprise. Il était admis que dès le début des opérations les deux adversaires engageaient le gros de leurs forces avec toutes les conséquences stratégiques et opérationnelles que cela entraîne. On mettait en relief le caractère implacable et acharné de la lutte armée, la possibilité d'une durée prolongée du conflit, la nécessité de mobiliser les forces du peuple tout entier et la nécessité de l'union du front et de l'arrière dans la lutte commune.

La stratégie militaire était basée principalement sur la supposition parfaitement exacte que la contre-attaque peut seule permettre d'anéantir l'agresseur. Mais certaines autres formes de combat, telles que la bataille de rencontre, le repli forcé, la bataille d'encerclement, n'étaient pas analysées avec assez d'attention (il s'agit évidemment de la tendance générale de l'enseignement des disciplines militaires et non de certains travaux particuliers).

[pp. 304-305]

J'aimerais m'arrêter ici plus longuement sur la question du destin qu'ont eu les nouveaux et les anciens secteurs fortifiés.

La construction de nouveaux secteurs fortifiés le long de la frontière occidentale fut abordée en 1940. Le projet fut approuvé par J. Staline sur un rapport de K. Vorochilov.

Pour le début de la guerre on put construire près de 2.500 installations bétonnées, dont 1.000 avaient été armées avec de l'artillerie de secteur fortifié, et les 1.500 autres, de mitrailleuses. Mais la construction des secteurs fortifiés n'avait pas été achevée.

En parlant de l'Ukraine, il faut dire que les secteurs fortifiés qui se trouvaient dans l'état de préparation le plus avancé étaient ceux de Rava-Rousskaïa et de Peremychl. Ils ont joué un rôle tout à fait positif dans les premiers jours de la guerre, comme on le verra plus loin.

Maintenant, je veux éclaircir la question du démontage de l'artillerie installée dans les anciens secteurs fortifiés.

En février-mars 1941, le Conseil militaire supérieur de l'Armée Rouge discuta par deux fois la possibilité d'achever plus rapidement la construction des nouveaux secteurs fortifiés et de les armer. Je me souviens bien des violentes discussions qui eurent lieu durant les réunions du conseil. Cependant, il ne fut pas possible de trouver une solution pratique permettant d'accélérer la production de l'artillerie destinée aux secteurs fortifiés et de leur fournir les appareils indispensables.

C'est à ce moment-là que le vice-commissaire du peuple aux Armements, le maréchal G. Koulik, et le vice-commissaire du peuple chargé des secteurs fortifiés, le maréchal B. Chapochnikov, de même que A. Jdanov, membre du Conseil militaire supérieur, proposèrent qu'une partie de l'artillerie soit démontée dans certains secteurs fortifiés anciens et transférée dans les secteurs fortifiés en cours de construction afin que ces derniers puissent être équipés. Ni le commissaire du peuple à la Défense, le maréchal S. Timochenko, ni moi-même n'avons donné notre accord à cette proposition, faisant observer que les secteurs fortifiés anciens pouvaient encore se révéler utiles.

Étant donné qu'il y avait désaccord au sein du Conseil militaire supérieur, la question fut déferée à J. Staline. Ayant accepté l'opinion de G. Koulik, B. Chapochnikov et A. Jdanov, il a donné l'ordre de démonter une partie de l'armement d'artillerie des secteurs anciens d'importance secondaire et de le transférer face aux axes ouest et sud-ouest.

Les anciens secteurs fortifiés avaient été construits entre 1929 et 1935. Leurs abris actifs bétonnés étaient le plus souvent armés de mitrailleuses. En 1938-1939, l'armement d'un certain nombre de ces abris actifs avait été renforcé avec de l'artillerie. En vertu d'une décision du Conseil militaire supérieur de l'Armée Rouge du 15 novembre 1939, les effectifs des secteurs fortifiés anciens devaient être diminués de plus d'un tiers. Maintenant, on décidait de démonter l'armement de certains secteurs...

Cependant, après un deuxième rapport à J. Staline, nous reçûmes l'autorisation de laisser sur place une partie de l'armement des secteurs que l'on était en train de désarmer.

[pp. 312-313]

Les secteurs fortifiés se trouvant le long de l'ancienne frontière de l'État n'ont pas été supprimés ni désarmés, comme le disent certains mémoires et travaux historiques. Ils ont été conservés sur tous les terrains et axes importants, et leur renforcement avait été prévu. Mais, au début de la guerre, le développement des opérations n'a pas permis de réaliser entièrement les mesures prévues, ni d'utiliser de la manière voulue les anciens secteurs fortifiés.

[p. 314]

Les dernières semaines avant la guerre

C'est à partir du 25 mai 1941 que le commandement hitlérien commença à effectuer par chemin de fer les transports de troupes les plus massifs vers l'Est. Entre cette date et le milieu de juin, 47 divisions furent acheminées vers les frontières de l'Union soviétique, dont 28 blindées ou motorisées.

De notre côté se déroulaient les événements suivants: pendant les mois de mars et d'avril 1941, l'Etat-Major général travailla à une cadence accélérée à la mise au point du plan de couverture des frontières occidentales et du plan de mobilisation de guerre. Ce faisant, nous avions informé J. Staline qu'à notre avis les troupes des régions militaires de la Baltique, de la Biélorussie, de Kiev et d'Odessa ne pouvaient suffire à elles seules à repousser l'attaque des troupes allemandes. Il fallait mobiliser d'urgence plusieurs armées, en les prélevant sur les réserves prévues pour les régions militaires de l'intérieur et, à tout hasard, les faire avancer au début de mai dans les territoires proches de la Baltique, en Biélorussie et en Ukraine.

Aussi a-t-il été décidé de faire avancer deux armées interarmes à effectifs réduits en Ukraine, et deux autres en Biélorussie, et de donner à ces mouvements l'apparence de périodes d'instruction des réserves en camp. Nous étions prévenus de la nécessité de procéder avec la plus extrême prudence, en appliquant toutes les mesures de secret opérationnel.

Dans le même temps, J. Staline donnait les instructions pour que soit accélérée, par tous les moyens, la construction d'aérodromes, tant du réseau de base que du réseau de campagne. Mais pour recruter la main-d'oeuvre nécessaire il nous fallait attendre que les travaux de printemps dans les champs soient terminés.

Un jour, vers la fin d'une de nos conversations, J. Staline demanda comment se déroulait le rappel du personnel de réserve des unités du régime territorial.

Le commissaire du peuple à la Défense répondit que tout se déroulait normalement et que les rappelés se trouveraient dans les régions militaires proches des frontières vers la fin du mois d'avril. Au début de mai commencerait leur recyclage dans les unités.

Le 13 mai, l'Etat-Major général communiqua aux régions l'ordre de faire avancer vers l'ouest les troupes des régions militaires de l'intérieur. Venant de l'Oural, la 22e armée avançait vers le district de Velikiie Loukie ; la 21e armée de la région militaire de la Volga vers le district de Gomel ; la 19e armée de la région militaire du Caucase du Nord, vers le district de Belaïa Tserkov. De la région militaire de Kharkov, vers la coupure constituée par la Dvina Occidentale, avançait le 25e corps d'infanterie; quant à la 16e armée, elle avait quitté la Transbaïkalie pour rejoindre le district de Chepetovka, en Ukraine.

En tout, courant mai, 28 divisions d'infanterie et quatre commandements d'armée étaient en cours de déplacement, en partant des régions militaires de l'intérieur vers les frontières occidentales.

Vers la fin du mois de mai, l'Etat-Major général donna aux commandants des régions proches des frontières l'instruction de préparer leurs postes de commandement de guerre, et, à la mi-juin, ordre aux commandements des Fronts de s'y installer. Les postes de commandement de guerre des Fronts se trouvaient disposés comme suit:

- celui du Front Nord-Ouest, dans le district de Panevejis,
- celui du Front Ouest dans le district d'Obouz-Lesna,
- celui du Front Sud-Ouest dans le district de Ternopol,
- la région militaire d'Odessa avait son poste de commandement d'armée à Tiraspol.

Les commandements de campagne des Fronts et des armées devaient rejoindre ces districts entre le 21 et le 25 juin.

Les unités qui se trouvaient le plus près de l'adversaire éventuel étaient les 47 détachements de gardes-frontières des unités de terre et les 6 détachements de gardes-frontières de la marine, 9 commandements non rattachés de gardes-frontières, 11 régiments du N.K.V.D. (Commissariat du peuple à l'Intérieur) et aussi les divisions d'infanterie des premiers échelons des armées de couverture implantées près de la frontière, mais non encore déployées en formations de combat.

En tout, dans les régions occidentales proches des frontières et dans la marine, nous avions 2,9 millions d'hommes, plus de 1.500 avions de type récent et un assez grand nombre d'avions de construction périmée, près de 35.000 canons et mortiers (sans compter les mortiers de 50 millimètres), 1.800 chars lourds et moyens (dont deux tiers de type nouveau), et un nombre relativement important de chars légers disposant de quantités limitées de carburant et lubrifiant.

[pp. 321-323]

Je crois que le moment est venu de parler de l'erreur la plus grave qui ait été commise à l'époque, erreur qui fut à l'origine de beaucoup d'autres. Il s'agit de l'estimation erronée de la date probable de l'agression des troupes fascistes allemandes.

Le plan des opérations de 1940, qui était encore, après avoir été précisé, en vigueur en 1941, prévoyait:

- en cas de menace de guerre, mettre l'ensemble des forces armées en état de préparation totale au combat ;
- effectuer immédiatement dans le pays la mobilisation ;
- porter les effectifs des troupes au niveau du temps de guerre prévu par le plan de mobilisation ;
- concentrer et déployer toutes les forces mobilisées dans les districts proches des frontières occidentales, en accord avec les plans des régions militaires proches des frontières et le plan du commandement en chef.

La mise en vigueur des mesures prévues par le plan d'opérations et le plan de mobilisation ne pouvait être effectuée qu'en vertu d'une décision explicite du gouvernement. Cette décision ne fut prise que dans la nuit du 21 au 22 juin 1941. Au cours des mois qui précédèrent la guerre, les directives que donnaient les dirigeants du pays ne prévoyaient pas de mesures particulières qu'il eût fallu prendre dans les délais les plus brefs au cas où le pays se serait trouvé dans une période de grave menace de guerre.

Ici, naturellement, se pose la question suivante: pourquoi les dirigeants du pays, qui avaient à leur tête J. Staline, n'ont-ils pas appliqué les mesures prévues dans le plan des opérations qu'ils avaient eux-mêmes ratifié ?

Le plus souvent, on impute à J. Staline la responsabilité de ces erreurs et de ce manque de prévoyance. Sans aucun doute J. Staline a-t-il commis des erreurs. Mais on ne peut pas étudier les causes de ces erreurs sans prendre en considération les suites d'événements et de phénomènes historiques objectifs qui constituent tout un ensemble de facteurs d'ordre économique et politique.

Lorsque l'on connaît déjà les conséquences que les événements ont eues, il n'y a rien de plus facile que de se placer mentalement au début de ces événements et de porter ensuite toute sorte de jugements de valeur. Mais il n'est rien de plus difficile que de dominer tout l'ensemble des problèmes en plein affrontement des forces, de s'orienter parmi une multitude d'opinions, d'informations, de faits, à l'instant précis où l'on est en présence d'une situation historique donnée.

Après avoir comparé entre elles et analysé les conversations qu'eut, en ma présence, dans ce cercle d'hommes qui étaient ses familiers, J. Staline, je suis arrivé à la ferme conviction que toutes ses

pensées et tous ses actes n'étaient inspirés que par un seul désir: éviter la guerre, et par une seule conviction: qu'il parviendrait à l'éviter.

J. Staline comprenait bien quelles calamités pouvait infliger aux peuples de l'Union Soviétique la guerre contre un ennemi aussi puissant et expérimenté que l'Allemagne fasciste. Il faisait donc tout son possible, lui et notre parti tout entier, pour l'éviter.

De nos jours, en général, et grâce aux publications à grand tirage accessibles à tous, nous avons tous devant les yeux les faits qui auraient dû nous alerter au sujet de l'attaque qui se préparait contre l'U.R.S.S., les concentrations de troupes à nos frontières, etc. Mais, à l'époque, comme le montrent les documents qui ont été découverts après la défaite de l'Allemagne fasciste, J. Staline trouvait sur son bureau beaucoup d'informations d'un tout autre genre. En voici un exemple. Appliquant l'instruction qu'il reçut d'Hitler au cours de la conférence du 3 février 1941, le chef d'état-major du commandement suprême, le maréchal Keitel, diffusa une «directive concernant l'intoxication de l'adversaire». Afin de cacher les préparatifs de l'opération «Barbarossa» le service de renseignement et de contre-espionnage de l'Etat-Major général avait préparé et entrepris toute une série d'actions dans le but de propager des rumeurs et des informations fausses. Les mouvements de troupes vers l'Est étaient représentés comme «la manoeuvre d'intoxication la plus importante de l'histoire, destinée à détourner l'attention des derniers préparatifs pour l'invasion de l'Angleterre».

On avait imprimé en grande quantité toute une documentation concernant l'Angleterre. On avait affecté aux unités des interprètes d'anglais. On préparait l'«isolement» de certains districts sur les côtes de la Manche, du Pas-de-Calais et de la Norvège. On faisait circuler des informations au sujet d'un corps aéroporté inexistant. On avait installé, le long des côtes, des batteries de fusées factices. On propageait parmi les troupes deux variantes de fausses informations. L'une disait que les troupes allaient jouir d'une période de repos à la veille de l'invasion de l'Angleterre, l'autre qu'elles seraient autorisées à traverser le territoire soviétique pour entreprendre des opérations contre l'Inde. Pour rendre plus vraisemblable l'information concernant le débarquement en Angleterre, on avait préparé deux plans d'opérations qui reçurent les noms de code «Requin» et «Harpon». La propagande allemande ayant cessé ses attaques habituelles contre l'Union Soviétique, ne se déchaînait plus que contre l'Angleterre. Les diplomates prirent part à cette campagne d'intoxication, etc.

De telles données, de telles informations, s'ajoutant aux déficiences de l'état général de préparation à la guerre de nos Forces armées, avaient déterminé chez J. Staline cette prudence extrême qu'il montrait lorsqu'on lui suggérait d'appliquer les mesures prévues par le plan des opérations et le plan de mobilisation, et dont dépendait la préparation des actions défensives qui devaient repousser l'éventuelle agression.

J. Staline tenait aussi compte, comme cela a déjà été dit, du fait que, à cause de l'abandon du système territorial et de l'acceptation du principe d'une armée de cadres, nos unités, petites et grandes, avaient à ce moment à leur tête des cadres de commandement et des cadres politiques qui ne s'étaient pas encore familiarisés avec l'art opérationnel tactique propre aux commandements dont ils étaient investis.

Guidé par les décisions du XVIIIe Congrès du parti et les directives du Comité central qui ont suivi ces décisions et qui avaient trait à la sélection, l'instruction et l'éducation des cadres, le commandement, de concert avec les organisations du parti et les organes politiques de l'armée, sut faire, avant l'été 1941, un travail d'instruction très important. Ce travail permit d'élever le niveau théorique général des cadres et de perfectionner leur habileté pratique. Malgré cela, en 1940-1941, ce problème n'était pas encore résolu. La promotion à des postes de commandement élevés d'officiers jeunes et qui n'avaient encore jamais combattu diminuait, pour un certain temps, la capacité de combattre de l'armée. A la veille de la guerre, dès qu'il fallut prendre des mesures importantes d'organisation, on s'aperçut du manque de cadres de commandement qualifiés, de spécialistes, de personnel de l'Arme blindée, d'artilleurs, de personnel navigant et technique. C'était le résultat de

l'augmentation numérique de nos Forces armées. On estimait que tous ces défauts pourraient, pour l'essentiel, être éliminés vers la fin de 1941.

Voulant préserver la paix qui était la condition même de l'édification du socialisme en U.R.S.S., J. Staline voyait que les gouvernements de l'Angleterre et des Etats-Unis faisaient tout pour pousser Hitler vers une guerre contre l'Union Soviétique, il voyait que l'Angleterre et les autres Etats occidentaux qui se trouvaient dans une situation militaire difficile et voulaient éviter la catastrophe étaient intéressés au plus haut point par une agression allemande contre l'U.R.S.S. C'est la raison pour laquelle il se défiait à un tel point des renseignements concernant la préparation de l'Allemagne à l'attaque contre l'Union Soviétique quand ces renseignements lui venaient des gouvernements occidentaux.

[pp. 328-332]

Au printemps 1941, on vit dans les pays occidentaux une profusion d'informations à caractère provocateur concernant des préparatifs militaires importants que l'Union Soviétique aurait entrepris contre l'Allemagne. La presse allemande, tout en amplifiant ces rumeurs par tous les moyens, se plaignait de ce qu'elles détérioraient les relations soviéto-allemandes.

- Vous voyez, disait J. Staline, on veut nous effrayer en nous parlant des intentions des Allemands et on effraie les Allemands en leur parlant des intentions de l'Union Soviétique. Ainsi on nous pousse les uns contre les autres.

Quant à l'évaluation de l'importance que pouvait avoir le pacte de non-agression qui avait été conclu avec l'Allemagne en 1939, à un moment où notre pays risquait d'être attaqué sur deux fronts, par l'Allemagne et par le Japon, il n'y a aucune raison d'affirmer que J. Staline avait confiance en ce pacte. Le Comité central du parti et le gouvernement soviétique estimaient que le pacte n'éliminait pas le danger d'une agression fasciste, mais nous donnait la possibilité de gagner du temps, nous permettant ainsi de renforcer notre défense et empêchant la création d'un front antisoviétique unifié. Je n'ai pas, en tout cas, entendu J. Staline exprimer d'opinion rassurante en se fondant sur l'existence de ce pacte de non-agression.

[pp. 333-334]

En tout ce qui était essentiel et fondamental, le parti et le peuple ont su préparer la défense de la patrie. Or, c'est cet essentiel et ce fondamental qui, en fin de compte, décident du sort d'un pays en guerre, c'est ce qui détermine la victoire ou la défaite.

Si je porte ce témoignage, ce n'est point pour échapper à la part de responsabilités que j'ai eues dans les déficiences de cette période. Ce qui m'importe est différent: j'aimerais aider à décrire la situation telle qu'elle était réellement.

L'histoire avait laissé à notre disposition un laps de temps si limité qu'il n'était pas possible de remédier à tout. Nous prenions beaucoup de mesures justes, mais nous ne pouvions les mener à bien. C'était l'effet de l'erreur commise dans l'estimation du moment possible de l'agression de l'Allemagne fasciste. De cette erreur ont dépendu les omissions dans la préparation qui nous eût permis de repousser ses premiers sursauts.

Les facteurs positifs que j'ai énumérés plus haut ont exercé pendant toute la durée de la guerre, depuis le premier jour jusqu'au dernier, une action continue qui allait en s'amplifiant et en s'intensifiant. Ils ont fini par nous donner la victoire. Le facteur négatif, c'est-à-dire l'erreur dans l'estimation du moment de l'agression, agissait en s'amortissant progressivement. Mais il a commencé par produire son effet d'une manière brutale, et cet effet accroissait le résultat des avantages réels que l'ennemi avait sur nous

et ajoutait à ceux-ci d'autres avantages passagers. Ce facteur négatif a déterminé ainsi la pénible situation où nous nous trouvions au début de la guerre.

[pp. 336-337]

Le début de la guerre

«Quand les armées fascistes eurent effectivement envahi le territoire soviétique et que les opérations militaires furent en cours, Moscou ordonna qu'il ne soit pas répondu au tir allemand. Pourquoi ? Parce que Staline, en dépit de faits évidents, pensait que la guerre n'avait pas encore commencé, que ce n'était là qu'une action de provocation de la part de plusieurs contingents indisciplinés de l'armée allemande, et que notre réaction pourrait offrir aux Allemands un motif de passer à la guerre.

«Le fait qui suit est également connu. A la veille de l'invasion du territoire de l'Union Soviétique par l'armée hitlérienne, un certain citoyen allemand franchit notre frontière et indiqua que les armées allemandes avaient reçu ordre de lancer l'offensive contre l'Union Soviétique dans la nuit du 22 juin, à 3 heures. Staline en fut informé immédiatement, mais même cet avertissement fut ignoré.» N. Khrouchtchev, op. cit., p. 107

Le soir du 21 juin, le chef d'état-major de la région militaire de Kiev, le général-lieutenant M. Pourkaïev, me téléphona pour m'informer qu'un déserteur, un Feldwebel (adjudant) allemand qui s'était présenté aux gardes-frontières, affirmait que les troupes allemandes étaient en train d'occuper leurs positions de départ en vue d'une offensive qui devait commencer le 22 juin au matin.

J'ai immédiatement informé le commissaire du peuple et J. Staline de ce que m'avait dit M. Pourkaïev. J. Staline répondit:

- Venez au Kremlin avec le commissaire du peuple. Ayant pris avec nous le projet d'une directive aux forces armées, nous nous rendîmes au Kremlin, le commissaire du peuple, moi-même et le général-lieutenant N. Vatoutine. En route, nous nous mîmes d'accord pour obtenir à tout prix que soit prise la décision de mettre les troupes en état d'alerte.

Quand J. Staline nous reçut, il était seul et visiblement préoccupé.

- Et si ce sont les généraux allemands qui nous envoient ce déserteur pour provoquer un conflit? demanda-t-il.

- Non, répondit S. Timochenko, nous estimons que le déserteur dit la vérité.

Pendant la conversation, les membres du Bureau politique entrèrent dans le cabinet de J. Staline.

- Qu'allons-nous faire ? demanda J. Staline.

Il ne reçut pas de réponse.

- Il faut donner immédiatement aux Forces armées une directive de mise en état d'alerte de toutes les troupes des régions militaires proches des frontières, dit le commissaire du peuple à la Défense.

- Lisez-la, répondit J. Staline.

Je lus le projet de la directive. J. Staline observa:

- Il est prématuré de donner, dès maintenant, une telle directive; il peut se faire que cette question s'arrange encore par voie pacifique. Il faut donner une courte directive où il sera dit que l'agression peut commencer par des actes de provocation de la part des unités allemandes. Les troupes des régions militaires proches des frontières ne doivent se laisser prendre à aucune espèce de provocation pour ne pas causer de complications.

Sans perdre de temps, nous sortîmes, N. Vatoutine et moi-même, et allâmes dans une autre pièce pour y rédiger rapidement un projet de directive du commissaire du peuple.

Rentrant dans le cabinet, nous demandâmes l'autorisation de soumettre notre projet.

Ayant écouté le projet de directive et l'ayant relu lui-même, J. Staline y apporta quelques corrections et le transmit pour signature au commissaire du peuple.

Vu son importance exceptionnelle, je donne ici, in extenso, le texte de cette directive:

«Aux conseils militaires des RML, RMS Balt., RMS Ouest, RMSK, RMO.[*]

Copie: au commissaire du peuple à la Marine de guerre.

1. Une agression subite des Allemands peut avoir lieu les 22 et 23-6-41 sur les fronts des RML, RMS Balt., RMS Ouest, RMSK et RMO. L'agression peut commencer par des actes de provocation.

2. La mission de nos troupes est: ne pas se laisser entraîner par des actes de provocation qui pourraient conduire à de graves complications. En même temps, les troupes des régions militaires de Leningrad, de la Baltique, de l'Ouest, de Kiev et d'Odessa doivent se trouver en état d'alerte générale afin d'être capables de faire face à une attaque subite des Allemands ou de leurs alliés.

3. J'ordonne:

a. d'occuper secrètement pendant la nuit du 21 au 22-6-41 les emplacements de feu des secteurs fortifiés le long de la frontière de l'Etat;

b. de disperser avant l'aube du 22-6-41 sur les aérodromes de campagne toute l'aviation, y compris l'aviation de soutien, et de la camoufler avec soin;

c. de mettre toutes les unités en état d'alerte. De tenir les troupes en état de dispersion et de les camoufler;

d. d'alerter la protection anti-aérienne, mais sans effectuer de rappels complémentaires de réservistes de ces unités. De préparer toutes les mesures nécessaires à l'obscurcissement des villes et autres objectifs;

e. de ne prendre, sans ordre explicite, aucune autre mesure.

Le 21-6-41.

Timochenko,

Joukov.»

[*]. Région militaire de Leningrad; région militaire spéciale de la Baltique; région militaire spéciale de l'Ouest; région militaire spéciale de Kiev; région militaire d'Odessa. (N.d.T.)

N. Vatoutine partit immédiatement pour l'Etat-Major général, emportant cette directive pour la transmettre aux régions. La transmission aux régions fut achevée à 00 h 30 le 22 juin 1941.

Une copie de la directive avait été transmise au commissaire du peuple à la Marine de guerre.

Revenant de chez J. Staline nous éprouvions, S. Timochenko et moi-même, le sentiment d'un étrange et complexe dédoublement.

D'un côté, il semblait que parmi les mesures qui pouvaient nous permettre de faire face, aussi bien préparées que possible, à la menace croissante de guerre, toutes celles qui dépendaient de nous avaient été prises: on avait pris diverses mesures d'organisation tant dans le domaine de la mobilisation que dans celui des opérations; on avait renforcé autant que faire se pouvait les régions militaires occidentales qui devaient être les premières à entrer en lutte contre l'ennemi; enfin, aujourd'hui, venait d'être obtenue l'autorisation de donner les directives qui mettaient en état d'alerte les troupes des régions militaires frontalières.

Mais, d'un autre côté, les troupes allemandes pouvaient attaquer demain matin, et beaucoup de mesures très importantes restaient inachevées, ce qui pouvait rendre difficile la lutte contre un ennemi expérimenté et puissant. Même la directive que l'Etat-Major général était en train de transmettre aux régions pouvait leur parvenir trop tard.

Le soleil s'était couché depuis longtemps. La journée du 21 juin s'achevait. S. Timochenko et moi-même arrivâmes devant l'entrée du Commissariat du peuple sans échanger un seul mot, mais je sentais que le commissaire du peuple s'était abandonné aux mêmes réflexions pleines d'inquiétude. En descendant de voiture nous nous mîmes d'accord pour nous rencontrer dans son bureau dix minutes plus tard.

[pp. 344-347]

Dans la nuit du 22 juin 1941, il fut prescrit à tout le personnel de l'Etat-Major général et du Commissariat du peuple à la Défense de demeurer à son poste. Il fallait, aussi rapidement que possible, transmettre aux régions la directive concernant la mise en état d'alerte des troupes frontalières. A ce moment chez moi et chez le commissaire du peuple à la Défense des contacts permanents avaient lieu avec les commandants et les chefs d'état-major des régions qui nous rendaient compte du bruit qui, de l'autre côté de la frontière, allait en s'amplifiant. Ces renseignements, ils les recevaient des gardes-frontières et des unités de couverture avancée.

C'est ainsi qu'à minuit, le 21 juin, le commandant de la région de Kiev, M. Kirponos, qui se trouvait à son poste de commandement à Temopol, rendit compte par haute fréquence que, en plus du déserteur, que le général M. Pourkaïev avait signalé, s'était encore présenté à nos unités un soldat allemand du 222e régiment d'infanterie de la 74e division d'infanterie. Il avait franchi une petite rivière à la nage, s'était présenté aux gardes-frontières et avait déclaré qu'à 4 heures les troupes allemandes passeraient à l'attaque. Il fut prescrit à M. Kirponos d'accélérer la diffusion dans les unités de la directive relative à leur mise en état d'alerte.

Tout disait que les troupes allemandes s'étaient rapprochées de la frontière. Nous en rendîmes compte à 00 h 30 à J. Staline qui demanda si la directive avait été transmise aux régions. Je répondis par l'affirmative.

Depuis la mort de J. Staline, on fait circuler certaines versions des faits d'après lesquelles, dans la nuit du 22 juin, les commandants des troupes et leurs états-majors auraient dormi tranquillement ou se seraient divertis avec insouciance. Cela ne correspond pas à la réalité. La dernière nuit de paix fut tout autre. Comme je l'ai déjà dit, au retour du Kremlin, le commissaire du peuple à la Défense et moi-même nous nous entretenions souvent par haute fréquence avec les commandants de région F.

Kouznetsov, D. Pavlov, M. Kirponos et leurs chefs d'état-major, qui se trouvaient à leurs postes de commandement des Fronts.

Le matin du 22 juin, le commissaire du peuple S. Timochenko, N. Vatoutine et moi-même, nous nous trouvions dans le cabinet du commissaire à la Défense.

A 3 h 17 le commandant de la flotte de la mer Noire, l'amiral F. Oktiabrsky, m'appela par haute fréquence et me déclara: «Le système d'alerte et de surveillance de la flotte rend compte qu'un grand nombre d'avions inconnus s'approche en venant de la mer: la flotte est complètement prête au combat. Je demande des instructions.»

Je demandai à l'amiral:

- Qu'allez-vous faire ?
- Une seule chose: accueillir les avions par le feu de la défense anti-aérienne de la flotte.

Après avoir échangé quelques mots avec S. Timochenko, je répondis à F. Oktiabrsky:

- Agissez et rendez compte à votre commissaire du peuple.

A 3 h 30, le chef d'état-major de la région Ouest, le général V. Klimovskikh rendit compte de l'attaque des villes de la Biélorussie par l'aviation allemande. Environ trois minutes après, le chef d'état-major de la région de Kiev, le général M. Pourkaïev, signalait l'attaque par l'aviation des villes d'Ukraine. A 3 h40, le commandant de la région de la Baltique, le général F. Kouznetsov, m'appela au téléphone et m'informa de l'attaque de Kaunas et d'autres villes par l'aviation ennemie.

Le commissaire du peuple m'ordonna d'appeler au téléphone J. Staline. J'appelle. Au téléphone personne ne répond. J'appelle sans discontinuer. Finalement, j'entends la voix ensommeillée du général de permanence de la Direction de la Sécurité. Je lui demande de dire à J. Staline de venir au téléphone.

Environ trois minutes après J. Staline prit l'appareil. Je rendis compte de la situation et demandai l'autorisation de commencer les opérations de riposte. J. Staline ne répondit rien. Je n'entendais que sa respiration.

- Vous m'avez compris ? Toujours le même silence. Finalement, J. Staline demanda:
- Où est le commissaire du peuple?
- Il est en communication par haute fréquence avec la région de Kiev.
- Venez au Kremlin avec Timochenko. Dites à Poskrebychev de convoquer tous les membres du Bureau politique.

A 4 heures, de nouveau, j'avais un entretien avec F. Oktiabrsky. Il rendit compte d'un ton calme:

- L'attaque aérienne est repoussée. La tentative d'attaque des navires est brisée, mais dans la ville il y a des destructions.

Je voudrais faire remarquer que la flotte de la mer Noire avec l'amiral F. Oktiabrsky à sa tête fut, parmi nos unités, une des premières à recevoir de façon organisée l'attaque ennemie.

A 4 h 10, les régions de l'Ouest et de la Baltique rendirent compte que les troupes allemandes avaient commencé leurs opérations terrestres.

A 4 h 30 du matin, tous les membres convoqués du

Bureau politique étaient réunis. On nous invita, le commissaire du peuple et moi-même, à entrer dans le cabinet.

J. Staline, pâle, était assis à une table, tenant en main une pipe bourrée de tabac. Il dit:

- Il faut téléphoner d'urgence à l'ambassade d'Allemagne.

A l'ambassade, on répondit que l'ambassadeur, le comte von Schulenburg, demandait à être reçu pour une communication urgente.

Molotov fut chargé de le recevoir.

Pendant ce temps, le premier suppléant du chef de l'Etat-Major général, le général N. Vatoutine, avait fait savoir que les unités terrestres allemandes, après un violent tir d'artillerie étaient passées à l'offensive, dans plusieurs régions des directions nord-ouest et ouest.

Quelque temps après, V. Molotov entra rapidement dans le cabinet:

- Le gouvernement allemand nous a déclaré la guerre. J. Staline se laissa aller sur son siège et se mit à réfléchir. Un long et pénible silence suivit.

Je me risquai à interrompre ce silence qui se prolongeait et proposai d'attaquer immédiatement, avec toutes les forces présentes dans les régions frontières, les unités ennemies qui avaient percé et de les arrêter.

- Il ne s'agit pas d'arrêter, mais d'anéantir, précisa S. Timochenko.

- Donnez une directive, dit J. Staline.

A 7 h 15, le 22 juin, la directive n° 2 du commissaire du peuple à la Défense était transmise aux régions. Mais, le rapport réel des forces et la situation qui s'était créée étaient tels que cette directive ne correspondait plus à la réalité et ne fut pas appliquée.

Un peu plus tard, nous apprîmes qu'avant l'aube du 22 juin, dans toutes les régions frontières de l'Ouest, les liaisons téléphoniques avec les troupes avaient été coupées et que les Etats-majors de régions et d'armées n'avaient pu transmettre rapidement leurs ordres. Les espions et les groupes de sabotage introduits sur notre territoire par les Allemands détruisaient les lignes téléphoniques, tuaient le personnel des transmissions et attaquaient les chefs touchés par l'ordre d'alerte. Comme je l'ai déjà dit, une partie importante des troupes des régions frontières n'était pas équipée de moyens radio.

Dans les Etats-majors des régions commençaient à parvenir de différentes sources des renseignements contradictoires, présentant fréquemment un caractère de provocation.

L'Etat-Major général, à son tour, ne pouvait obtenir des Etats-majors des régions et des troupes des renseignements valables, et, naturellement, cela mettait, pour quelque temps, le haut commandement et l'Etat-Major général dans une situation difficile.

A 8 heures du matin, le 22 juin, l'Etat-Major général établit que:

- l'aviation de bombardement ennemie avait soumis à de puissantes attaques de nombreux aérodromes des régions militaires de Biélorussie, de Kiev et de la Baltique, sur lesquels notre aviation, qui n'avait pas réussi à prendre l'air et à se disperser sur les aérodromes de campagne, avait particulièrement souffert;
- de nombreuses villes et des noeuds ferroviaires de la Baltique, de Biélorussie et d'Ukraine, les bases de la marine de guerre à Sébastopol et de la Baltique avaient été soumis au bombardement ;
- des combats acharnés s'étaient engagés avec les troupes terrestres allemandes tout le long de notre frontière occidentale. Dans de nombreux secteurs, les Allemands étaient déjà aux prises avec les unités d'avant-garde de l'Armée Rouge;
- des unités d'infanterie, qui entraient dans le premier échelon de couverture, alertées, étaient immédiatement jetées dans la bataille sans avoir eu le temps d'occuper les positions préparées;
- en attendant, sur le territoire de la région militaire de Leningrad, tout était calme, l'ennemi ne s'était manifesté d'aucune manière.

S. Timochenko appela J. Staline au téléphone et lui demanda l'autorisation de venir au Kremlin pour présenter le projet d'arrêté du Praesidium du Soviet suprême relatif à l'exécution de la mobilisation dans le pays et à la formation de la Stavka du haut commandement, et plusieurs autres mesures. A 9 heures, le commissaire du peuple et moi-même arrivâmes au Kremlin. Une demi-heure après J. Staline nous recevait. S'étant informé de la situation, il dit:

- A 12 heures, Molotov parlera à la radio.

Ayant lu le projet de décret relatif à la mobilisation et après avoir en partie réduit ses dimensions fixées par l'Etat-Major général, J. Staline transmit le décret à A. Poskrebychev pour le faire approuver par le Praesidium du Soviet suprême. Par décret en date du 23 juin étaient mobilisés les réservistes nés entre 1905 et 1918 sur le territoire de 14 régions militaires, c'est-à-dire de presque toutes, à l'exception de celles de l'Asie centrale, de la Transbaïkalie et de l'Extrême-Orient; l'état de guerre était proclamé dans la partie européenne du pays. Là, toutes les fonctions des organes de l'autorité d'Etat du point de vue de la défense, du maintien de l'ordre public et de la sécurité d'Etat passaient aux autorités militaires. Le droitleur était conféré de réquisitionner les travailleurs et les moyens de transport pour les travaux de défense et la protection des objectifs militaires et économiques importants.

[pp. 348-353]

Vers 13 heures, le 22 juin, J. Staline m'appela au téléphone et me dit:

- Nos commandants de Fronts n'ont pas une expérience suffisante dans la conduite des opérations militaires, et, manifestement, plusieurs sont déroutés. Le Bureau politique a décidé de vous envoyer sur le Front Sud-Ouest en qualité de représentant de la Stavka du haut commandement. Sur le Front Ouest, nous enverrons le maréchal Chapochnikov et le maréchal Koulik. J'ai convoqué Chapochnikov et Koulik et leur ai donné des instructions. Il vous faut rapidement prendre l'avion pour Kiev et, de là, avec Khrouchtchev vous rendre à Ternopol à l'Etat-major du Front.

Je demandai:

- Mais qui donc assurera la direction de l'Etat-Major général dans une situation aussi complexe ?

J. Staline répondit:

- Remettez-vous-en à Vatoutine. Puis, un peu agacé, il ajouta:
- Ne perdez pas de temps, ici nous nous en tirerons bien, d'une manière ou d'une autre.

[p. 354]

Le développement économique soviétique depuis 1917

Livre de Maurice Dobb économiste, commenté par Michel Collon

L'affaire est entendue, non? Toute l'histoire de l'URSS entre 1924 et 1953 serait celle d'un système totalitaire obéissant aux décisions centrales d'un tyran. Celui-ci ayant, tout le monde le dit, des millions d'hommes sur la conscience, que pourrait-il y avoir de positif dans sa politique ?

Ce blocage empêche toute analyse sérieuse d'une période décisive pour le bilan du mouvement communiste. Un marxiste ne peut se contenter des on-dit sur Staline, il a le devoir de vérifier autant que possible dans les faits. L'histoire n'est pas le fruit de l'action des individus, mais des luttes entre les classes. Ce sont donc celles-ci qu'il faut reconstituer afin de juger du positif et du négatif dans chaque ligne politique.

Pour comprendre les avatars actuels du socialisme, puisque Gorbatchev et ses partisans rejettent Staline, ne faudra-t-il pas commencer par essayer de comprendre ce qui s'est passé durant cette période 'stalinienne' ? Toutes les questions devront être posées sans préjugés, mais sur base de faits et de témoignages fiables. Sans vouloir tout justifier, mais aussi sans admettre ce qui n'est pas prouvé. Car Timisoara nous a montré à quel point «tout le monde le dit» n'est pas un critère scientifique, surtout quand il s'agit du communisme.

Ne faut-il pas commencer ce bilan par l'économie, base de la société? Pourquoi le parti communiste soviétique a-t-il mené successivement des politiques économiques très différentes ? Comment a-t-il réussi à édifier une industrie et une agriculture suffisamment solides pour former la base de la résistance à Hitler? Sur quelles forces sociales s'appuyer et comment les mobiliser? Pour assurer le développement, quels rapports instaurer entre les différents secteurs (industrie lourde, industrie légère, agriculture)? Quels rapports aussi entre planification et marché? Quelle leçon peut-on en tirer pour la stratégie de développement d'un pays arriéré après une révolution socialiste ou une révolution de libération nationale? Quelles méthodes en découlent pour la lutte politique et culturelle? Autant de questions auxquelles le mouvement communiste est plus que jamais confronté.

Aussi, le livre du marxiste anglais Maurice Dobb, «*Soviet Economic Development since 1917*», paru en 1948 et complété jusqu'en 1966, nous a paru un bon point de départ. Dans une matière si controversée, nous avons préféré nous en tenir à un strict compte rendu, clairement séparé de nos remarques personnelles.

1. Développement économique de la Russie au début du siècle

Semi-développée, l'économie russe est encore entravée par son caractère très féodal. Industrie embryonnaire et agriculture à basse productivité. Mais le capitalisme est dans le fruit et va se développer...

Dobb commence par dresser le portrait de l'économie russe de l'époque: un niveau intermédiaire entre les pays sous-développés d'Asie et les régions industrielles avancées de l'Europe occidentale et centrale. Certes, plusieurs régions russes ont connu un développement important et une concentration capitaliste marquée (hauts fourneaux, rails, pétrole). Mais le développement des chemins de fer, par exemple, est le plus faible d'Europe. La première donnée fondamentale pour comprendre la Russie, c'est qu'il s'agit d'un pays de paysans: 85%. D'où l'importance de la lutte de classe à la campagne et des formes d'organisation sociale qui y dominent.

Les usines occupent entre deux et trois millions de travailleurs (ajoutons-y un million de cheminots et sept cent cinquante mille mineurs). Mais bien des salariés sont semi-prolétaires: à Pétersbourg, un cinquième d'entre eux retourne au village en été. Et le capitalisme prend souvent la forme primitive du travail concédé à domicile par des capitalistes marchands. Les usines sont souvent importées.

La Russie est également grosse exportatrice agricole: elle assure la moitié des importations de l'Europe occidentale. Mais cette exportation repose surtout sur les propriétaires fonciers et les paysans riches (koulaks), contrastant avec l'extrême pauvreté imposée aux paysans moyens et pauvres qui doivent vendre leurs grains à bon marché pour obtenir des liquidités et rembourser les dettes contractées pour acheter les semences.

Par contre, l'industrie importe des capitaux: avant 1914, la moitié des investissements dans le bassin du Donetz sont étrangers. 32% des capitaux étrangers sont français, 22% anglais.

En définitive, le pays des tsars occupe une position semi-coloniale à l'égard de l'Occident, mais impérialiste vis-à-vis des voisins asiatiques de l'est et du sud-est: Perse, Mongolie, Mandchourie. La productivité de l'agriculture est basse (au niveau de l'Inde), mais la population dense. Pourtant, certaines régions offrent les plus belles potentialités d'Europe. Seulement, les techniques restent primitives: système de rotation triennale (un tiers des champs restant en friche), redistribution périodique des terres entre villageois, propriétés très morcelées. De plus, quasi tous les paysans manquent cruellement de capital. On sème et on moissonne le plus souvent à la main.

Seuls les koulaks (paysans riches) atteignent une meilleure productivité et ce sont d'ailleurs eux qui alimentent l'essentiel du marché. Les propriétés plus grandes pratiquent une spécialisation des céréales. Les 10% les plus riches des paysans possèdent 35% des terres; ils exercent aussi une influence prépondérante lors de la redistribution des terres du village (*mir*). Tout ceci permet aux koulaks d'employer des paysans pauvres (sans terre) dans une sorte de contrat de métayage: ils cultivent la terre du koulak et lui remettent une partie de la récolte. Autre source de profit du koulak: il achète les grains au moment où leur prix est bas et les revend quand il a monté.

Les paysans pauvres doivent donc, de plus en plus, chercher des revenus supplémentaires. Même les paysans ' moyens ' (un ou deux chevaux, 12 à 20 hectares de terres) n'ont souvent pas assez pour nourrir leur famille. De nombreux travailleurs sont migrants: il se forme un important semi-prolétariat rural dont les terres ne suffisent pas à assurer la subsistance.

Cette misère paysanne a-t-elle été soulagée par l'Acte d'Emancipation tsariste de 1861? Au contraire, juge Dobb. Le serf est devenu en principe propriétaire de sa terre, mais l'amélioration est très relative. Suivant des modalités variables selon les régions, l'émancipation doit être 'rachetée' par le paysan libéré: une charge souvent plus lourde que la précédente: les rachats dépassent de 20% la valeur des terres. Dans le nord, les paysans acquittent leurs obligations en monnaie; dans le sud en corvées de travail. Mais, dans les deux cas, la paysannerie doit en général louer davantage de terres et chercher des revenus complémentaires. En fait, l'abolition du servage a abouti à une situation bloquée: les seigneurs ont reçu de l'argent pour mécaniser et développer l'agriculture, mais ils vendent aux koulaks et se contentent de consommer; les koulaks, eux, bénéficient du processus de polarisation, se développent sur les terres rachetées aux seigneurs, mais se voient limités par le pouvoir du *mir* de redistribuer périodiquement les terres non attribuées définitivement

Face à cette situation, quelle sera, après 1905, la stratégie de Stolypine, ministre du tsar ? Accélérer la désintégration de la structure féodale de la campagne, en liquidant la 'commune villageoise' qui attachait le paysan à sa terre. Renoncer aux avantages de ce système (stabilité et autorité rurale conservatrice) et aider au développement d'une classe de fermiers capitalistes. Le paysan pourra quitter son village, vendre et acquérir sans l'autorisation de celui-ci, et transmettre sa terre héréditairement. Un bouleversement.

Quant à l'industrie russe naissante, elle est basée sur le travail des serfs assignés au travail industriel. Seulement, les deux tiers de ceux-ci sont rattachés à l'Etat, un tiers seulement au privé. Les entrepreneurs qui n'ont pas l'autorisation de les utiliser sont donc fort handicapés. Dans la région de Moscou toutefois, il est plus facile d'en obtenir et une bourgeoisie commence à se développer, surtout dans le textile. Cette production en manufacture va vite détrôner la production villageoise.

La sidérurgie se développe aussi dans le sud, entre le Donetz et le Dnieper. Mais sauf une très petite couche, salaires et conditions de vie sont misérables, comme en témoignent *Les bas-fonds* de Maxime Gorki. 60% des ouvriers du textile vivent à plus d'une famille par chambre. Selon un ingénieur, leurs logements "ne peuvent être comparés, sans exagération, qu'aux endroits où l'on garde le bétail". Et pourtant, ces salaires sont relativement élevés comparés au niveau moyen du pays.

Toute tentative d'améliorer ces conditions se heurte à une répression policière immédiate. Tout syndicalisme est interdit. Cela n'empêchera pas ce prolétarien urbain d'être le noyau du mouvement révolutionnaire.

2. Prélude à 1917

La guerre achève de désorganiser le régime tsariste. Mais quelle classe va diriger la nouvelle société ? La bourgeoisie ou le prolétariat allié à la bourgeoisie?

Le mouvement utopiste des jeunes intellectuels 'narodniki' estimait que le 'mir', communauté villageoise traditionnelle, offrait les bases d'un 'communisme' agraire qui permettrait d'éviter le passage par le capitalisme. Dans *Ce que sont les 'amis du peuple'* et dans *Le développement du capitalisme en Russie*, Lénine démontra, au contraire, que le capitalisme n'était pas une création artificielle importée de l'étranger, qu'il avait déjà de fortes racines en Russie et que le mir était trop faible pour l'arrêter. Que la solution n'était pas d'entraver son développement en retournant au passé, mais d'organiser et renforcer la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. En même temps, le prolétariat devait se porter à la tête des luttes pour la démocratie et contre le régime réactionnaire qu'était le tsarisme.

Dès la révolution manquée de 1905, les deux conceptions s'opposèrent. Lénine proposait l'alliance prolétariat-paysannerie, à l'inverse des marxistes dits 'légaux' et des mencheviks qui prônaient l'alliance avec la bourgeoisie et laissaient à celle-ci la direction de la révolution. Non, c'est au prolétariat de diriger le mouvement révolutionnaire, affirma toujours Lénine.

Ses adversaires l'accusaient d'utopisme: vouloir 'sauter' l'étape capitaliste alors que la Russie était peu développée industriellement. Mais, par exemple dans les *Thèses d'Avril* (1917), Lénine expliqua qu'il ne s'agissait pas d'introduire immédiatement le socialisme, mais bien de placer la production et la distribution sociale sous le contrôle des soviets. "La question vitale est, non la confiscation de la propriété capitaliste, mais le contrôle ouvrier universel, global, sur les capitalistes".

La guerre mondiale amena l'économie russe à un point de désorganisation maximum: l'armée ne recevait que 12% des mitrailleuses dont elle avait besoin. Les exportations de céréales furent réduites à quasi rien, mais cela n'empêcha pas la pénurie de nourriture, entraînant les classes laborieuses des villes à des situations désespérées. Après l'abdication du tsar, le 12 mars 1917, le nouveau gouvernement provisoire tenta bien de déclarer monopole d'Etat le commerce des céréales, mais le commerce privé continua, les prix augmentèrent énormément (pain 300%, viande 700%, objets manufacturés davantage encore). En été, l'anarchie s'installa de plus en plus, le gouvernement contrôlait de moins en moins la situation: désorganisation administrative, crise financière, recul de la production industrielle, extension des grèves et montée des séparatismes. Dans ces circonstances, l'action directe se développa: appropriation illégale des terres à la campagne, contrôle ouvrier dans l'industrie: arrestations d'ingénieurs et de chefs, menaces d'expulser direction et capitalistes s'ils n'acceptaient pas la journée des 8 heures, contrôle de la comptabilité et des livraisons, opposition aux plans de fermeture.

En octobre, le parti bolchevik conclut une alliance avec la gauche du parti socialiste-révolutionnaire très influent à la campagne. Grâce à quoi, celle-ci soutient massivement les Soviets jusque là essentiellement implantés chez les ouvriers et les soldats. Ceci réalise la théorie léniniste de l'alliance ouvriers-paysans.

Dès le premier jour de la révolution d'Octobre, Lénine signe le décret de la réforme agraire, abolissant sans compensation la propriété des capitalistes agraires et accordant 'la terre à celui qui la travaille'. Les bolcheviks entendaient réserver une grande partie des terres aux fermes d'Etat, mais, signale Dobb, la pression des paysans réduira beaucoup cette proportion. La propriété individuelle paysanne passe de 70 à 96% des terres. La production est presque entièrement sous le contrôle des petits producteurs.

3. Les huit premiers mois du socialisme

Que le prolétariat ait pris le pouvoir n'entraîne pas immédiatement la nationalisation des entreprises. Lénine prône pour cette période de transition un 'capitalisme dirigé', contrôlé en fait d'en haut et d'en bas. Le socialisme n'étant pas encore à l'ordre du jour, Lénine veut utiliser les facteurs capitalistes qui peuvent jouer un rôle positif dans la Russie arriérée et désorganisée.

Mars 1917 avait porté au pouvoir la classe capitaliste, à la ville et à la campagne. Octobre transféra le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie. Dobb insiste sur une conception méconnue de Lénine, à savoir que cette évolution était indépendante des tâches économiques et sociales à l'ordre du jour. Transférer le pouvoir aux Soviets visait, d'une part, à empêcher un Thermidor' russe: un retour en arrière comme dans tant de révolutions bourgeoises qui n'avaient pas complètement détruit les bases économiques de la noblesse; d'autre part, à jeter les fondements d'une future transition du capitalisme au socialisme. Mais celle-ci n'était pas à l'ordre du jour immédiat. La prise de contrôle de certaines positions économiques visait à consolider le pouvoir politique. Le contrôle sur l'industrie (par en haut et par en bas) n'était nullement une nationalisation, mais un capitalisme dirigé, un peu comme le pratiquaient d'autres gouvernements en guerre.

Les décrets révolutionnaires prévoyaient explicitement que la transition au socialisme requérait l'accord explicite de la majorité des travailleurs et paysans, ils donnaient aux comités ouvriers le droit de contrôler la gestion, d'accéder à toute correspondance et comptabilité, mais ils interdisaient d'interférer dans cette gestion et ne permettaient de prendre possession de l'entreprise que dans des cas spéciaux et en accord avec l'autorité supérieure. Les banques ne furent nationalisées qu'en riposte à une grève instiguée par les banquiers. Seules furent nationalisées quelques entreprises d'importance stratégique (armements, électricité) ou faisant preuve de sabotage (Wagons-Lits).

Des négociations furent aussi menées avec des groupes capitalistes, russes ou étrangers, pour créer des sociétés mixtes. Elles échouèrent parce que les capitalistes faisaient des propositions insuffisantes, mais également parce que Lénine jugeait que l'industrie lourde avait besoin d'ingénieurs plus que d'actionnaires.

Dans l'industrie légère, furent mis en place des organes de contrôle mixtes. Par exemple, Centro-Textil comprenait 30 syndicalistes, 15 propriétaires et 20 représentants d'organismes gouvernementaux. Un contrôle sur l'industrie plus décentralisé que celui l'industrie lourde. Mais bientôt les deux formes vont se rapprocher... Quels sont les pouvoirs des organismes de contrôle? Donner des instructions aux propriétaires, distribuer les stocks de matériaux, fixer les prix, fusionner les entreprises et finalement nationaliser les firmes qui feraient de l'obstruction.

Durant l'été 1918, leurs pouvoirs économiques vont augmenter: développer, limiter ou fermer des entreprises, contrôler la qualité, planifier la distribution, organiser de nouvelles entreprises, etc... Mais la situation varie d'un secteur à l'autre.

Ce capitalisme d'Etat de transition correspondait à une situation instable **(1)**. Ce compromis sera vite dépassé. Bien des comités prennent davantage de pouvoirs que ceux accordés par le décret: durant cette période, la plupart des actions sont spontanées et non coordonnées. Cette force spontanée est tumultueuse. Dans certains secteurs, la dualité de direction se maintient. Certains patrons se plaisent au jeu de la concertation, d'autres gardent le pouvoir de fait; d'autres encore ferment en attendant des

temps meilleurs; mais, en réalité, la plupart pensent que le régime ne tiendra que quelques mois. Les associations patronales avaient dès le départ organisé la résistance au décret sur le contrôle ouvrier. A ces blocages, les comités ouvriers répliquent par l'envahissement des bureaux et l'expulsion du patron ou du directeur.

A cette époque, une tendance syndicaliste se développe: les usines devraient être gérées directement par les travailleurs eux-mêmes et dans leur intérêt. Ceci entraîne un déclin de la discipline et de la production, ainsi que des sentiments corporatistes. Aussi, le Comité gouvernemental pour la métallurgie (le Vesenkha) juge nécessaire un projet de nationalisation générale. Mais il manque d'instruments statistiques ou administratifs, de cadres et de liens avec les villes.

Le gouvernement fait ce qu'il peut empêcher les nationalisations illégales. Mais les désobéissances continuent. Avant juillet 1918, 100 entreprises seront nationalisées par décision centrale, mais 400 par initiative locale. Même les directions désignées par le gouvernement rencontrent des oppositions. Aux chemins de fer, un comité réclame "l'autonomie des comités de travailleurs" et s'oppose vivement à la proposition d'un bolchevik d'"américaniser" le rail.

Mais le gouvernement insiste: ces méthodes de gestion permettront d'augmenter la production ce qui améliorera le niveau de vie et renforcera le socialisme. Le principe général de la direction individuelle des usines par des directeurs est adopté en principe, mais on ne parviendra à le généraliser qu'en 1920. Le paiement aux pièces et certaines méthodes tayloristes sont introduites ici et là, puis généralisées.

Ainsi, le bolchevisme avait gagné la première bataille contre la tendance syndicaliste. Mais au sein même du parti, une opposition de gauche forme une fraction, collabore avec la gauche des socialistes-révolutionnaires et veut arrêter Lénine. Elle réclame davantage de nationalisations et dénonce les négociations avec des capitalistes et les traitements de faveur que Lénine veut réserver aux 'spécialistes'.

Contre ces tendances, Lénine montre alors que le capitalisme d'Etat est un gigantesque pas en avant et que la période de transition combinera inévitablement des éléments de capitalisme et de socialisme. Le prolétariat occupant le pouvoir d'Etat, il ne faut pas craindre mais utiliser les capitalistes intelligents et expérimentés prêts à s'y intégrer. Aux ouvriers impatientes venus le visiter, Lénine répond: êtes-vous capables de diriger la production, savez-vous ce qu'il faut produire, connaissez-vous les liens avec le marché international?

Autre facteur poussant au compromis: la guerre civile fait rage, soutenue par les interventions armées des puissances étrangères. Quand il y a sabotage capitaliste, le gouvernement est obligé de nationaliser. Mais en juin 1918, on passera à la nationalisation de toutes les entreprises au capital dépassant, un million de roubles. Fin 1918, mille entreprises étaient nationalisées. Fin 1919, entre trois et quatre mille. Une accélération due au 'communisme de guerre'.

4. Le "Communisme de guerre"

Guerre civile, famine, désorganisation imposent des mesures d'urgence: le communisme de guerre, à savoir réquisitions forcées chez les paysans et distribution centralisée de tous les produits. Ce système sauve l'essentiel mais provoque une forte résistance paysanne et une centralisation bureaucratique excessive. Contrairement à certaines vues, dès que possible, il cédera la place à la NEP.

L'avance des armées ennemies accentue la désorganisation économique: le régime soviétique perd le contrôle des régions les plus importantes économiquement; ses ressources en céréales baissent de moitié, de trois quarts en acier; il perd tout son charbon, le pétrole n'arrive plus. L'armée risque de s'effondrer et dans les villes, c'est la famine.

L'inflation aggrave le problème en diminuant le pouvoir d'achat. Si le gouvernement fait tourner la planche à billets, les victimes, comme dans tout phénomène d'inflation, seront les détenteurs de liquidités et les salariés. Pour éviter ceci, on développe le salaire en nature. Mais alors, les effets de l'inflation se reportent surtout sur les prix des biens manufacturés et sur les paysans.

Finalement, l'inflation ne permet plus au gouvernement d'acheter sur le marché ce dont il a besoin. D'où l'instauration de réquisitions forcées du surplus des paysans, y compris au moyen de détachements armés de travailleurs des villes. Cette rupture de l'alliance avec la paysannerie constitue le talon d'Achille du communisme de guerre.

Le régime soviétique cherche alors un appui aux réquisitions du côté des paysans pauvres. Or, ceci aggrave les contradictions, non seulement avec les koulaks, mais surtout avec la paysannerie moyenne (majoritaire). Elle devient souvent un appui aux armées contre-révolutionnaires, voire une base de recrutement de mouvements insurrectionnels (Makhno).

Lénine aperçoit vite le danger pour l'alliance avec la paysannerie. Les comités de paysans pauvres sont dissous et la politique est réorientée en vue d'une alliance à long terme avec les paysans moyens.

L'essence du communisme de guerre, c'est la réquisition à la campagne et la distribution centrale des matières, à la campagne comme dans l'industrie. Mais la nationalisation s'étendit progressivement jusqu'aux plus petits ateliers (5 à 10 personnes). Les monopoles d'Etat eurent donc à distribuer quasi tous les produits, tout commerce privé devenant interdit. A la campagne, il n'était autorisé que pour des produits très secondaires; du coup, la production de ceux-ci se développait et les productions essentielles étaient négligées.

Des coopératives furent chargées d'organiser la distribution en gros. Elles furent de plus en plus subordonnées à l'administration centrale. Dans l'industrie, les comités de supervision des secteurs (Glavki) devinrent peu à peu organismes de contrôle administratif étroit de chaque entreprise et s'intégrèrent au Vesenkha, devenu un gigantesque département de l'Industrie. Les entreprises perdaient toute indépendance économique et s'intégraient dans le budget de l'Etat.

Le Narcomprod (Commissariat à l'approvisionnement) concentra les fournitures de biens agricoles, les répartissant aux Glavki qui lui livraient les produits de leurs diverses industries afin de les distribuer à la population des villes et des campagnes.

Le Vesenkha contrôlait directement les entreprises d'importance nationale, tandis que celles d'importance moyenne ou locale étaient décentralisées. Mais les comités de contrôle étaient débordés, manquaient des informations élémentaires sur les entreprises à contrôler, ne pouvaient empêcher les ventes clandestines au marché noir. Le Narcomprod n'utilisait même pas la moitié des transports par chemin de fer qui lui étaient attribués. Par contre, cette administration gonflait énormément (un adulte sur quatre à Petrograd) sans être très compétente et en ayant une sympathie très limitée pour le régime soviétique (la majorité étaient des experts de l'ancien régime). Les nouveaux organisateurs issus du prolétariat ne manquaient pas de qualités, mais d'expérience.

Pour en sortir, on désigna des entreprises prioritaires quant à la distribution des ressources nécessaires. Inévitable pour assurer les besoins essentiels dans une période de guerre civile, cette mesure avait cependant pour effet de désorganiser les entreprises non prioritaires. Les principes essentiels de la planification économique étaient également négligés. L'Etat produisait le plus possible de biens, mais sans tenir compte des coûts de production ou des ressources limitées. La diversité des sources d'approvisionnement pouvait aussi mener, par exemple, une entreprise à recevoir suffisamment de matières premières, mais pas assez de carburant ou bien pas assez de nourritures pour retenir son personnel.

Le marché étant aboli en tant que lien entre industrie et agriculture, la résistance paysanne grandit. L'ingéniosité paysanne trouve mille manières d'échapper aux réquisitions, ce qui renforce la répression en un cercle vicieux. En théorie, la redistribution assure aux paysans une quantité équivalente de produits manufacturés, mais en réalité les termes de l'échange ville-campagne se sont gravement détériorés: de 1 contre 3 à 1 contre 0,85. Certes, les villes ne reçoivent de l'Etat qu'un tiers de ce qu'elles recevaient auparavant, mais les campagnes entre 12 et 15% seulement.

La paysannerie grogne (les marins révoltés de Cronstadt étaient surtout des paysans), mais dans les villes également une certaine agitation se développe contre l'appareil d'Etat et le parti, voire les syndicats, jugés trop détachés des travailleurs. On critique ces bureaucrates centraux, inondant les usines d'ordres, mais incapables de les approvisionner en matières premières, interdisant aux travailleurs d'acheter au marché noir, mais les laissant affamés. Le rôle quasi militaire des syndicats pendant les conditions de guerre était assez inévitable. Pourtant, Trotsky, face aux pénuries, envisage une véritable militarisation du travail. Mais le gouvernement soviétique est attentif au mécontentement et Lénine presse d'en finir avec les réquisitions. Il trace les principes d'une Nouvelle Politique Economique, la NEP.

Dobb signale qu'en Occident, on présente le communisme de guerre comme une tentative de réaliser le communisme idéal à marche forcée. Et que certains gauchistes soviétiques vont d'ailleurs dans le même sens. Le paiement en nature, la gratuité de la poste du téléphone, du chemin de fer, voire des loyers et des rations alimentaires, sont vus comme des pas immédiats vers le communisme. Dans le sens de la 'révolution permanente' de Trotsky, Préobrajenski, Larine et, plus prudemment, Boukharine, plaident pour l'abolition de la monnaie. Ces conceptions gauchistes, sous-estimant l'importance de la paysannerie et développant une conception purement formelle du socialisme, expliquent la résistance face à la NEP.

Mais pour Lénine, il est clair que le "communisme de guerre est une déviation" imposée par des circonstances exceptionnelles (guerre et famine); il ne correspond pas aux tâches économiques actuelles du prolétariat. Et même par rapport aux circonstances, on est parfois allé trop loin. Si le communisme de guerre était nécessaire pour sauver la révolution, la NEP n'est toutefois pas un recul, un retour en arrière, mais la politique 'normale' du prolétariat après la révolution dans un pays arriéré, une politique qui correspond aux écrits antérieurs de Lénine sur la transition au socialisme (2).

5. Le passage à la NEP

Quelle doit être l'économie de la période de transition entre capitalisme et socialisme ? Lénine insiste sur l'alliance avec la paysannerie. On rétablit le marché, une autonomie - contrôlée - des entreprises, des relations monétaires. La grande industrie reste nationalisée mais la propriété individuelle domine dans l'agriculture et joue un rôle important dans la distribution. Lénine définit le 'capitalisme d'Etat'.

La définition de la 'nouvelle politique' commença par un débat sur les syndicats. S'y opposèrent une ligne ultracentraliste, celle de Trotsky, qui y voyait des organismes d'Etat, une véritable armée du travail avec délégués-officiers payés, désignés et révoqués par l'Etat, une ligne syndicaliste opposée même au principe de la direction individuelle dans l'industrie et la ligne de Lénine et de Roudzoutak. Pour ceux-ci, la restauration de la discipline ne pouvait se faire par des mesures administratives d'en haut, mais seulement par une participation consciente des masses. Cette tendance l'emporta (le groupe centrisme éclata, Zinoviev rejoignant Lénine et Boukharine penchant du côté de Trotsky). Les syndicats furent définis comme des organisations indépendantes, liant le parti aux masses sans parti, les organisant collectivement et les protégeant contre les tendances bureaucratiques dans l'Etat.

Mais, bien vite, on se rendit compte que le débat devait porter sur la conception de l'économie elle-même. Lénine souligna la nécessité de restaurer l'alliance avec les paysans (les intérêts des classes ne coïncidant pas) et fit remplacer les réquisitions forcées des récoltes par une taxe alimentaire limitée à

une proportion fixe du surplus produit par le paysan, une fois les besoins essentiels de sa famille couverts. Ainsi, le paysan serait incité à produire davantage. La taxe fut calculée pour atteindre la moitié des réquisitions précédentes.

Ainsi, disait Lénine, nous ne prendrons au paysan qu'un minimum de grains dont nous avons besoin et l'autre partie nous l'obtiendrons en échange des biens manufacturés que nous lui livrerons. Un système encore mixte donc, mais un pas entraînant la restauration du marché agricole libre et de la sphère monétaire. Le système de la répartition centralisée par les Glavki fut donc remplacé par le droit des entreprises d'acquiescer directement ce dont elles avaient besoin et de vendre leurs produits. Une première phase de troc fut vite suivie du retour aux transactions monétaires classiques.

L'industrie fut alors organisée en unités financièrement autonomes, n'émargeant plus au budget de l'Etat, sortes de trusts. Ceux-ci ne devaient plus recevoir leurs fournitures de l'Etat ni lui livrer leurs produits. Cependant, pétrole, armement, locomotives et acier restèrent dans la catégorie ancienne. Le IXème Congrès des Soviets proclamait que "toute entreprise, approvisionnée ou non par l'Etat, devait être gérée sur une base commerciale".

Après quelques tâtonnements dans la formation des trusts, le système se mit en place. Avec une grande diversité: trusts nationaux uniques (caoutchouc, sucre), ou bien trusts locaux (charbon), voire trusts verticaux. Quels étaient les pouvoirs du Vesenkha, toujours chargé de la supervision? Approuver la charte qui fixait la personnalité juridique du trust, déterminer l'affectation des bénéficiaires, éventuellement liquider le trust pour des raisons précises, fixer les appointements du comité directeur à la fin de l'année et approuver le plan de production. Le dit comité était flanqué d'un comité de contrôle qui pouvait inspecter tous les comptes et documents et faire rapport au Vesenkha, mais pas intervenir dans la gestion. Chaque membre du comité directeur était aussi responsable d'un secteur de l'entreprise. Salaires et conditions de travail étaient fixés par convention collective avec le syndicat. Les trusts, à présent, ne pouvaient engager la responsabilité de l'Etat pour leurs obligations ou leurs dettes. Ils ne pouvaient non plus s'allier à des capitaux privés (à la différence des 'sociétés mixtes').

Le rétablissement du marché entraîna immédiatement celui de l'indépendance commerciale et financière des coopératives de distribution. Le monopole de 'Centro-soyus' fut aboli, de nouvelles coopératives agricoles purent se former sur base volontaire. Mais le manque de capitaux affectait aussi bien les coopératives que les trusts. Et la Banque d'Etat, rouverte en novembre 21 (les dépôts des particuliers étant à nouveau protégés), manquait tout autant de fonds pour aider à leur développement.

La NEP supprima également la gratuité des chemins de fer (même pour l'Etat), des postes et télégraphes, eau et électricité, de la location de bâtiments à l'industrie, au commerce ou aux particuliers. On prépara un budget d'Etat en équilibre. Entre temps, fin 1923, la situation monétaire avait évolué: les prix augmentaient toujours énormément mais moins à présent que la masse de monnaie en circulation. Plusieurs réformes monétaires eurent lieu et un nouveau rouble stabilisé fut introduit.

La NEP comporta également certaines dénationalisations, mais de signification bien plus limitée que ce qu'on en disait en Occident. Les entreprises de moins de 20 travailleurs furent rendues à leurs propriétaires; mais cela ne représentait que 12,5 % des travailleurs et 5% de la production.

C'est surtout dans le commerce que le 'Nepman' apparut et prospéra durant quelques années. Par exemple, il achetait le grain, les poulets ou les légumes dans les villages et allait les vendre en ville. C'était parfois un extérieur, mais plus souvent un paysan aisé disposant d'un cheval, d'une charrette et d'un peu de capital.

Les trusts développèrent aussi un réseau de distribution, mais la part du privé était ici prépondérante: 50% des produits industriels, davantage encore dans le commerce de détail. Même en 1928, le privé comptait encore pour un quart du commerce.

Comment analyser le nouveau système? Toute industrie importante ou moyenne était nationalisée. Par contre, l'agriculture restait basée, à peu de choses près, sur la propriété individuelle. Les liens agriculture-industrie étaient à nouveau ceux du marché. D'autre part, si on excepte les koulaks, les éléments de véritable capitalisme étaient de peu d'importance. Mais la petite production (agriculture ou artisanat) formait un sol d'où le capitalisme pouvait se développer rapidement.

Lénine qualifia le nouveau système de 'capitalisme d'Etat' : un contrôle de l'Etat sur la production, le pouvoir politique de la classe ouvrière, mais un système transitoire et instable. Si on laissait trop de libertés au koulak et au Nepman, on obtiendrait une recrudescence du capitalisme. Par contre, si l'Etat menait une politique économique correcte, on avancerait vers le socialisme.

Déjà en 1918, il écrivait que le capitalisme petit-bourgeois dominait en Russie. Ne parlons pas, disait-il, de capitalisme d'Etat contre socialisme; en réalité, nous avons la petite bourgeoisie plus le capitalisme privé qui combattent le capitalisme d'Etat plus le socialisme. La petite bourgeoisie est opposée à toute forme d'intervention de l'Etat, capitaliste ou socialiste. Soit nous soumettons la petite bourgeoisie à notre contrôle, soit elle submergera nos travailleurs. Nous devons utiliser le capitalisme comme un chaînon intermédiaire entre la petite production et le socialisme. Ne pas essayer d'empêcher le développement du capitalisme, mais tenter de le diriger dans les voies du capitalisme d'Etat. "Tout le problème, pratique et théorique, est de trouver les méthodes correctes pour diriger ce qui est jusqu'à un certain point et pour un certain temps le développement inévitable du capitalisme dans les voies du capitalisme d'Etat."

L'économie mixte de la NEP n'était donc pas une nouveauté soudaine, analyse Dobb, ce n'était pas non plus un recul ou la preuve de la faillite du communisme. C'était une phase préparatoire du socialisme (3).

6. Premières années de reconstruction et "crise des ciseaux" (1923)

Après avoir dû surmonter deux goulots d'étranglement, l'énergie et les transports par chemin de fer, l'économie soviétique dut affronter la 'crise des ciseaux' : une distorsion croissante entre prix agricoles et prix industriels à l'avantage de ces derniers. Après un vigoureux débat, le gouvernement trancha en combattant la position monopolistique qu'avait acquise l'industrie d'Etat et qui lui permettait de trop peser sur les prix des grains et matières premières qu'elle achetait.

Pendant et après la guerre civile, les entreprises avaient des stocks de matières premières très limités. Cette situation fut aggravée par la crise de l'énergie qui se développa en 1921, d'autant que les mineurs du Donbass retournaient dans leurs villages en été. La situation économique était d'autant plus difficile que les travailleurs étaient épuisés par des années de privations et que l'administration manquait totalement d'efficacité dans sa planification. A l'inverse d'autres pays sortis de la guerre, l'URSS ne put guère obtenir de prêts à l'étranger pour reconstruire.

Le parti concentra d'abord des forces sur la crise du combustible. Aliments, carburant furent concentrés sur les mineurs et les cheminots de ces régions, quitte à fermer d'autres entreprises, à réduire le nombre de personnes et d'institutions aidées par l'Etat, à augmenter le chômage (un demi-million fin 1922). Les mines elles-mêmes furent réorganisées, concentrées, leurs salaires augmentés. Fin 1923, la production de charbon était passée de 130 à 183 millions de pouds (1 poud égale un peu plus de 16 kilos).

Dzerjinski, succédant à Trotsky, réorganisa les chemins de fer. Décentralisation (chaque ligne ayant son responsable), commande de nouvelles machines à l'étranger, méthodes de chocs appliquées aux ateliers de réparations. En un an, l'activité du rail tripla.

L'ensemble de l'économie progressa et la récolte favorable de 1922 améliora la situation dans les villes, permettant aussi une hausse des salaires. Vers la moitié de 1923, le bouchon n'était plus l'énergie ou le rail, mais bien l'insuffisance des matières premières.

Manquant de capitaux, les entreprises eurent tendance à vendre leurs stocks n'importe comment et à n'importe quel prix. Trocs absurdes, salaires des travailleurs payés en produits, à charge pour eux de les revendre etc. Cela ne fit que faire baisser les prix.

La cause profonde du phénomène était le changement du rapport ville-campagne au détriment des villes. Une paire de bottes valant en 1913, 283 livres de farine de seigle, n'en valait plus que 113 en 1922. La campagne n'avait plus de surplus.

Que faire ? En avril-mai, Le Vesenkha réduisit les quotas de production industrielle. Pour éviter le retour d'une compétition déchaînée pour vendre à tout prix, les trusts formèrent spontanément des consortiums de vente. Ces trusts ressemblaient alors à ceux du capitalisme par leur pouvoir important dans la fixation des prix du marché. Mais le Vesenkha gardait seul le pouvoir de fixer les quotas de production. Certains consortiums établirent des agences aux USA et en Angleterre. Fin 1923, 189 des 360 trusts industriels existant étaient groupés dans des consortiums.

1922-23 fut marqué par une relance: l'industrie, située en 1920-21 à 18% du niveau d'avant-guerre, passa à 35%. Mais l'amélioration était plus nette dans l'industrie légère que dans la métallurgie par exemple (10 à 12% seulement). A la campagne, la surface cultivée atteignait 80% de celle de 1916 et l'excédent mis en vente sur le marché 60% de celui d'avant-guerre.

Mais cette période vit s'accroître l'écart entre prix industriels et prix agricoles de 2:1 à 3:1. Ce phénomène dit 'crise des ciseaux' (d'après la forme du graphique exprimant cet écart) reçut plusieurs explications opposées. Les unes monétaires (augmentation de la monnaie en circulation), les autres, guidés par Kondratiev, insistant sur la hausse des matières premières qui provoquait une diminution des produits industriels amenés sur le marché. Mais la cause la plus profonde, disait Kondratiev, était la baisse des prix agricoles et le rétrécissement conséquent du marché de la campagne. Son remède: augmenter les prix agricoles, baisser les prix industriels. Sinon, le paysan sèmerait à nouveau moins. Entre temps, la crise des ciseaux prenait un tour dramatique avec tous les aspects d'une crise capitaliste de surproduction: en octobre, les stocks invendus représentaient 40% de la production industrielle annuelle.

La cause la plus profonde était certainement, indique Dobb, la position monopolistique que l'industrie d'Etat avait acquise sur le marché depuis la formation des consortiums. Après un an ou un an et demi de concurrence relativement libre sous la NEP, les nouveaux consortiums même en n'étant pas entièrement monopolistiques, avaient assez de pouvoir pour contrôler les prix des grains et des matières premières. Mais, comme toute position monopolistique, cette situation avait pour effet en retour que l'industrie vendait moins au paysan.

Une fois cette explication avancée, les représentants de l'industrie défendirent le niveau des prix existant. Une autre opinion réclamait que l'Etat diminue ce fossé des prix. Qu'allait faire le gouvernement ?

Il jugea également que la position monopolistique de l'industrie d'Etat était la principale cause de trouble. Attaquant le problème des deux côtés, il augmenta les prix agricoles et mena une triple pression sur les prix industriels. Réduisant le crédit aux industries, il força celles-ci à vendre leurs stocks. Fixant des prix maximum et important, mais seulement dans certains cas limites, des produits aux prix internationaux minimum pour peser sur les prix.

Le XIIème Congrès du parti, au printemps 1923, avait déjà insisté sur la nécessité de concentrer et réorganiser les trusts industriels. Les capacités de production étaient nettement sous-employées surtout

dans l'industrie lourde. La réduction des coûts et l'augmentation du rendement (30%) couvrirent en un an deux tiers de la diminution des prix industriels. Les 'ciseaux' se réduisirent: de 3:1 à 1,5:1 en octobre 1924. La crise était surmontée, mais une certaine opposition se dégagait du côté 'industriel'. Deux conceptions différentes de la NEP allaient se marquer sans cesse davantage...

7. Le problème de l'industrialisation

Pour la première fois dans l'histoire, il s'agissait d'apporter des réponses pratiques à des questions vitales pour l'avenir du socialisme...

Pouvait-on édifier celui-ci dans le seul pays où la révolution avait triomphé ou fallait-il au contraire attendre la révolution socialiste mondiale ? Quel secteur devait être prioritaire pour entraîner le développement de l'ensemble de l'économie ? L'industrie devait-elle 'exploiter' l'agriculture pour en tirer les conditions de son 'accumulation primitive' ? Les koulaks se renforçaient-ils dangereusement ou bien au, au contraire, moins que les éléments socialistes ? Pourrait-on les intégrer pacifiquement ou fallait-il se préparer à une lutte de classe à mort avec eux ?

Pour Lénine, la NEP devait déboucher sur le socialisme. Mais dans quel délai ? Manifestement, les conditions étaient de développer une industrie moderne et étendue et d'organiser les paysans en coopératives. Mais pouvait-on avancer en ce sens dans un pays isolé et arriéré ou fallait-il, comme le disait Trotsky, attendre une révolution prolétarienne mondiale ? Toute la politique à suivre dépendait de ce choix.

Une fois décidé d'avancer en URSS, d'où viendraient les moyens de la construction industrielle ? Sur quel secteur fallait-il mettre l'accent prioritaire ? Industrie lourde, industrie légère ou agriculture ? Lequel serait le mieux à même d'entraîner les autres ?

En tout cas, une chose était sûre: il ne fallait guère compter sur l'aide extérieure. Les propositions de concessions aux capitalistes industriels ou les appels à des emprunts n'avaient quasi rien donné.

En octobre 1923, autour de Trotsky, la 'Déclaration des 46' critiquait la politique officielle visant à diminuer l'écart des prix industrie/agriculture. Pour eux, il fallait encourager l'industrie à maximiser ses profits et le Gosplan, ("Bureau du Plan"), devait être l'arme principale pour développer l'industrie d'Etat. Piatakov attribuait la crise des 'ciseaux' à la sous-production de l'industrie. Celle-ci, rassemblée en un seul trust, devait, selon Préobrajenski, exercer une 'dictature' sur la paysannerie pour permettre 'l'accumulation socialiste primitive' par analogie avec celle décrite par Marx comme base du développement de l'industrie capitaliste. La petite propriété devait être 'exploitée' et l'accumulation se faire par deux méthodes: taxation directe et surtout imposition de prix d'échange défavorables à l'agriculture.

Il était clair que cette ligne, comme le signala Boukharine, aurait rompu l'alliance avec la paysannerie, tant soulignée par Lénine. Risque politique. Mais économiquement aurait-elle rapporté beaucoup ? L'expérience du communisme de guerre avait montré que, face à la contrainte, le paysan était parfaitement capable de diminuer ses ensemencements. D'autre part, cette ligne sous-estimait les réserves productives dans l'industrie (il existait un chômage important, d'ailleurs dénoncé amèrement par les syndicats). Et sous-estimait aussi la possibilité de développer des coopératives à la campagne. Boukharine insista donc sur la nécessité non de diminuer, mais d'augmenter les capacités d'absorption du marché intérieur.

Autre débat de l'époque: quel devait être le niveau des salaires ? Dzerjinski, promu à la direction de Le Vesenkha, insista pour qu'ils soient subordonnés aux hausses de productivité. Selon lui, les coûts industriels élevés étaient dus aux coûts salariaux croissants. La basse productivité était attribuée à l'état

vétusté des outils de production, au gonflement des employés administratifs et au relâchement de la discipline.

Au XIV^{ème} Congrès de 1925, l'opposition trotskyste fut rejointe par Zinoviev et Kamenev. Ce groupe menait une propagande autonome et une organisation fractionnelle. Dans son rapport, Staline présenta l'industrie lourde comme axe de l'industrialisation. L'opposition critiqua le renforcement, selon elle, des koulaks et les concessions de la NEP, devenus assez forts pour stocker et contrer ainsi les achats de grains par l'Etat. Certains proposèrent de doubler les crédits à l'industrie en levant une taxe agricole.

La majorité, par contre, dénonça le caractère formel des soviets paysans, la mauvaise qualité des chefs de villages, autoritaires et parfois corrompus. Le Comité central décida ensuite d'abolir toute pression sur les élections de Soviets, de rétablir leur responsabilité et d'attirer les sans-parti. Instruction fut aussi donnée de renoncer aux mesures administratives pour combattre les koulaks et aux tentatives d'enrégimenter les paysans moyens. Il fallait user de méthodes économiques (étendre les coopératives).

La majorité nia le renforcement du koulak et du Nep-man commerçant privé. Staline montra que leur part dans le commerce intérieur diminuait. Les chiffres montraient un enrichissement général des villages.

Deux ans plus tard, les 'Contre-thèses' de l'opposition revenaient à la charge: selon elle, les paysans riches représentaient 15 à 25% selon les régions, la location plus facile des terres leur avait profité, même les coopératives étaient perverties sous leur influence et leurs stocks abondants leur permettaient de contrôler le marché du grain. Elle proposait une offensive anti-koulaks basée sur un important prêt forcé de grains frappant les 10% les plus riches.

Bien que certains faits soient exacts, le danger semblait être exagéré. Les réserves n'étaient pas tellement aux mains des koulaks selon l'Institut des statistiques. Attaquer les koulaks, oui, répondit par exemple Molotov, mais quelle est la meilleure méthode ? Pour lui, l'opposition exagérait le nombre des koulaks. Moins de 5% des fermes louaient des terres supplémentaires et employaient du travail salarié. Mais Molotov reconnaissait que ces dernières années, les éléments capitalistes s'étaient renforcés. Seulement, les éléments socialistes s'étaient renforcés davantage encore.

A droite, il existait une autre tendance (Krassine, appuyé par des 'experts' issus de l'ancien régime) qui prônaient davantage de concessions au capitalisme afin d'attirer des capitaux étrangers. D'autres prônaient davantage de concessions à la petite-bourgeoisie paysanne. Parfois, les deux ailes de l'opposition se rejoignaient, reprenant une proposition de l'autre tendance. Quant au secteur à considérer comme prioritaire, certains indiquaient l'industrie légère, d'autres (Kondratiev) l'agriculture. Vues critiquées par Staline.

C'est à ce moment que Boukharine lance son célèbre «Paysans, enrichissez-vous ! ». Le CC dénonce rapidement ce slogan qui présente la politique du parti comme basée sur l'accumulation privée de capital et l'enrichissement de la classe des koulaks. Boukharine lui-même désavoue cette interprétation. Accident, malentendu ? Dobb souligne que la suite allait prouver que non. Boukharine et Rykov allaient régulièrement insister sur le fait que la NEP pouvait continuer sans rupture essentielle. Agriculture paysanne et industrie d'Etat devaient continuer de concert leur progression, sans crise, chacune aidant l'autre à croître. Même le koulak pouvait garder un rôle positif à condition que son poids relatif fut progressivement réduit.

Cette coexistence impliquait un taux pas trop élevé de croissance de l'industrie, c'est-à-dire adapté à l'agriculture.

Lorsque de nouvelles contradictions ville-campagne apparurent, en 1927-28, fallait-il ralentir le rythme industriel ou au contraire prendre des mesures dépassant les limites actuelles de l'agriculture ?

On décida d'accélérer l'industrialisation et de restreindre davantage le koulak. Shanine jugea ce rythme exagéré. Boukharine, dans *Observations d'un économiste*, posa comme principale tâche à la planification nationale de "déterminer les conditions d'une coordination correcte des divers secteurs de production". Pour lui, l'industrie se développait très vite, mais l'agriculture produisait le même montant de grain. Les plans pour l'industrie dépassaient les possibilités en aliments et en matières premières.

Selon Frumkine, il ne fallait pas gêner le koulak dans sa production, et les fermes d'Etat ne devaient pas être créées en trop grand nombre. Staline s'opposa à la 'déviation de droite' (jugée la plus dangereuse) développant les conditions de restauration du capitalisme. Selon lui, de nouveaux changements de classe exigeaient de nouvelles méthodes de lutte et Boukharine vivait dans le passé.

Les grands débats pour déterminer si un koulak pouvait louer sa terre six ans ou douze et sur le rythme exact de l'industrialisation n'étaient pas académiques. La situation restait instable y compris à l'étranger (risque d'une nouvelle intervention impérialiste), même si le régime s'était renforcé depuis dix ans. Il importait de bien apprécier la force de chaque courant. Et de bien dater ses solutions. Il est frappant de voir que ceux qui, en 1925, rejettent une offensive anti-koulaks, l'approuvent en 1928.

8. Situation de l'agriculture avant le 1er plan quinquennal

La petite taille des exploitations agricoles bloque leur développement et par là l'ensemble de l'économie. Au XVème Congrès, le Parti prend une décision historique: construire l'industrialisation sur base de l'introduction de coopératives agricoles à large échelle. Grâce notamment aux Stations Machines Tracteurs, les résultats seront plus rapides que prévu. Aggravant aussi les contradictions avec les paysans riches.

La réforme agraire de 1917 avait brisé les grandes propriétés et grandement augmenté le nombre de fermes. Mais la taille moyenne était très petite: la majorité avait entre sept et quatorze hectares. Et les fermes d'Etat ? On en avait créé entre quatre et cinq mille, beaucoup furent abandonnées dès le début des années vingt et sur leurs deux millions et demi d'hectares, la moitié était sous-louée. Et les coopératives ? Elles étaient quatorze mille, couvraient 1,5 à 2 millions d'hectares; bien souvent, dix à quinze familles se partageaient cinquante et soixante hectares.

Le nivellement était moins marqué pour les outils de production. Un quart des familles ne possédait aucun animal de traction. Les 10% les plus riches possédaient entre 35 et 45 % des moyens de production.

Bref, l'agriculture russe restait individualiste, primitive et très conservatrice. Des progrès étaient certes enregistrés, mais leur allure ne semblait pas permettre de satisfaire les besoins d'une population urbaine croissante et de l'industrie. Et le revenu net des petites propriétés était considérablement plus bas que celui des grandes.

Quant à l'aide de l'industrie, des tentatives avaient été faites pour apporter (voire importer) des tracteurs et des engrais chimiques. Mais leur efficacité restait basse tant qu'ils étaient employés sur de petites propriétés.

De toute façon, malgré les bonnes récoltes de 1925 et 1926, dégageant à nouveau un excédent exportable, celui-ci n'atteignait pas le niveau d'avant-guerre.

L'opposition maintenait que "le lent développement de l'industrie retarde le développement de l'agriculture". Mais il semblait plutôt que ce soit, au contraire, la baisse de l'excédent agricole vendu au marché qui bloquât le progrès général. On ne pouvait attribuer ce manque aux seuls koulaks puisque 85% de la production de grains dépendait maintenant des paysans moyens et pauvres contre 50% avant guerre. L'influence du koulak se faisait plutôt sentir en tant qu'intermédiaire commerçant. Quant

aux ciseaux, leur écart avait diminué, mais ne fallait-il pas que l'écart devienne même positif en faveur des prix agricoles ?

Staline l'indiqua clairement: le nombre et la taille des fermes koulaks avait diminué, mais les paysans moyens et pauvres étaient essentiellement des paysans d'autosubsistance. A présent, le village mangeait plus, était devenu plus égalitaire, mais la taille des exploitations était trop petite.

Les années 1927 et 1928 furent encore marquées par des difficultés: les koulaks, possédant des réserves de capitaux, pouvaient se permettre de stocker les grains et de spéculer sur les prix en attendant qu'il y ait moins sur le marché. Le gouvernement s'efforça de limiter la compétition entre organismes acheteurs et parvint à stabiliser les prix: 2% de hausse seulement entre octobre 1926 et mars 1927. Mais, à la fin de cette année-là, on n'enregistrait que la moitié des fournitures de l'année précédente. Une menace donc pour les villes et pour l'exportation. Une loi tenta de contrer la spéculation: les stocks trop importants pouvaient être confisqués. Mais la crise persista, en tout cas pour les céréales.

En été 1928, Staline fait le point. Premièrement, dit-il, il fallait combattre les koulaks et les spéculateurs. Nous l'avons fait. Deuxièmement, il fallait apporter un maximum de marchandises dans ces régions productrices. Mais nous n'arrivons quand même pas à pas à collecter assez de céréales. Et les mesures d'urgence - violations de loi, arbitraires administratifs ou perquisitions illégales - troublent l'alliance avec les paysans. La situation est d'autant plus grave qu'on s'apprête à lancer le premier plan quinquennal.

A ce moment, le XVème Congrès prend une décision historique: construire l'industrialisation sur base de l'introduction de coopératives agricoles à large échelle. C'était la seule solution pour industrialiser le pays sans retourner à l'ère pré-Stolypine.

L'objectif était de transformer graduellement les petites exploitations en de grandes fermes, dotées de machines, de tracteurs et de méthodes scientifiques.

Où en était-on dans le mouvement des coopératives ? Surtout développées dans la distribution et le commerce, elles n'avaient guère rencontré de succès dans la production. Leurs progrès étaient lents: entre deux et trois millions de membres en 1924, une dizaine en 1928. Pour forger cette alliance ouvriers-paysans, chère à Lénine, quelle forme de coopérative allait-on choisir ? Il en existait trois: premièrement, la *commune* dont les membres cultivaient, mais aussi vivaient en commun; deuxièmement, l'*artel* dont les membres conservaient des lopins et leurs résidences, mais cultivaient en commun et se partageaient les fruits du travail; troisièmement, la forme la plus élémentaire (dite *TOZ*) où les paysans gardaient leurs terres et même leurs outils et animaux de trait, mais coopéraient dans le travail et partageaient les fruits de celui-ci en fonction de la taille de leur propriété.

Le modèle qui sera popularisé, c'est l'artel. Il représente une rupture pas trop radicale avec le mode de vie traditionnel, mais une base adéquate pour utiliser les méthodes mécanisées modernes. Son premier effet sera d'économiser de la main d'oeuvre et ainsi de permettre davantage de travail dans les potagers produisant pour le marché, dans les constructions saisonnières. Une partie de cette main d'oeuvre partant même carrément à l'usine.

Un rythme lent est prévu: pour 1933, six millions de foyers et 15% de la surface cultivée. Le plan avoue clairement qu'on 'cherche' les méthodes coopératives adéquates.

D'autre part, 150 grandes fermes d'Etat et un trust des céréales (Zernotrust) sont mis sur pied. Les prévisions seront largement dépassées: en 1929-30, l'objectif de 1933 est atteint.

Le plan prévoit de gros investissements, conditionnés par une expansion des machines-outils et de nouvelles usines de tracteurs. On invente les Stations Machines Tracteurs (SMT) qui fournissent aux

nouvelles fermes les machines, le personnel qualifié et les services nécessaires. Les SMT permettent d'économiser du capital et d'augmenter le degré d'utilisation des tracteurs.

Les SMT sont une création réellement originale, scellant l'alliance industrie-agriculture. Elles auront une grande importance pour assurer la mécanisation et la modernisation agricoles (4).

Ceci va vite aiguïser l'antagonisme avec les koulaks. Pourtant, le parti est prudent à leur égard. Mais leur intérêt économique est lésé par le contrôle du prix du grain et surtout par le développement des nouvelles fermes, les avantages en crédits, machines et contrats de vente. Face à cette concurrence indésirable, les koulaks boycottent et bientôt passent aux violences contre les nouvelles fermes et leur personnel.

Dès lors, la politique du parti va passer de l'encerclement économique du koulak à son 'élimination comme classe'. Il est permis aux soviets d'exproprier les machines et le bétail de labour au-delà d'un certain minimum. En été 1930, 15% des biens des fermes collectives proviennent de telles expropriations.

Dobb présente donc la politique de Staline comme la meilleure réponse au problème posé: luttes de classes intenses à la campagne et blocage du développement agricole. Opposée aussi bien à la ligne de Préobrajenski (dictature de l'industrie sur l'agriculture, accumulation forcée sur le dos des paysans) et à celle de Boukharine (laissez les paysans riches s'enrichir). Dobb insiste sur la plus grande liaison de Staline à ce moment avec les masses soviétiques. De fait, c'est la seule réponse qui ne pose pas l'agriculture comme un simple instrument du développement de l'industrie, mais bien comme un monde propre, issu de la lutte des classes à la campagne, à laquelle il faut apporter une solution: des formes sociales originales et adéquates. La seule réponse qui ne considère pas le développement de l'agriculture comme un problème au fond essentiellement technique, mais comme le résultat d'une lutte de classes.

9. Le premier plan quinquennal

Après les tâtonnements initiaux du plan, l'année 29 marqua un tournant et une impulsion puissante à la transformation révolutionnaire de l'économie. L'industrie connut un démarrage lent, notamment quant à la productivité, mais ensuite, elle réussit brillamment à assurer une solide base d'industrie lourde. L'agriculture fut marquée par une grande concentration de forces pour assurer le succès du mouvement coopératif. Malgré des excès dont la responsabilité incombe à la base, mais aussi à Staline, le principe d'adhésion volontaire et d'avantages économiques donna finalement des résultats probants. Fermes collectives et fermes d'Etat assurèrent un plus grand excédent de biens produits pour le marché. Le niveau de vie des travailleurs augmenta. Un problème de cadres subsistait, mais un énorme effort de formation fut entrepris.

Après la restauration de l'économie, 1926-27 devait être la première année de 'reconstruction'. La préparation du premier plan quinquennal est laborieuse. Manque de données et de contributions locales sérieuses (tendances centrifuges) gênent le Gosplan qui en a été chargé. Finalement, le schéma sera plutôt inspiré par le Vesenkha. Entre les deux organismes, une polémique se développe. Le Gosplan semble trop prudent, mais le Vesenkha est accusé de bâtir des châteaux dans les nuages. Finalement, le Gosplan produit une version minimum et une version maximum (celle-ci basée sur des hypothèses favorables quant à la récolte, aux rapports avec l'économie mondiale, aux indices qualitatifs du développement économique et à la diminution du budget militaire).

Le programme d'investissements est ambitieux. Mais, estime Dobb, pas au détriment de la consommation, comme on le croit souvent. Certes, le poids de celle-ci devait baisser de 77 à 66% du revenu national brut, mais en valeur absolue, il était prévu qu'elle augmente de 40%. L'investissement, lui, devait tripler.

Pour ce qui est de la consommation, les résultats furent inférieurs aux espoirs. A cause de plusieurs facteurs extérieurs défavorables:

1 ° les koulaks, réagissant à la collectivisation, entraînent de nombreux paysans moyens à abattre leur bétail: les effets furent désastreux tant sur l'approvisionnement en lait et en viandes qu'en force de traction animale. De 1929 à 1931, un tiers du bétail disparut. La chute continua jusque 1933 et le niveau de 1929 ne fut plus ou moins récupéré qu'en 1939.

2° la crise économique mondiale fit baisser davantage les prix agricoles que les prix industriels, ce qui pénalisait doublement l'import-export soviétique.

3° le danger de guerre (expansionnisme japonais) entraîna une accélération du développement des investissements. On proposa même de réaliser le plan en quatre ans et demi: manifestement irréaliste. Quant aux récoltes, 1930 fut bon (le meilleur excédent d'exportation depuis la révolution, mais encore un tiers seulement du niveau d'avant 1914). 1931 fut plus faible.

Quant à la hausse de productivité, les calculs avaient été trop optimistes: l'introduction des nouvelles usines et des méthodes rationalisées s'avérait plus lente que prévu. Fin 1932, la productivité industrielle n'avait pas doublé, mais seulement augmenté de 41%. Aussi, en 1933, Staline insista: il nous faut non seulement de l'enthousiasme, mais aussi la maîtrise des techniques.

Conséquence de cette erreur de calcul (à laquelle nous devons ajouter l'impact des sabotages économiques, attestés par les témoignages, et dus notamment aux ex-koulaks reconvertis en ouvriers): il fallait davantage de main d'oeuvre ouvrière; fin 1932, elle avait doublé. Excellent contre le chômage, mais on manquait de main d'oeuvre qualifiée. Les salaires avaient augmenté de deux fois et demie plus que la productivité. Autre conséquence: la forte mobilité de la main d'oeuvre désorganisait l'économie.

Par contre, à la campagne, la réalité dépassait les prévisions: le nombre de fermes collectives avait plus que doublé (quatre millions de ménages début 1930) et leur surface cultivée avait triplé. C'était déjà deux tiers de l'objectif prévu pour 1933. Les récoltes de grains des fermes d'Etat avaient aussi fameusement augmenté: 6 à 7 millions de tonnes d'excédent pour le marché. Dans l'industrie, la production avait augmenté de 24% (21% prévus).

Dans cette atmosphère optimiste, on révisa les objectifs en doublant la surface cultivée et la production des fermes d'Etat et des coopératives, on avança la fin du plan de neuf mois, on doubla aussi les objectifs industriels. De nouvelles grandes constructions furent avancées (métallurgie et usines de tracteurs). Ces augmentations d'investissements dans l'industrie lourde se firent au détriment de l'industrie légère et aussi du commerce de celle-ci.

Cette année 29-30 fut un tournant crucial: la concentration de forces sur la bataille de la collectivisation avec envoi de détachements de jeunes communistes des villes comme organisateurs et propagandistes pour transformer les vieilles habitudes villageoises en nouvelle manière de vivre. Ce fut l'année de la bataille décisive contre l'opposition de droite, de l'offensive finale contre les koulaks mais il y eut de sérieux 'excès' violant le principe d'adhésion volontaire aux coopératives. En grande partie, estime Dobb, les difficultés des deux ou trois années suivantes sont dues à ce rythme forcé. Cependant, pour apprécier l'atmosphère de ces années, il faut comprendre qu'un tel mouvement exige une impulsion initiale très forte, une rupture puissante. Et de fait, la situation fut conçue en termes très militaires, comme le fit Lénine en 1917, à propos des rapports de force. Le sentiment d'urgence, accru par le risque de guerre, permet d'apprécier les actes de confiance et de courage qui firent cette époque.

Les prévisions du plan avaient donc été trop prudentes. Staline fit observer: "Nous avançons à toute allure sur la voie de l'industrialisation vers le socialisme. Nous devenons un pays de métal, un pays d'automobiles, un pays de tracteurs".

Après les mauvaises récoltes de 1931 et 1932, 1933 fut une bonne année. Mais, même alors, la principale contribution des nouvelles formes d'agriculture fut l'augmentation de surface cultivée plus que celle de la productivité. C'est grâce à cela que l'excédent pour le marché augmenta sérieusement.

Il est difficile d'évaluer, selon Dobb, dans quelle mesure la destruction du bétail par les koulaks fut le résultat du rythme exagéré de la collectivisation (5). Pour Dobb, la responsabilité de Staline est engagée. Pour avoir raccourci les délais de la collectivisation de masse et avoir encouragé, partiellement au moins, la contrainte. Le 22 décembre 1929, ses amendements avaient supprimé les passages d'un rapport au Bureau Politique insistant sur l'aspect volontaire de l'adhésion aux coopératives. Dès mars 1930, dans *Le vertige du succès*, il blâmait cependant les échelons inférieurs qui remplaçaient la persuasion par la violence et l'arbitraire, décrétant bureaucratiquement l'existence de coopératives sur papier, ne tenant pas compte des conditions locales, etc.

Dès lors, on insista sur la consolidation des acquis plus que sur l'extension. Toute assimilation des coopératives aux fermes d'Etat fut interdite. L'insistance sur le caractère volontaire fit dégringoler le nombre de ménages coopérateurs de 14 millions en mars 1930 à 5 millions en mai. Dorénavant, on employa des méthodes de persuasion et d'avantages économiques: exemption de taxes pendant deux ans sur les animaux, crédits plus favorables, priorité dans l'attribution des produits industriels, garanties perpétuelles des terres, autorisation de vendre des produits au marché libre. Fin 1932, ils étaient de nouveau 14 millions de foyers, représentant 60% des foyers de la paysannerie, deux tiers des surfaces cultivées, six ou sept fois plus de tracteurs qu'au début du plan. Avec les fermes d'Etat, les fermes collectives apportaient 84% des excédents de céréales vendues au marché. Un rôle décisif. Les fermes d'Etat occupaient huit fois la surface de 1928 et 10% de la surface agraire du pays; elles avaient surtout défriché les terres dures de la steppe. Un million de travailleurs, la moitié de tous les tracteurs. Mais, comparés aux investissements importants, le résultat était décevant quant à la productivité et à la production. Causes: inefficacité et mauvaise gestion, taille trop grande, spécialisation excessive. Les mesures: fermetures des moins bonnes, transferts vers des régions plus humides, réductions de taille, décentralisation des responsabilités, diversification des cultures (rotation) et développement du petit bétail. Il faut dire qu'il convenait aussi de leur laisser le temps de faire leurs expériences et que le but premier était surtout de libérer de la main d'oeuvre. La mécanisation, surtout pour les périodes de pointe telles que la moisson, permit de modifier une situation où, en hiver, on avait un surplus de main d'oeuvre de 15 millions d'hommes (un quart de la main d'oeuvre). La population agricole baissa entre 25 et 29%. Le second plan allait se concentrer non plus sur l'augmentation des surfaces, mais sur l'augmentation du rendement.

Le taux d'investissement de l'industrie lourde avait considérablement augmenté, au détriment de l'industrie légère. On créa beaucoup d'installations nouvelles: un quart des hauts fourneaux, la moitié des machines-outils, 80% des tracteurs, un quart de la production de charbon et du pétrole, la moitié de la production d'électricité, pratiquement toute la chimie et même un septième de la production du coton provenaient d'outils nouveaux.

Donc, le plan avait brillamment atteint ses objectifs de construire une base solide d'industrie lourde. La production de moyens de production (le 'secteur A') avait augmenté de deux fois et demie, un peu plus que les prévisions du plan. La production de machines avait quadruplé, le pétrole doublé, l'électricité avait augmenté de deux fois et demie (ceci était un peu moins que le plan). Restaient en arrière: fer (+100%) et acier (+40%).

Le fait que certains de ces objectifs n'aient pas été tout à fait atteints permit au *Times*, au *New-York Times*, au professeur émigré Prokopovitch et à d'autres milieux occidentaux d'annoncer l'échec et la faillite prochaine de l'économie soviétique. Mais, en réalité, les fondations avaient été établies solidement et les années à venir permettraient de résoudre ces problèmes.

Les biens de consommation augmentaient moins, mais considérablement quand même: 87%. A part le textile, le niveau de vie s'améliorait pour la classe ouvrière. Notamment grâce aux cantines d'entreprises qui fournissaient un repas quotidien à 70% des travailleurs.

Un grave problème subsistait: le manque d'ingénieurs et de techniciens: la moitié des postes de direction étaient occupés par des gens sans qualification. On compta beaucoup, pour les premières années, sur des ingénieurs et techniciens américains, allemands et anglais. Mais on lança surtout un vaste programme de création d'écoles techniques supérieures et secondaires. A la fin du plan, 200.000 étudiants fréquentaient les premières et 900.000 les secondes. Des écoles d'entreprises pouvaient accueillir un million de travailleurs chaque année.

Pour encourager l'activité des cadres, on leur assura de meilleures conditions de vie: en témoignent des instructions du comité central du parti pour que le Gosplan prévoie dix blocs de 300 appartements à Moscou, cinq à Leningrad, 2 à Kharkov et Stalingrad, avec 3 ou 4 pièces plus cuisine et salle de bain. Plus le droit à des négociations collectives séparées et des mesures réagissant contre l'égalitarisme salarial des années vingt. Staline insista: prenons attention aux cadres de l'ancienne école et en même temps formons de nouveaux cadres issus de la classe ouvrière elle-même.

10. Le second plan quinquennal

Gagnée, la bataille des coopératives allait assurer un approvisionnement satisfaisant des villes et de l'industrie grâce à un excédent important.

Fer, acier, machines-outils, électricité, non-ferreux, industries nouvelles, transports: les succès industriels sont impressionnants notamment grâce aux hausses de productivité. L'URSS atteint des taux de croissance jamais vus dans l'histoire. Le niveau de vie des consommateurs en est amélioré, même si la menace du fascisme et de la guerre oblige à nouveau à accentuer la priorité aux armements et à l'industrie lourde.

Le second plan quinquennal (1933 - fin 1937) allait pouvoir s'appuyer sur l'expérience acquise durant le premier. Les slogans 'maîtriser la technique' et 'consolider les acquis' indiquaient plus d'attention à l'amélioration quantitative. Objectifs plus modestes pour la productivité (63%) et la réduction des coûts (26%), maintien du haut degré d'investissement et de la priorité à l'industrie lourde, telles étaient les grandes lignes du second plan. Mais le taux d'investissement devait augmenter moins que le revenu national (19,5% contre 24%). Et davantage d'attention était consacrée aux industries légères dont le taux d'accroissement augmenterait proportionnellement bien plus que le secteur des moyens de production. Il était prévu que la force de travail augmente de 28%.

Le niveau de vie allait pouvoir s'améliorer: augmentation des biens de consommation, des lits d'hôpitaux (44%), tramways dans vingt villes supplémentaires, autobus dans quatre-vingts, égoûts dans toutes les villes dépassant cinquante mille habitants, alimentation en eau dans toutes les villes de plus de dix mille habitants.

Le second plan se caractérisait aussi par sa prudence, son insistance sur la maîtrise de la technique, la recherche de l'efficacité et aussi l'économie d'énergie. Pourtant, les projets de constructions restaient impressionnants: 45 nouveaux hauts fourneaux, 164 fourneaux à ciel ouvert, une production d'acier brut deux fois et demie supérieure à celle de 1932.

Améliorer la production de fer et d'acier était une tâche cruciale. Une autre était la production de machines: l'Union soviétique devait devenir indépendante en ce domaine aussi et créer deux cent types nouveaux de machines-outils. Il fallait des machines capables de produire des machines. Il fallait aussi développer les métaux non-ferreux: cuivre, zinc, étain, nickel et aluminium, très nécessaires pour l'électricité d'une part, la défense d'autre part.

Un autre goulot d'étranglement était les transports. Il fallait y augmenter les investissements. Le réseau routier restait primitif, le transport fluvial peu équipé, la capacité de transport du rail limitée par l'existence de lignes uniques sur de longues distances, la mauvaise qualité des ballasts qui réduisait vitesse et capacité de traction des locomotives.

C'est que les besoins en transport étaient accrus par l'exode vers les villes et la croissance de nouveaux centres industriels comme Magnitogorsk. L'industrialisation avait pour effet que les marchandises couvraient de bien plus grandes distances. Par exemple, un tiers du charbon parcourait plus de 800 km.

Mais augmenter la capacité de production d'acier était la condition pour améliorer le rail, gros mangeur de métal. Le plan insistait davantage sur l'amélioration des lignes existantes: mise à double voie, mécanisation du chargement et déchargement, meilleures locomotives (électriques ou Diesel), etc.

Ce problème de transport imposait aussi de bien choisir la localisation des nouvelles usines. Que la métallurgie, par exemple, soit le plus près possible de ses sources de charbon.

Après les difficultés et la vie très dure des premières années, les erreurs de calcul du premier plan, le second se déroula beaucoup plus harmonieusement. Le maillon faible, l'approvisionnement des villes en blé, avait été résolu (le rationnement disparut en 1935); la bataille des coopératives était gagnée. L'accent se déplaça de leur extension vers leur consolidation. Le manque de matériaux de construction commençait aussi à être résolu. Quant à la productivité, elle dépassa également les prévisions grâce au mouvement stakhanoviste. Le second plan fut lui réalisé avec une augmentation relativement faible de main d'oeuvre: 18%.

Un seul facteur était plus négatif que prévu: les menaces du fascisme allemand et de la guerre. Une fois encore, il fallut diminuer les plans en matière de biens de consommation et aussi de chemins de fer pour renforcer les matériaux destinés à l'armement et à l'industrie lourde. Le textile, par exemple, en souffrit à nouveau. Ceci dit, l'industrie légère doubla quand même (la prévision était de 2,5).

Le bilan de ce deuxième plan est remarquable. Fer doublé, acier triplé. Charbon doublé. Machines-outils: triplées, alors que la prévision était un doublement. En cinq ans, l'électricité employée par travailleur avait doublé, la traction mécanique avait crû deux fois plus vite qu'aux USA, ces trente dernières années. Quatre cinquièmes de la production industrielle provenaient d'entreprises nouvelles ou entièrement reconstruites.

Si on compare sur dix ans: fer et acier quadruplé, pétrole triplé, électricité septuplée. Sans compter des industries entièrement nouvelles: aviation, chimie lourde, plastiques, caoutchouc, aluminium, cuivre, etc. L'URSS était devenue le premier producteur au monde de tracteurs et de locomotives, le deuxième de pétrole, d'or et de phosphates. Son économie avait radicalement changé depuis la NEP, système de transition, jusqu'à une économie socialiste. Les salariés, industriels et agricoles, étaient devenus un tiers de la population. Les coopérateurs (à la campagne surtout, mais aussi dans l'artisanat et de très petites industries): 55%. Les travailleurs individuels ne représentaient plus que 6%.

La relation industrie-agriculture avait profondément changé. L'omnipotence des prix et du marché, avec les instabilités qui en résultent et qui empêchent de planifier les bases du développement des villes et de l'industrie, tout cela avait été remplacé par un système de contrats fixes et garantis. Premièrement, un contrat de fourniture par les fermes collectives et individuelles; ces quotas, volontaires au départ, devinrent obligatoires. Une sorte de réquisition, mais en dessous du prix du marché; donc, plutôt une taxe mais qui tenait compte des rendements différents des terres. Deuxièmement, des contrats volontaires avec l'Etat acheteur: à des prix bien plus élevés. Enfin, le droit de vendre les excédents (des fermes collectives, mais aussi des parcelles individuelles des coopérateurs) au marché dit kolkhozien. Ce système combiné incitait le paysan à augmenter sa production.

Les nouvelles méthodes, économisant de la main d'oeuvre, réduisirent le nombre de bouches à nourrir au village et augmentèrent l'excédent commercialisé: en 1938, il représentait deux fois et demie ce qu'il était dix ans plus tôt. Il faut dire que la population urbaine avait crû de vingt millions.

Les biens de consommation progressaient également: les budgets ouvriers de l'époque montrent une augmentation de la consommation. Aux villages, les paysans consommaient 50% de pain et de lait de plus qu'avant 1914. Par contre, le logement ne pouvait suivre l'accroissement urbain. Toutefois, les entreprises offraient de biens meilleures conditions de travail qu'auparavant. Et à la campagne, les maisons étaient devenues bien plus confortables.

A la veille de la guerre, des résultats excellents avaient donc été acquis. Pourtant, les bilans officiels, optimistes, n'en soulignent pas moins le retard subsistant par rapport aux pays occidentaux: USA, Angleterre, Allemagne, France, Tchécoslovaquie. La consommation par tête restait nettement inférieure en URSS. Il faut dire que ce pays comprenait des peuples asiatiques dont le niveau de départ était proche de celui de l'Inde ou de la Chine (6) et que ce niveau de départ découlait d'un siècle d'arriération. 25 ans plus tôt, la Russie ne produisait qu'un septième de l'électricité par tête des Etats-Unis (1/5 en 1937), un onzième de son acier (entre 1/4 et 1/3 en 1937), 4% de son charbon (entre 1/5 et 1/4 en 1937). Il n'empêche, l'accent était mis, par exemple par Molotov, sur la nécessité de rattraper et dépasser le niveau des pays capitalistes les plus avancés.

11. Quelques réflexions

Nous nous arrêterons là, pour l'instant. Fin 1937. Sur ce portrait d'un pays qui, en une quinzaine d'années, a réussi dans des circonstances extrêmement difficiles (guerre civile, agressions extérieures, boycottage du capitalisme et sabotages) à obtenir des taux de croissance jamais vus dans l'histoire. A construire une économie qui supportera, toute seule, le poids d'une attaque nazie comme aucun autre pays n'a eu à en affronter et qui en triomphera (8). Il est clair qu'une telle économie ne peut se construire par la décision bureaucratique d'un dirigeant seul au fond de son Kremlin, mais par l'effort conscient et enthousiaste de millions d'hommes. Quel que soit le jugement d'ensemble porté sur d'autres aspects de cette oeuvre, celui qui oublie ce résultat, reste aveugle sur un phénomène décisif de l'histoire.

Bien des 'juges' du stalinisme pèchent contre les principes de la critique historique. D'abord, en se basant, consciemment ou non, sur des sources suspectes. Mais aussi en isolant les mesures prises des problèmes concrets qui se posaient à l'époque: quelle attitude adoptait chaque classe, quels étaient les rapports de force entre elles, quels étaient les problèmes concrets de la vie sociale ? C'est sur cette base que doivent être jugées les diverses lignes politiques et non comme de simples luttes entre quelques personnages.

On devra aussi placer ce bilan dans son contexte historique. La Russie de 1917 était encore un pays féodal. Dans nos pays modernes et à traditions démocratiques, on mesure mal le poids énorme d'une telle féodalité. Dix ou vingt ans de socialisme, c'est fort court en somme pour secouer le poids de ce bureaucratisme profond

Bien sûr, on ne saurait séparer ce bilan provisoire des échecs ultérieurs et actuels du socialisme en URSS. Nous avons volontairement laissé de côté la période d'après-guerre. Car la 'deuxième génération' d'une économie socialiste semble poser des problèmes nouveaux et spécifiques. Comment assurer la modernisation d'une telle économie dans le cadre d'une économie mondiale toujours dominée par le capitalisme (7) ? Comment faire évoluer les rapports entre plan et marché dans un sens favorable au socialisme et non au capitalisme ? Quels rapports sociaux doivent être développés et à quel rythme ? Comment assurer la solidarité entre régions avancées et régions pauvres ? Questions complexes. Mais pour être objectif, il conviendra de déterminer à quand remontent les causes des problèmes. En URSS, quelles sont les conséquences de la ligne de Staline et celles de la ligne de Khrouchchev ?

Des points abordés ici, beaucoup devront être vérifiés, approfondis. D'autres études devront être menées quant aux luttes politiques, culturelles et sociales de cette époque. En tout cas, un livre comme celui de Dobb permet de se poser quelques questions fondamentales.

Pour commencer, en quoi consiste un développement économique socialiste ? A travers le communisme de guerre, la NEP, la collectivisation, premières expériences historiques puisque tout était à inventer, peut-on tirer quelques enseignements à portée universelle pour le développement économique d'autres révolutions, en tout cas dans des pays arriérés ? Comment dégager un surplus agricole pour développer l'industrie sans rompre l'alliance ouvriers-paysans ? Quels rapports instaurer entre industrie lourde, industrie légère et agriculture afin d'assurer au mieux ce développement ? Comment comparer les réponses parfois divergentes qui ont été données à ces questions (9), en faisant à chaque fois la part des circonstances particulières à l'époque et au pays et la part de ce qui a valeur générale ? Ce n'est pas un débat du passé. Il reste actuel pour tout pays en développement.

On peut d'ailleurs observer que les bolcheviks furent les premiers dans l'histoire à se poser la question de façon consciente: quel développement du pays voulons-nous ? Avant eux, le capitalisme abandonnait cette question à la 'main invisible'. Depuis les années cinquante, soucieux de faire échapper le tiers monde à l'attrait du socialisme, les économistes capitalistes ont dû tenter eux aussi de répondre à cette question. On connaît les résultats de leurs solutions. Le débat ouvert par les premiers pays socialistes reste donc d'une actualité vitale.

Deux conditions semblent se dégager de l'expérience soviétique: pour progresser, le socialisme nécessite, d'une part, une ligne économique correcte (formes de planification, de propriété et rapports de production), qui assure effectivement le développement des forces productives, améliore le niveau de vie des masses populaires et renforce les éléments socialistes; d'autre part, un parti qui reste sain, au service du peuple et non d'une couche privilégiée. Les deux éléments étant en rapport dialectique puisque le parti est nécessaire pour analyser correctement la situation et définir la ligne adéquate. Mais réciproquement, seule une ligne de développement vraiment socialiste peut empêcher le renforcement de couches privilégiées qui à leur tour influenceraient le parti dans un sens capitaliste. Par rapport à ceci, se pose toujours le problème des formes de lutte contre la restauration du capitalisme. Révolution culturelle ? Comment ?

Notes :

(1) D'autant qu'à la campagne, le PCUS(b), sans implantation dans la paysannerie, ne contrôlait pas grand chose à ce moment. Le décret accordant la terre aux paysans avait une grande signification politique, mais dans la pratique, les appropriations de terres furent surtout spontanées. Ceci bat aussi en brèche le mythe des «bolcheviks imposant d'en haut leurs conceptions».

(2) On pourrait toutefois examiner dans quelle mesure le communisme de guerre ne correspondait pas à une conception traditionnellement répandue dans le mouvement ouvrier et ayant aussi influencé Lénine. Ne s'attendait-on pas à une socialisation relativement rapide de l'économie ? Et dans les diverses stratégies économiques suivies en URSS, quelle est la part des conceptions de départ et quelle est la part des réponses à la pratique ?

(3) La NEP assure donc trois objectifs essentiels: 1° restaurer l'alliance avec la paysannerie 2° stabiliser l'économie (monétairement entre autres) 3° lui donner les bases pour se développer, c'est-à-dire restaurer l'échange à partir du constat qu'il est impossible de tout planifier. Deux erreurs doivent être évitées en considérant la NEP: soit n'y voir qu'une politique de circonstance, un recul imposé par une conjoncture exceptionnelle, soit ne pas voir son caractère de préparation du passage au socialisme. Ce devait être une politique transitoire, nécessaire, mais appelée à évoluer rapidement, dans un sens capitaliste ou dans un sens socialiste. Quand Dobb indique que la NEP avait peu renforcé les koulaks, cela demande vérification.

(4) L'ensemble de la 'solution' stalinienne au problème agricole est d'ailleurs original, contrairement aux idées reçues et comme l'a souligné Jean-Philippe Peemans, dans sa conférence donnée début 1990 au *Centre International* à Bruxelles. Rien d'une étatisation, mais un système original combinant la collectivisation pour les

céréales et la culture individuelle complémentaire sur les parcelles restant en propriété privée. Avec la mécanisation, ce système permettra de consacrer non plus trois-quarts du temps de travail, mais seulement un quart, aux céréales. Aussi, quand on apprécie les chiffres de production, faut-il considérer non les seuls chiffres du blé, mais également les autres cultures qui ont pu se développer à côté de lui.

(5) Ou en tout cas des 'excès' commis.

(6) On pourrait sans doute aller plus loin ; les différences de niveaux entre régions riches et pauvres étant si énormes, l'URSS, c'est pratiquement plusieurs pays en un. Le Nord et le Sud dans un même Etat. Ce qui explique aussi les contradictions nationalistes actuelles.

(7) Quand on évalue le bilan des pays socialistes, ceux en tout en cas qui ont mené une véritable expérience révolutionnaire, il ne faut pas non plus oublier l'effort énorme déployé par les pays impérialistes, Etats-Unis en tête, pour empêcher que ces pays socialistes restent un exemple pour les autres peuples. Par exemple, pourquoi les Alliés ont-ils tant tardé à ouvrir un second front à l'Ouest lorsque l'URSS subissait seule le terrible poids de la machine de guerre allemande? N'était-ce pas dans le but de laisser détruire au maximum le territoire et la population soviétique? La guerre a coûté la vie à trois cent mille soldats américains et à vingt millions de Soviétiques.

(8) Il faut signaler qu'à cet effet, l'ensemble de l'économie avait été réorganisé afin de déplacer vers l'est des industries situées à l'ouest, donc trop vulnérables en cas d'attaque nazie. Ce qui balaie le mythe d'un Staline ne se méfiant pas d'Hitler à cause du Pacte de non-agression.

(9) Ainsi, Mao écrit: "le problème qui s'est posé en Union soviétique où, pendant longtemps, la production céréalière n'avait pas atteint le niveau record d'avant la Révolution, n'existe pas chez nous, pas plus que les graves problèmes que connaissent certains pays de l'Europe orientale par suite d'un trop grand déséquilibre entre le développement de l'industrie légère et celui de l'industrie lourde. Tous ces pays ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie de marchandises sur le marché et l'instabilité monétaire". Et aussi: "En Union soviétique, on présume les paysans à l'excès. Par des mesures comme celle connue sous le nom de livraison obligatoire, on prélève trop sur leur récolte et à un prix extrêmement bas. En accumulant des fonds de cette manière, on refroidit, dans une très grave mesure, l'enthousiasme des paysans pour la production". (*Sur les dix grands rapports*, tome V des *Oeuvres Choisies*, pp. 307 et 314).

A confronter avec ce jugement de Peemans (op cit): "Le lopin de terre réservé au paysan (pour ses cultures non céréalières - *ndlr*) ne peut être analysé indépendamment du kolkhoze. On ne peut dire de l'un que c'est une réussite et l'autre, un échec: il y a un lien organique entre les deux".

Les années Brejnev : Stalinisme ou Révisionnisme ?

par Ludo Martens

Lorsque Gorbatchev nous a surpris en 1985 avec un discours radicalement nouveau par rapport aux dix-sept ans de brejnevisme, lorsqu'il a lancé des propositions courageuses dans le domaine du désarmement, lorsqu'il a retiré ensuite ses troupes de certains engagements aventureux dans le tiers monde, un vieux débat s'est ouvert de nouveau. Existe-t-il encore un espoir que l'Union soviétique en revienne aux principes socialistes révolutionnaires ? Faut-il revoir l'analyse élaborée dès la fin des années soixante par le Parti communiste chinois et le Parti du travail albanais ? Le rétablissement du capitalisme en URSS avait-il été achevé avec le coup d'Etat de Khrouchtchev en 1956 ? Le régime existant depuis lors en URSS, pouvait-il être caractérisé comme un capitalisme d'Etat pratiquant une politique extérieure social-impérialiste ?

Aujourd'hui, en août 1990, Gorbatchev nous surprend à nouveau: par la rapidité et l'énergie avec laquelle il rétablit le marché libre et l'entreprise privée et avec laquelle il lance des plans de privatisation et d'intégration au système capitaliste mondial.

Ces deux prises de position inattendues nous renvoient à l'évaluation de la période de Brejnev, de 1966 à 1982.

Différentes opinions circulent parmi les forces qui se réclament du marxisme-léninisme.

Certains estiment que l'arrivée au pouvoir de Brejnev en 1965 a signifié le début d'une critique du révisionnisme de Khrouchtchev. Les attaques haineuses contre Staline et l'expérience historique des années vingt et trente ont cessé. Il y a eu une certaine reconnaissance des mérites de Staline et de la ligne qu'il a représentée. L'URSS est revenue à certains principes essentiels du léninisme, abandonnés par Khrouchtchev.

D'autres pensent que le langage plus orthodoxe servait de couverture pour cacher le processus de pourrissement idéologique et politique qui persistait à la tête du parti et de l'Etat. Le langage en apparence plus marxiste-léniniste, ne correspondait pas à une pratique authentiquement révolutionnaire, mais bien à un comportement hégémonique et aventureux.

D'autres encore croient que le retour à un discours plus orthodoxe était l'expression d'un compromis entre différentes classes et tendances politiques. La couche des bureaucrates renonçait aux attaques outrancières contre Staline, pour éviter des réactions populaires violentes. Elle sentait qu'il fallait prendre plus de temps pour démonter, dans la pratique quotidienne, les mécanismes et structures socialistes; ce n'est qu'après qu'elle pourrait s'attaquer aux fondements idéologiques du système. Des forces marxistes-léninistes continuaient leur activité sous Brejnev, même si elles ne déterminaient plus les orientations du parti.

Le bouleversement de Gorbatchev était-il inévitable après la période Brejnev ? Gorbatchev représentait-il le bond qualitatif dans un processus continu de dégénérescence ? Après l'échec du brejnevisme, un autre tournant, un virage révolutionnaire et marxiste-léniniste, était-il possible à la direction du PCUS ?

Une réponse complète à toutes ces interrogations exige bien sûr une étude de l'évolution économique et sociale de l'URSS, une analyse de la différenciation des classes sociales, une information assez complète sur les différentes tendances existant au sein du PCUS et parmi ses cadres dirigeants, une analyse du poids de l'appareil militaire et de ses tendances politiques et idéologiques.

Dans cette étude, nous voulons examiner si les quatre congrès du PCUS organisés sous Brejnev, peuvent nous indiquer des réponses à certaines des questions soulevées. Les rapports que Brejnev présentait au congrès du parti, ne sont qu'un aspect de la réalité soviétique. Mais ils en sont un aspect important parce qu'ils nous donnent les analyses que la direction réalisait à propos de la situation nationale et internationale, l'orientation politique et idéologique qu'elle imposait au parti, sa vision de l'avenir et les tâches qu'elle fixait au parti et au peuple.

LE 23e CONGRES: EN BREJNEV, KHROUCHTCHEV A UN FIDELE SUCCESSEUR.

Brejnev et Khrouchtchev.

L'idée a été avancée que l'arrivée au pouvoir de Brejnev a marqué une rupture avec la politique révisionniste de Khrouchtchev, que Brejnev a réhabilité Staline et réintroduit la conception de la dictature du prolétariat. Or, devant le 23e Congrès tenu en 1966, Brejnev affirme d'emblée: «Durant toutes ces années (1961-1966), le PCUS, s'inspirant de la ligne définie par les 20e et 22e Congrès du Parti, a mené fermement le peuple soviétique dans la voie de la construction du communisme» (p.5). Dans tout le rapport, nous ne trouvons pas la moindre critique d'aucune des grandes idées nouvelles qui caractérisent le révisionnisme de Khrouchtchev. (1)

L'attaque contre la Chine socialiste.

Pendant la période couverte par le rapport, un événement d'importance historique s'est produit au sein du mouvement communiste international: la rupture entre le PCUS et le Parti communiste chinois. Au cours de la grande polémique, menée en 1963-1964, la Chine a défendu Les principes révolutionnaires du léninisme, tandis que l'Union soviétique a, sur des questions essentielles, viré vers la social-démocratie. Dans son rapport, Brejnev ne livre pas la moindre analyse, pas le moindre bilan de cette lutte idéologique. Il consacre à peine quelques lignes à la Chine, pour dire ceci: «Les déviations de la ligne marxiste-léniniste, qu'elles se situent à droite ou à "gauche", deviennent particulièrement dangereuses lorsqu'elles se confondent avec des manifestations de nationalisme, de chauvinisme de grande puissance et d'hégémonisme» (p.30-31). Brejnev mène déjà la lutte idéologique et politique à coups de trique. C'est à partir des positions révisionnistes de Khrouchtchev qu'il accuse le Parti chinois d'opportunisme de gauche; c'est parce que la Chine a refusé d'entériner les nouvelles thèses du 20e et du 22e Congrès du PCUS qu'elle est taxée de «nationaliste». L'Union soviétique projette ses propres pratiques de chauvinisme de grande puissance et d'hégémonisme, bien réelles, sur la Chine dont la politique d'aide et de soutien aux révolutionnaires de part le monde était, au cours des années soixante, authentiquement révolutionnaire. Cette politique n'avait rien à faire avec la recherche de l'«hégémonie mondiale», accusation qui fut lancée à l'époque contre la Chine par toutes les forces impérialistes. Ce qu'écrit en 1965 l'ancien nazi Siegfried Muller, entré en 1950 à l'école militaire américaine pour servir ensuite l'OTAN pendant six ans, mercenaire au Congo-Kinshasa en 1964, est assez significatif: «Si un danger menace l'Occident chrétien, il ne peut venir que de la vieille ville impériale de Pékin. (...) Pékin tâte déjà l'Afrique de la pointe du pied. Sept cent cinquante millions de Chinois se pressent dans leur pays. Ils avancent lentement mais sûrement en direction des Etats-Unis. Ils sont installés en Indonésie, en Birmanie, à Hong-Kong (!!!) et en bien d'autres endroits» (2).

L'irrésistible avance du communisme...

Brejnev présente une analyse de la situation du mouvement communiste international teintée du subjectivisme grossier qui caractérisait l'euphorie khrouchtchévienne et dont la fonction primaire est de voiler la réalité. «Le mouvement communiste international a raffermi ses positions en tant que force politique la plus influente de notre époque» (p.25). « Au cours des années écoulées, le système mondial du socialisme s'est sensiblement affermi. (...)

Dans les pays frères, le régime socialiste se renforce régulièrement» (p.9 et 11). «Oui, cet Etat socialiste à jamais vigoureux et prospère existe ! Cet Etat est notre patrie soviétique, l'URSS. Sa puissance sur le plan économique, militaire, sur les autres plans, est inébranlable» (p.174).

Le sentiment de puissance irrésistible, qui émane de l'URSS, inspire cette estimation optimiste du mouvement communiste international. Mais parler de «raffermissement» du mouvement, au moment de la rupture avec les partis chinois et albanais, au moment de l'affrontement politique avec la Chine socialiste, forte de ses 800 millions d'habitants, au moment où des divergences profondes se manifestent avec les partis vietnamien, coréen, roumain et cubain, est de la mystification. Des analystes bourgeois ont mieux cerné la possibilité d'un affaiblissement stratégique du mouvement communiste international, dû à la rupture entre le PCUS et le PCC. L'idée de la «puissance inébranlable» de l'URSS est à la base de l'hégémonisme soviétique sur le mouvement communiste, qui pointe déjà dans ce rapport au 23e congrès. «Les constantes fondamentales de l'édification socialiste sont communes à tous les pays» (p.11). Mais l'URSS a le monopole pour déterminer ces constantes et, par conséquent, pour excommunier ceux qui ne suivent pas aveuglément les conceptions soviétiques, tels, dans les années soixante, le Parti communiste chinois et le Parti du travail albanais.

Le marxisme sclérosé comme fausse conscience.

Avec l'arrivée au pouvoir de Brejnev, le marxisme-léninisme se transforme de science de la révolution en idéologie, en fausse conscience masquant les intérêts privés d'une couche privilégiée qui est en train de se détacher des travailleurs. Les rapports que Lénine présentait aux congrès du parti, étaient des modèles d'analyse concrète, matérialiste des réalités socio-économiques en plein changement, des modèles d'esprit de lutte et de combat. Dans les rapports de Staline, on retrouve le marxisme-léninisme comme science de la pratique de la lutte de classes; l'analyse vise à impulser la révolution mondiale et la lutte de classes en Union soviétique, on y retrouve le débat, la critique, l'affrontement politique à l'intérieur du parti. Ces caractéristiques fondamentales ne doivent pas être obscurcies par le constat de certaines faiblesses et erreurs politiques et idéologiques de Staline, qui n'avait pas le génie de Lénine. Avec Brejnev, le marxisme-léninisme devient une idéologie, un ensemble de thèses, d'idées, de conceptions servant à obscurcir les réalités vivantes et mouvantes et à légitimer les intérêts particuliers de la couche au pouvoir. Les rapports de Brejnev sont du bavardage mystificateur à l'image des discours sociaux-démocrates en Occident qui parlent de socialisme, d'idéaux égalitaires, d'humanisme, de lutte contre le capitalisme monopoliste pour mieux voiler les antagonismes de classe et pour mieux amener les masses à la collaboration avec le système en place. Dans le rapport au 23e Congrès de Brejnev, on cherchera en vain une analyse matérialiste, profonde des positions politiques et des intérêts économiques des différentes couches et classes sociales en Union soviétique, une analyse des phénomènes sociaux majeurs de la société soviétique. Il ressasse des généralités du genre: «la théorie doit frayer toujours le chemin à la pratique» (p. 160) et «Tout le travail idéologique doit être étroitement lié à la vie, à la pratique» (p. 163), mais il se garde bien d'appliquer ces excellents préceptes. Et quand, de temps à autre, il se risque à «développer» la théorie, il se détache complètement de la pratique et de la réalité. «Le Parti communiste», affirme Brejnev, «est devenu encore plus fort et monolithique» (p.6). Une année après la chute de Khrouchtchev, de quelle sorte de «monolithisme» pourrait-on parler ? Sans la moindre analyse des réalités économiques, politiques, culturelles, religieuses existant parmi les 131 nationalités et ethnies vivant en URSS, Brejnev déclare péremptoirement: «Les peuples de l'URSS sont engagés dans un processus de rapprochement toujours plus poussé, leur unité et leur cohésion se renforcent au point de devenir indestructibles» (p. 165). Brejnev reste fidèle à une des thèses essentielles de Khrouchtchev selon laquelle la lutte de classes a cessé d'exister en URSS, sauf sous des formes marginales de délinquance et de parasitisme. Ceci mène Brejnev à constater certains phénomènes sociaux, sans y consacrer une analyse d'ensemble et en profondeur, donc sans aboutir à une pratique de lutte de classes conséquente. «Malheureusement», dit-il, «il est encore des gens se réclamant de l'art qui se consacrent à dénigrer notre régime, à calomnier notre peuple héroïque. Certes, on peut les compter sur les doigts» (p. 127). Voilà à quoi se limite l'analyse du courant idéologique conduit par Soljenitsyne, cet idéologue du tsarisme nourri par l'antistalinisme de Khrouchtchev, ce porte-parole des anciens courants réactionnaires et des nouvelles tendances pro-impérialistes dans la société. «Certains jeunes ont une mentalité de parasites, exigeant

beaucoup de l'Etat, mais oubliant leur devoir envers la société. Les idéologues bourgeois misent sur ces hommes peu aguerris, réceptifs aux mauvaises influences idéologiques pour les utiliser dans leurs intérêts. Par bonheur, ils sont très rares chez nous» (p.151). La dépolitisation de la jeunesse découle nécessairement de la conception de l'Etat du peuple tout entier et de l'affirmation de la cessation de la lutte des classes sous le socialisme. Le marxisme-léninisme ne peut s'ancrer dans la jeunesse qu'en tant que théorie de la lutte sociale vivante. Un marxisme-léninisme sclérosé, idéologisé, ne peut s'implanter dans l'esprit des jeunes. Or, depuis Lénine, nous savons qu'il n'existe pas de vide en matière d'idéologie. Là où ne s'implante pas l'idéologie socialiste, règne, sous ses multiples formes, l'idéologie bourgeoise.

L'économisme.

L'idée essentielle de Brejnev est qu'il n'y a plus de menaces sérieuses pour le socialisme en URSS, que de petits problèmes peuvent encore se poser dans des secteurs marginaux de la société, mais qu'au sein du «parti du peuple tout entier» s'épanouit pour l'éternité le léninisme et le socialisme scientifique et que, par conséquent, aucun danger venant de l'intérieur du parti ne menace. Il s'agit d'une complète démobilisation des communistes pour la défense de la dictature du prolétariat, pour la lutte de classes à l'intérieur du parti et dans la société. Il en découle un économisme grossier dans la conception du parti et du syndicat. L'économisme, la tendance à ne considérer que les problèmes directs issus de la production et du travail à l'usine et au bureau, est la forme de l'idéologie bourgeoise qui s'impose spontanément aux travailleurs. L'économisme empêche les travailleurs de se hisser au niveau de la compréhension des intérêts des différentes classes et couches sociales et de leurs luttes et oppositions; l'économisme masque la question essentielle de la dictature de certaines classes, s'exprimant dans l'action de l'Etat. L'économisme démobilise le parti pour la défense de la dictature du prolétariat. Voici la thèse économiste fondamentale que Brejnev a élaboré dans le domaine de l'édification du parti: «Dans les nouvelles conditions, les organisations du Parti deviennent encore plus responsables du travail des collectivités de production, du développement économique des villes, des républiques. Elles doivent se faire de véritables organisateurs de la réalisation des plans (quinquennaux) fixés par le parti» (p. 102). Il définit ensuite les tâches du syndicat : «Dans les conditions actuelles, l'activité des syndicats en tant qu'école du communisme acquiert un contenu nouveau. L'extension des prérogatives et de l'autonomie économiques des entreprises, l'emploi systématique des stimulants économiques augmentent beaucoup la responsabilité que portent les syndicats en ce qui concerne l'accomplissement du plan de l'Etat, le perfectionnement technique de la production, la multiplication des inventeurs et des rationalisateurs» (p. 142). Or, tout au long de la période socialiste, existe, dans le domaine de l'édification économique, la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste; l'autonomie des entreprises et les stimulants matériels peuvent développer les éléments capitalistes dans tous les domaines essentiels, celui de la propriété des moyens de production, celui de la répartition, celui des relations sociales, celui de la conscience politique. Ces problèmes sont sciemment écartés pour permettre aux éléments bourgeois dans le parti et l'Etat de consolider en toute quiétude leurs positions.

Les problèmes économiques et le danger de restauration.

Traitant de l'économie, Brejnev répond à la presse bourgeoise qui parle de crise dans l'économie soviétique et prévoit l'abandon du socialisme. «Ces affirmations sont parfaitement ridicules. La propriété sociale des moyens de production reste pour nous un principe immuable. Non seulement nous maintenons, mais encore nous perfectionnons la planification du développement économique. Le renforcement de la direction planifiée centralisée de l'économie nationale s'allie désormais à l'extension de l'initiative et de l'indépendance des entreprises. La société socialiste a pour principe la rémunération en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni, qui implique par suite l'action des stimulants économiques, l'intéressement matériel» (p.75-76). Ces thèses khrouchtchéviennes sont réaffirmées ainsi par Brejnev en 1966 et elles le seront jusqu'à sa mort en 1982. Pourtant, le Parti communiste chinois avait formulé des observations qui méritaient réflexion. Mais dans la campagne antichinoise, dirigée contre «l'opportunisme de gauche» de Mao Zedong, toutes les remarques du PCC étaient balayées d'office avec mépris. La rupture entre le PCUS et le PCC a entraîné l'affaiblissement

de la lutte politique basée sur le marxisme-léninisme et elle a grandement appauvri la réflexion au sein du PCUS. Le PCC a écrit en 1964: «Khrouchtchev a appliqué une suite de mesures politiques révisionnistes, qui ont considérablement hâté le développement des forces capitalistes et exacerbé de nouveau, en Union soviétique, la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste. (...) Les usines tombées dans les mains d'éléments dégénérés demeurent nominalement des entreprises socialistes, mais elles sont en réalité devenues des entreprises capitalistes, instrument de leur fortune. Leurs rapports avec les ouvriers se sont mués en rapports d'exploiteurs à exploités. (...) Et leurs complices au sein des organismes d'Etat, qui s'abouchent avec eux, prennent part à toutes sortes d'exploitations, détournent des fonds, donnent et acceptent des pots-de-vin, participent au partage du butin. Ne sont-ils pas, eux aussi, des éléments bourgeois dans toute l'acception du terme ?» (3). Malgré certaines conclusions probablement hâtives, ces observations posent correctement un problème fondamental qui n'a fait que s'aggraver tout au long du règne de Brejnev.

Il est intéressant de noter que Brejnev touche déjà en 1966 à un certain nombre de faiblesses du système économique qui seront reprises par tous les congrès suivants sans qu'on arrive à y remédier, bien au contraire. «Au cours de ces dernières années, des phénomènes négatifs ont commencé à se faire sentir tels que le ralentissement des taux de croissance de la production et de la productivité du travail, la baisse de l'efficacité dans l'utilisation des fonds productifs et des investissements» (p. 71). «Le taux de croissance des principaux produits agricoles a été sensiblement inférieur à ce qu'il était lors de la période des cinq années précédentes» (p.89). «Parmi les imperfections les plus graves, il faut citer la lenteur du passage des acquis du laboratoire à la production. Les délais d'application des découvertes s'étalent souvent sur des années» (p.120). «Le Parti a posé comme l'un des objectifs les plus urgents l'amélioration substantielle de la qualité de la production fournie» (p.83). «Les entreprises qui fabriquent les articles de consommation ne tiennent pas toutes compte des exigences accrues et des goûts des acheteurs. De nombreux articles sont d'une qualité inférieure» (p.111).

La sous-estimation de l'impérialisme et l'éloge de la voie réformiste.

Brejnev ne fait pas une analyse matérialiste et dialectique des points forts et des points faibles de l'impérialisme, ni des phénomènes positifs et négatifs dans les pays socialistes, ni d'ailleurs de l'évolution de la lutte entre socialisme et impérialisme dans les différents domaines. Là aussi, il ne produit que de l'idéologie: le socialisme avançant toujours victorieusement, l'impérialisme s'enfonçant dans des crises de plus en plus graves. «Le système capitaliste connaît une crise générale». «L'agressivité accrue de l'impérialisme reflète la croissance des difficultés et des contradictions dans lesquelles se débat le système capitaliste mondial de nos jours. (...) L'impérialisme est impuissant à faire obstacle à la marche de l'histoire» (p.17-18 et 7-8).

De cette vision d'un impérialisme «impuissant à faire obstacle à la marche de l'histoire», suit une position réformiste sur le passage du capitalisme au socialisme. Brejnev reprend la thèse de Khrouchtchev sur le passage pacifique par la voie parlementaire «appuyée par de dures luttes de masse». En France, où le Parti communiste se teinte de plus en plus de révisionnisme, Brejnev constate «la maturité politique accrue des masses». Même affirmation en ce qui concerne l'Italie et les Etats-Unis. «On constate la formation d'un vaste front antimonopoliste. Ce processus favorise l'union des masses et l'extension de leur lutte pour l'objectif final: la refonte révolutionnaire de la société, le socialisme. Le capitalisme est à la veille de jours difficiles. Il devient de plus en plus évident qu'il est voué à disparaître. Mais les capitalistes ne renonceront jamais de leur propre gré à leur domination. Ce n'est qu'au cours de batailles de classe opiniâtres que les masses travailleuses et la classe ouvrière remporteront la victoire» (p.22-23). Ceci est le langage de tous les traîtres au marxisme, à commencer par les sociaux-démocrates des années 1918-1921 qui divaguaient alors sur les «batailles opiniâtres» et la «refonte révolutionnaire de la société», pour mieux combattre l'insurrection populaire, la destruction de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat.

Plus grave encore, la soi-disant «impuissance» de l'impérialisme sert à justifier la voie réformiste dans les pays du tiers monde et à repousser la voie de la révolution nationale et démocratique, défendue alors de façon conséquente par le PCC, relégué dans son coin pour son «opportunisme de gauche». Citant la République arabe unie (l'Egypte-La Syrie), l'Algérie, le Mali, la Guinée, le Congo-Brazzaville et la Birmanie où «de sérieuses transformations sociales ont été réalisées», Brejnev affirme: «Les masses populaires se convainquent que la meilleure voie est celle du développement non capitaliste. Les peuples ne peuvent se débarrasser de l'exploitation, de la misère et de la faim qu'en empruntant cette voie. (...) Nous avons établi des relations étroites et amicales avec les jeunes Etats qui s'orientent vers le socialisme» (p.4). Ces thèses révisionnistes nient la nécessité de faire une analyse de classe des différentes forces au pouvoir dans les pays nouvellement indépendants; elles nient aussi l'analyse de classe de l'ancien appareil d'Etat colonial, resté souvent intact, comme elles refusent une estimation matérialiste de l'emprise de l'impérialisme sur les différents leviers économiques dans ces pays.

LE 24e CONGRES: BREJNEV APPROFONDIT LA REVISION DU LENINISME.

Dans son rapport au 24e Congrès, Brejnev réaffirme à nouveau la ligne révisionniste du 20e Congrès.
(4)

A deux reprises, Brejnev souligne que le «dogmatisme» du temps de Staline a fait place à «l'esprit créateur» et que la «déstalinisation» de Khrouchtchev était nécessaire et correcte. «Le parti a montré l'inanité des conceptions dogmatiques qui ignorent les grands changements positifs survenus, ces dernières années, dans la vie de notre société. La liquidation des séquelles du culte de la personnalité et des erreurs subjectivistes a eu des répercussions profondément bénéfiques sur l'atmosphère politique générale» (p.183). Après avoir dénoncé la tendance extrémiste de droite, représentée par Soljenitsyne, Brejnev se voit obligé d'attaquer ceux qui s'en tiennent à certaines conceptions fondamentales de l'époque stalinienne. «Une autre tendance extrême, c'est la tentative de blanchir certains phénomènes ayant eu lieu dans le passé et que le parti a soumis à la critique ferme de principe; c'est la tentative de maintenir des notions et des opinions contraires à l'élément nouveau, créateur que le parti a apporté au cours de ces dernières années» (p. 157).

Escalade contre la Chine socialiste.

Brejnev redouble ses attaques contre la Chine et contre tous les partis et organisations qui s'en tiennent à une interprétation révolutionnaire du marxisme-léninisme. «Les dirigeants chinois ont adopté», déclare Brejnev, «au sujet des questions essentielles de la vie internationale et du mouvement communiste mondial, une plate-forme idéologique et politique particulière, incompatible avec le léninisme. Ils ont exigé que nous renoncions à la ligne du 20e Congrès et au programme du PCUS» (p. 17). Comme lors du 23e Congrès, nous n'apprenons rien sur les questions de fond, débattues entre le PCUS et le PCC. La Chine aurait «exigé» que le PCUS renonce à sa ligne. En réalité, ce sont bien les Soviétiques qui ont exigé que tous les partis communistes du monde souscrivent à la ligne du 20e Congrès du PCUS. Ils ont appelé ouvertement à renverser les dirigeants des partis qui exprimaient leur désaccord avec Khrouchtchev. Dans plusieurs partis, la direction du PCUS a organisé des putschs pour écarter les dirigeants qui s'en tenaient au «stalinisme» et pour les remplacer par des adeptes de la ligne révisionniste de Khrouchtchev. Se prévalant de leur position hégémonique, les dirigeants soviétiques ont décrété que «la plate-forme politique particulière» élaborée par le PCC était «incompatible» avec le léninisme (dans sa version khrouchtchévienne...). Aussi, Brejnev fait-il du suivisme politique envers le PCUS, le critère décisif d'internationalisme: ceux qui ne suivent pas, sont coupables de déviation nationaliste, si ce n'est d'antisoviétisme. Pourtant, il est clair qu'au cours du grand débat, les Chinois s'en tenaient aux thèses essentielles de Lénine et à son esprit révolutionnaire, tandis que Khrouchtchev présentait comme des «développements créateurs du léninisme», de vieilles thèses social-démocrates. Beaucoup d'organisations révolutionnaires, nées dans les années soixante, se sentaient plus proches des idées défendues par la Chine et l'Albanie que du révisionnisme. Toutes sont taxées de vouloir faire sécession, au mépris des réalités politiques du pays concerné. Ainsi, l'insignifiant groupe révisionniste

des frères Lava, aux Philippines, reçoit le label de marxiste-léniniste, tandis que le nouveau Parti communiste des Philippines, une des organisations communistes les plus sérieuses et dynamiques d'Asie, est repoussé comme scissionniste. En Italie, Brejnev range «le groupuscule Il Manifesto» parmi les «renégats» (p.36).

Entre 1966 et 1971, Brejnev est passé de la lutte politique pour éliminer la ligne marxiste-léniniste que défendait le PCC, à l'affrontement politique et militaire avec l'Etat chinois. «Les dirigeants chinois», déclare Brejnev, «ont déclenché une violente campagne de propagande haineuse contre notre parti et notre pays, ont formulé des prétentions territoriales à l'égard de l'URSS et ont même provoqué des incidents armés à la frontière soviétique en 1969» (p.17). Ceux qui ont étudié ce problème avec objectivité reconnaissent que le bon droit était du côté chinois et que Brejnev a suivi dans ce cas une politique de force et d'hégémonisme. De quoi s'agit-il ? De la délimitation de la frontière entre la Chine et l'URSS sur les mille deux cents kilomètres où l'Oussouri sépare les deux pays. Un traité inégal, imposé par les tsars, place cette frontière sur la rive chinoise du fleuve. Jaurès Medvedev, qui ne peut être suspecté de sympathie envers la Chine, écrit: «L'attitude de la Chine était plus logique dans la mesure où elle prétendait que la révolution d'octobre avait annulé les traités signés par le gouvernement tsariste» (5). La Chine accepte le statu quo et donc l'annexion de territoires chinois par le tsarisme, mais elle exige que la frontière sur l'Oussouri soit tracée d'après les usages internationaux. «Les deux pays ont besoin du fleuve pour la navigation, la pêche et autres activités», écrit Medvedev. «Habituellement, lorsqu'une frontière longe un fleuve, la ligne de partage passe soit au milieu du fleuve, soit au milieu du canal de navigation». Peu après la mort de Brejnev, en novembre 1982, une nouvelle loi sur la frontière soviétique stipule dans son article 3 que «la frontière passe au milieu du canal de navigation sur les fleuves navigables» (5). Mais en 1969, Brejnev a failli provoquer une guerre générale avec la Chine. «C'est Brejnev qui donna l'ordre à l'artillerie d'attaquer massivement les troupes chinoises, ce qui entraîna la mort de plusieurs milliers de soldats chinois et un profond ressentiment de la Chine à l'égard de l'Union soviétique» (6).

La naissance de la tendance hégémoniste.

Cet affrontement avec la Chine est symptomatique du passage de l'URSS à une politique d'hégémonisme vis-à-vis des pays socialistes comme des pays anti-impérialistes du tiers monde.

Cette attitude hégémonique découle d'une politique qui mise sur la puissance militaire comme moyen essentiel pour influencer le cours des événements dans le monde. «Au cours de la période considérée», dit Brejnev, «les problèmes de l'armée n'ont cessé d'être au centre de notre attention». «Renforcer l'Etat soviétique, cela veut dire aussi renforcer ses forces armées, accroître au maximum la capacité de défense de notre patrie» (p.145 et 144). Sous le couvert d'internationalisme, l'Union soviétique propulse sa force militaire dans les différents points du monde où des opportunités se présentent pour implanter et renforcer la présence soviétique. La «fierté pour la patrie» dégénère en chauvinisme de grande puissance. «Un travail considérable a été réalisé pour éduquer les Soviétiques dans la fierté pour leur patrie, leur peuple et ses grandes réalisations, dans le respect des pages glorieuses du passé de leur pays» (p.149). Du tsarisme, on retient les «grandes réalisations» et on efface les crimes d'agression, d'expansion, d'annexion. La défense du traité tsariste sur la frontière de l'Oussouri, est caractéristique de la pensée de Brejnev. Nous sommes d'avis que cet accès de chauvinisme explique aussi pourquoi la direction du PCUS cesse à ce moment la critique contre Staline. Il ne s'agit pas d'une réfutation des thèses khrouchtchéviennes et d'un retour à des conceptions révolutionnaires défendues du temps de Staline: Brejnev ne retient du passé que les aspects de grandeur et les victoires qui permettent de renforcer un patriotisme chauvin et conquérant. La critique de Staline ne cadre pas avec une éducation axée sur le passé glorieux de la patrie.

Choisir la voie socialiste pour un pays est, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, de plus en plus synonyme d'alliance avec l'Union soviétique, d'acceptation de son parapluie militaire et d'accord avec son interprétation du socialisme.

Brejnev met l'accent sur «l'intégration économique des Etats socialiste» (p.8) qui implique, en fait, une subordination des économies des différents pays socialistes à celle de l'Union soviétique. Etendant son parapluie militaire sur tous les pays socialistes, Brejnev déclare: «Les frontières de la communauté socialiste sont inviolables et intangibles». «L'unité fraternelle des pays socialistes est le meilleur rempart contre les forces qui tentent d'attaquer et d'affaiblir le camp socialiste» (p.21-22). En apparence, l'Union soviétique exprime ainsi sa fidélité à l'internationalisme prolétarien. A y voir de plus près, son ingérence et son contrôle sur les autres pays, loin de renforcer la communauté socialiste, affaiblit les bases du socialisme dans les différents pays et fait reposer la cohésion sur la force de l'Union soviétique. La théorie du «meilleur rempart: l'unité fraternelle», c'est-à-dire la protection de l'Union soviétique, est fondamentalement fautive. Le meilleur rempart ne peut être que la mobilisation des travailleurs, le développement de leur conscience, leur effort indépendant pour défendre le régime populaire. Sur cette base, un pays peut faire appel, lors de circonstances exceptionnelles et pour une période limitée, à l'aide des pays socialistes amis. La République démocratique et populaire de Corée a toujours maintenu son indépendance politique et économique. Agressée par l'armée américaine en 1950, elle a accepté l'aide militaire chinoise et soviétique, mais cela ne l'a pas détournée de sa politique fondamentale de compter avant tout sur ses propres forces. L'expérience a montré que le socialisme en Corée est plus solidement implanté dans les masses que dans les pays de l'Europe de l'Est qui ont accepté le contrôle économique et militaire permanent de l'URSS.

La même tendance à l'hégémonie et au contrôle se dessine dans la conception que défend Brejnev de la lutte dans le tiers monde. «Le système socialiste mondial», affirme-t-il, «représente la force décisive dans la lutte anti-impérialiste» (p.8). En déclarant l'Union soviétique la «force décisive» dans la lutte anti-impérialiste, Brejnev tend à mettre les pays et les peuples anti-impérialistes sous sa «protection». Il refuse le point de départ de toute vision révolutionnaire du monde: ce sont les peuples qui font l'histoire, les masses travailleuses du tiers monde sont les artisans de leur libération, la conscience anti-impérialiste, la capacité d'organisation, la puissance de combat des peuples du tiers monde sont le facteur essentiel dans la lutte anti-impérialiste.

Le rapprochement de toutes les classes et de toutes les nationalités...

Le point clé de la trahison khrouchtchévienne, est la négation de la lutte de classes sous le socialisme et, par conséquent, la liquidation de la dictature du prolétariat. Brejnev a poussé cette absurdité à son comble. La simple observation matérialiste de la société soviétique, montrait que les différences de classes s'accroissaient au fur et à mesure que les années passaient et que les contradictions économiques, politiques et culturelles entre les républiques s'aiguisaient. Mais les «développements créateurs de la théorie», dont parle Brejnev, sont des élucubrations idéalistes, complètement détachées de la réalité, ce ne sont que des images idéologiques dont la couche dirigeante se pare pour légitimer la nouvelle division de la société en classes antagonistes.

Voici ce que dit Brejnev sur la société sans classes qui existerait en URSS: «Le rapprochement de toutes les classes et groupes sociaux, le renforcement de son unité sociale se produisent chez nous sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste» (p.129). «Notre intelligentsia soviétique considère que sa vocation est de consacrer son énergie créatrice à l'oeuvre d'édification de la société communiste» (p.132). A l'époque, une grande partie de cette intelligentsia qui se «consacre au communisme», est en réalité complètement dépolitisée, elle développe une idéologie technocratique et est attirée par le système économique et social de l'Occident. Dans cette société brejnévienne sans classes, s'effacent aussi les distinctions entre nationalités... Brejnev parle d' «une démonstration impressionnante de l'unité monolithique de tous les peuples de notre Patrie» (p. 134). Ceci l'amène à formuler une de ses découvertes théoriques majeures: la création du peuple soviétique, notion dans laquelle se dissolvent les classes comme les nationalités. «On a vu se former dans notre pays une nouvelle communauté historique: le peuple soviétique. Des rapports harmonieux nouveaux entre les classes et les groupes sociaux, entre les nations et les nationalités, rapports d'amitié et de coopération, sont nés dans le travail commun. (...) Les gens chez nous sont soudés par la communauté de leur idéologie marxiste-léniniste» (p. 136).

Discours moralisants pour les "marginaux".

A cette fiction de «l'unité du peuple soviétique soudée par le marxisme-léninisme», s'opposent de multiples faits et phénomènes qu'on ne peut pas manquer de relever. Comment Brejnev résout-il cette contradiction ? En réduisant contradictions et antagonismes sociaux à des phénomènes marginaux dus à des attitudes personnelles et à la dégénérescence morale individuelle. En d'autres mots, il nie que les phénomènes négatifs par trop voyants, sont liés à la différenciation des classes selon les positions économiques et sociales de plus en plus divergentes qu'occupent les hommes dans la production matérielle et au sein de l'appareil étatique; il nie qu'ils sont liés aux courants politiques bourgeois, réactionnaires qui se développent aussi bien auprès des couches dirigeantes qu'au sein des masses populaires.

«Il faut reconnaître qu'il y a encore des fonctionnaires sans coeur, des bureaucrates, de grossiers personnages», constate Brejnev. Son remède n'est qu'un voeu pieux banal. «Une atmosphère de bienveillance, de respect de l'homme doit régner dans chacun de nos bureaux» (p. 139). Il annonce «une lutte constante et implacable contre les survivances du passé, (...) (contre) le parasitisme, la cupidité, la concussion, la calomnie, l'esprit chicanier, l'ivrognerie, etc.» (p. 150).

Approche idéaliste de l'impérialisme, soutien au réformisme.

L'analyse de Brejnev des pays dominés par le capitalisme mondial, est, elle aussi, complètement dépourvue de fondement matérialiste. De 1917 à 1956, le socialisme mondial a connu un essor remarquable grâce à d'incessantes luttes révolutionnaires des peuples, dirigées, pour l'essentiel, de façon correcte par les partis communistes. L'impérialisme a dû reculer, pendant cette période, devant la vigueur du mouvement révolutionnaire international des peuples. Cette tendance, réalisée à travers des combats opiniâtres, Brejnev la transforme en une loi de l'histoire qui s'impose automatiquement: le socialisme se renforce continuellement et l'impérialisme tend irrémédiablement vers sa fin.

«La crise générale du capitalisme continue de s'approfondir» (p.24). Une approche idéaliste et unilatérale des réalités de l'impérialisme suit une stratégie réformiste pour «renverser» le capitalisme dans les métropoles et pour éliminer l'impérialisme dans les pays dépendants.

«Les actuelles batailles livrées par la classe ouvrière annoncent de nouveaux affrontements de classe susceptibles de conduire à des transformations sociales fondamentales, à l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de travailleurs» (p.29). L'instauration du socialisme par des transformations sociales est l'idée maîtresse de la social-démocratie et des partis bourgeois «socialisants». Au cours des années soixante, certains partis bourgeois et petits-bourgeois du tiers monde utilisaient un verbiage marxiste et socialiste, pour mystifier une population excédée par des décennies de barbarie coloniale, pour s'attirer des appuis dans le camp socialiste et pour renforcer leur position dans les tractations avec le capitalisme international. Ecartant toute analyse de classe et au mépris de toute la stratégie léniniste, Brejnev déclare que ces forces s'engagent dans la voie du socialisme authentique.

Après avoir salué «l'offensive des forces de libération nationale et sociale contre la mainmise de l'impérialisme», Brejnev affirme: «En Asie et en Afrique, bien des pays se sont déjà engagés dans la voie du développement non capitaliste, c'est-à-dire ont opté pour édifier en perspective la société socialiste». Il mentionne nommément l'Egypte, la Birmanie, l'Algérie, la Guinée, le Soudan, la Somalie, la Tanzanie, la Syrie, le Congo-Brazzaville. «Les gouvernements du Pérou et de la Bolivie luttent contre la mainmise des monopoles américains» (p.33). Dans l'ivresse qui suit la victoire parlementaire de la gauche chilienne, la stratégie réformiste de Brejnev semble avoir passé l'épreuve du feu. «Au Chili, la victoire du Front de l'unité nationale a été un événement capital» (p.32).

Brejnev «analyse» la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Pourtant, une observation un tant soit peu lucide des réalités au sein de la «communauté socialiste» qui se trouve sous l'influence soviétique, permet de percer le bluff politique de Brejnev. Sa «société sans classes» peut encore faire illusion en URSS où les communistes authentiques ont façonné depuis 1917 la physionomie politique des larges masses et où les traditions comme la puissance de l'Armée rouge et des services policiers, imposent une certaine unité à la société.

Mais dans les sociétés de l'Europe de l'Est, éclatent les contradictions de classe et se développent vigoureusement des mouvements de masse bourgeois. Brejnev est incapable de saisir l'ampleur et la profondeur de ces phénomènes et donc de trouver des remèdes adéquats. La présence ou l'intervention de l'Armée rouge empêche la droite de triompher dans ces pays, mais le pourrissement ne peut évidemment pas être stoppé par les généralités banales d'un Brejnev, aveugle devant les réalités.

La Pologne a connu une crise en 1968 (200.000 personnes, essentiellement des intellectuels libéraux, exclus du parti) et des grèves importantes en 1971. Brejnev analyse la situation: «Nous notons avec une profonde satisfaction que les difficultés qui avaient surgi en Pologne ont été surmontées. Le Parti ouvrier unifié polonais prend des mesures destinées à consolider ses liens avec la classe ouvrière, à raffermir les positions du socialisme dans le pays» (p. 15).

C'est le courant social-démocrate de Dubcek, à la tête du Parti tchécoslovaque, qui a lancé le défi le plus dangereux aussi bien aux fondements socialistes du pays qu'aux prétentions hégémonistes de l'URSS. L'Armée rouge a dû intervenir en août 1968. «Les événements tchécoslovaques ont rappelé une fois de plus que, dans les pays engagés dans la voie de l'édification socialiste, les forces antisocialistes intérieures qui s'y sont plus ou moins maintenues peuvent, dans certaines conditions, intensifier leur activité et aller jusqu'à des actes contre-révolutionnaires directs dans l'espoir d'un soutien de l'extérieur, de la part de l'impérialisme toujours prêt à faire bloc avec ces forces. On a vu se manifester le danger du révisionnisme de droite qui, sous prétexte d'améliorer le socialisme, s'efforce de déblayer la voie à l'idéologie bourgeoise. (...) Il est important de renforcer constamment le rôle dirigeant du parti dans la société socialiste, d'approcher en marxistes-léninistes, dans un esprit créateur, les problèmes du développement socialiste venus à maturité» (p.20).

En fait, les fondements du révisionnisme de droite ont été jetés par Khrouchtchev: dénonciation de l'expérience révolutionnaire du parti sous Staline, rejet de la dictature du prolétariat, théorie de la cessation de la lutte de classes sous le socialisme, conception du parti "du peuple tout entier". Khrouchtchev est bel et bien le premier à avoir déblayé le chemin à l'idéologie bourgeoise, sous prétexte d'améliorer le socialisme. Brejnev compte maintenir ce révisionnisme soviétique, mais en même temps il veut interdire aux autres de tirer toutes les conséquences de ce révisionnisme. Mais on ne peut pas critiquer efficacement les ultra-révisionnistes à partir d'une position révisionniste. «Renforcer le rôle dirigeant du parti», dans ce contexte, veut dire: renforcer la direction d'un parti fidèle à la conception révisionniste qui prévaut à Moscou et ne pas laisser se développer des centres de contre-pouvoir ultra-révisionnistes, c'est-à-dire sociaux-démocrates pro-occidentaux.

Un mouvement communiste international qui s'effrite.

Dans un autre domaine essentiel, celui du développement du mouvement communiste international, les prétentions de Brejnev à l'hégémonie mondiale s'avèrent être du bluff.

Brejnev affirme que la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers, tenue en 1969, «a beaucoup fait pour approfondir un certain nombre de points de la théorie marxiste-léniniste appliquée à la situation contemporaine» (p.34). Puis il en vient à son idée-maîtresse: «Au total, la cohésion du mouvement communiste international ne cesse de s'approfondir» (p.35). En réalité, sur la base de la plate-forme révisionniste de Khrouchtchev, un grand nombre de partis communistes foncent à toute allure vers la réconciliation avec la bourgeoisie locale et vers la collaboration avec la grande bourgeoisie monopoliste. Ce rapprochement avec la bourgeoisie de son propre pays signifie en fait la destruction de l'unité du mouvement communiste international.

Complètement désunis sur les questions de la révolution, les partis communistes, sous l'impulsion de Brejnev, essaient de maintenir une unité pour le soutien à l'Union soviétique et dans la lutte pour le désarmement. Mais comme la trahison du marxisme révolutionnaire touche tous les domaines, là aussi l'unité devient purement formelle. D'ailleurs, malgré sa démagogie sur l'unité, Brejnev n'arrive pas à cacher les quatre axes selon lesquels le mouvement communiste éclate: la défense de l'expérience révolutionnaire de Lénine et de Staline («révisionnisme de gauche»), la social-démocratie version Dubcek ou Togliatti («révisionnisme de droite»), l'opposition au modèle soviétique comme référence, aux diktats et aux interventions dans les affaires des autres partis («nationalisme») et finalement la fidélité inconditionnelle envers l'URSS («marxisme-léninisme authentique»). Brejnev dit ceci: «La lutte contre les révisionnistes de droite et de gauche, contre le nationalisme garde toute son actualité. C'est précisément sur les tendances nationalistes, en particulier sur celles d'entre elles qui prennent la forme de l'antisoviétisme, que les idéologues bourgeois misent le plus volontiers» (p.35).

Malgré ce constat (bien discret) des tendances à l'éclatement, Brejnev maintient la fiction que la «lutte de principe» menée par le PCUS contre tous les révisionnismes qui ne cadrent pas avec ses propres intérêts, oriente l'ensemble du mouvement communiste mondial et lui assure son unité ! «La lutte inflexible du PCUS pour la pureté de la théorie marxiste-léniniste du parti a eu une large résonance internationale, concourant à orienter dans la bonne voie les communistes et les millions de travailleurs» (p. 182).

La Conférence internationale de 1969, glorifiée par Brejnev pour son «approfondissement de la cohésion du mouvement communiste», sera la dernière que les Soviétiques réussiront à convoquer...

LE 25e CONGRES: L'APOGEE DE L'HEGEMONISME.

Le 25e Congrès voit Brejnev à l'apogée de sa «grandeur». (7) C'est le congrès où le révisionnisme, entré en délire, devient bêtise. C'est le congrès qui déploiera pour la première fois un programme en faveur de l'hégémonisme soviétique sur les cinq continents.

Tout va très bien, madame la marquise.

Brejnev va plus loin que Khrouchtchev dans l'aveuglement face aux réalités sociales et politiques de l'Union soviétique; son discours idéologiste n'a plus de racines dans l'analyse concrète. Malgré les critiques de 1965 sur le subjectivisme et le volontarisme de Khrouchtchev, promettant de dépasser les Etats-Unis au cours des années soixante-dix et de réaliser le communisme avant 1980, Brejnev se perd, dix années plus tard, dans une même autosatisfaction béate et bête. L'Union soviétique est une société sans classes et sans contradictions entre nationalités, que l'Etat du peuple tout entier transforme en société communiste, gage d'un progrès continu et illimité ! «Dans notre pays», déclare Brejnev, «est construite une société socialiste développée qui se transforme progressivement en société communiste. Notre Etat est l'Etat du peuple tout entier. Il s'est constitué chez nous une communauté historique nouvelle - le peuple soviétique - qui repose sur l'alliance indestructible de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intelligentsia, sur l'amitié de toutes les nations et ethnies du pays» (p. 110). «C'est une société d'économie sans crises et en perpétuelle croissance. C'est une société qui a fermement confiance en son avenir et devant laquelle s'ouvrent les perspectives illimitées d'un progrès continu» (p. 118).

Un même tableau surréaliste est peint pour les autres pays socialistes, Pologne, Tchécoslovaquie, etc., qui connaissent un «essor incessant» et une «consolidation politique continue» (p.9). «La communauté socialiste est devenue aujourd'hui la force économique la plus dynamique du monde» (p. 13).

Dans sa marche en avant continuelle et irrésistible, le socialisme développé exerce une influence de plus en plus marquée sur le destin du monde tout entier. «Le monde change, littéralement sous nos yeux et dans la meilleure direction. (...) Peut-on ne pas être saisi d'un sentiment de profonde satisfaction devant la force de nos idées, l'efficacité de notre politique ?» (p.5).

C'est le discours d'une nouvelle couche bourgeoise qui, en se détachant complètement des masses travailleuses, se détache aussi - contrairement à la grande bourgeoisie du monde impérialiste -, des réalités politiques et idéologiques de son pays, comme des réalités internationales.

L'Est : le modèle pour l'hégémonisme.

De cette vision idéologiste d'un socialisme irrésistible et triomphant en Union soviétique et, sous l'impulsion de l'URSS, dans les autres pays socialistes, est née la conception d'hégémonie mondiale, apport le plus original de Brejnev à la science politique. Brejnev a la ferme conviction que, dans une grande partie du monde actuel, dominera bientôt un socialisme de type soviétique, grâce à l'aide et à la direction politique générale donnée par l'Union soviétique.

La conception de l'hégémonisme de Brejnev prend ses racines dans l'hégémonie très réelle que l'Union soviétique exerce sur les pays socialistes de l'Europe de l'Est. On ne peut plus parler d'une unité véritable, révolutionnaire de la communauté socialiste, puisque le fondement y manque: la direction effective du Parti communiste sur les masses, gagnées à travers la lutte de classes contre les anciennes couches exploiteuses, contre les ingérences et les influences idéologiques de l'impérialisme, contre le bureaucratisme, le technocratisme, le révisionnisme et la corruption au sein des institutions, la mobilisation politique des masses travailleuses pour l'édification économique. Les couches embourgeoisées qui dirigent les pays socialistes de l'Est, ont déjà perdu la direction politique de la majorité du peuple ; l'influence qu'elles gardent provient essentiellement de l'encadrement administratif et n'est pas gagnée dans une lutte de classes politique. L'obéissance de ces couches embourgeoisées - refusant un retour aux méthodes de la mobilisation politique des masses, taxées de méthodes "staliniennes", elles n'ont guère d'autres possibilités de survie - est présentée comme une forme supérieure de l'intégration socialiste. Brejnev déclare: «On voit apparaître toujours plus d'éléments communs dans la politique, l'économie, la vie sociale des Etats socialistes. Ce processus de rapprochement graduel des pays socialistes acquiert aujourd'hui force de loi» (p.9).

Il est à noter qu'au moins trois des douze pays que Brejnev compte dans sa «communauté socialiste», se soustraient à l'intégration prônée par Brejnev. La Yougoslavie et la Roumanie achètent leur liberté relative en se vendant aux multinationales et aux banques occidentales. La Corée maintient son indépendance par une politique de mobilisation populaire. Aussi Brejnev souligne-t-il la nécessité de «lutter contre le repliement sur soi-même et l'isolement national» (p.9).

L'axe principal du progrès de l'humanité...

En tant que révisionniste, Brejnev a combattu la stratégie de l'insurrection populaire tant dans les pays impérialistes que dans le tiers monde; il s'est toujours prononcé pour la stratégie réformiste, celle de la direction de la bourgeoisie «éclairée», alliée à des formations révisionnistes. Sa révolution mondiale à lui est, en essence, l'extension à toute la planète de l'hégémonisme soviétique, suivant le modèle de l'Europe de l'Est. Pour Brejnev, le socialisme mondial ne naîtra pas de la somme des expériences révolutionnaires nationales; il nie que les partis révolutionnaires doivent être ancrés dans les réalités spécifiques de leur pays, qu'ils doivent mobiliser les larges masses, en tenant compte de leurs particularités, pour la lutte révolutionnaire, pour la lutte armée, et écraser les forces de l'impérialisme et de la réaction locale. Hostile à toute révolution populaire authentique, Brejnev voit le progrès du socialisme par l'attraction que le modèle soviétique exerce sur des centaines de millions d'hommes. Il rejette l'idée que les masses populaires en armes constituent le seul rempart contre l'impérialisme et la réaction, mais il fait miroiter aux peuples des actions de l'armée soviétique, comme garantie de leur liberté.

En présentant l'activité du bloc soviétique comme «axe principal du progrès de l'humanité», Brejnev nie la vérité élémentaire que seule l'action révolutionnaire autonome de ceux qui subissent toujours le joug de l'impérialisme, peut amener le socialisme dans leur partie du monde. La construction du socialisme, la lutte pour la révolution socialiste et la lutte pour la révolution nationale et démocratique

sont les trois axes du progrès politique et social. Ces trois axes sont fondamentaux et indépendants, quoique qu'il existe aussi des liens d'interdépendance entre eux. Amplifier arbitrairement un axe, celui de la construction du socialisme et de son influence sur le monde, au mépris des luttes révolutionnaires des travailleurs et des nations opprimées, est une des démarches caractéristiques du révisionnisme khrouchtchévien.

Il vaut la peine de noter que dès que Khrouchtchev a élaboré ses thèses, il a présenté la construction du socialisme en URSS et l'influence que sa ligne de coexistence pacifique exercerait sur les luttes des peuples, comme le facteur décisif dans l'évolution de l'humanité. Lors du Grand Débat, le Parti communiste chinois a dénoncé la thèse avancée par les Soviétiques que «le principe de la coexistence pacifique détermine maintenant la ligne générale de la politique extérieure du PCUS et des autres partis marxistes-léninistes». «Lorsque le peuple soviétique jouira des bienfaits du communisme, d'autres centaines de millions d'hommes sur la terre diront: nous sommes pour le communisme ! Et à ce moment-là, même des capitalistes «passeront au Parti communiste» (8). Les révisionnistes khrouchtchéviens, disait le PCC, «veulent subordonner la révolution de libération nationale à leur ligne générale de coexistence pacifique et aux intérêts nationaux de leur propre pays» (9). «Les pays socialistes et les luttes révolutionnaires des peuples et nations opprimés se soutiennent et s'aident mutuellement. Le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine et le mouvement révolutionnaire des peuples des pays capitalistes constituent un puissant soutien pour les pays socialistes. Les pays socialistes ne doivent pas adopter (à leur égard) une attitude purement formelle, d'égoïsme national ou de chauvinisme de grande puissance. (...) La supériorité du système socialiste et les réalisations des pays socialistes dans l'édification, servent d'exemple et constituent un encouragement pour les peuples et nations opprimés. Cependant, cet exemple ne peut en aucun cas remplacer la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimés. Ce n'est que par leur propre lutte révolutionnaire résolue que tous les peuples et nations opprimés obtiendront leur libération. Or, certains exagèrent unilatéralement le rôle de la compétition pacifique entre pays socialistes et pays impérialistes et essaient de substituer la compétition pacifique à la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés. Selon leur sermon, l'impérialisme s'écroulerait de lui-même au cours de la compétition pacifique, et les peuples et nations opprimés n'auraient qu'à attendre tranquillement ce jour» (10).

Cette polémique de 1963 est très révélatrice. Nous constatons que Brejnev, en 1976, ne s'est pas départi, quant au fond, du point de vue de Khrouchtchev. Mais il «développe» de façon créatrice le révisionnisme dans le contexte du rapport de force mondial existant en 1976.

Voici le point de vue de Brejnev: «Le développement des pays socialistes, l'accroissement de leur puissance et de l'influence bénéfique exercée par leur politique internationale constituent aujourd'hui l'axe principal du progrès social de l'humanité. La force d'attraction du socialisme a encore grandi face à la crise qui a éclaté dans les pays capitalistes» (p.37-38). «Le socialisme exerce d'ores ci déjà une immense influence sur les idées de centaines de millions d'hommes dans le monde. (...) Il sert de rempart aux peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance» (p.15).

Pour Khrouchtchev, l'avenir du socialisme est déterminé par l'exemple que l'URSS offrira aux peuples, grâce à sa politique de coexistence pacifique et à sa compétition économique avec le capitalisme (compétition qu'il gagnera, cela va de soi). Brejnev maintient ce point, mais il y ajoute que la force économique et militaire de l'URSS exercera une influence jusqu'au moindre recoin de la planète et y facilitera le passage au socialisme.

Cette ligne d'hégémonisme soviétique, présentée comme une application de l'internationalisme prolétarien, est orientée avant tout vers les peuples du tiers monde, le maillon faible du système impérialiste mondial. Voici la présentation de Brejnev: «L'Union soviétique ne s'ingère pas dans les affaires intérieures des autres pays et peuples. (...) Dans les pays en voie de développement, comme partout, nous sommes du côté des forces du progrès, de la démocratie et de l'indépendance nationale» (p.18).

«La tragédie du Chili n'a nullement infirmé la conclusion des communistes sur la possibilité, pour la révolution, de suivre des voies diverses, y compris pacifiques, si les conditions nécessaires sont réunies pour cela. Mais elle a impérieusement rappelé que la révolution doit savoir se défendre. Elle commande la vigilance face au fascisme et aux menées de la réaction étrangère, elle préconise le renforcement de la solidarité internationale» (41).

Combattant le plus souvent les véritables marxistes-léninistes dans le tiers monde, Brejnev soutiendra des réformistes (Chili) ainsi que des putschistes et des aventuriers (Ethiopie, Afghanistan), qu'il présente indistinctement comme des artisans de la révolution socialiste. Comme l'Union soviétique «est à leur côté» et que son armée «constitue le rempart garantissant leur liberté», Brejnev interviendra dans plusieurs pays pour maintenir au pouvoir des forces réformistes et des putschistes prosoviétiques. Comme celles-ci n'ont pas dirigé de véritable révolution populaire, ces forces devront s'appuyer de plus en plus sur l'Union soviétique et sur leurs propres forces armées, pour réprimer les réactionnaires, les grands bourgeois et les agents de l'impérialisme qui ont sauvé l'essentiel de leur arsenal économique, politique et idéologique, puisque révolution authentique, il n'y a pas eu dans le pays.

D'où vient le courant hégémoniste ?

Comment peut-on comprendre l'émergence d'un courant hégémoniste en URSS entre 1965 et 1975 ?

Au cours de cette période, des forces révolutionnaires dans le tiers monde portaient effectivement des coups durs à la domination impérialiste. Le processus de décolonisation avançait vigoureusement tout au long des années soixante et septante. L'impérialisme américain a encaissé des défaites militaires majeures au Vietnam, au Cambodge et au Laos, il a reçu des coups durs au Chili et en Ethiopie. Le vieux colonialisme européen fut mis en pièces par la lutte menée en Angola et au Mozambique.

Ayant abandonné le point de vue marxiste-léniniste sur la lutte des classes dans les pays dépendants, Brejnev croyait qu'il pouvait capitaliser ces luttes pour élargir l'influence et la présence soviétique.

Le capitalisme connaît de graves problèmes et des crises économiques et politiques importantes. Les mouvements de masse des ouvriers et des étudiants se développaient. Ayant abandonné le point de vue marxiste-léniniste sur la nature de l'impérialisme, sur la nature de l'Etat bourgeois et le caractère bourgeois des mouvements réformistes, Brejnev croyait que le socialisme était à l'ordre du jour dans le monde capitaliste et que l'influence politique, le poids militaire et l'aide économique de l'URSS faciliteraient ce passage.

En Union soviétique, un grand nombre de mécanismes socialistes continuaient à fonctionner, des communistes continuaient à motiver et à mobiliser les travailleurs pour la production. Le démantèlement des structures et des valeurs socialistes ne se faisait que lentement. L'Union soviétique connaît une stabilité économique relative et un développement constant.

Exploitant certaines supériorités du système économique socialiste, Brejnev a réalisé des efforts gigantesques dans le domaine militaire, donnant à l'URSS une parité avec la superpuissance américaine.

Issue d'un processus de dégénérescence d'un parti communiste, la nouvelle bourgeoisie soviétique n'avait pas un style d'analyse matérialiste. En plus, elle avait l'arrogance de tous les parvenus.

Brejnev a fait une estimation idéaliste de tous les phénomènes que nous venons d'énumérer et, sur cette estimation, il a construit ses rêves d'hégémonie, ses rêves d'un empire «socialiste» sous direction soviétique.

En fait, l'hégémonie soviétique était bâtie, dès le début, sur du sable. Les forces réformistes, putschistes et aventurières sur qui il tablait dans le tiers monde et dans les pays capitalistes, ne

pouvaient lui assurer ni des victoires solides, ni la fidélité des vainqueurs éventuels. La situation politique et idéologique pourrissait à vue d'oeil dans le camp socialiste sous contrôle soviétique. L'effritement de l'adhésion des masses aux objectifs du PCUS laissait aussi prévoir un avenir difficile. L'Union soviétique était bien une superpuissance, mais aussi un colosse aux pieds d'argile. Elle pouvait adopter une politique agressive et aventurière dans certaines régions particulières. Mais la thèse qu'elle constituait «la superpuissance la plus dangereuse» ayant un «régime social-fasciste de type hitlérien» a toujours été une affirmation idéaliste qu'une observation matérialiste de tous les facteurs en jeu ne pouvait nullement soutenir.

La détente.

La volonté de détente avec le monde capitaliste prônée par Brejnev est le développement de la ligne de la coexistence pacifique que Khrouchtchev a affichée comme étant «la ligne générale de la politique étrangère de l'Union soviétique». Elle est basée sur quatre erreurs: une grave sous-estimation des possibilités de l'impérialisme; le rejet de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat comme armes nécessaires à la défense du système socialiste; la négation de la révolution socialiste dans les pays capitalistes et de la révolution nationale et démocratique dans les pays dépendants.

Brejnev répète que l'impérialisme continue à s'affaiblir. «On a vu s'exacerber la rivalité entre les pays impérialistes». «La crise politique et idéologique de la société bourgeoise s'est aggravée» (p.38-39).

Aux yeux de Brejnev, le fondement essentiel de la coexistence pacifique est la force militaire soviétique. «Le passage de la guerre froide à la détente était lié, avant tout, à la modification du rapport de forces dans l'arène mondiale» (p.22). Niant la lutte de classes et la dictature du prolétariat en URSS, il s'aveugle devant la confrontation militaire entre les deux systèmes sociaux et il ne saisit pas la portée stratégique de la deuxième démarche, suivie par le monde impérialiste: celle de l'infiltration et de la subversion politique, celle de l'encouragement des tendances révisionnistes au sein des partis communistes au pouvoir.

Ainsi, Brejnev considère-t-il la conclusion du traité de 1970 entre l'URSS et la RFA, comme une victoire stratégique, impliquant, de la part de l'impérialisme, «le renoncement à la remise en cause des frontières européennes existantes» (p.24). En Allemagne de l'Ouest, il n'y a que «des forces de droite (qui) restent sur des positions revanchardes» (p.26). Brejnev ne voit que l'esprit de revanche ouvert, primitif, militariste et il ne saisit pas le danger du revanchisme caché, intelligent, social-démocrate. Le SPD ouest-allemand n'a d'ailleurs jamais nié que sa politique de détente visait à créer les conditions pour la réunification allemande.

De la même façon, Brejnev salue les liens économiques, scientifiques et techniques avec l'Occident, les échanges culturels et il conclut: «tout cela, camarades, c'est la matérialisation de la détente» (p.30). Il ne comprend pas que l'impérialisme utilise systématiquement les liens économiques, scientifiques, techniques et culturels pour influencer et infiltrer les milieux dirigeants des pays socialistes.

La dégénérescence croissante du Parti.

En fait, la dégénérescence politique et idéologique continue du Parti communiste détermine l'ensemble de la situation de l'URSS. Mais en tant qu'initiateur principal de cette dégénérescence, Brejnev est incapable de détecter ce phénomène et d'en comprendre la portée stratégique. Il continue à claironner «l'unité monolithique des rangs du Parti, le soutien entier et unanime accordé à la ligne générale du parti» (p.89). Il répète des phrases vidées de tout leur sens, rabâchées de congrès en congrès. «Les théories scolastiques ne peuvent qu'entraver notre avance» (p.99). «L'initiation de masse au marxisme-léninisme est une particularité importante de l'évolution de la conscience sociale à l'étape contemporaine». Mais en quoi consiste ce marxisme-léninisme non scolastique ? «L'objectif essentiel de tout notre réseau d'écoles du Parti sera de faire étudier à fond les décisions du 25e Congrès du Parti» (p.101).

Comme lors du 24e Congrès, les phénomènes indéniables de l'émergence de classes sociales opposées en URSS sont abordés dans un langage moralisant qu'aucun politicien chrétien réactionnaire ne récuserait en Occident. Brejnev admoneste les «gens qui connaissent notre politique et nos principes mais ne les respectent pas toujours dans la pratique». Il dénonce «le divorce entre les paroles et les actes». «On risque un retour aux manifestations de mentalité de philistins petits-bourgeois» (p.106).

Il critique: «la cupidité, le désir de "posséder", la délinquance, le bureaucratisme et l'indifférence envers l'homme sont des traits contraires à la nature même de notre société» (p. 106). Ces paroles, des dizaines de politiciens bourgeois les ont prononcées. Aux rapports sociaux bourgeois qui se rétablissent en URSS, correspondent des tactiques et des démarches idéologiques caractéristiques de toutes les sociétés capitalistes.

Des technocrates, sur lesquels le «marxisme-léninisme» ossifié n'a plus aucune influence, sont séduits par les conceptions politiques «scientifiques», «neutres», «humanistes» de l'Occident. Leur poids dans le PCUS s'accroît constamment. Brejnev révèle que «la proportion des membres du Parti parmi les spécialistes a augmenté de façon substantielle. Actuellement, un spécialiste sur quatre ou cinq est communiste» (p.86). «99% des secrétaires des comités du Parti de territoire et de région (...), des secrétaires des comités de ville, de district et d'arrondissement urbain ont une formation supérieure» (p.96).

Des bureaucrates qui occupent des postes de responsabilité deviennent presque inamovibles. Brejnev déclare: «La sollicitude et l'attention envers les cadres sont de règle dans le parti. C'en est fini des déplacements injustifiés et des remaniements trop fréquents de permanents» (p.96). Le brejnévisme, c'est la tranquillité assurée à la couche embourgeoisée. Ici aussi, la politique de Brejnev est à l'opposé complet de celle de Staline: Staline se montrait excessivement exigeant envers les cadres, ceux qui commettaient des erreurs étaient virés, sinon enfermés ou éliminés et des hommes très jeunes, formés dans un esprit bolchevik dur et pur, étaient promus à de très hautes responsabilités. Adeptes de Khrouchtchev, Jaurès Medvedev écrit à ce propos: «A l'époque de Staline, les dignitaires du Parti se sentirent plus menacés encore par les organes de sécurité que les simples citoyens» (11).

Tranquillité et stabilité pour les dignitaires.

Violamment antistalinien, Medvedev est bien obligé de constater que c'est sous Brejnev qu'une nouvelle couche sociale embourgeoisée se détache des travailleurs. Voici ce qu'il écrit: «Brejnev n'était pas un véritable chef en 1964, mais le représentant de la bureaucratie qui cherchait à vivre tranquillement et plus sûrement, tout en augmentant ses privilèges. Ses électeurs n'étaient autres que l'élite bureaucratique. A cet égard, Brejnev changea aussi le système, car il créa, plus que quiconque, les conditions d'épanouissement d'une véritable élite privilégiée, une réelle nomenklatura» (12). «Quand il était obligé de procéder à des changements dans le Politbureau, il donna t en principe des postes élevés dans la nomenklatura à ceux qui étaient limogés, ce qui leur permettait de continuer à mener leur style de vie confortable. Il donnait aux dignitaires du Parti le maximum de sécurité d'emploi, tandis que les officiels de l'obkom et de l'Etat étaient assimilés à des fonctionnaires, et non à des politiciens élus, responsables devant leur circonscription» (13).

La corruption tranquille.

La tranquillité et la stabilité assurée pour l'élite politique et économique, ses membres ne pouvaient pas se contenter de leurs revenus légaux. «La stabilité de l'élite eut un autre effet négatif. La corruption officielle n'a cessé de se développer à tous les niveaux. La discipline du Parti a baissé, le népotisme est devenu un phénomène normal et le prestige idéologique et administratif du Parti s'est terni» (14). «La grande corruption des bureaucrates soviétiques haut placés était devenue une forme de "maladie professionnelle". La distinction entre propriété publique et propriété privée n'était pas respectée» (15).

Roussakov, secrétaire de la région de Kouybychev, était impliqué dans la vente irrégulière des voitures Zhi-gouli et Lada construites dans la principale usine soviétique Fiat, située dans sa région.

La fille de Brejnev, Galina Tchourbanova, mariée au général Youri Chourbanov, vice-ministre des Affaires intérieures, participait à la contrebande de diamants et à la spéculation sur les devises, de même que le fils de Brejnev, Youri (promu en 1981 au Comité central !). Dans l'appartement d'un membre de cette bande, Anatoli Kolevatov, la police confisqua 200.000 dollars et des diamants estimés à une valeur d'un million de dollars.

Le général Chtchelokov, un vieil ami de Brejnev, a occupé le poste de ministre des Affaires intérieures. Entre 1970 et 1982, il y eut une série d'augmentations de produits de luxe tels que l'or, l'argent, les bijoux, le caviar et les fourrures. Chtcheliokov avait l'habitude d'acheter de grandes quantités de ces produits avant l'augmentation inopinée de leur prix (16). Des réseaux exportaient clandestinement certains articles chers, comme les icônes, les fourrures, le caviar, la vodka et importaient clandestinement des chaînes hi-fi, des jeans et des vêtements occidentaux. Entre 1969 et 1979, des centaines de personnes, dont le ministre et le vice-ministre de la Pêche, furent impliquées dans le trafic du caviar. Du caviar noir était secrètement mis en boîte dans des conserves de trois kilos portant l'étiquette «harengs». Vendus en URSS comme à l'étranger, les fraudeurs empochaient la différence du prix entre le hareng et le caviar (17).

Vers la fin des années septante, Victor Grichine et Grigori Romanov, deux membres parmi les plus jeunes du Bureau politique, vivaient dans l'opulence et la corruption. Pour le mariage de sa fille, Romanov fit apporter le service de table de Catherine II la Grande qui comportait des centaines de pièces d'une valeur inestimable. En état d'ébriété, les invités ont brisé une bonne partie des verres impériaux (p.14).

La corruption des esprits se manifestait aussi dans le domaine politique. Brejnev n'a joué qu'un rôle marginal au cours de la guerre antifasciste. Mais vingt-trois ans après la guerre, en 1968, il se fit attribuer la médaille d'or de l'ordre de Lénine, la médaille militaire la plus importante. Au cours des années septante, il s'attribua à quatre reprises (!) une médaille d'or de héros de la guerre. Sautant trois grades, il devint maréchal. Puis, il s'accorda l'ordre de la Victoire, décoration spéciale, que reçurent, exceptionnellement, à la fin de la guerre, quelques maréchaux célèbres qui avaient dirigé les plus grandes batailles au cours des quatre années de guerre. Parmi eux, Joukov, qui avait organisé la défense de Leningrad et de Moscou, commandé, avec d'autres généraux, la bataille de Stalingrad, dirigé l'assaut de Berlin. A sa mort, Joukov possédait 27 médailles et décorations ; Brejnev, au moment de son décès, en avait... 270 (18) !

LE 26e CONGRES: FUITE EN AVANT VERS L'EFFONDREMENT

Le 26e Congrès est celui d'un Brejnev déclinant qui se lance dans les aventures les plus folles au moment où toutes les bases de sa politique hégémonique sont déjà en train de craquer. (19)

Ça va très bien, ça va très mal.

Dans son rapport, nous trouvons tout le bavardage habituel des trois congrès précédents.

La situation du camp progressiste est toujours on ne peut plus excellente. «La puissance, l'activité et l'autorité de l'URSS se sont accrues» (p.4). «L'unité monolithique du PCUS» est toujours assurée sans faille (p. 132). «Il est permis, selon moi, de supposer que la structure sans classes de la société se formera, quant à ses traits essentiels et fondamentaux, dans le cadre historique du socialisme parvenu à maturité» (p.102).

L'amitié, la coopération et l'entraide entre les pays de la communauté socialiste se développent vigoureusement au point d'être mises en relief dans les constitutions de ces pays (p.9).

Dans le tiers monde aussi, la cause continue à progresser. «Les Etats d'orientation socialiste (...) sont devenus plus nombreux». Brejnev mentionne l'Angola, l'Ethiopie, le Mozambique, l'Afghanistan, la République démocratique et populaire du Yemen.

«Le mouvement communiste a continué à élargir ses rangs, à renforcer son influence dans les masses». Et Brejnev de mentionner sa «force d'attraction irrésistible» (p.28).

La situation de l'impérialisme est toujours on ne peut plus difficile. «La sphère de domination impérialiste dans le monde s'est restreinte. Les contradictions internes dans les pays capitalistes et leur rivalité se sont aggravées» (p.4 -5).

L'hégémonisme devient aventurisme militaire.

Brejnev fait une fuite en avant dans sa politique hégémonique en s'appuyant de plus en plus exclusivement sur la force militaire, au moment où la base politique de cet hégémonisme est en train de s'effondrer et que sa base économique montre des signes évidents d'une crise prochaine.

Dans la communauté socialiste.

Le régime socialiste polonais a pratiquement été liquidé par la dégénérescence, la corruption et l'incompétence de l'équipe Giereck et sous la pression d'un mouvement de masse réactionnaire, dirigé par Solidarnosc et l'Eglise. Des tendances comparables existent dans les autres pays de l'Est. Néanmoins, Brejnev souligne comme «tâche prioritaire, l'intégration socialiste» (p.11). Et dans cette intégration, l'aspect militaire, c'est-à-dire le contrôle militaire de l'Union soviétique sur les pays socialistes de l'Est, prend une place prépondérante. «L'organisation des forces armées unifiées s'est déroulée de façon bien coordonnée. (...) L'alliance défensive politique et militaire des pays socialistes dispose de tout le nécessaire pour défendre infailliblement les conquêtes socialistes des peuples» (p. 10).

La parité militaire.

Khrouchtchev a repoussé en son temps la thèse que «l'impérialisme, c'est la guerre». Il a nié aussi les trois facteurs essentiels qui permettent de contrer la politique de guerre de l'impérialisme: le développement du mouvement révolutionnaire national démocratique parmi les masses du tiers monde, le renforcement du mouvement ouvrier et démocratique sur une plate-forme anticapitaliste révolutionnaire dans les pays capitalistes et la consolidation de la dictature du prolétariat et de la démocratie socialiste dans les pays socialistes ainsi que la croissance soutenue de leurs économies.

Poursuivant dans cette même orientation droitière, Brejnev mise presque exclusivement sur l'accroissement des forces militaires soviétiques pour maintenir la paix. «L'équilibre militaire et stratégique qui s'est instauré entre l'URSS et les Etats-Unis, entre l'Organisation du Traité de Varsovie et l'OTAN contribue objectivement au maintien de la paix sur notre planète» (p.41). Rejetant la dictature du prolétariat et la révolution, Brejnev s'engage dans une voie militariste et en fait aventurière, puisque la «parité militaire et nucléaire» avec le complexe militaro-industriel occidental est une voie impraticable et néfaste pour un pays socialiste. Brejnev en est réduit à débiter des menaces tout à fait contre-productives à l'adresse des peuples européens. Il déclare: «une guerre nucléaire «limitée» à l'Europe signifierait dès le début la destruction certaine de la civilisation européenne» (p.38).

L'armée soviétique dans le tiers monde.

Son aventurisme militaire s'affiche le plus ouvertement dans le tiers monde. Depuis Khrouchtchev, le PCUS n'a aucune confiance dans les masses populaires de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, il se montre ouvertement hostile à un travail révolutionnaire à long terme visant à créer les bases

politiques pour la lutte armée et pour l'insurrection populaire contre la domination impérialiste. Dans un tel cadre politique, le langage ultra-gauche sur l'internationalisme prolétarien qu'utilise Brejnev à certaines occasions, n'est qu'une couverture pour une politique d'ingérence, de contrôle et d'hégémonie. Là où l'impérialisme agresse un peuple, l'URSS enverra ses soldats, là où l'impérialisme exporte la contre-révolution, l'armée soviétique est prête à défendre la révolution. C'est ce que Brejnev déclare publiquement, tombant dans un aventurisme tout à fait étranger aux principes révolutionnaires marxistes-léninistes. Voici les paroles de Brejnev: «Chaque fois qu'il faut aider les victimes d'une agression, le soldat soviétique apparaît au monde comme un patriote désintéressé et courageux, comme un internationaliste prêt à surmonter n'importe quelle difficulté» (p. 127). «Nous aidons les Etats libérés, lorsqu'ils nous le demandent, à renforcer leur capacité de défense. Ce fut le cas pour l'Angola et l'Ethiopie. On a essayé dans ces pays d'écraser les révolutions populaires. Nous sommes contre l'exportation de la révolution, mais nous ne pouvons pas non plus accepter l'exportation de la contre-révolution» (p.22).

La lutte contre la course aux armements comme pivot.

Que cet aventurisme de «gauche» se développe sur une pensée politique foncièrement droitière qui nie le rôle fondamental des mouvements populaires révolutionnaires dans la réalisation du socialisme dans le monde, apparaît à travers cette thèse fondamentale du brejnévisme: «La lutte en vue de réduire la menace de guerre, de mettre un frein à la course aux armements constitue le pivot de la politique extérieure de notre parti» (p.48).

Khrouchtchev avait commencé par affirmer que la coexistence pacifique était la ligne générale de la politique extérieure de l'URSS. Brejnev a tout misé sur la parité militaire et nucléaire entre l'URSS et les Etats-Unis. Comme le poids d'une telle politique est insupportable pour l'URSS, Brejnev doit faire de la lutte contre la course aux armements «la ligne générale» de sa politique extérieure. Mais en même temps, il espère utiliser le thème de la menace nucléaire, pour entraîner les masses des pays impérialistes dans une lutte contre leur bourgeoisie; la paralysie relative de cette dernière permettrait alors de mener à bonne fin les aventures militaires de l'URSS dans le tiers monde. Mais au vu de la faiblesse économique et politique de l'URSS, cette politique contradictoire était, à terme, vouée à l'échec.

La «lutte contre la course aux armements comme pivot de la politique extérieure» doit être vue par rapport à la thèse correcte que le PCC a formulé au moment du grand débat avec Khrouchtchev. «Selon nous, la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes doit avoir comme contenu ce qui suit: développer, sur la base du principe de l'internationalisme prolétarien, les relations d'amitié, d'entraide et de coopération entre les pays du camp socialiste; lutter pour la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents sur la base des cinq principes et lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme; soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés. Ces trois aspects sont liés les uns aux autres, ils le sont indissolublement et aucun d'eux ne peut être omis» (20).

Le présage d'un effondrement prochain

Le rapport au 26e Congrès comporte une orientation toute nouvelle dans la pensée de Brejnev. Pour la première fois, les nombreuses affirmations à propos des progrès continus et irrésistibles du socialisme, sont contrebalancées par une conscience diffuse d'un effondrement politique et économique futur.

«Il y a eu pas mal de difficultés aussi bien dans le développement économique du pays que dans la situation internationale» (p.5).

La crise à l'Est s'annonce.

En Pologne, «les bases de l'Etat socialiste se trouvent menacées». «Nous ne laisserons pas porter atteinte à la Pologne socialiste, nous n'abandonnerons pas dans le malheur un pays frère» (p.16) !

En fait, les bases du socialisme en Pologne auraient été complètement démantelées, sans l'intervention de l'armée de Jaruzelski. Il est clair que la Pologne se trouve pratiquement au terme de son long processus de dégénérescence commencé sous Khrouchtchev, et que les autres pays de l'Est sont engagés dans la même voie. Or, au moment où un changement radical de stratégie politique s'imposerait dans les pays socialistes de l'Est, au moment donc où le fondement de la politique soviétique de domination aurait dû être mis en cause, Brejnev se lance dans une aventure hégémonique en Afghanistan. Au lieu d'un changement radical de stratégie, Brejnev reprend dans son «analyse» du cas polonais les généralités qu'il a déjà servies dix années plus tôt à propos de cette même Pologne et de la Tchécoslovaquie. Pour sauver le socialisme en Pologne, il faut, déclare-t-il, affirmer le rôle dirigeant du parti, prêter une oreille attentive aux masses, lutter contre le bureaucratisme et le volontarisme, développer la démocratie socialiste, mettre en oeuvre une politique réaliste dans les relations économiques extérieures (p.17). Même au moment où le processus de dégénérescence est pratiquement arrivé à son terme en Pologne, Brejnev n'a toujours rien de sérieux à dire à propos de la dégénérescence révisionniste d' un pays socialiste, son analyse est nulle et ses remèdes à l'avenant.

Apparemment fatigué et dépassé, le vieillard conclut par une formule qui est sans rapport avec ce qu'il vient d'avancer. «Il y a eu des moments difficiles et des moments de crise. Mais les communistes ont toujours fait front, avec courage, aux attaques des adversaires et ont triomphé. Il en fut et il en sera ainsi» (p. 17). C'est ainsi qu'on parlait en URSS du temps de Staline. Mais alors, le Parti était dirigé par de véritables bolcheviks.

Des mécanismes économiques en déliquescence.

Dans le domaine économique aussi, la crise future de la société soviétique transparait dans le rapport de Brejnev. C'est la première fois qu'il souligne, devant un congrès, l'utilité d'«utiliser l'expérience des pays frères» (p.11). Il faut que ça aille très mal en URSS pour tenir de tels propos ! Et Brejnev de citer en exemple les coopératives et entreprises agricoles en Hongrie, la rationalisation de la production, l'économie d'énergie et de matières premières en RDA, le système de sécurité sociale en Tchécoslovaquie, la coopération agro-industrielle en Bulgarie...

Depuis dix ans, Brejnev souligne la nécessité de certains changements qualitatifs dans les structures et les mécanismes de l'économie. D'un ton las, il ne fait que les répéter sans la moindre analyse des échecs passés. Ainsi, il souligne la nécessité du «passage à un développement essentiellement intensif» où le maître mot est «efficacité». Mais pourquoi n'arrive-t-on pas à passer d'un développement extensif à une phase intensive ? Voici ce que nous apprenons: «L'on n'a pas encore totalement surmonté la force de l'inertie, des habitudes acquises à une période où les priorités étaient accordées à un aspect plus quantitatif» (P-69).

Comme dans les rapports précédents, Brejnev constate que les résultats de la science sont introduits dans la production avec «d'intolérables lenteurs». «Le secteur décisif et le plus préoccupant est aujourd'hui l'implantation des découvertes scientifiques et des inventions». (p.81)

Brejnev reprend les exemples connus depuis longtemps de désorganisation et de négligence. Vingt pour-cent de la production de laminés de métaux ferreux partent en déchets et mal façons (p.74). Les pertes de légumes et de fruits sont considérables à cause des faiblesses dans le transport, le stockage, le traitement (p.88).

Le secteur de la grande consommation reste négligé, quoique deux plans quinquennaux axassent le plan sur « la satisfaction des besoins quotidiens de l'homme» (21). Brejnev constate: «D'année en année, les plans de livraison de nombreux articles de consommation courante ne sont pas remplis, notamment pour les tissus, la confection, les chaussures de cuir, les meubles et les téléviseurs. Les

progrès sont insuffisants en ce qui concerne la qualité, la finition, l'assortiment» (p.91). On prend des décisions, mais on n'est apparemment pas en mesure de planifier le développement économique en conséquence. Brejnev note les «retards de la base scientifique et de l'étude de projets des industries légères, alimentaire et pharmaceutique, de la construction de machines agricoles». Puis il lance une remarque fort significative: «nous sommes en droit de compter sur l'aide des branches qui disposent d'une base de recherche scientifique particulièrement forte, notamment celles de la défense» (p.83). C'est la première fois depuis 1966 que nous apprenons de la bouche de Brejnev quelque chose concernant le secteur militaire... Dans tous ses rapports, lorsqu'il aborde le chapitre de l'économie, il réussit le tour de force de discuter les orientations de développement sans jamais traiter des 10 à 14 pour-cent du Produit National Brut qui passent dans la production militaire! Il y a là sans doute une des raisons essentielles des faiblesses économiques de l'URSS. Cette idée est familière à Brejnev... lorsqu'il analyse les problèmes de l'autre superpuissance. «La militarisation des Etats-Unis -les dépenses militaires atteignent 150 milliards de dollars par an- affaiblit la position économique américaine: sa part dans les exportations mondiales a diminué de 20%» (p.36).

Nous aimerions bien sûr savoir quels sont les effets négatifs sur l'économie soviétique d'un effort militaire, qui est relativement plus conséquent.

Brejnev avoue que la planification, un des fondements de l'économie socialiste, est de plus en plus déficiente. «Le parti a toujours envisagé le plan comme une loi. Cette vérité manifeste a tendance à être oubliée. La révision des plans dans le sens de leur diminution est de plus en plus répandue. Une telle pratique désorganise l'économie, corrompt les cadres, les incite à ne pas assumer leurs responsabilités» (p.95). Pourtant, il lance une conclusion qui ira immanquablement dans le sens d'un démantèlement plus poussé de la planification. Il faut, dit-il, «une extension de l'autonomie des groupements et des entreprises, des droits et de la responsabilité des dirigeants économiques» (p.96).

On a l'impression que Brejnev constate que des pans entiers de l'édifice économique soviétique s'effondrent, sans qu'il soit en mesure d'en saisir les causes et encore moins d'y remédier. «Il y a des mécomptes dans la planification et la gestion, un manque d'exigence de la part de certains organismes du parti et des responsables économiques, des transgressions de la discipline et des manifestations d'incurie» (p.69).

On peut noter que les économistes de l'équipe Gorbatchev, Aganbeguian et Bogomolov, nous serviront presque les mêmes critiques et observations. Mais ils les présenteront comme une «dénonciation sans complaisance de la période de stagnation» (brejnévienne). Et à ces vieilles critiques, ils apporteront des réponses nouvelles: des mesures pour passer à la restauration intégrale du capitalisme.

Notes :

- (1) Toutes les citations: Le XXIIIe Congrès du PCUS, éd Agence Novosti, 1966.
- (2) Muller Siegfried, major: Les nouveaux mercenaires, éd. France Empire, Paris, 1965, p.100-101.
- (3) Débat sur la ligne générale du MCI/éd.en langues étrangères, Pékin, 1965, p.441,443-444.
- (4) Toutes les citations: Le XXIVe Congrès du PCUS, éd Agence Novosti, 1971
- (5) Medvedev Jaurès: Andropov au pouvoir, Flammarion, 1983, p.192. (6) Ibidem, p.189.
- (7) Toutes les citations: Rapport d'activité du CC, XXVe Congrès du PCUS, Moscou 1976, éd. Agence Novosti.
- (8) Débat sur la Ligne générale du Mouvement Communiste International, ed en langues étrangères, Pékin, 1965, p.288; 289-290.
- (9) Débat sur la ligne générale, p.220. (10) Ibidem, p.25-26
- (11) Medvedev Jaurès, op.cit. p.7 (12) Ibidem, p.226-227 (13) Ibidem,p. 105 (14) Ibidem,p. 107(15)Ibidem,p.10 (16) Ibidem, p.141 (17)Ibidem, p.162 (18) Ibidem, p.120-123
- (19) Toutes les citations: L.I.Brejnev: Rapport d'activité au XXVIe Congrès du PCUS; éd. Agence Novosti, Moscou 1981.
- (20) Débat sur la ligne générale...p.34.
- (21) Rapport au 25e Congrès, p.74

LA PRESSE EST-ELLE UNE MACHINE DE PROPAGANDE ?

par *Thomas Cutsem*

1. Introduction.

Les événements de Roumanie et les déformations de l'information qui les ont accompagnés amènent un certain nombre de personnes à s'interroger: comment est-ce possible ? La presse, dans les sociétés libres, peut-elle jouer un rôle de propagande ? Il est intéressant, à ce sujet, d'exposer certaines analyses faites aux Etats-Unis sur le fonctionnement de la presse, où, depuis plusieurs années, une réflexion critique a été entreprise, principalement par le linguiste Noam Chomsky et par Edward Herman (1,2). D'une part, ces analyses sont plus lucides et plus systématiques que celles faites en Europe. D'autre part, elles portent sur la presse américaine qui est généralement considérée ici, et pas tout à fait à tort, comme un modèle d'objectivité; en effet, dans la presse américaine, la séparation entre le compte-rendu des faits et l'expression d'opinions dans les éditoriaux est, en général, plus nette qu'ici. Par ailleurs, cette presse est souvent blâmée, ou applaudie, pour le rôle critique qu'elle exercerait vis-à-vis du pouvoir, les exemples les plus souvent cités étant le Watergate et le Vietnam.

Pour évaluer l'objectivité de la presse, Chomsky et Herman procèdent en choisissant des paires d'exemples: deux événements dramatiques, assassinat, abus de pouvoir, invasion militaire, qui sont plus ou moins semblables en tant que tragédies humaines, mais dont l'un se déroule dans la sphère d'influence des Etats-Unis et l'autre pas. Ils montrent qu'il existe une disparité énorme et systématique entre la façon, tant quantitative que qualitative, dont la presse rend compte de deux événements de ce genre. Evidemment, on doit éviter de comparer l'attention accordée, par exemple, par la presse belge, à un crime commis à Bruxelles et à un autre crime commis en Australie. Ensuite, l'analyse doit se restreindre aux journaux les plus sérieux; faire une critique du Reader's Digest serait un exercice trop facile. Finalement, se pose le problème des sources: comment Chomsky ou Herman sont-ils au courant de faits qui sont ignorés par les médias ? Là, faute de place, je suis obligé de renvoyer le lecteur aux références, où les sources sont toujours données avec beaucoup de soin et de précision. En général, les informations sont puisées à des sources fiables mais relativement confidentielles, par exemple des bulletins publiés par l'Eglise en Amérique Latine.

Comment expliquer cette énorme disparité entre l'attention accordée à certains crimes, massacres ou invasions et à d'autres ? Chomsky et Herman proposent ce qu'ils appellent «un modèle de propagande»: le rôle de la presse est de donner une vision des événements qui fait accepter à la population le point de vue des couches dirigeantes de la société. Il convient d'indiquer précisément les similarités et les différences entre la presse dans notre société et d'autres machines de propagande. Il faut également réfuter l'idée, fort répandue, que la presse est critique à l'égard du pouvoir. Finalement, on peut montrer que, si l'on examine la base matérielle du fonctionnement de la presse, la thèse du modèle de propagande est extrêmement naturelle; mais, ne partons pas de conclusions toutes faites, et examinons quelques exemples, choisis dans la masse de ceux que l'on peut trouver dans les références.

2. Exemples

En octobre 1984, Jerzy Popieluszko, prêtre proche de «Solidarité», alors dans l'opposition, a été assassiné par des policiers polonais. Ceux-ci ont été arrêtés, jugés et mis en prison. L'indignation fût grande aux Etats-Unis. Le meurtre et le jugement ont été racontés avec beaucoup de détails et, surtout, la responsabilité des autorités a toujours été mise en cause: «Un Etat policier est particulièrement responsable des actes de sa police» («New York Times», 30 octobre 1984). La presse occidentale s'est attribuée le mérite de la condamnation des policiers. De plus, la responsabilité possible de l'Union Soviétique a été constamment suggérée, bien qu'aucune indication n'existe à ce sujet (voir I, chap2).

Considérons maintenant la liste suivante: 72 religieux ou religieuses en Amérique Latine, non engagés dans une lutte armée et assassinés pour des raisons politiques, plus 23 autres cas d'assassinats, toujours

de religieux(es), au Guatemala entre 1980 et 1985. Plus l'archevêque Salvadorien Romero, assassiné en mars 1980 ; plus quatre religieuses *américaines*, assassinées au Salvador en décembre 1980. Chomsky et Herman ont calculé l'attention accordée à *l'ensemble* de ces assassinats en pourcentage de celle accordée uniquement à Popieluszko (1, chap. 2):

- nombres d'articles dans le «New York Times»: 73% ;
- surface totale des articles dans le «New York Times»: 51% ;
- éditoriaux dans le «New York Times» : 0, contre 3 pour Popieluszko ;
- surface totale des articles dans Time et Newsweek, 79% ;
- nombre de programmes de la chaîne de TV CBS : 80% ;

Mais si on considère seulement les 72 + 23, c'est-à-dire de simples religieux(es), comme l'était Popieluszko, et non des américaines ou un Archevêque, on tombe bien plus bas: 15% environ pour le «New York Times», Time et Newsweek, c'est-à-dire 0,15% par victime. La nature des commentaires est surtout radicalement différente: moins d'indignation, peu de détails dramatiques, et, alors que les assassins sont très rarement arrêtés, pas d'accusations impliquant le gouvernement, et encore moins les Etats-Unis.

L'assassinat, en mars 1977, du père Rutilo Grande, et de deux autres personnes, constitua un événement au Salvador et marqua le début d'une escalade de la violence dans ce pays. C'était un ami de l'archevêque Romero, et celui-ci, après l'assassinat, a insisté auprès du gouvernement pour que toute la lumière soit faite. Comme l'enquête n'avancait pas, l'église a fait sa propre enquête, arrivant à la conclusion que c'était sans doute la police qui avait fait le coup. Finalement, pour protester, l'église en est venue à fermer temporairement les écoles et à refuser de participer aux célébrations officielles. Tout ceci a un caractère fort dramatique, dans un pays aussi catholique, qui aurait pu très bien fournir matière à de nombreux articles, comme cela aurait été indubitablement le cas si les événements s'étaient passés en Pologne: le meurtre a été mentionné une fois dans Newsweek, et jamais dans le «New York Times», Time ou CBS News (1, chap. 2).

En décembre 1980, quatre religieuses, de nationalité *américaine*, sont assassinées au Salvador. Il serait fort hypocrite de prétendre que la nationalité ne joue aucun rôle dans l'intérêt que la presse porte aux victimes. Et pourtant, la couverture de cet événement contraste singulièrement avec celle de l'affaire Popieluszko. Pour celle-ci, la découverte du corps méritait déjà la première page; bien plus, même le fait que le corps n'ait pas, initialement, été découvert faisait déjà la «une». Les détails des blessures ont été répétés à chaque occasion, y compris lors du compte-rendu du procès. Ces détails, bien qu'également atroces, ont été négligés dans le cas des américaines. Par exemple, la découverte des corps a été reléguée en dernière page dans le «New York Times». Si je souligne ce point, c'est parce que l'évocation directe des souffrances des victimes joue un rôle certain dans la compassion dont ils sont l'objet et dans l'indignation qu'ils suscitent. Mais les différences ne s'arrêtent pas là. Dans les deux cas, le meurtre est dû à des policiers (Popieluszko) ou à la garde nationale (Salvador). Donc, en Pologne, le gouvernement est rendu responsable du crime (la «Pologne meurtrière», «New York Times», 30 octobre 1984), alors qu'au Salvador, il est mis sur le compte de «la violence croissante et absurde»(Time, 15 décembre 1980),et l'on se contente de remarques sur «la vie difficile des missionnaires» («New York Times», 8 décembre 1981). De plus, on ne cherche pas, dans ce cas, à incriminer les supérieurs des assassins.

Par exemple, un reporter a pu montrer que les déplacements des religieuses étaient surveillés par la police; le ministre de la défense avait dénoncé leurs activités, disant que l'on devait faire quelque chose à leur sujet, juste deux semaines avant l'assassinat. En mars 1984, le Colonel Salvadorien Santinavez s'est mis à «parler» à propos des crimes commis au Salvador. Il a accusé un autre colonel

d'avoir ordonné le meurtre. Le cousin de celui-ci, Vides Casanova, était ministre de la défense et chef de la garde nationale. D'après Santinavez, le cousin et même Duarte étaient au courant du meurtre. Bien que certains de ces faits aient été rapportés, ils n'ont pas amené la presse à poursuivre l'enquête, ou à exiger que celle-ci soit menée plus loin. Il a fallu plus de trois ans pour finalement amener au tribunal les responsables directs du meurtre, cinq membres de la garde nationale. Deux des trois juges se sont démis, craignant pour leurs jours. La défense naturelle des inculpés aurait été, évidemment, d'accuser les supérieurs. Un de leurs avocats semblait prêt à le faire. Après avoir été enlevé et torturé par la garde nationale, celui-ci a quitté le pays (comme l'a fait le juge qui a instruit l'assassinat de Romero). Curieusement, cet argument de défense n'a pas été utilisé par la suite. Mais, peut-être n'était-ce pas nécessaire, puisque, comme le disait Santinavez, «s'ils ne prononcent pas le nom de Casanova ils sortiront de prison aussitôt que possible». Les gardes ont littéralement été condamnés en échange de dollars: vingt-quatre heures après le prononcé du jugement, vingt millions de dollars, gelés par le Congrès dans l'attente du résultat, ont été versés au ministre de la défense, le même Casanova qui dirigeait la garde nationale au moment des faits. Newsweek déclara que le jugement était un «résultat remarquable» dans un article intitulé «une défaite pour un escadron de la mort» (4 juin 1984). Certains des faits mentionnés ci-dessus ont effectivement été rapportés par la presse, mais jamais en les reliant entre eux, ni en les mettant dans leur contexte. Nulle part ne suggéra-t-on la responsabilité des niveaux plus élevés ou des Etats-Unis (1, chap.2). On peut contraster cette attitude, puisqu'ils s'agit d'un meurtre d'américaines, avec la réaction de la presse lors de l'explosion d'une bombe dans une discothèque de Berlin, où deux américains ont trouvés la mort, et à la suite de quoi les Etats-Unis bombardèrent la Libye, tuant une centaine de personnes, avec, en général, le soutien de la presse.

Certains tenteront d'expliquer la différence entre la couverture du meurtre de Popieluszko et des cent religieux en Amérique Latine par le fait que la violence politique y est plus répandue qu'en Pologne. D'autres ont suggéré que l'attention des Etats-Unis se portait plus sur la Pologne à ce moment-là. Disons tout de suite que l'on voit mal comment expliquer ainsi l'énorme *disparité* entre les deux cas (que la «valeur» d'un prêtre latino-américain moyen soit égale à 0,15% de celle d'un prêtre polonais paraît fort inégal). Mais, après vérification, il se fait que la quantité totale d'articles consacrés au Salvador et à la Pologne, respectivement lors du meurtre de Romero et de Popieluszko sont à peu près identiques (2, appendice 1). Pour évaluer le rôle dû à la différence de continents, prenons le cas d'Armando Valladores. Prisonnier à Cuba et relâché en 1986, Valladores publia ses mémoires. Ceux-ci furent accueilli avec les commentaires suivants: «un compte-rendu complet du vaste système de torture et de prison grâce auquel Castro réprime et contrôle l'opposition politique». Les «prisons bestiales», la «torture inhumaine» de «l'un des grands criminels de ce siècle». Seuls «les plus légers et les plus froids des intellectuels occidentaux viendront défendre le tyran». Evidemment, les dénégations du gouvernement cubain concernant Valladores sont ignorées. A la même époque, les membres de la commission des droits de l'homme au Salvador sont arrêtés et torturés. Ils élaborent et font sortir de prison un rapport de 160 pages comportant les témoignages de 400 prisonniers torturés, y compris une scène de torture conduite par un major américain en uniforme. Ce rapport est largement distribué à la presse. Pas un mot, sauf dans un journal (le «San Francisco Examiner»). Le président de cette commission, Herbert Anaya est relâché lors d'un échange de prisonniers, puis assassiné. Toujours rien. Néanmoins, un journaliste se plaint des «doubles standards» de la presse «libérale» qui «concentre son attention sur le Salvador «et qui est «même incapable de décrire Castro comme un dictateur» (2, appendice 1).

L'exemple de Popieluszko est loin d'être unique. Dans une autre étude (12, p.197), on compte le nombre de fois que le «New York Times» a mentionné les personnalités suivantes: Pour l'Union Soviétique, les dissidents Ginzburg, écrivain (68), Orlov, physicien (70), Sakharov (223), Shcharantsky, écrivain (138), et pour la Pologne, Walesa (81). Pour la sphère d'influence des Etats-Unis: Dom Helder Camara, évêque brésilien (4), Luis da Silva, dit Lula, dirigeant syndical brésilien emprisonné (3, avant qu'il ne devienne candidat présidentiel), JL Massera, mathématicien uruguayen, ancien député, arrêté, torturé (5), M Heikal, journaliste égyptien ami de Nasser mais opposé à Sadate, et emprisonné par celui-ci (8), Kim Chi Ha, poète coréen emprisonné et torturé (0). On trouve aussi le cas de Pramoda Anata Toer qui, d'après la «Far Eastern Economic Review» est «le meilleur romancier indonésien», qui a été cité pour le prix Nobel de littérature et qui a, depuis le début de sa

carrière, écrit derrière les barreaux: emprisonné d'abord par les Hollandais, puis, sans jugement, de 1965 à 1979; son éditeur est jeté en prison, ses livres sont publiés clandestinement, interdits, et même brûlés suite à un ordre judiciaire. Aucune mention de son cas dans le «New York Times». Pramoeda Anata Toer a évidemment «choisi» le mauvais pays pour y faire censurer sa littérature.

Jusqu'à présent, je n'ai considéré que des cas individuels. Voyons comment sont relatés des événements collectifs. Commençons par la description suivante: le 14 mai 1980, quatorze camions de la garde nationale arrivent sur les rives du Rio Sumpul au Salvador. Tous les habitants des villages de San Jacinto et de La Arada sont rassemblés près de la rivière. Le massacre dura dix heures. Plus de 600 morts, les maisons pillées et détruites, les champs de maïs brûlés à l'essence. Des paysans Honduriens, sur l'autre berge, recueillent les cadavres de cinq enfants criblés de balles. L'armée Hondurienne, quand à elle, s'est contentée de regarder le massacre (voir 12, p.154, ainsi que le «Monde Diplomatique» de janvier 1981). De nouveau, rien dans la presse américaine au moment des faits, et peu après. Rappelons que c'est à cette époque que «le président des droits de l'homme», J. Carter, augmentait son aide militaire au Salvador et au Honduras.

Un exemple encore plus choquant est fourni par la partie orientale de Timor (1, IIa, p.303 12,13): ex-colonie portugaise accolée à l'Indonésie, ce pays devint indépendant, en septembre 1975, sous la direction du Fretilin, mouvement qui avait combattu les Portugais. L'indépendance survint après une courte guerre civile qui fit deux à trois mille morts. En décembre de la même année, l'Indonésie envahit Timor, invasion qui a fait, à ce jour, entre cent mille et deux cent mille morts, sur une population, avant l'invasion, de sept cent mille. Cette évaluation est basée sur des témoignages de réfugiés et de l'église. Les armes indonésiennes sont à 90% américaines et, au milieu de l'invasion, toujours à l'époque du président des droits de l'homme, les Etats-Unis ont livré massivement des armes à leurs alliés (en 1977). L'ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations-Unies se vante dans ses mémoires d'avoir fait échouer toute intervention de celle-ci lors de l'invasion. A ce moment, Kissinger ordonna à l'ambassade des Etats-Unis à Jakarta de «réduire la quantité d'informations sur Timor». En ce qui concerne la presse, cela n'était pas nécessaire. Alors que les reportages sur Timor étaient fréquents dans le «New York Times» avant l'invasion, au moment de l'indépendance, ceux-ci ont disparu au moment où les atrocités atteignirent leur sommet. La France a également livré des armes, aux pires moments, sans que cela ne soulève une indignation particulière dans la presse ou parmi les intellectuels. Ceux-ci étaient sans doute suffisamment occupés à dénoncer les atrocités commises dans l'ex-Indochine.

Il est intéressant de voir les réponses qui furent faites à Chomsky et Herman après qu'ils aient tenté de briser le silence à propos de Timor et de demander des explications à la presse (2, appendice 1): ce pays serait historiquement et géographiquement «marginal»: pense-t-on sérieusement que si une ancienne colonie européenne, si petite soit-elle, avait été envahie par un pays communiste, et que cela ait entraîné la mort de presque un tiers de la population, la presse serait restée muette? Ou encore, on invoque l'absence de réfugiés: sans être journaliste, j'en ai moi-même rencontré, au Portugal. Par ailleurs, l'Eglise locale a fourni de nombreux documents sur les massacres. Non, on ne peut comprendre l'indifférence que si on la compare à la réaction de la presse lors du coup d'Etat en Indonésie, en 1965, qui a amené au pouvoir le général pro-américain Suharto et au cours duquel un demi-million de personnes ont été tuées, surtout des paysans organisés par le parti communiste: «une lueur en Asie» («New York Times», 19 janvier 1966), «la meilleure nouvelle en Asie pour l'Occident depuis des années», «l'espoir, là où, à un moment, il semblait ne plus y en avoir».

L'invasion de l'île de la Grenade, en octobre 1983, constitue un exemple de censure explicite de la presse, puisque les correspondants n'ont pas eu accès à l'île durant les premiers jours de l'invasion. Ce qui est plus intéressant, c'est la réaction de la presse à cette forme de censure. Evidemment, elle a violemment protesté; mais, dans ce cas, on aurait pu s'attendre à un zèle particulier dans la critique de l'action gouvernementale. Premièrement, silence sur les préparatifs de l'invasion, bien avant le coup d'Etat qui en a fourni le prétexte; par exemple, sur les opérations militaires incluant une simulation d'invasion d'un endroit dénommé «Ambre et les Ambriens». Mais surtout, la presse ne souleva aucune

question sur les motifs réels de l'invasion. La version officielle était que les Etats-Unis se sont engagés dans une «opération de secours» pour les Américains résidant dans l'île, au cours de laquelle ils ont dû affronter les Cubains. A ce même moment, Cuba a rendu publics une série de documents diplomatiques: en résumé, ceux-ci montrent qu'après l'assassinat de M. Bishop, qu'ils ont fermement condamné, les Cubains ne se sont plus engagés à défendre l'île, les troupes cubaines ont reçu l'ordre de ne pas réagir en cas d'invasion, et ils ont proposé aux Etats-Unis de collaborer avec eux pour assurer la sécurité de leurs ressortissants. Un seul article, dans le Boston Globe, a rendu compte de ces faits qui réduisaient à néant les arguments invoqués pour justifier l'invasion. Finalement, les lecteurs du «New York Times» ont pu apprendre la vérité grâce à une page publiée par le gouvernement cubain, et achetée au tarif publicité (2, appendice 1).

On pourrait s'attendre à ce que la presse soit au moins intransigeante sur une chose: sa propre liberté, c'est-à-dire également la liberté pour les journaux, partout dans le monde, de publier ce qu'ils décident. Et la presse américaine n'a pas manqué de protester violemment contre la censure, et la fermeture temporaire, au Nicaragua, du journal «La Prensa». Mais qui a entendu parler des journaux d'opposition au Salvador, «La Cronica del Pueblo» et «El Independenté»: le premier a fermé ses portes en juillet 1980, lorsque les forces de sécurité ont tué le directeur et deux employés. Le même sort a été réservé au deuxième, en janvier 1981, quand l'armée en a arrêté le personnel et en a détruit les bureaux. Même les journaux et la radio de l'Eglise ont été souvent fermés suite à des attaques à la bombe. Tout ceci constitue une forme de censure assez radicale, mais ne suscite aucune protestation (l.p.129).

C'est la comparaison avec Israël qui fait ressortir le plus nettement l'hypocrisie des inquiétudes de la presse au sujet de la «Prensa». En effet, en Israël, le «symbole de la dignité humaine» comme dit le «New York Times», la censure est fort étendue. Dans les territoires occupés, 350 livres sont officiellement interdits, dont les carnets du fondateur du sionisme, Herzl; un artiste Palestinien a été condamné à six mois de prison parce que les couleurs du drapeau palestinien apparaissaient dans un coin de son tableau (2,p. 338). Des journaux arabes sont régulièrement saisis: comme le résume bien Chomsky: «La semaine où la «Prensa» a été fermée temporairement, les Israéliens ont fermés définitivement deux journaux. Quand «La Prensa» a reparu, ils en ont fermé un autre» (11b, p.527). En 1988, même un journal hébreu a été fermé et ses éditeurs arrêtés. Ceux-ci se plaignent de traitements inhumains en prison (2, p.340). Quelle aurait été la réaction de la presse si ceci s'était passé au Nicaragua?

On peut également comparer l'attention accordée aux violations de l'intégrité territoriale des pays voisins dans les cas du Nicaragua et d'Israël. Quand les troupes du précédent gouvernement Nicaraguéen poursuivaient des contras au Honduras, la dénonciation était nette. Pourtant, rien de semblable lors d'interventions d'Israël au Liban: le 12 mars 1988, des avions israéliens bombardent un camp palestinien près de Sidon. Rien dans le «New York Times». Le 18 mars, une phrase, dans un article sur un autre sujet, mentionne un bombardement près de Beirouth. Le 23, nouveaux bombardements, 15 morts; un petit article, qui mentionne les événements du 12. Le 24, bombardements près de Sidon, 12 lignes. Le 31, un petit article sur de nouvelles attaques. Pour l'année 1988, la police libanaise compte 128 morts et 356 blessés lors de ces attaques aériennes, principalement sur des civils (2, appendice 3). Si le Nicaragua, soumis à de bien plus grandes pressions qu'Israël, avait essayé de faire une fraction de ce qu'Israël se permet, il aurait été envahi immédiatement et la presse aurait joué un grand rôle dans le soutien à cette invasion. Dans le cas d'Israël, celle-ci se contenta, à l'époque, de se demander si Arafat était sincère lorsqu'il déclarait renoncer au terrorisme.

En ce qui concerne le terrorisme, imaginons, comme le fait Chomsky, que des navires Libyens attaquent des bateaux américains dans le port de Haïfa, en utilisant des missiles fabriqués en Allemagne de l'Est. Il n'est pas trop difficile de deviner la réaction que la presse aurait eu face à cet incident imaginaire. Dans la réalité, le 5 juin 1986, des navires Sud-Africains ont attaqué des vaisseaux Soviétiques dans le port de Namibe, en Angola, au moyen de missiles israéliens. On ne

trouvera aucune trace de cet incident dans le «New York Times», ou le «Wall Street Journal», et à peine 120 mots, citant la condamnation soviétique, dans le «Washington Post» (9, p.4, p.12). En octobre 1976, un avion civil cubain a été détruit en plein vol par une bombe, ce qui a entraîné la mort de 76 personnes, dont l'équipe olympique cubaine d'escrime, médaillée d'or (cet incident est moins resté dans la mémoire collective que le massacre de Munich). Cette bombe était placée par Orlando Bosch, un terroriste entraîné par la CIA et lié aux polices secrètes du Venezuela et du Chili. Imaginons que Cuba ait envahi le Venezuela, pour riposter, avec l'intention déclarée d'y établir un nouveau régime, tout en bombardant et en occupant l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, et en tuant 200 américains. De nouveau, il est facile d'imaginer ce qu'aurait été la réaction, ou plutôt, cette réaction est difficile à imaginer, tant elle aurait été extrême, si on en juge parce qu'il se passe lors d'incidents mineurs. Pour revenir au monde réel, en 1982, Israël a envahi le Liban sous prétexte de se défendre contre des attaques terroristes, tout en proclamant l'intention d'y établir un «nouvel ordre», ce qui fût fait en partie, et en tuant 200 Russes qui travaillaient à un système de défense anti-aérien (Syrien). De plus, ils ont bombardé l'ambassade soviétique à Beirouth, et ont occupé celle-ci pendant deux jours, en violation d'un accord de cessez-le-feu (9, p.5). Ces faits n'ont évidemment pas suscité une indignation particulière, et, surtout, l'absence de réaction violente de la part de l'Union Soviétique n'a pas été soulignée, alors qu'une telle modération est simplement inconcevable de la part des Etats-Unis.

Avec cette liste d'exemples, on peut procéder au test suivant: demander aux gens que l'on fréquente s'ils connaissent Popieluszko et Rutilo Grande, ou Ita Ford (une des religieuses américaines assassinées au Salvador). S'ils savent où se trouve Timor. S'ils se rappellent du massacre aux Jeux Olympiques de Munich, et de la destruction de l'avion civil cubain. De la destruction, par les soviétiques, d'un avion civil coréen ? De la destruction, à la même époque, d'un avion civil par l'Unita en Angola ? Quel est le pays qui a procédé au premier détournement d'avion ? (Il s'agit d'Israël, en décembre 1954, avec un avion civil syrien). Connait-on «La Prensa»; et la «Cronica del Pue-blo» ? On peut allonger la liste à l'infini et l'on constatera que même les personnes les mieux informées ont du mal à se souvenir de faits à peine mentionnés dans les médias, alors que des gens qui s'intéressent peu à l'actualité ont l'attention constamment attirée par certains faits.

3. Analyse.

Si on veut comprendre l'inégalité de traitement appliquée à différents événements par les médias, on ne peut le faire en invoquant des critères «objectifs», tels le caractère spectaculaire, la charge émotive, ou la monstruosité des crimes: le massacre du Rio Sumpul était spectaculaire, l'émotion aurait pu être aussi grande pour Rutilo Grande que pour Popieluszko et l'invasion de Timor aussi monstrueuse que n'importe quel autre génocide. Il est beaucoup plus raisonnable de penser, comme le font Chomsky et Herman (1,2), que les faits sont sélectionnés selon un principe d'utilité: certaines victimes sont utiles, d'autres non. Utile à quoi ? Simplement aux objectifs politiques et économiques des gens qui détiennent le pouvoir aux Etats-Unis: le gouvernement et le complexe militaro-industriel. Cette explication, comme nous le verrons, ne suppose pas l'existence d'une «conspiration» entre la presse et le pouvoir, et est parfaitement compatible avec l'existence d'un marché «libre» des médias.

Voyons comment fonctionne l'explication: les victimes sur lesquelles on concentre son attention, sont «utiles» parce qu'elles permettent de critiquer des ennemis officiels des Etats-Unis, comme l'URSS ou la Libye, et d'entretenir l'hostilité de la population à l'égard de ces pays; cela permet de rendre acceptable les interventions militaires lorsque celles-ci sont jugées nécessaires. Cela justifie également les dépenses militaires ainsi que le soutien à des régimes extrêmement meurtriers et impopulaires, comme celui du Salvador. Par contre, les victimes ignorées ne remplissent pas un tel rôle: des crimes tels que l'invasion de Timor sont dus à des gouvernements massivement soutenus par les Etats-Unis, comme l'Indonésie, et les escadrons de la mort opèrent dans des pays où les investissements occidentaux se font dans un climat «probusiness».

L'idée d'une utilité des dénonciations est reconnue de la façon suivante par le «New York Times»: en février 1973, un avion civil Lybien a été abattu par l'aviation israélienne. Evidemment, peu

d'indignation, même lorsque les Israéliens ont reconnu qu'ils savaient que l'avion était civil. Comme le dit très bien le «New York Times»: «Cela *ne sert à rien* d'avoir un débat virulent afin de savoir qui il faut blâmer pour avoir abattu un avion Lybien dans la péninsule du Sinai la semaine passée» («New York Times», 1 mars 1973). Par contre, lorsque les Soviétiques ont abattu l'avion civil coréen KAL 007, probablement par erreur, des représentants des Etats-Unis ont déclaré « la critique, dans le monde entier, de la façon dont les Soviétiques ont géré la crise a renforcé les Etats-Unis dans leurs relations avec Moscou» («New York Times», 31 août 1984). L'index du «New York Times» compte 7 pages de références à des articles sur cet incident, rien que pour le mois de septembre 1983. Ces articles comprenaient de nombreuses déclarations et photos des parents des victimes, alors que dans le cas de l'avion abattu par les israéliens, la presse n'a simplement pas pu publier de photos des victimes ou des restes de l'avion (9, p.109).

Si on passe en revue la plupart des faits où l'attention des médias est sélective, on trouve toujours ce principe d'utilité: le Nicaragua essaye de se développer indépendamment des Etats-Unis, et les moindres limitations à la liberté d'expression ou la moindre transgression des frontières sont bien plus violemment dénoncées que lorsque des faits bien plus graves se produisent au Salvador ou en Israël.

Pourquoi les journalistes, qui ne sont quand même pas des valets du pouvoir, sont-ils amenés à sélectionner l'information en fonction des intérêts de celui-ci ? On arrive au problème de la «conspiration» que la thèse défendue ici semble conforter. Au contraire, la sélection se fait «naturellement», et pour des raisons faciles à comprendre: il y a (au moins) trois filtres qui fonctionnent en permanence pour sélectionner l'information. D'abord, celui des sources; prenons un syndicaliste qui se plaint d'avoir été arrêté et torturé en Turquie, et un autre cas similaire dans un pays socialiste, ou dans un pays hostile aux Etats-Unis. Dans le premier cas, quelle est la crédibilité accordée au témoignage ? Le syndicaliste en question n'est-il pas communiste ? Ne faut-il pas au moins prendre en compte les dénégations du gouvernement turc ? Ne faut-il pas soigneusement vérifier les informations, ce qui prend du temps et requiert du travail ? Dans l'autre cas, par exemple Valladores, il n'est pas pensable d'accorder crédit au gouvernement (Cubain), et il n'y a aucune vérification à faire.

Par ailleurs, il y a une masse d'informations très aisées à obtenir, fournies directement par les gouvernements, et qui sont, en général, considérées comme crédibles; on imagine aisément les moyens de pression et de chantage dont cette source dispose, simplement de par sa taille. A lui seul, le Pentagone publia, en 1982, pas moins de 1203 périodiques (1, chap. 1). Il dépense des dizaines de millions de dollars pour ses services de relations publiques, alors que la principale organisation pacifiste (l'American Friends Service Committee) dispose d'un budget annuel de moins de 500.000\$, c'est-à-dire une somme égale à celle versée par le Département d'Etat à l'«International Business Communication», uniquement pour faire du «lobbying» en faveur des «contras» (1 p.20, p.341). Entre 1949 et 1969, 46,5% des données factuelles reproduites dans le «New York Times» et le «Washington Post» provenaient du gouvernement américain (12, p.148). A l'étranger, la dépendance de la presse par rapport aux gouvernements est encore plus forte: pour le Salvador, 60% des sources données, en 1980, dans le «New York Times» venaient du gouvernement, et, alors que la plupart des victimes étaient des paysans, on ne trouve cité, dans 75 articles, que l'avis de deux d'entre eux (12 p. 162). Et, à tout ceci, il faut ajouter que la deuxième source de nouvelles est constituée par les grandes entreprises, qui dépensent des millions de dollars pour faire valoir leur point de vue.

Par ailleurs, la crédibilité du gouvernement américain ne semble pas être fort mise en question par les mauvais tours que celui-ci a joué aux médias. Par exemple, en 1984, juste au moment des premières élections au Nicaragua, gagnées par les Sandinistes, élections que le gouvernement des Etats-Unis cherchait à discréditer, celui-ci a «lâché» la nouvelle d'une livraison de Migs russes au Nicaragua. C'était inventé de toutes pièces, mais cela a permis de détourner l'attention de ces élections. Quand le caractère imaginaire de cette livraison est devenu manifeste, personne ne s'est même demandé s'il ne s'agissait pas d'une manipulation. Au contraire, la position du gouvernement s'est trouvée renforcée par

un débat artificiel sur le problème des «fuites» qui auraient donné lieu à cette «information» (1, p.137).

Un autre filtre est celui de l'argent: faire un journal coûte de plus en plus cher, ce qui entraîne concentration des médias et soumission aux impératifs des publicitaires. Ceux-ci n'hésitent pas à pratiquer une censure discrète mais efficace: après une émission critique sur les multinationales, la station de TV WNET perdit le soutien de la compagnie «Gulf and Western». Comme l'écrivait le journal anglais «The Economist»: «la plupart des gens pensent que WNET ne fera plus la même erreur» (1, chap.1). Plus grave encore est l'élimination de la presse populaire de gauche dont les lecteurs ne consomment pas assez et qui ne constitue donc pas un marché intéressant pour la pub. Dans les années soixante, trois journaux sociaux-démocrates anglais ont ainsi disparu. Si l'on pense que ceux-ci étaient ennuyeux et peu lus, on est étonné d'apprendre, qu'au total, ils avaient 9,3 millions de lecteurs quotidiens et que le «Daily Herald» à lui seul, au moment de sa disparition, avait deux fois plus de lecteurs que le «Times», le «Financial Times» et le «Guardian» mis ensemble. Mais, avec 8,1 % du tirage total de la presse, le «Herald» recevait seulement 3,5% des recettes publicitaires (1, chap.1).

Comme troisième filtre, il ne faut pas oublier l'idéologie des journalistes; ceux-ci sont, pour la plupart, des citoyens aisés dans les pays riches du globe. En plus, ils sont indirectement sélectionnés par les gens qui possèdent les médias, et qui, eux, font, pour le moins, partie de la bourgeoisie. Ceci ne peut manquer d'affecter la vision du monde et les priorités qui sont, en majorité, les leurs. Lorsque l'on explique l'attention préférentielle portée à certaines victimes en disant que les dissidents russes sont «comme nous», cela n'explique pas tout: des cas semblables en Amérique Latine ou en Indonésie reçoivent beaucoup moins d'attention. Mais il y a une part de vérité, parce que les victimes de la machine de guerre américaine sont le plus souvent des paysans pauvres du Tiers-Monde et non des intellectuels «comme nous». Il faut aussi souligner le rôle de l'anticommunisme et de l'eurocentrisme dans la sélection de l'information.

On est en droit de voir dans la presse une machine de propagande, parce que sa fonction, analogue à celle de l'école ou de l'église, est d'inculquer à la population les vues de la classe dominante. Mais cette propagande se fait de façon «légère», c'est-à-dire sans trop de censure explicite, simplement en sélectionnant adroitement les faits et en choisissant soigneusement les tragédies dignes d'attention. Tout se fait «spontanément», comme résultat d'un «marché libre» fonctionnant dans le cadre d'une distribution des richesses et du pouvoir extrêmement inégale, comme, d'ailleurs, la plupart des «marchés libres». C'est le «lavage de cerveau dans la liberté», qui est terriblement efficace. Presque personne ne perçoit ce système de propagande pour ce qu'il est, et surtout pas les journalistes, ce qui renforce évidemment son efficacité.

Lors des événements de Roumanie, la presse a véhiculé de grossiers mensonges. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la presse serait un moyen de propagande même sans ces mensonges. Ceux-ci constituent plutôt l'exception que la règle. Le fonctionnement «normal», à propos de ces événements, est d'ailleurs bien illustré par le contraste entre l'attention qui leur a été accordée et celle qu'a reçue, au même moment, l'invasion du Panama, qui a fait plus de morts. On peut également comparer le type de commentaires qu'ont suscités respectivement la Roumanie et le Panama. Les mêmes observations valent pour les morts de la place Tien-An-Men et ceux, presque simultanés, au Venezuela, lors de la répression d'émeutes de la faim. Dans ces deux exemples, on retrouve le principe d'utilité: discréditer et renverser des régimes communistes d'une part, et oublier les victimes d'une agression américaine ou d'une répression menée par un président social-démocrate (au Venezuela) d'autre part.

On fait plusieurs objections au genre d'analyse défendue ici. D'une part, la presse n'est pas monolithique: on y trouve une masse d'informations contradictoires, dont certaines que Chomsky et Herman utilisent, ainsi des débats parfois virulents sur la politique gouvernementale. D'autre part, il y a des analyses similaires aux leurs mais qui vont dans un sens exactement opposé: la presse ne voit que ce qui va mal «chez nous», elle a perdu la guerre du Vietnam, elle ne fait que critiquer Israël,

depuis le Watergate, tous les hommes politiques la craignent etc... Pour la première objection, disons que ce qui importe ce n'est pas que l'information soit disponible «pour les fanatiques», comme dit Chomsky, c'est-à-dire après des recherches minutieuses, en recoupant des articles parus à des dates différentes, etc., mais l'impression générale que la presse donne, la vision du monde qu'elle suggère. Et là le biais est manifeste, comme montré plus haut.

En ce qui concerne le rôle de la presse durant la guerre du Vietnam, celui-ci est analysé en détail par Chomsky et Herman et mériterait un article à lui tout seul. En effet, c'est sur ce rôle que se concentrent, aujourd'hui, aux Etats-Unis, les attaques de droite sur la presse, accusée d'avoir perdu la guerre en la présentant sous un jour trop défavorable, à cause d'un biais «anti-establishment» qui aurait égaré les journalistes à l'époque. Ce que Chomsky et Herman montrent (1, 2, 13), c'est que, contrairement à ces accusations, la presse a été parfaitement «patriotique», durant toute la guerre, et que le biais qui jouait était le même que celui qui gouverne les reportages sur l'Amérique Centrale, la Palestine ou la Pologne, c'est-à-dire celui dû à l'influence du point de vue des couches dirigeantes de la société américaine. Cette démonstration constitue l'argument le plus solide en faveur des thèses de Chomsky et Herman, puisqu'elle concerne les faits au sujet desquels la presse est supposée avoir manifesté le plus d'esprit critique.

La guerre du Vietnam n'a pas commencé en 1965, avec «l'intervention» américaine, mais bien avant, puisque les américains ont financé 80% des coûts de la partie «française» de la guerre. Après les accords de Genève (1954), les Etats-Unis se sont efforcés d'installer un régime à leur dévotion au Sud-Vietnam, sans prétendre à la moindre crédibilité démocratique. En fait, ils ont empêché que ne se tiennent les élections prévues dans les accords, parce qu'ils pensaient que celles-ci auraient été gagnées par les communistes. Comme le faisait remarquer l'ambassadeur Cabot Lodge : «Il est évident que la seule chose que nous avons sont les généraux». Par ailleurs, dans des documents à usage interne, le département d'Etat reconnaissait, déjà en 1947, qu'Ho-Chi-Minh était devenu «le symbole du nationalisme et de la lutte pour la liberté aux yeux de la grande majorité de la population». Les américains eux-mêmes changeaient les dirigeants par des coups d'Etat lorsque cela leur semblait nécessaire. Au début des années 60, ce régime était près d'être renversé, par une opposition purement sud-vietnamienne: il n'est contesté par personne qu'aucun soldat du Nord n'était impliqué à l'époque. Néanmoins, durant toute cette période, y compris en 1965, les reportages sur la guerre ont été totalement conformes aux prédictions du modèle de propagande: peu d'intérêt pour les victimes, et acceptation aveugle du point de vue gouvernemental sur la «défense de la démocratie». En particulier, lors de l'incident du golfe du Tonkin, qui fût une provocation américaine contre le Nord-Vietnam, à la suite de laquelle le Congrès autorisa le gouvernerai à procéder à l'escalade de la guerre, la presse s'est contentée de répéter la ligne officielle. Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'à propos de cet incident crucial, dont les conséquences devaient entraîner le mort de millions d'hommes, seule la presse communiste et «radicale», tellement décriée pour son manque d'impartialité, a donné une version objective des faits (1, chap. 5).

C'est l'offensive du Têt, en 1968, qui a fait changer d'opinion une partie des dirigeants américains et les a convaincus que la guerre ne pouvait être gagnée, du moins pas à un «coût» acceptable. Que la presse ait, à cet époque, reflété ce point de vue ne signifie nullement qu'elle avait rompu avec le pouvoir. En effet, jamais la presse n'a condamné la guerre d'un point de vue de principe, comme immorale, c'est-à-dire du point de vue qu'elle a adopté lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie et de l'Afghanistan. Au contraire, elle s'est toujours démarquée de ceux qui, parmi les opposants à la guerre, adoptaient ce point de vue, les traitant de supporters de Hanoï, comme si tous ceux qui s'opposaient à l'invasion de l'Afghanistan devaient être des admirateurs du féodalisme. A la fin de la guerre, les Etats-Unis ont signé les accords de Paris (1973); le gouvernement américain a de suite annoncé qu'il allait violer ces accords, en en donnant une interprétation qui les contredisait à la lettre. Par exemple, les accords reconnaissaient l'existence de deux administrations parallèles au Sud, celle de Saigon et celle du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire. Celles-ci devaient régler leurs différents par voie de négociations, sans aucune intervention étrangère. L'intégrité territoriale de l'ensemble du Vietnam, Nord et Sud, était reconnue. La ligne de démarcation devait être provisoire. Le gouvernement américain a immédiatement déclaré que les accords signifiaient que les buts poursuivis étaient atteints,

c'est-à-dire qu'une entité autonome, appelée Sud-Vietnam existait, avec comme gouvernement celui de Saïgon. La presse s'est chargée de présenter l'interprétation officielle comme la vérité, ce qui permit ensuite d'accuser les communistes d'avoir violé des accords qu'en fait ils respectèrent jusqu'à ce que les actions du gouvernement de Saïgon les aient rendus caducs (1, chap.5).

Pour ce qui est des débats dans la presse, ils existent et sont même encouragés. Néanmoins, pour apprécier leur signification, il faut bien comprendre dans quel cadre ils se placent. Prenons la politique de soutien aux Contras au Nicaragua. Il était parfaitement possible de dire dans la presse que cette politique ne marchait pas, qu'elle ne permettait pas de rendre le Nicaragua plus démocratique, ou moins agressif. Mais il était impensable de déclarer que cette politique *marchait très bien* parce que son but réel était de mettre à genoux un peuple qui avait tenté de se libérer de la domination américaine. Ou de soutenir que le Nicaragua était infiniment plus démocratique que le Salvador. Même chose avec le terrorisme: on peut discuter à l'infini des moyens les plus efficaces pour le combattre, mais pas remettre en question la notion de terrorisme: par définition, les bombardements israéliens au Liban ne sont pas du terrorisme, mais la lutte des palestiniens en est. Ce qui n'est pratiquement jamais contesté c'est la *légitimité* des interventions américaines, ni la *pureté des intentions* poursuivies. Même au plus fort de la guerre du Vietnam, le débat ne s'est nullement centré sur le *droit* des Etats-Unis à détruire ce pays, ni sur le fait que la guerre était présentée comme une défense du «Sud» contre le «Nord», alors qu'en 1965, la guerre faisait déjà rage au «Sud», sans qu'il y ait le moindre soldat du «Nord». Il est facile de comprendre que plus le débat fait rage dans la presse, à l'intérieur de limites bien définies et intangibles, plus ces limites sont occultées comme limites, et que tout discours qui en sortirait devient littéralement impensable.

Pour bien apprécier la différence entre notre système de propagande et, mettons, celui de l'URSS (à l'époque de Brejnev), il faut connaître l'histoire de Dantchev (11 a, p.223). En mai 1983, celui-ci, journaliste à la radio soviétique, dénonça l'invasion de l'Afghanistan, au micro, pendant cinq jours de suite, appelant les rebelles à résister. Il fût envoyé dans un hôpital psychiatrique (puis rétabli dans ses fonctions). En Occident, on loua son courage, cette «révolte contre la double pensée et la novlangue». Tout ceci est inconcevable «chez nous». Bien. Mais, on peut poser, avec Chomsky, la question impertinente: qu'est-ce qui est réellement impossible ? Ce qui est remarquable, c'est que Dantchev utilise le mot «invasion». Du point de vue officiel soviétique, du moins à l'époque, il n'y a jamais eu d'invasion: seulement une aide, demandée par un gouvernement ami, contre des bandits assistés par le Pakistan, la CIA et la République Populaire de Chine. Nous ne discuterons pas du mérite de cette position, mais nous pouvons constater qu'elle est universellement rejetée en Occident, parce que le gouvernement en question n'avait aucune légitimité, n'ayant, dit-on, aucun soutien populaire. Tournons-nous maintenant vers le Vietnam. Chomsky dit qu'il n'a pas pu trouver, en vingt-deux ans, *une seule* référence à *l'invasion* américaine du *Sud-Vietnam*. On a bien parlé d'une intervention américaine au Sud, d'une guerre du Vietnam, de la possibilité d'une invasion du Nord-Vietnam, de l'agression américaine contre celui-ci, et, évidemment, de l'invasion du Sud par le Nord. Sans même discuter la pertinence de la division entre Sud et Nord, il faut bien constater que l'analogie avec l'invasion de l'Afghanistan est grande, ou du moins devrait l'être si l'on appliquait les mêmes raisonnements aux deux cas. Ce qui fait la supériorité de «notre» propagande c'est qu'il est pratiquement impossible de trouver, même parmi les opposants à la guerre du Vietnam, des gens qui reconnaissent une invasion pour ce qu'elle est.

Pour ce qui est des autres polémiques de droite sur la presse «excessivement critique», voyons les exemples les plus cités: pour le Watergate, il ne faut pas oublier que Nixon s'était attaqué à un groupe extrêmement puissant, le parti démocrate, ce qui explique ses problèmes; lorsque les droits politiques de groupes marginaux ont été violés de façon bien plus grave (par exemple l'assassinat pur et simple, par la police, de dirigeants des «Blacks Panthers»), la presse est restée relativement discrète. Pour Israël, on allègue que la presse se concentre plus sur le sort des Palestiniens que, mettons, sur celui des Kurdes en Irak. Mais il faut garder en tête l'immensité de l'attention accordée à Israël en général, comparé à l'Irak; de sorte que ce genre de reproche est analogue à ce que nous disions dans l'introduction, à savoir que la presse belge s'occupe plus d'un crime commis à Bruxelles que d'un crime commis en Australie. Par ailleurs, on ne trouvera presque pas un mot favorable à propos du régime

Irakien dans toute la presse américaine, alors qu'Israël est y appelé «le symbole de la dignité humaine».

Pour conclure, il faut souligner l'immense responsabilité des médias: le «New York Times» disait, à propos de Popieluszko: pas de publicité, pas d'agitation, donc pas de limites à la terreur. Mais, dans la mesure où l'on se félicite, peut-être avec raison, de ce que les assassins de Popieluszko soient condamnés à cause de l'attention accordée par la presse à cette affaire, il faut admettre que l'indifférence manifestée à l'égard des victimes «sans importance», morts au Liban, au Salvador en Indochine ou à Timor, est en partie responsable de leur sort. Par ailleurs, en lisant Chomsky et Herman, on apprend tout simplement à *lire le journal*. C'est-à-dire à le lire entre les lignes et à avoir l'attention attirée par l'articulet en dernière page où se cachent des drames bien plus grands que ceux qui ont droit à la «une» depuis quinze jours.

Enfin, il faut souhaiter que les principes exposés dans les analyses de Chomsky et Herman soient appliqués à la presse belge ou française, et soient testés sur ces exemples. Il faut évidemment comprendre que les limites du débat ici seront différentes de celles qui ont cours aux Etats-Unis. On aura plus de liberté sur Israël ou l'Amérique Centrale, mais beaucoup moins sur l'Afrique, puisque l'intervention européenne y est plus grande. Par exemple, tous les articles belges sur le Zaïre seront limités au cadre suivant: telle politique de coopération est-elle, oui ou non, efficace pour le développement du Zaïre ? Et, éventuellement, pour «nos» intérêts, mais étant entendu que ceux-ci et ceux des Zaïrois sont complémentaires. On exclura du débat l'idée que ces intérêts s'opposent, que la Belgique cherche en fait à exploiter le Zaïre, ou que cette exploitation profite d'abord à une petite minorité de la population belge, et qu'elle ne se fait donc pas dans «notre» intérêt. Toutes ces idées devraient venir assez spontanément à l'esprit de quiconque étudie l'histoire de la colonisation et de ses suites, néanmoins elles sont impensables dans la presse «respectable» et plus généralement dans la culture intellectuelle belge.

Notes :

1. N.Chomsky, E.Herman, Manufacturing consent. The political economy of the mass média. Panthéon books; 1988. A paraître (en partie) en néerlandais aux éditions EPO.
2. N.Chomsky, Necessary Illusions, South End Press, Boston; 1989.
3. Pour un aperçu global de la politique des Etats-Unis depuis la guerre, voir N.Chomsky, On power and ideology : The Managua lectures, South End Press, 1987. Publié en néerlandais (1988) et, bientôt, en français aux éditions EPO.
4. En français, de N.Chomsky: Dialogues avec Mitsou Ronat. Flamarion, 1977. Ecrits Politiques 1977-1983. Acratie,1984. Réponses inédites à mes détracteurs parisiens, Spartacus, Paris, 1984.
5. E. Herman, F.Broadhead, The rise and fall of the Bulgarian connection. Sheridan square publications, New York, 1986.
6. N.Chomsky, Towards a new cold war. Essays on the current crisis and how we got there. Panthéon Books, 1982.
7. N.Chomsky, The fateful triangle: the United States, Israël and the Palestinians. South End Press, 1983.
8. Turning the tide: U.S. intervention in Central America and the struggle for peace. South End Press, 1985.
9. Pirates and emperors: International terrorism and the real world. Claremont research and publications ; New York, 1987.
10. The culture of terrorism. South End Press, 1988.
11. Recueils de textes. a) The Chomsky reader, éd par J.Peck, Panthéon, 1987. b) Language and Politics, ed par C.Otero, Black Rosé books, Montréal, 1988.
12. E. Herman, The real terror network, South End Press, 1982.
13. N.Chomsky, E.Herman, The political economy of human rights. South End Press, 2 volumes, 1979. Existe en traduction française.